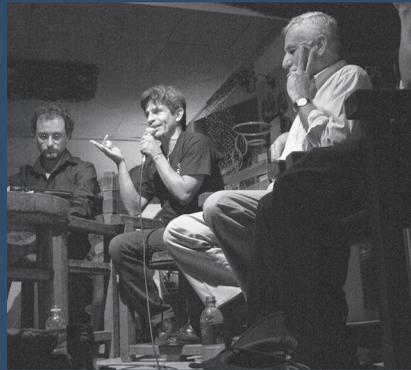


RENFORCER LA MÉMOIRE, LA JUSTICE ET LES DROITS DE L'HOMME AU BRÉSIL ET DANS L'HÉMISPHERE SUD

RENFORCER LA MÉMOIRE, LA JUSTICE ET LES DROITS
DE L'HOMME AU BRÉSIL ET DANS L'HÉMISPHERE SUD



RENFORCER LA MÉMOIRE, LA JUSTICE
ET LES DROITS DE L'HOMME AU BRÉSIL ET
DANS L'HÉMISSPHÈRE SUD

Gouvernement fédéral brésilien
Ministère de la Justice
Commission d'amnistie

Présidente de la République
DILMA VANA ROUSSEFF

Ministre de la Justice
JOSÉ EDUARDO CARDOZO

Ministère de la Justice, Secrétaire exécutif
MARIVALDO DE CASTRO PEREIRA

Commission d'amnistie, Président
PAULO ABRÃO

Commission d'amnistie, Vice-présidents
SUELI APARECIDA BELLATO
JOSÉ CARLOS MOREIRA DA SILVA FILHO

Commission d'amnistie, Directeur du bureau
AMARÍLIS BUSCH TAVARES

Commission d'amnistie, Chef de cabinet
RENATA BARRETO PRETURLAN

Coordinatrice générale du mémorial de l'Amnistie
politique
Manager national du projet BRA/08/021
ROSANE CAVALHEIRO CRUZ

Réalisation
COMMISSION BRÉSILIENNE D'AMNISTIE DU
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
COALITION INTERNATIONALE DES SITES DE
CONSCIENCE

Production éditoriale
COALITION INTERNATIONALE DES SITES DE
CONSCIENCE (ICSC)

Directrice exécutive
ELIZABETH SILKES

Rédacteur
BIX GABRIEL

Rédacteurs adjoints
DEBORAH GARDNER
ZACHARY MCKIERNAN

ICSC Coordination du projet (Brésil)
SILVIA FERNÁNDEZ

Graphiste
KERSTIN VOGDES DIEHN

Formatage
KERSTIN VOGDES DIEHN

Ce volume fait partie du projet BRA/08/021, un effort de coopération centré sur l'échange international, le développement de politiques, et l'expansion de la justice transitionnelle au Brésil, développé par la Commission d'amnistie du ministère de la Justice, l'Agence de coopération brésilienne, le ministère des Affaires étrangères, et le Programme des Nations unies pour le développement, en collaboration avec la Coalition internationale des Sites de conscience (ICSC).

Cet ouvrage, publié simultanément en anglais, français, portugais, et espagnol, vise à diffuser et à renforcer l'expérience latino-américaine dans le domaine de la justice transitionnelle, particulièrement au niveau de la mémorialisation et de ses techniques, et sert de guide exhaustif afin de développer des sites de mémoire.

Les textes présentés ici sont la responsabilité exclusive de leurs auteurs et ne représentent pas la pluralité des politiques publiques et de la pensée académique de la région ; ils ne représentent pas non plus les opinions officielles des organisateurs, sauf lorsque ceci est explicitement noté.

Le chapitre « Mémorialisation dans les sociétés africaines post-conflit : potentiels et défis » par Ereshnee Naidu a été reproduit avec la permission de Intersentia. Il était précédemment publié en tant que : Naidu Ereshnee, « Mémorialisation dans les sociétés africaines post-conflit : potentiels et défis », Mémoires en temps de transition, édité par Suzanne Buckley-Zistel et Stefanie Schäfer. Intersentia, Cambridge: Trinity House, 2014, chapitre 1.

Distribution gratuite - Vente interdite
2 000 exemplaires en portugais
2 000 exemplaires en anglais
2 000 exemplaires en espagnol
1 000 exemplaires en français

Disponible pour télécharger sur :
<http://www.mj.gov.br/anistia>

Publié par la Commission d'amnistie du ministère de la Justice brésilienne.

La reproduction en tout ou en partie de la publication sans la permission expresse de la Commission d'amnistie du ministère de la Justice brésilienne est interdite.

© 2011 Commission d'amnistie du ministère de la Justice brésilienne. Tous droits réservés.

Renforcer la mémoire, la justice et les droits de l'homme au Brésil et dans l'hémisphère sud / Rédacteur Bix Gabriel. — Brasília : Commission brésilienne d'amnistie, ministère de la Justice ; New York : Coalition internationale des sites de conscience, 2015.
184 p.

Publié également en anglais, espagnol et portugais.

Ont collaboré à ce projet le ministère des Affaires étrangères (Brésil) et le Programme des Nations unies pour le développement.

ISBN : 978-0-9962952-0-8

1. Mémorialisation, Amérique latine. 2. Amnistie. 3. Droits de l'homme
I. Gabriel, Bix, rédacteur. II. Brésil, Commission d'amnistie du ministère de la Justice
III. Coalition internationale des sites de conscience.

À PROPOS DE CETTE PUBLICATION

Alors que le soutien au rôle de la mémorialisation s'accroît dans les domaines de la justice transitionnelle et des droits de l'homme, il y a urgence à fournir des outils et des stratégies pouvant aider les initiatives autour de la mémoire à travers le monde, afin de développer des projets qui contribuent à se souvenir du passé et à travailler vers l'objectif du « plus jamais ça. »

Cette publication sera un de ces outils. Elle fournira aux initiatives autour de la mémoire, aux organisations de la société civile, ainsi qu'aux experts et aux chercheurs en muséologie, en droits de l'homme, et en justice transitionnelle à travers le monde, des exemples pratiques et des outils pour utiliser la méthodologie de l'organisation des Sites de conscience.

Cette publication s'ouvre sur une vue générale du rôle de la mémorialisation dans la justice transitionnelle et les droits de l'homme, afin d'offrir un cadre contextuel aux lecteurs. La publication se concentre sur neuf études de cas venant d'une variété d'environnements à travers le monde : Argentine, Bangladesh, Brésil, Cambodge, Chili, Salvador, Serbie, Sierra Leone, et États-Unis. Chaque étude de cas mettra en lumière des méthodologies, des outils et des tactiques spécifiques qui ont été utilisées dans ce contexte particulier avec pour but de promouvoir les droits de l'homme.

Au sein de la diversité des méthodologies et des régions, la publication propose une section centrée sur l'Amérique latine, et plus spécifiquement sur les initiatives engagées en Argentine, au Brésil, au Chili et au Salvador.

PARTENAIRES DE LA PUBLICATION

La Commission d'amnistie du Brésil a été établie en 2001 par le gouvernement brésilien sous la juridiction du ministère de la Justice. Sa mission est d'évaluer les demandes d'indemnisation des personnes qui ont été dans l'incapacité de travailler ou d'effectuer d'autres activités économiques pour des raisons politiques, ou qui ont été d'une manière quelconque persécutées par la dictature à cause de leurs opinions pendant la période 1946-1988. Cela comprend deux décennies de la dictature militaire brésilienne (1964-1985). La Commission est composée de 26 membres. À ce jour, la Commission a reçu soixante-treize mille demandes de réparations. Quarante mille d'entre elles ont été approuvées, ce qui signifie qu'elles ont reçu l'amnistie politique qui fait dès lors office d'excuses officielles pour les violations commises par l'État. Dans environ quinze mille cas, la Commission a aussi reconnu le droit à des compensations économiques.

La collecte de documents de la Commission d'amnistie est la collecte documentaire la plus exhaustive sur le contexte de la dictature brésilienne. Elle est construite à partir des récits de ceux qui affirment avoir vu leurs droits violés par la répression d'État. Elle associe des documents officiels avec de nombreux témoignages cumulés de victimes. Cette collection sera ouverte au public à travers le mémorial de l'Amnistie politique, une initiative de la Commission d'amnistie du ministère de la Justice. En cours de construction dans la ville de Belo Horizonte, ce sera le premier site fédéral de mémoire avec une couverture internationale qui honorerait les victimes de la dictature d'État.

Depuis 2007, la Commission a réalisé de nombreux projets axés sur l'éducation, la citoyenneté, et la mémoire, élargissant encore le concept de réparation qui sous-tend son travail. Par exemple, à travers le projet des Caravanes d'amnistie, la Commission d'amnistie a organisé des sessions d'évaluation de réparations sur les lieux où des violations ont été commises. Avec le projet des Traces de la mémoire, la Commission a fait la promotion d'appels publics pour financer des initiatives sociales sur le sujet de la mémoire. À partir de ce projet, deux autres initiatives ont émergé : les Sentiers de l'amnistie, dédiée à ériger des monuments sur les sites où des persécutions politiques ont été confirmées, et les Cliniques testimoniales, un projet innovant dédié aux soins psychologiques des victimes de la violence d'État.

En plus de ses projets, la Commission d'amnistie considère la coopération internationale comme un outil puissant pour favoriser les initiatives de justice transitionnelle au niveau régional, pour apprendre des expériences réussies à l'étranger, et pour déterminer ce qui est possible à travers son projet BRA/08/021 développé avec le PNUD.

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) est le réseau de développement mondial des Nations Unies, présent dans 166 pays. Son mandat initial est de combattre la pauvreté et de promouvoir le développement humain dans le contexte d'une gouvernance démocratique. Travaillant en collaboration avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile, le PNUD connecte les pays au savoir, à l'expérience et aux ressources afin de travailler avec les populations pour bâtir une vie basée sur la dignité. Ceci est accompli en travaillant ensemble sur des solutions conçues par les pays membres pour renforcer les capacités locales et donner accès aux ressources

humaines, techniques et financières à travers la coopération externe et un large réseau de partenaires.

L'Agence brésilienne de coopération (ABC), qui fait partie de la structure du ministère des Affaires étrangères (Itamaraty), travaille à négocier, coordonner, mettre en place, et contrôler les programmes et projets de coopération technique au Brésil, en fonctionnant sur base d'accords signés par le Brésil avec d'autres pays et organisations internationales. Pour remplir sa mission, la politique étrangère d'ABC est guidée par le SRM et les priorités de développement nationales, comme défini dans les plans sectoriels et les programmes du gouvernement.

La Coalition internationale des Sites de conscience est le seul réseau mondial dédié spécifiquement à transformer les lieux qui préservent le passé en espaces promouvant l'action civique. La Coalition reconnaît que le pouvoir des sites de mémoire n'est pas inhérent ; il doit être exploité dans une stratégie délibérée au service des droits de l'homme et de l'engagement citoyen. Cet effort conscient pour connecter le passé au présent et la mémoire à l'action est la marque du mouvement des Sites de conscience. À travers un réseau de plus de 190 Sites de conscience dans 53 pays, nous encourageons des dizaines de millions de personnes chaque année à utiliser les leçons d'histoire pour agir sur les défis actuels à la démocratie et aux droits de l'homme. À travers des programmes participatifs efficaces qui rassemblent les gens à travers leurs différences, la Coalition construit le mouvement mondial connectant le passé au présent, et la mémoire à l'action.

Le partenariat entre la Commission d'amnistie du Brésil et la Coalition internationale des Sites de conscience date de 2010, lorsque la Commission d'amnistie a accueilli les réunions du conseil d'administration de la Coalition, ainsi que les réunions régionales annuelles des Sites de conscience d'Amérique latine à Sao Paulo et Rio de Janeiro. Ces réunions ont rassemblé des dirigeants du ministère de la Justice brésilienne et des Archives nationales ainsi que ceux de la Coalition internationale pour contribuer au processus de justice transitionnelle et initier une conversation sur la mémorialisation comme faisant partie des réparations suivant la dictature brésilienne.

En août 2012, la Coalition a rejoint la Commission d'amnistie du ministère de la Justice au Brésil pour participer à la 61^{ème} Caravana de Anistia (Caravane de l'amnistie). Lors la Caravana, un panel de Brésiliens de tous horizons, enseignants, fonctionnaires, activistes et défenseurs des droits de l'homme, ont écouté les témoignages des victimes en même temps que se déroulaient des manifestations destinées à créer une mémoire publique, telles que la publication d'œuvres littéraires sur la dictature, un festival de cinéma, et une exposition d'objets d'époque, d'œuvres d'art et de photographies.

TABLE DES MATIÈRES

SECTION 1 : VUE D'ENSEMBLE

1.1	Avant-propos <i>Paulo Abrão et Doudou Diène</i>	11
1.2	Les droits de transition et le nouveau programme de transition brésilien <i>Bruno Scalco Franke, Dario de Negreiros, et Paulo Abrão</i>	17
1.3	Mémorialisation dans les sociétés post-conflit en Afrique : possibilités et défis <i>Ereshnee Naidu</i>	27
1.4	Sites de conscience : mémoire et droits de l'homme <i>Bix Gabriel et Zachary McKiernan</i>	41

SECTION 2: ÉTUDES DE CAS DE SITES DE CONSCIENCE

2.1	Création et exploitation d'un site historique : activation du Tribunal spécial pour la Sierra Leone en un musée de la Paix <i>Zachary McKiernan</i>	51
2.2	Les espaces d'intervention au musée Jane Addams Hull-House : des méthodes interactives pour l'engagement communautaire aux États-Unis <i>Bix Gabriel et Zachary McKiernan</i>	67
2.3	L'activité de rayonnement fondée sur l'histoire : des initiatives pour apaiser la discorde religieuse et politique au Jamalpur Gandhi Ashram au Bangladesh <i>Bix Gabriel et Zachary McKiernan</i>	79
2.4	Les Sites de conscience européens : engager le public par la narration <i>Maja Çeçen et Silvia Fernández</i>	91
2.5	Dialogue Intergénérationnel : connecter le passé au présent à Jeunesse pour la paix au Cambodge <i>Long Khet</i>	101

SECTION 3 : METTRE L'ACCENT SUR L'AMÉRIQUE LATINE

3.1	Transitions : un exemple d'exposition collective issue d'un réseau <i>Valeria Barbuto et Ariel Caniza</i>	113
-----	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

3.2	Le mémorial de la Résistance de São Paulo : des voies pour construire et solidifier les Sites de conscience <i>Kátia Felipini Neves et Maurice Politi</i>	121
3.3	Visites guidées interactives à la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367 <i>Zachary McKiernan et Bix Gabriel</i>	139
3.4	Expositions itinérantes au Museo de la Palabra y la Imagen (MUPI) : transmettre l’histoire en dehors du site au Salvador et dans le monde <i>Bix Gabriel et Zachary McKiernan</i>	153

SECTION 4 : CONCLUSION

4.1	Conclusion <i>Bix Gabriel et Deborah Gardner</i>	167
4.2	Contributeurs.....	173
4.3	Références.....	179

SECTION 1
VUE D'ENSEMBLE

1.1 AVANT-PROPOS

Paulo Abrão et Doudou Diène

Ce travail est un échange d'expériences, de savoir et de théorie à propos des processus de mémorialisation, avec un accent particulier mis sur la coopération Sud-Sud. Le but de ce livre est de servir de guide de référence spécialisé aux acteurs académiques et sociaux dans les contextes de post-conflit.

Publié en quatre langues - anglais, français, portugais et espagnol - ce travail est le résultat d'un partenariat entre la Commission d'amnistie du ministère de la Justice brésilienne et de la Coalition internationale des Sites de conscience qui cherche, à travers une série d'activités multidimensionnelles, à renforcer les processus de mémoire politique en cours au Brésil et à approfondir les dialogues régionaux et internationaux, articulant non seulement les efforts d'institutions individuelles mais aussi ceux des réseaux locaux basés en Afrique, en Amérique latine, en Amérique du Nord, en Asie, en Europe, en Europe de l'Est, en Océanie, et au Moyen-Orient.

À partir des discussions théoriques et des cas d'études présentés, cette publication permet au lecteur de comprendre comment les souvenirs vécus après la répression et la violence peuvent permettre l'évolution et la solidification des nouvelles démocraties. Ce travail encourage ainsi la réflexion sur le lien entre le passé et le présent, et sur la poursuite d'une citoyenneté active afin d'assurer la justice et les droits de l'homme.

La mémoire est la meilleure arme humaine contre les atrocités en raison de la nécessité de discuter de l'importance de leur non-répétition. Les projets de mémoire sont des actions de réparation et d'apprentissage collectifs. Ils ont l'objectif clair de permettre à une société entière de se rencontrer, de réfléchir, de comprendre, puis de générer une conscience critique et une condamnation morale de telles erreurs.

Comme Paul Ricœur¹ nous l'apprend dans toute sa sagesse, le verbe « se rappeler » implique non seulement d'accepter ou de recevoir un message du passé de manière passive, mais aussi de rechercher ce message activement, de faire quelque chose. La mémoire peut nous servir à nous rappeler de graves violations des droits de l'homme afin qu'elles ne se répètent pas, mais elle agit aussi comme un défi afin de formuler des politiques dotées d'une conscience sociale critique qui condamne la répression sur un plan moral, que ce soit pour le passé, le présent ou l'avenir.

Depuis la période de l'après-guerre, un mouvement mondial accéléré a mis en place une éthique de la mémoire. Des procès de Nuremberg a germé une notion de l'humanitarisme revigorée qui se trouve reflétée dans la philosophie moderne de l'universalité de l'humanité et de la dignité humaine. En un sens, ces valeurs assurent un sentiment d'appartenance et établissent un ordre moral. Elles ont été incorporées dans les systèmes juridiques ainsi que dans les structures politiques et sociales.

Ainsi, un préjudice sérieux et systématique aux droits de n'importe quel individu ou groupe social — préjudice tel que la torture, le génocide, les massacres ou les disparitions forcées, par exemple — est une offense faite à l'humanité toute entière, indépendamment du territoire où ils sont commis. Ignorer ces faits reviendrait à nous déshumaniser.

En outre, les droits transitionnels et le nouvel agenda international des droits de l'homme mettent en lumière de nouvelles réalisations ainsi que des défis juridiques. La justice transitionnelle, un ensemble de mécanismes concrets visant à faire face à l'héritage de violence d'États autoritaires, ou bien incapables ou refusant de préserver l'intégrité de leurs citoyens, cherche à établir ou à ré-établir l'état de droit mais aussi à admettre et à reconnaître les violations des droits de l'homme, ainsi que les victimes et les auteurs de ces violations.

La mémoire et la connaissance de ce qui s'est passé dans les sociétés durant les périodes autoritaires et violentes sont de puissants instruments pour pousser les États à assumer leurs responsabilités quant aux graves violations des droits de l'homme qu'ils ont commises et de remplir leurs obligations de réparation.

Défis et ambiguïtés de la mémoire

Le silence et l'invisibilité sont les deux piliers fondamentaux qui permettent la continuation des violations des droits de l'homme et leur impunité. La vérité sur les violations des droits de l'homme est réduite au silence et les victimes de ces violations sont rendues invisibles. Les auteurs de violations des droits de l'homme ont, à toutes les époques et dans toutes les régions du monde, méticuleusement instrumentalisé ces deux forces. Briser le silence autour des violations des droits de l'homme et donner un visage et une voix aux victimes sont ainsi les deux armes les plus puissantes pour combattre les violations des droits de l'homme. La mémoire est l'instrument qui relie ces deux facteurs pour combattre les violations des droits de l'homme. Elle brise le silence en dévoilant et en gardant en vie la vérité et la connaissance des faits de violation des droits de l'homme. Elle renforce la quête de

1 Paul Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, trad. Kathleen Blamley et David Pellauer (Chicago : University of Chicago Press, 2004), 56.

justice pour les victimes à travers la force de ce savoir et à travers la préservation de la réalité des violations des droits. La mémorialisation est ainsi un éternel défi intellectuel, éthique et politique.

La vérité – comme expression de la connaissance de la réalité des violations commises – est une base fondamentale pour la justice, qui est elle-même un des piliers des droits de l'homme. Le combat pour le respect des droits de l'homme est ancré dans le combat pour la mémoire. La mémoire est cependant à la fois individuelle et collective. La mémoire individuelle est constamment fragilisée par les défis actuels, à la fois matériels et émotionnels de la vie. Au niveau de l'individu, le combat pour la vie et la survie dépasse et met de côté l'intérêt pour le passé.

Traditionnellement, la mémoire collective a été monopolisée par l'État. La mémoire collective est au cœur de l'écriture et de l'enseignement de l'histoire qui, en retour, est profondément influencée par l'idéologie politique et les valeurs des forces dominantes de la société. Le processus d'écriture de l'histoire nationale est structuré autour du double principe de promotion et de discrimination : promotion des faits et des visages qu'il faut connaître et dont il faut se souvenir comme modèles du bien et du mal, et discrimination afin de rendre certaines communautés et individus – souvent ceux qui ont été pris pour victimes – invisibles dans l'histoire nationale. Les droits de l'homme sont, dans ce contexte, liés aux plus hautes valeurs de l'identité nationale, de l'unité, de la sécurité, de la cohésion sociale, et de la stabilité. Ces hautes valeurs nationales offrent un cadre à travers lequel des décisions sont prises quant aux événements, faits et individus qui devraient être inclus comme modèles ou références dans l'histoire nationale, la mémoire officielle d'une nation.

Les pouvoirs politiques réfléchissent constamment à des stratégies et autres instruments visant à contrôler ou à influencer la lecture et la perception des faits et des événements qui forment la conscience et l'imagination de leurs peuples. L'effacement ou l'omission dans les livres d'histoire sont une pratique idéologique traditionnelle à cet effet. Elie Wiesel, philosophe et survivant de l'Holocauste, l'a résumée ainsi : « Le tueur tue deux fois. D'abord en tuant, puis en essayant d'effacer les traces. »²

Dans ce combat pour la mémoire – qui est un élément déterminant de la conscience publique et qui peut, ainsi, connecter le social et le politique – les voix des victimes pourraient remettre en cause le statu quo des États et créer des alternatives au monopole de l'exercice de la mémoire.

Les sociétés qui ont connu des périodes de violence directe de l'État, ou les gens dont les droits de l'homme ont été violés à cause d'un manque de protection de leur propre État, peuvent commencer leurs efforts pour reconstruire leurs propres histoires depuis la perspective des victimes. De telles initiatives non-officielles de mémoire, à la fois diverses et hétérogènes, viennent défier la version officielle de la mémoire et réveillent un désir de reconnaissance parmi ceux affectés directement par les conflits. Ainsi, écouter les voix des victimes est une partie nécessaire de la légitimation des initiatives de mémoire à caractère social.

2 Le survivant de l'Holocauste, Elie Wiesel, a fait cette déclaration à la barre des témoins le 2 juin 1987 lors du procès de Klaus Barbie, le fameux « Boucher de Lyon », "Courtroom Sketch of Elie Wiesel at the Trial of Klaus Barbie", Site Internet du United States Holocaust Memorial Museum. Consulté le 14 septembre 2014, http://www.ushmm.org/wlc/en/media_da.php?MediaId=5627 (citation traduite par nous)

Éviter l'instrumentalisation de la justice transitionnelle

Le processus entourant presque tous les appels à une justice transitionnelle suit un schéma similaire : La société civile identifie le ou les abus des droits de l'homme, documente cet abus, et analyse les mécanismes de réparation. Lorsque ceux-ci semblent faire défaut, la société civile demande d'autres instruments de justice et de réparation, souvent aux agences internationales telles que les Nations Unies. Les États membres se saisissent dès lors du concept et décident d'un cadre de travail dans le temps, souvent alors même que les violations des droits de l'homme continuent. Finalement, lorsque les règles des mécanismes sont rédigées, la mise en place du processus de justice transitionnelle débute. C'est là que réside le plus grand défi. Le plus souvent, les gouvernements, au lieu d'appliquer les mécanismes de justice transitionnelle dans le cadre de travail prescrit, mettent en place des interprétations, restrictions et limitations au processus qui sont politiquement motivées. Ainsi, le contrôle par le gouvernement de la création, du mandat, et de la composition des institutions de justice transitionnelle, ainsi que le contrôle du suivi et de la mise en place des recommandations finales de ces institutions, peut réduire l'expression de la vérité quant aux violations des droits de l'homme ainsi que la représentation et la mémoire des faits et événements liés à ces violations.

Il est impératif que ni l'enquête sur les causes profondes – politiques, sociales et idéologiques – de ces violations des droits de l'homme, ni l'identification des responsabilités ne soient omises des mandats de ces institutions ainsi que des mécanismes. Cela pourrait remettre en question la légitimation de la vérité et de la mémoire ainsi que le potentiel de réconciliation, et aussi déconnecter la vérité et la mémoire du champ de la justice pénale.

Changement dans le champ éthique : Les violations des droits de l'homme, qui sont au cœur des processus de mémorialisation, doivent être réévaluées à travers de nouveaux paradigmes de valeurs politiques et éthiques. L'actuelle idéologie dominante libérale a un fort impact sur les bases éthiques des droits de l'homme. Le libéralisme, basé sur les lois du marché, promeut des valeurs de compétition et de consommation, ainsi qu'une dimension matérialiste de la vie. La préservation des souvenirs de violations passées des droits de l'homme n'est pas une valeur pertinente pour la pleine jouissance des avantages et du confort de la vie matérielle.

La crise mondiale croissante crée aussi de nouvelles priorités de survie. De nouvelles technologies de l'information et de la communication fragmentent – derrière le voile des réseaux sociaux – les communautés en isolant les individus les uns des autres. La culture se retrouve limitée à sa dimension esthétique liée aux formes et aux objets, ce qui correspond au paradigme de consommation de l'économie de marché. Ici, les dimensions éthiques, qui incluent les droits de l'homme, sont considérées comme n'ayant aucune valeur.

Transformation idéologique du contexte politique : La priorité donnée à la guerre globale contre le terrorisme et à la défense de l'identité nationale contre les changements culturels ou religieux issus de l'immigration érodent lentement les valeurs liées aux droits de l'homme que sont la justice, l'égalité et la tolérance. Des forces politiques montantes, nationalistes et intolérantes, légitimées par la nouvelle théorie de la « guerre des religions et des cultures », instrumentalisent les facteurs de race, de religion et de culture, dévalorisant la diversité et insistant sur les aspects ethniques de l'immigration, promouvant ainsi l'exclusion et la haine. Les gouvernements qui sont

contre l'idée d'exploiter la mémoire pour les droits de l'homme combattent ouvertement et contestent la légitimité de la mémorialisation des droits de l'homme. Au lieu de cela, de tels gouvernements exploitent le besoin de mémorialisation en tant qu'outil idéologique pour attiser le mécontentement social et déstabiliser l'homogénéité des sociétés actuelles. Dans ce contexte, la mémoire n'est plus une valeur qui mérite qu'on la défende.

Délégitimation de la justice transitionnelle : La question des commissions de la vérité, qui constituent une institution ou expression essentielle de la justice transitionnelle, soulève des inquiétudes. Il est nécessaire d'éviter leur déconnexion d'un fondement éthique et leur instrumentalisation à des fins politiques.

La justice transitionnelle perd sa finalité comme étape vers l'exercice complet de la justice pénale pour être pratiquée comme une fin en soi. Dans de nombreux cas, conduire un processus de justice transitionnelle, aussi imparfait soit-il, devient un substitut à des processus vastes et profonds de recherche et d'expression de la vérité. Dans de nombreuses situations récentes de post-conflit, la justice transitionnelle – et les commissions de la vérité en particulier – devient un instrument de légitimation de l'impunité et de justification de l'amnistie générale.

Certains aspects des institutions suivantes illustrent de telles formes d'instrumentalisation : la Commission de la vérité et de la réconciliation d'Afrique du Sud ; la Commission sur le dialogue, la vérité et la réconciliation de Côte d'Ivoire ; et la Commission tunisienne de la vérité et de la dignité. La Commission de la vérité, de la justice et de la réconciliation du Togo est une institution de justice transitionnelle récente qui ne comporte pas de tels aspects. L'échec de nombreux processus de justice transitionnelle à apporter une transformation juridique, sociale et éthique ainsi qu'une réconciliation doit être reconnu. La justice transitionnelle n'a pas éradiqué le racisme en Afrique du Sud postapartheid, pas plus qu'elle n'a promu l'égalité sociale. Au Togo, la polarisation politique prévaut toujours précisément parce que le gouvernement a bloqué la mise en place des recommandations de la Commission. En Côte d'Ivoire, la Commission sur le dialogue, la vérité et la réconciliation est en train de surmonter l'absence de l'élément de justice dans son mandat en plaçant une grande priorité sur l'identification des victimes et la promotion des réparations.

Le succès de la justice transitionnelle comme instrument servant non seulement à commémorer les violations des droits de l'homme mais aussi à apporter justice, égalité, et à éradiquer les causes de ces violations, appelle en définitive à un lien systématique entre justice, lutte contre l'impunité, progrès social, et promotion des valeurs et pratiques de la démocratie.

Au-delà de la justice transitionnelle : recommandations visant à renforcer la mémorialisation de la justice et des droits de l'homme

Par sa définition et sa nature, la justice transitionnelle est un processus transitoire qui ne saurait durer indéfiniment. Bien que les processus de justice transitionnelle soient en mesure de poser les fondements de mécanismes de justice pour le long terme, et de promouvoir la valorisation des droits de l'homme comme un principe fondamental d'une société émergeant d'un conflit, comment

les États et les acteurs de la société civile peuvent-ils s'adosser sur ces idéaux pour que le respect des droits de l'homme ne soit pas seulement confiné dans le court terme suivant immédiatement le processus de justice transitionnelle ou le domaine légal ou judiciaire ?

La mémorialisation est un des moyens les plus efficaces pour ce faire. La mémorialisation devrait être vue et pratiquée à la fois comme une valeur et un outil pour sensibiliser et pour nourrir la volonté et la détermination à lutter contre les violations des droits de l'homme.

Pour être efficace, la mémorialisation devrait lier temps et éthique. Actuellement, dans la plupart des cas, les sociétés dans lesquelles la mémorialisation est sollicitée ne sont pas forcément celles où les violations des droits de l'homme ont eu lieu. Une société profondément transformée et structurée, non seulement par les forces économiques et sociales, mais aussi par les forces idéologiques et philosophiques, a lentement et fondamentalement changé et redéfini son système de valeurs, sa sensibilité et sa mentalité. Le jugement du bien et du mal, la signification des droits de l'homme, et la perception de ce qui devrait être considéré comme une violation des droits de l'homme ont changé. Ainsi en est-il aussi de ce dont on doit se souvenir.

La mémoire, dans sa dimension de préservation de la connaissance du passé, doit fonctionner en tandem avec la promotion de la compréhension et de la réflexion quant aux racines des violations des droits de l'homme passées, ainsi qu'avec des moyens d'agir dans le présent pour faire respecter les droits de l'homme et la justice. Le processus de mémorialisation doit ainsi lier préservation des faits et des événements, réflexion et mise en lumière des causes profondes des violations des droits de l'homme, et action au présent pour éliminer ou combattre les menaces nouvelles ou existantes à l'encontre des droits de l'homme.

De tels types de mémorialisation peuvent mener à la transformation de la conscience collective et individuelle, résultant en une citoyenneté active et renforcée qui demande et assure que « plus jamais ça » soit davantage qu'un slogan, que ce soit une actualité.

Avec cette publication, les acteurs à l'intérieur et à l'extérieur des institutions d'État – les communautés, évidemment, mais aussi les individus des sociétés à travers le monde – peuvent trouver un guide pratique et théorique afin de promulguer la mémorialisation et de passer de la mémoire à l'action.

Doudou Diène

Paris, juin 2014

Paulo Abrão

Brasilia, juin 2014

1.2 Les droits de transition et le nouveau programme de transition brésilien

Bruno Scalco Franke, Dario de Negreiros, Paulo Abrão Pires Jr.

On raconte qu'un jour, alors qu'il voulait dîner dans un célèbre restaurant de Buenos Aires, le dictateur argentin Jorge Rafael Videla fut obligé de quitter l'établissement car des clients furieux ne voulaient pas de lui. Le 17 mai 2013, Videla décéda à l'âge de 87 ans à la prison de Marcos Paz, où il purgeait sa peine à perpétuité. Son corps fut transféré à Mercedes, où la population expulsa sa dépouille. Les habitants descendirent dans la rue pour empêcher son enterrement dans le cimetière municipal de sa ville natale. Selon les journaux locaux, les funérailles n'eurent lieu que quelques jours plus tard, dans la ville de Pilar. La famille fut obligée d'organiser une cérémonie secrète dans un cimetière privé.

Il y a quelques décennies, tous ceux qui s'étaient faits à la réalité brésilienne trouvaient de tels événements étranges, car la situation au Brésil a été très différente pendant un certain temps. Nous nous étions habitués à utiliser des ponts et des passerelles qui portaient le nom d'Artur da Costa e Silva, et à traverser des rues et des autoroutes qui arboraient celui d'Humberto de Alencar Castelo Branco. Même les hommages officiels et publics à la dictature civilo-militaire (de 1964 à 1985), tels que le symbole présent sur les armoiries de la police militaire de São Paulo¹, ne semblaient pas être assez importants pour susciter de vifs sentiments d'étonnement ou d'indignation.

Mais il ne fait aucun doute que maintenant, seulement un demi-siècle après le coup d'État qui nous a plongés dans l'impuissance pendant plus de deux décennies, les choses commencent à chan-

¹ Selon le site Web de la police militaire de Sao Paulo, la dix-huitième étoile sur ses armoiries est un hommage à la « révolution de mars » de 1964.

ger. Le vocabulaire des droits à la mémoire, à la vérité, à la justice, à la réparation et aux réformes institutionnelles s'emploie désormais ailleurs que chez les spécialistes de la justice transitionnelle. Ces idées sont devenues les causes de divers mouvements sociaux et politiques publiques du gouvernement brésilien. Cependant, pour ceux d'entre nous qui considèrent les valeurs démocratiques comme étant à la base de nos actions, nous ne pouvons nous contenter de l'adoption des directives des piliers de la justice transitionnelle par l'État et les nouveaux activistes. Il n'existe pas de plus grand mensonge, mal historique et oubli que d'ignorer ceux et celles qui ont soutenu cette cause pendant des années et des années.

Donc, si nous voyons aujourd'hui au Brésil un débat très étendu sur les séquelles de la dictature et la nécessité d'adopter des mesures de transition, le mérite de cette avancée considérable n'appartient qu'aux mouvements fondés par les victimes de persécution politique et les familles des hommes et des femmes disparus ou assassinés pour des raisons politiques. Lorsque le gouvernement et la société civile ne semblaient pas comprendre la pertinence ou l'importance sociale ou historique de cette lutte, ce sont les personnes qui ont été persécutées et les familles des victimes assassinées ou disparues qui n'ont pas baissé les bras. Elles n'ont pas non plus succombé à une certaine forme de violence, la seule qui peut être infligée tant à des vivants qu'aux défunts : l'oubli systématique de leurs luttes et souffrances, ainsi que le meurtre symbolique de leur existence.

Par conséquent, c'est grâce à ces victimes et à ces familles que nous avons pu graduellement élargir notre champ de compréhension des violations perpétrées par l'État dictatorial. Nous savons maintenant que de nombreuses tribus autochtones et que des milliers d'agriculteurs ont également souffert de ces violations. Jusqu'à aujourd'hui, la violence continue de frapper les Afro-brésiliens et les couches les plus pauvres de la population. Ces personnes subissent les exactions quotidiennes et systématiques des forces de sécurité brésiliennes, dont la culture et l'architecture institutionnelle sont, sans équivoque, des legs des « années de plomb » de la dictature militaire.

Le processus de réparation brésilien a vu le jour pendant le régime autoritaire². Avec une mise en œuvre graduelle qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui, le processus de justice transitionnelle présente des mesures de réparation comme l'axe structurel d'un programme qui vise à aborder l'héritage de violence légué par la dictature civilo-militaire. La pratique de réparations à l'égard des victimes qui ont été persécutées pour des raisons politiques constitue un tournant juridique depuis l'adoption de la loi d'amnistie brésilienne (n° 6.683) en 1979, une loi qui a servi de cadre légal fondateur pour la transition politique du Brésil. Il est essentiel de comprendre que la loi d'amnistie au Brésil est une réponse à une demande généralisée des citoyens, et que sa création est aussi un acte de réparation.

La réparation au Brésil n'est pas limitée à des aspects économiques. La transition comprenait des mesures de réparation comme le pardon pour les crimes politiques et connexes, la restitution des droits politiques, et le droit de retour au travail pour les fonctionnaires qui ont été démis de leurs fonctions de façon arbitraire. Les lois garantissent d'autres droits, comme le fait de tenir compte du temps passé aux fins de retraite, la possibilité de reprendre gratuitement les cours de premier cycle

2 Pour obtenir des explications plus détaillées sur la réparation au Brésil et connaître les réflexions à ce sujet, consultez l'article « Justiça de Transição no Brasil: a dimensão da reparação » de Paulo Abrão et Marcelo D. Torelly, publié dans la revue *Anistia Política e Justiça de Transição*. (Brasília : ministère de la Justice n° 03, jan/juin 2010), 108-139.

dans les universités publiques, la reconnaissance des diplômes universitaires obtenus à l'étranger et la localisation des restes des personnes disparues. Depuis 2007, la Commission d'amnistie a organisé des manifestations publiques où des excuses officielles ont été présentées aux personnes qui ont été persécutées pour des raisons politiques dans le passé.

Fondées sur le principe de la réparation, au moins trois caractéristiques uniques du processus de transition brésilien retiennent l'attention. Premièrement, les travaux des commissions de réparation ont révélé des histoires et ont suscité une prise de conscience quant à la nécessité de faire connaître les violations et de promouvoir le droit à la vérité.

Deuxièmement, la reconnaissance officielle par ces commissions de graves violations des droits humains perpétrées par l'État, ajoutée aux preuves probantes, a constitué le fondement factuel des poursuites judiciaires internes et externes, comme lorsque les cas des victimes ont été portés à la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Cette action permet de promouvoir le droit à la justice dans un contexte où les preuves des crimes graves ont déjà été détruites.

En troisième lieu, le processus de réparation a contribué à assurer l'avancement des politiques de mémoire sur le long terme, que ce soit par la publication d'ouvrages de base, tels que le rapport *Droit à la vérité et à la mémoire*, qui documente officiellement l'admission des crimes commis par l'État ; ou par le biais de mesures comme la création des Caravanes d'amnistie, le développement du projet *Marques de la mémoire* et la mise en œuvre du mémorial de l'Amnistie. Ces réparations individuelles, collectives, morales et symboliques ont également une dimension bien définie de la formation de la mémoire.

En novembre 2011, une avancée substantielle a eu lieu avec l'institution de la Commission nationale de vérité, grâce à l'adoption de la loi n° 12.528. L'article premier de cette loi affirme le droit des individus à la mémoire et à la vérité.

La réforme des institutions a également été un objectif permanent du programme politique et institutionnel du pays. Parmi les réformes, il convient de mentionner les changements structurels mis en œuvre pendant plus de vingt-cinq ans de régime démocratique. La participation politique et le pouvoir politique sont désormais institutionnalisés dans la société et au sein du gouvernement, avec l'alternance efficace du pouvoir entre les différents groupes politiques, ce qui permet d'augmenter les mécanismes de contrôle pour l'administration publique et la transparence, et d'apporter des réformes importantes au système judiciaire. Cependant, les citoyens attendent toujours d'autres changements comme une réforme en profondeur des forces armées et des systèmes de sécurité publique et de police.

Il y a donc eu des avancées dans le rétablissement de la vérité et la promotion de la mémoire. Cependant, certains dossiers issus des centres d'investigation et de répression directement liés aux forces armées n'ont pas été rendus publics³. À ce jour, les structures qui ont été utilisées pour la violation des droits de l'homme, de même que leurs ramifications dans les différents secteurs du gouvernement et de la société, ne peuvent être déterminées et rendues publiques. Aucune explica-

3 Ces centres de répression liés au commandement militaire étaient le Centre de sécurité et d'information de l'aéronautique (CISA), le Centre d'information de l'armée (CIE) et le CENIMAR (Centre d'information naval). Seule une partie des dossiers du CISA a été remise aux Archives nationales.

tion n'a non plus été fournie quant aux actes de torture, aux disparitions et aux assassinats. Leurs auteurs n'ont pas été identifiés et traduits devant les institutions gouvernementales appropriées. Les membres des familles n'ont toujours pas reçu d'information quant aux restes de leurs proches disparus et les circonstances dans lesquelles ils semblent avoir péri.

Les politiques de mémoire publiques du Brésil

Le Brésil a progressivement renforcé ses politiques de mémoire publiques et ses concepts de transition juridiques. Au niveau institutionnel, le travail de mémorialisation de la Commission d'amnistie se reflète particulièrement dans des projets spécifiques tels que l'initiative Marques de la mémoire, l'initiative Sentiers de l'amnistie, la projection des films Marques de la mémoire, les Caravanes de l'amnistie et le mémorial de l'Amnistie politique.

Le projet Marques de la mémoire a été entrepris dans le but de favoriser les initiatives de la société civile sur le plan local, régional et national, et d'élargir la portée de la politique d'éducation aux droits de l'homme pour notamment connecter les victimes du régime dictatorial au travers de leurs souvenirs. Comme l'explique le rapport annuel de la Commission d'amnistie de 2008, cette initiative a vu le jour à travers le projet suivant :

Le mémorial de l'Amnistie politique du Brésil, en partenariat avec des spécialistes du département d'histoire des universités fédérales de Rio Grande do Sul (UFRGS), de Rio de Janeiro (UFRJ), de Minas Gerais (UFMG) et de Bahia (UFBA), développe actuellement le projet « Marques de la mémoire : l'histoire orale de l'amnistie politique au Brésil ». Ce projet vise à établir un recueil de sources orales et audiovisuelles des récits de vie des personnes qui ont connu la période de répression, en particulier celles mentionnées dans la loi n° 10.559/02. L'enregistrement et l'organisation se feront selon les critères théoriques et méthodologiques des organisateurs. À l'issue du projet, le public pourra accéder à ce recueil de sources orales et audiovisuelles organisées à des fins de consultation et de recherche au Centre de recherche et de documentation du mémorial de l'Amnistie politique du Brésil⁴.

L'objectif initial de l'initiative a été très bien accueilli par la société civile, en particulier dans les secteurs qui se sont identifiés avec le sujet de l'amnistie politique et se sont sentis encouragés à contribuer au recouvrement de la mémoire historique nationale. Le projet « Marques de la mémoire », qui réunit des initiatives multiples, propose quatre types d'activités différents : des audiences publiques où le public peut écouter les victimes de persécution politique parler de leur passé et de leur relation avec le présent ; l'histoire orale, sous forme d'entretiens avec les victimes des persécutions politiques ; des publications, notamment les mémoires des victimes de persécution politique, des thèses de doctorat et des mémoires sur la période dictatoriale, des réimpressions d'ouvrages de référence et des comptes rendus des délibérations relatifs à l'amnistie politique et aux événements de justice transitionnelle ; et des appels publics pour des initiatives de mobilisation de la société civile, avec l'application de procédures d'appel d'offres lors de la sélection de projets de préservation, de mémoire, de divulgation et de diffusion. Les projets comprennent des documentaires, des publications, des expositions d'œuvres d'art et de photographie, des conférences, des concerts, la

4 Comissão de Anistia. Relatório Anual da Comissão de Anistia de 2008. 58 – 59. (citation traduite par nous)

restauration de films, la préservation des collections existantes, des lieux de mémoire, des productions théâtrales et des matériels pédagogiques.

À l'issue de ces appels publics pour fomentier des initiatives de société civile, de 2010 à 2013, les organisations sélectionnées ont signé plus de quarante accords en vue de créer des projets variés sur l'amnistie politique. Les initiatives sélectionnées comprennent une série de films, des documentaires, des expositions ainsi que des publications qui ont grandement contribué à la construction d'une mémoire historique brésilienne sur le dernier régime autoritaire du pays. Parmi ceux-ci figurait le film *Repare Bem*, réalisé par la cinéaste Maria de Medeiros, qui a remporté le prix du meilleur film étranger à l'édition 2013 du Festival international du film à Gramado. Dans une autre initiative de l'Institut de la culture en mouvement (ICEM) intitulée « Le cinéma pour la vérité », les universités brésiliennes ont organisé un festival de courts-métrages dans le but de susciter une grande mobilisation nationale sur l'importance des travaux entrepris par la Commission d'amnistie.

Deux autres grands projets qui ont émergé du projet Marques de la mémoire ont commencé à être traités de manière autonome. Le premier projet, *Sentiers de l'amnistie*, organisé par l'Agence libre pour l'information, la citoyenneté et l'éducation (ALICE) et inauguré avec les Caravanes d'amnistie (voir ci-dessous), vise à créer et à installer dix totems dans des endroits publics hautement fréquentés. Le but de ce projet est de restaurer les souvenirs de la répression et de se remémorer des luttes populaires contre les violations des droits de l'homme commises par le régime autoritaire. Ce projet laissera des marques permanentes sur l'histoire de chaque endroit qu'il visitera. À la fin de l'année 2014, le projet avait installé des monuments dans sept États différents, dans les villes de Belo Horizonte, Curitiba, Ipatinga, Recife, Rio de Janeiro, São Paulo, Porto Alegre et Florianópolis.

La projection des films Marques de la mémoire, l'autre grand projet qui a émergé de cette initiative, a vu la distribution généralisée de treize films qui ont été produits dans le cadre d'un projet plus vaste. Tous les films étaient axés sur l'amnistie politique et les années de dictature brésilienne, contribuant ainsi à diffuser des informations sur ces initiatives de mémoire.

Présente depuis 2008, l'initiative des Caravanes d'amnistie est le deuxième plus grand projet d'envergure de la Commission. Comme son nom l'indique, il s'agit d'un projet itinérant, avec des séances publiques pour l'évaluation des demandes d'amnistie politique, ainsi que des activités éducatives et culturelles soutenues par la Commission d'amnistie du ministère de la Justice. Ce projet est une politique publique d'éducation aux droits de l'homme, cherchant à recouvrer, à préserver et à diffuser la mémoire politique brésilienne, la démocratie et la justice transitionnelle. En se rendant aux différents endroits du Brésil qui ont été le théâtre de persécutions politiques, le projet assure la participation à grande échelle de la société civile aux actes de réparation officiels. Cela permet une réappropriation du concept d'amnistie, ainsi qu'une reconnexion aux souvenirs de la période de grandes mobilisations sociétales qui a précédé la redémocratisation de la société brésilienne. Les caravanes se produisent généralement en collaboration avec la société civile et les organismes du pouvoir législatif, exécutif et judiciaire. Fin 2014, quatre-vingt-huit caravanes avaient visité vingt États différents, évaluant 1 804 demandes et enregistrant un nombre total de seize mille participants. La grande portée du projet et le témoignage des demandeurs sont tous deux des indicateurs du potentiel de cette politique publique et de l'importance de ce projet pour la mémoire nationale.

Le ministère de la Justice supervise le projet du mémorial de l'Amnistie politique en partenariat avec l'Université fédérale de Minas Gerais et la municipalité de Belo Horizonte, en vue de préserver la mémoire de la répression politique au Brésil, de 1946 aux premières années de la redémocratisation. Le mémorial est encore en construction et la fin des travaux est prévue pour 2016. L'ambition du mémorial est de devenir un endroit où les Brésiliens pourront renouer avec leur passé, renouveler leur engagement envers la démocratie et les droits de l'homme et surmonter les traumatismes du passé. Plus de soixante-treize mille cas ont été soumis à la Commission d'amnistie et seront mis à la disposition du public pour consultation. De plus, le mémorial conservera les dossiers pertinents que les gouvernements, les institutions et les organismes privés ont soumis au ministère de la Justice. Le contenu disponible au mémorial rendra accessible la mémoire à la fois en tant qu'une expérience individuelle qu'en tant qu'un ensemble diversifié d'expériences sociales. Le mémorial permettra aux Brésiliens de se remémorer les actions et les gestes du passé tout en songeant aux mots, aux histoires, à la musique, aux images et aux récits d'un passé plus récent.

Au niveau fédéral, la Commission spéciale sur les décès et disparitions politiques, une autre commission de réparation brésilienne, a entrepris deux projets majeurs : « Droit à la mémoire et à la vérité » et « Lieux de mémoire », dans un effort visant à retrouver et à préserver la mémoire historique de la période de dictature. L'ambition du premier projet intitulé « Droit à la mémoire et à la vérité » est de retrouver et de diffuser les histoires de résistance à la dictature. Les publications relatives à ce projet comprendront le rapport sur le droit à la mémoire et à la vérité, qui représente une grande partie des données compilées sur la période autoritaire. Le second projet, « Lieux de mémoire », s'engage à identifier les structures, les lieux et les institutions que le régime répressif a utilisés pour commettre les violations aux droits de l'homme, au moyen d'un système de géoréférencement et d'un outil virtuel. Ces informations seront ensuite rendues publiques.

Le travail qui s'effectue actuellement au Val de Perus (le cimetière de Perus) pour l'identification et le catalogage des dépouilles est également important. Bien qu'il ne s'agisse pas vraiment d'un projet de mémoire, il n'y a aucun doute que les résultats obtenus contribueront à former une mémoire nationale et, sur le long terme, exhumeront des récits de vie interrompus par la répression.

Finalement, la Commission nationale de vérité a soumis son rapport final au président de la République le 10 décembre 2014. Comme l'indique son nom, cette commission s'est engagée à mettre au jour la vérité. Cependant, il convient de noter que les produits finaux de ses travaux sur les années de dictature civilo-militaire constituent également un véritable héritage et un répertoire de mémoire inestimable pour la nation. Les initiatives de mémoire ne sont pas circonscrites au niveau fédéral. De nombreux projets se réalisent au niveau national et municipal, et s'effectuent même en dehors du niveau institutionnel, souvent en dialogue direct avec les initiatives fédérales susmentionnées. Ce dialogue, cependant, n'est pas obligatoire, ce qui illustre les grands progrès accomplis par le Brésil au cours de la dernière décennie dans le renforcement des politiques de mémoire.

Les droits issus de la transition et le nouveau programme de transition brésilien

La lutte pour le recouvrement de la mémoire, l'établissement de la vérité et des faits, l'exercice de la justice, le jugement des criminels, l'obtention de réparations pour les victimes et la réalisation des réformes institutionnelles repose entièrement sur les efforts des personnes qui ont été persécutées sous la dictature et les proches des personnes assassinées ou disparues. Il est à la fois impressionnant et encourageant de voir comment, au cours de ces dernières années, ces causes se sont intégrées à divers mouvements sociaux engageant un éventail d'acteurs politiques. Il convient de noter que les acteurs plus âgés ne sont pas les seuls à défendre ces causes, mais que de nouveaux groupes et mouvements sont également apparus, et qu'ils ont placé cette cause au centre même de leur action militante alors que nombre de leurs membres n'étaient même pas encore nés pendant le régime autoritaire.

En octobre 2010, à Fortaleza, lors de l'arrivée de la dépouille de Bergson Gurjão Farias, victime de persécution politique, un groupe de jeunes a décidé de fonder le groupe Coletivo Aparecidos Politicos (Collectif des manifestations politiques). Mettant l'accent sur la relation entre l'art et la politique, ou l'« esthétique de la guérilla urbaine » si l'on reprend leur expression, le groupe Aparecidos prépare des expositions, organise diverses manifestations et réalise des graffiti, des affiches, des projections de films, des émissions de radio et d'autres programmes urbains.

En mai 2011, les jeunes militants ont commencé à faire circuler de véritables billets de banque brésiliens (des reals/BRL) dans la ville de São Paulo, sur lesquels ont été tamponnés les mots suivants : « Qui a torturé Dilma Rousseff ? ». Cette intervention était une réinterprétation de l'une des œuvres les plus célèbres de l'artiste Cildo Meirelles : dans les années 1970, il tamponna la phrase « Qui a tué Herzog ? » sur des billets cruzeiros . Les jeunes activistes responsables faisaient partie du groupe Coletivo Político Quem (Groupe politique « Qui »), qui utilise le pronom interrogatif dans le nom du groupe pour faire la lumière sur les graves violations des droits de l'homme qui ont eu lieu pendant la dictature, mais aussi sur les intérêts qui ont motivé ces violations et qui ont donné à leurs auteurs une quelconque protection :

S'il faut indiquer clairement Qui a été torturé, nous devons également dire Qui a publié et Qui continue de publier des journaux qui collaborent avec le régime, et Qui sont ceux qui ont prêté leur voiture pour emmener des prisonniers politiques dans les cellules de torture. Il faut révéler Qui sont les assassins, Qui sont ceux qui ont gouverné et qui continuent de gouverner. Il est nécessaire de préciser Qui a caché les corps, mais aussi Qui en a bénéficié et Qui continue d'en bénéficier grâce au maintien de l'ordre économique garanti dans le passé par celui qui dirigeait les forces armées, et assuré aujourd'hui par les balles réelles ou en caoutchouc tirées par la police, qui intègre également des militaires⁵.

L'année suivante, deux groupes au Brésil ont instauré une pratique déjà populaire dans d'autres

5 Le texte a été signé uniquement au nom du groupe. « Verdade e Justiça para Quem », Brasil de Fato, 19 juillet 2011, disponible à l'adresse suivante : <http://www.brasildefato.com.br/node/6877>. Consulté le 20 avril 2015. (citation traduite par nous)

pays d'Amérique latine : les *esculachos* ou *escraches*, une manifestation où les activistes dénoncent publiquement les responsables de la dictature sur leur lieu de travail ou devant leur résidence. « Si on n'obtient pas justice, il y aura un *esculacho* général, » avaient clamé les membres du groupe Frente do Esculacho Popular (Front populaire des Esculacho) en avril 2012 devant Harry Shibata, médecin légiste et ancien directeur de l'Institut de médecine légale. Il a été accusé d'avoir falsifié des rapports d'autopsie pour dissimuler les actes de torture et les meurtres de la dictature. Quelques jours auparavant, Levante Popular da Juventude (Mouvement de soulèvement populaire de la jeunesse) avait organisé un *esculacho* qui avait rassemblé des centaines de manifestants devant la maison de David dos Santos Araújo (alias « Capitaine Lisboa »). Shibata et Araújo sont tous deux inscrits sur la liste des 377 criminels de la dictature qui figure dans le rapport final de la Commission nationale de vérité.

Dans toutes ces approches et actions utilisées par ces mouvements, il y a un élément commun essentiel qui retient l'attention : toutes, sans exception, se souviennent des violations du régime autoritaire d'hier en évoquant la manière systématique avec laquelle les institutions de la sécurité publique commettent des exactions aujourd'hui.

Quelle est la portée réelle de la violence d'État dans la société brésilienne d'aujourd'hui ? Malheureusement, l'ampleur du problème préoccupe même ceux qui côtoient quotidiennement ces données.

En l'espace de neuf ans (entre 2003 et 2012), la police militaire de Rio de Janeiro a tué 9 646 personnes, soit plus d'un millier de personnes par an. En cinq ans (entre 2005 et 2009), la police militaire de São Paulo a tué 2 045 personnes. À titre de comparaison, le nombre total de personnes tuées par des policiers aux États-Unis de 2005 à 2009 se chiffre lui à 1 915 cas. Donc, la police de l'État de São Paulo, un État qui compte 40 millions d'habitants, tue plus de personnes que les forces de police de l'ensemble des États-Unis dont la population s'élève à 300 millions d'habitants. Rio de Janeiro, avec ses 16 millions de citoyens (soit cinq pour cent de la population des États-Unis), a un corps policier qui, en deux ans, tue le même nombre de personnes que toutes les forces de police des États-Unis réunies tuent en cinq ans. Luiz Eduardo Soares résume la gravité et la tragédie du problème :

À l'heure actuelle, un véritable génocide se produit au Brésil [...] les principales victimes sont des de jeunes hommes noirs âgés entre 15 et 24 ans [...]. Le problème a atteint aujourd'hui des proportions si graves que l'on constate un manque de jeunes hommes dans la démographie du Brésil, un déséquilibre qui n'apparaît que dans les sociétés qui sont en guerre⁶.

Dans le futur, tout historien, géographe ou chercheur en sciences sociales qui décidera d'analyser la structure démographique brésilienne de notre époque verra ce déficit. Il ne fait aucun doute que nous faisons actuellement face à une tragédie sans équivoque, qui laissera ses traces dans l'histoire. Que la violence étatique actuelle soit incluse dans les sujets de discussion les plus élémentaires du nouveau programme de justice transitionnelle au Brésil constitue avant tout un impératif éthique⁷.

6 L.E. Soares, « Segurança Municipal no Brasil sugestões para uma agenda mínima » dans J.T. Sentosé *Prevenção da violência: o papel das cidades*. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 2005. (citation traduite par nous)

7 Pour obtenir des explications plus détaillées et connaître les réflexions à ce sujet, consultez cet article de Dario de Negreiros : « La mémoire, la vérité, la justice et la réparation pour les crimes de post-dictatoriaux au Brésil », accessible sur : <http://ponte.org/memoria-verdade-justica-e-reparacao-pa-ra-os-crimes-do-brasil-pos-ditatorial/>

Un tel impératif s'attachera notamment à satisfaire les demandes de l'association Mães de Maio (Mères de mai), l'un des plus importants mouvements sociaux engagés dans la lutte contre la violence policière au Brésil. Regroupant principalement des mères de jeunes tués par la police militaire de São Paulo, l'association Mães de Maio défend depuis des années la nécessité de mettre en place une commission de vérité démocratique qui sera chargée d'enquêter sur les crimes commis par les agents de l'État après 1988. Par ailleurs, des groupes tels que Margens Clínicas (Marges cliniques), un collectif de jeunes psychanalystes qui offrent une assistance psychologique aux victimes de violence policière, ont plaidé pour la création de politiques publiques visant à promouvoir la mémoire, la vérité et la réparation pour les personnes touchées par la violence d'État actuel.

En effet, il est important de se rappeler que les mécanismes de justice transitionnelle ont été intégrés comme des obligations étatiques dans les sociétés post-transition. Par conséquent, ces mécanismes sont devenus des « droits issus de la transition ». Autrement dit, même s'ils découlent du programme de transition, ils ont été incorporés dans l'ordre juridique en tant que droits permanents qui doivent être appliqués lorsque les agents de l'État commettent de graves violations aujourd'hui. C'est pourquoi nous devons les appeler les « droits issus de la transition », afin de préciser leur origine, car les termes « droits de transition » ou « droits pour la transition » suggèrent que l'exercice de ces droits ne se limite qu'aux périodes de transition. Ainsi, la lutte pour la mémoire, la vérité, la justice et la réparation concerne également les victimes des violations commises par les agents de l'État aujourd'hui, des violations qui sont, malheureusement, des pratiques quotidiennes.

L'extension des droits de transition aux victimes d'aujourd'hui (ce qui devrait être une conséquence logique) n'éclipsera nullement la lutte historique menée par les victimes de la dictature. Au contraire, cette inclusion renforce leur lutte. Au cours du siècle dernier, beaucoup d'entre nous n'ont pas baissé les bras ; nous n'avons cessé de critiquer les lacunes qui existent dans le processus de transition brésilien. De la même manière, nous n'avons cessé d'affirmer sans relâche que lorsqu'un pays se déleste de ses responsabilités envers le passé, il est condamné à répéter les mêmes erreurs. Les contrecoups actuels des pratiques dictatoriales d'hier, tels que la violence étatique actuelle et les crimes des institutions publiques contre l'humanité, valident malheureusement l'importance de nos luttes et démontrent l'exactitude du raisonnement utilisé pour les justifier.

Cependant, avec le développement de nos causes, nos voix s'amplifient et notre lutte se renouvelle avec l'émergence de nouveaux groupes et mouvements sociaux. Si les effets de la violence provoqués par une dictature ont pu traverser les années, apportant avec eux un passé qui se répète dans le présent, l'apport de nouvelles voix, exigeant l'octroi et l'expansion des droits de transition, garantit que le temps n'effacera pas cette lutte pour la liberté et la démocratie ni aujourd'hui, ni demain.

1.3 MÉMORIALISATION DANS LES SOCIÉTÉS POST-CONFLIT EN AFRIQUE : POTENTIELS ET DÉFIS

Ereshnee Naidu

En janvier 2012, le mémorial des Droits de l'homme de l'Union africaine (MDHUA) a été inauguré dans le cadre du nouveau siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, Éthiopie. Le Mémorial fait partie de la nouvelle enceinte bâtie sur le site d'une ancienne prison, Alem Bekagn, qui a connu la notoriété comme site de massacres et de détention durant la période italienne d'occupation en 1936, et durant la Terreur rouge de 1977-1979. Le MDHUA, initialement construit dans le but de commémorer la Terreur rouge éthiopienne, le génocide rwandais, l'apartheid en Afrique du Sud, le colonialisme, et la traite des esclaves, cherche à s'étendre à l'avenir pour inclure et reconnaître les atrocités de masse dans d'autres pays du continent¹. Lors de l'inauguration du mémorial, le professeur Andreas Esthete, Président du Conseil intérimaire du MDHUA a remarqué :

... Ce que l'on distingue d'une attention particulière, ce sont des crimes graves pour lesquels, par-dessus tout, nous-mêmes sommes à blâmer ... Les États africains et les gouvernements ont collectivement résolu d'honorer la mémoire de ceux qui ont perdu la vie, d'innocentes vies africaines. Ce qui est reconnu sur ce site aujourd'hui est une

1 Ce chapitre est reproduit avec la permission de Intersentia. Il a été publié antérieurement comme : Naidu, Ereshnee, "Memorialisation in Post-conflict Societies in Africa : Potentials and Challenges", *Memorials in the Time of Transition*, édité par Susanne Buckley-Zistel et Stefanie Schäfer. Intersentia, Cambridge : Trinity House, 2014, chapitre 1. Il a été édité.

2 Alex DeWaal, "Remember Alem Bekagn", *London Review of Books* 34, no. 2 [2012], 16. Consulté le 21 septembre 2014 sur <http://sites.tufts.edu/reinventingpeace/2012/01/20/remember-alem-bekagn/>

profonde vérité morale à propos de nous-mêmes et qu'aucune génération émergente d'Africains ne peut se permettre d'oublier [...] En somme, ce Mémorial est un symbole de l'engagement de l'Afrique pour la justice³.

Le MDHUA est juste un exemple du rôle accru que la mémorialisation⁴ joue désormais dans les sociétés post-conflit. Non seulement le MDHUA illustre la plus grande reconnaissance politique de la mémorialisation et de l'engagement à l'utiliser comme un moyen de reconnaître les victimes d'atrocités de masse au niveau régional, mais il met également en évidence le rôle accru des mémoriaux dans de plus larges processus de justice transitionnelle. La mémorialisation comble certaines des lacunes qui ne peuvent être pleinement traitées par les mécanismes de justice transitionnelle formelle telles que les poursuites judiciaires⁵. Bien que les mémoriaux aient presque toujours fait partie du paysage public, le rôle de la mémorialisation comme symbole de reconnaissance de la souffrance et forme de réparation pour les victimes a gagné le soutien politique et social à la suite de l'Holocauste alors que le monde tentait de faire face aux atrocités de masse, dont l'ampleur n'avait jamais été vue dans les temps modernes. Depuis lors, soutenue par la croissance du domaine de la justice transitionnelle, la mémorialisation a gagné une prépondérance comme mécanisme qui non seulement soutient les processus de justice transitionnelle, mais se présente de plus en plus comme un outil de justice transitionnelle en soi, permettant aux sociétés de se réconcilier avec leur passé et avec les atrocités qui furent commises. En plus des gouvernements post-conflit qui initient des projets de mémorialisation peu après la période de transition, les victimes de conflits commencent à exiger de plus en plus la mémorialisation comme l'une des nombreuses formes de réparation. Il y a une tendance croissante à utiliser la mémorialisation pour répondre à une variété d'objectifs de justice transitionnelle. Cependant, le réel succès de la mémorialisation à atteindre ces objectifs est nuancé. Quel est donc le rôle de la mémorialisation pour se confronter et dépasser le passé ? Quels sont certains des facteurs qui contribuent à la réussite – ou aux défis – des initiatives de mémorialisation dans les sociétés post-conflit ? Comment ces facteurs peuvent-ils être véhiculés pour s'assurer que la mémorialisation remplisse ses objectifs souvent déclarés de reconstruction de la société, de reconnaissance des victimes de conflit, de contribution aux processus d'expression de la

3 Andreas Esthete, "Remarks at the Inaugural of the AU Human Rights Memorial", mis en ligne par Bridget Conley sur le site de la World Peace Foundation et consulté le 21 septembre 2014 sur <http://sites.tufts.edu/reinventing-peace/2012/01/31/remarks-at-the-inaugural-of-the-au-human-rights-memorial>. (citation traduite par nous)

4 Dans ce document, le terme de mémorialisation désigne le processus par lequel la mémoire se perpétue. Définie comme telle, la mémorialisation peut se référer à une large gamme de productions sur la mémoire pouvant inclure des monuments, des musées, des projets d'art et de mémoire, l'apologie, ou la redénomination des installations publiques. Dans la justice transitionnelle, ces productions entrent généralement dans la sous-catégorie des réparations symboliques.

5 Selon Louise Hogan, le processus de justice transitionnelle au Rwanda et en Afrique du Sud a démontré qu'il est presque impossible de poursuivre tous les auteurs de violations flagrantes des droits de l'homme. Des mémoriaux comme le AUHRM servent à combler les lacunes entre la responsabilité et la justice, en fournissant aux victimes un symbole concret signifiant que la souffrance à laquelle ils ont été soumis ne sera pas oubliée. Voir Louise Hogan, "Beyond Transitional Justice—Memorialisation in Africa", *Transconflict*, le 24 mai 2012. Consulté le 21 septembre 2014, <http://www.transconflict.com/2012/05/beyond-transitional-justice-memorialisation-in-Afrique-245/>.

vérité, ainsi que de promotion de l'apprentissage du passé pour que cela ne se répète pas à l'avenir ?

Ce chapitre propose une réflexion sur certaines de ces questions en soulignant l'importance de la mémorialisation dans le discours et la pratique de la justice transitionnelle. Le travail de terrain⁶ et les recherches menées en Afrique du Sud, en Sierra Leone, au Liberia, et au Kenya supportent l'argument selon lequel la mémorialisation après des conflits violents et des régimes dictatoriaux peut avoir plusieurs résultats qui pourraient ne pas avoir été prévus. Par conséquent, la mémorialisation dans des contextes de post-conflit peut avoir des résultats à la fois positifs et négatifs. Il peut y avoir autant de potentiel à contribuer à des lignes de fracture sous-jacentes à la violence qu'il y en a à contribuer à la réconciliation post-conflit et à une paix durable.

Débats dans le domaine de la justice transitionnelle

La fin des années 1980 et le début des années 1990 ont vu l'émergence du paradigme de la justice transitionnelle sur la scène internationale. Dans le but de mettre fin aux cultures de l'impunité et d'instaurer l'état de droit dans les sociétés sortant d'un conflit et de dictatures violentes, des mécanismes de justice transitionnelle ont été établis pour offrir un espace où les victimes pourraient témoigner, identifier les auteurs responsables de violations flagrantes des droits de l'homme, contribuer à la découverte de la vérité sur le passé, faire des recommandations pour les poursuites et l'amnistie, offrir des réparations pour les victimes de violations flagrantes des droits de l'homme, et, surtout, faciliter les processus de réconciliation et de guérison à la suite de la violence⁷.

Le début des années 1990 a vu l'émergence d'un large pan de littérature célébrant la justice transitionnelle comme un mécanisme de lutte contre la violence passée et de reconstruction des sociétés après des conflits violents. Cependant, la recherche n'a que récemment remis en question l'hypothèse selon laquelle aborder le passé pourrait promouvoir la paix et la réconciliation, et a commencé à questionner le fait que la justice transitionnelle rende bien justice aux victimes⁸. Bien qu'il y ait une forme de consensus dans le domaine sur le fait que la responsabilisation soit importante dans la construction d'une paix durable, certains spécialistes affirment qu'il y a un manque de connaissances empiriques pour appuyer certaines des revendications plus importantes, comme le fait que les mécanismes de justice transitionnelle puissent rendre la justice et promouvoir la démocratie, prévenir la non-récurrence des atrocités du passé, et faciliter la réconciliation et la guérison.

6 Ce chapitre se fonde sur les travaux menés au Kenya, en Sierra Leone et au Liberia au nom de la Coalition internationale des Sites de conscience. Des recherches complémentaires au Liberia ont été menées sur le terrain dans le cadre de la recherche de doctorat de l'auteur. Cependant, les points de vue dans le présent document ne reflètent pas nécessairement les vues de la Coalition internationale des Sites de conscience.

7 Neil J. Kritz, ed., *Transitional Justice: How Emerging Democracies Reckon With Former Regimes*, Washington D.C.: United States Institute for Peace, 1997 ; Priscilla B. Hayner, *Unspeakable Truths: Transitional Justice and the Challenge of Truth Commissions*, New York : Routledge, 2010.

8 Claire Moon, *Narrating Political Reconciliation: South Africa's Truth and Reconciliation Commission*, New York: Rowman and Littlefield Publishers Inc., 2008; Hugo van der Merwe, Victoria Baxter, Audrey R. Chapman, eds., *Assessing the Impact of Transitional Justice: Challenges for Empirical Research*, (Washington D.C.: United States Institute for Peace Press Books, 2009).

En outre, certains chercheurs remarquent que les objectifs tels que dire la vérité ne peuvent être réalisés que si les initiatives de justice transitionnelle sont soutenues et institutionnalisées sur le long terme⁹. D'autres, tels que Rama Mani¹⁰, soutiennent que – étant donné la portée limitée et les paramètres souvent étroitement définis des mécanismes de justice transitionnelle – les mécanismes de justice transitionnelle pourraient entraîner la division plutôt que la conciliation, car ils pourraient alimenter les divisions entre les victimes et les auteurs de violations. De plus, leurs définitions parfois étroitement établies excluent du processus les observateurs et la population au sens large, réduisant le potentiel de promotion d'un plus large changement social de ces mécanismes¹¹. Malgré cette critique du processus de justice transitionnelle, il est important de noter que la plupart des auteurs ne cherchent pas à rejeter la justice transitionnelle en soi, mais à contribuer à son amélioration. Les discussions se concentrent donc sur les aspects plutôt techniques tels que le calendrier et l'enchaînement des activités, leur complémentarité, leur expansion pour atteindre les objectifs plus larges de consolidation de la paix, et de viabilité à long terme.

L'augmentation globale des mécanismes de justice transitionnelle – en corrélation avec la reconnaissance par les organismes internationaux¹² que la justice transitionnelle contribue à la paix et la justice – laisse peu de place pour supposer qu'il s'agisse d'une simple tendance qui disparaîtra dans un avenir proche. Il est donc important de veiller à ce que les mécanismes de justice transitionnelle contribuent à la paix et à la réconciliation. Le test décisif pour savoir si les mécanismes ont un effet positif dans les sociétés post-conflit dépend de la manière dont, dans la pratique, ils affectent la vie et le quotidien de millions de personnes touchées au niveau local dans ces sociétés. Mettre l'accent sur le rôle de la mémorialisation dans les sociétés post-conflit peut fournir des indications sur cette question centrale.

Réparations symboliques et mémorialisation dans les sociétés post-conflit

Dans le discours de la justice transitionnelle, la mémorialisation est souvent discutée dans le cadre de réparations symboliques. Avec la croissance de la justice transitionnelle, la question des réparations pour les victimes de violations flagrantes des droits de l'homme a pris une place centrale dans le droit et la politique nationale et internationale. Le droit à un recours a été affirmé dans un certain

9 David E. Lorey et William H. Beezley, eds., *Genocide, Collective Violence and Popular Memory: The Politics of Remembrance in the Twentieth Century*, Wilmington: Scholarly Resources, Inc., 2002; David Mendeloff, "Truth-Seeking, Truth-Telling, and Post-Conflict Peacebuilding: Curb the Enthusiasm?" *International Studies Review* 6, no. 3 (2004): 355–380.

10 Rama Mani, "Rebuilding an Inclusive Political Community After War", *Security Dialogue* 36, no. 4 (2005) : 511–526.

11 Mani, "Rebuilding an Inclusive Political Community."

12 En septembre 2011, Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a établi un mandat de rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, la justice, la réparation et les garanties de non-répétition. La décision a été saluée par la plupart des États membres, avec soixante-quinze États soutenant la résolution.

nombre de documents régionaux et internationaux sur les droits de l'homme, qui ont été rédigés depuis les horribles expériences de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre qui sont se déroulés durant la Seconde Guerre mondiale. La compensation des survivants des atrocités commises par les nazis lors de la Seconde Guerre mondiale a créé un précédent pour les programmes de réparations qui ont suivi. Plus récemment, les réparations ont été définies comme des instruments de justice réparatrice car elles cherchent à améliorer ou à restaurer les relations communautaires. Les réparations peuvent être matérielles, financières ou symboliques, celles-ci s'effectuant à travers des initiatives telles que des excuses, des commémorations ou une mémorialisation.

En encadrant le droit à la réparation, *les Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à la réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire*, une résolution des Nations Unies, s'appuie sur les instruments internationaux tels que la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et des pactes internationaux sur les droits de l'homme, tels que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La résolution insiste sur le droit des victimes d'accéder à la justice et la responsabilité de l'État concerné d'entreprendre les efforts de réparation qui répondent aux besoins économiques, sociaux, psychologiques et politiques des victimes. Selon les directives, les réparations peuvent prendre la forme de restitutions, d'indemnités, de réhabilitations, de satisfactions (catégorie dans laquelle les réparations symboliques peuvent être placées), et de garanties de non-répétition. Elles sont variées dans la forme et peuvent être individuelles et collectives.

Récemment, les commissions de la vérité, y compris celles en Afrique du Sud, au Maroc, au Timor oriental, au Chili, en Sierra Leone et au Liberia, ont recommandé une série de mesures réparatrices comme l'association de la rémunération individuelle ou collective, la fourniture de services sociaux pour des groupes spécifiques, les réparations communautaires, la restitution, la réhabilitation, et les réparations symboliques. La plupart des commissions de la vérité recommandent des réparations afin de reconnaître les souffrances des victimes, de restaurer leur dignité et, éventuellement, de contribuer au processus de guérison et de réconciliation individuelle et collective. Toutes les formes de réparations ont un élément symbolique, même quand elles compensent financièrement, car elles ne peuvent seulement jamais être qu'un geste et ne compenseront jamais pour la souffrance et la perte subies par la personne ou le groupe. En outre, il est crucial qu'elles soient cohérentes et complètes, et qu'elles s'associent à d'autres efforts de justice transitionnelle tels que la recherche de la vérité, les poursuites judiciaires, ou la réforme institutionnelle¹³. La mémorialisation est une des nombreuses formes que peuvent prendre les réparations symboliques, et elle a considérablement

13 Pablo de Greiff, ed., *The Handbook of Reparations*, Oxford: Oxford University Press, 2006 ; Brandon Hamber, "Narrowing the Micro and Macro: A Psychological Perspective on Reparations in Societies in Transition", in Pablo de Greiff, ed., *The Handbook of Reparations*, Oxford: Oxford University Press, 2006, 560 ; Ereshnee Naidu, *Symbolic Reparations: A Fractured Opportunity*, Johannesburg : Centre for the Study of Violence and Reconciliation, 2004. (Cet ouvrage est également disponible sur <http://www.csvr.org.za/docs/livingmemory/symbolicreparations.pdf>, consulté le 20 septembre 2014.)

attiré l'attention avec la propagation mondiale de la justice transitionnelle¹⁴. Un certain nombre de rapports des commissions de la vérité recommandent des activités de mémorialisation telles que la construction de monuments et de musées, des rituels visant à capturer l'esprit des victimes, le changement de nom d'infrastructures publiques et des excuses officielles dans le cadre d'un programme de réparations symboliques plus vaste. Alors que les rapports de précédentes commissions de la vérité telles que le rapport de la Commission vérité et réconciliation en Afrique du Sud ont placé la mémorialisation sous le grand étendard des réparations symboliques, il y a eu un changement significatif pour en faire une catégorie en soi¹⁵, qui soit complémentaire des poursuites judiciaires, des réparations, d'une réforme institutionnelle, et de la recherche de la vérité. L'accroissement de la reconnaissance de la mémorialisation en tant que mécanisme de justice transitionnelle vient en partie du fait qu'elle peut souvent être spontanée, peut inclure une plus grande partie de la société, et peut être initiée par n'importe quel groupe social, souvent avec des ressources très limitées¹⁶. Les monuments commémoratifs spontanés créés au cours de la révolution égyptienne de 2011 sur la place Tahrir pour commémorer les victimes et les morts du soulèvement témoignent de l'importance de la mémorialisation, comme le font le changement presque immédiat des noms des établissements publics en Tunisie suite à l'éviction de l'ancien président Ben Ali. Elles révèlent également que la mémorialisation est un puissant outil politique, investi de sens et d'idéologie, qui sert à marquer dans leurs pays respectifs la fin d'une dictature, le début de la justice transitionnelle, et le moment du triomphe.

Dans les régimes répressifs ou pendant les périodes de conflit prolongées, les histoires sont souvent déformées ou réduites au silence. La mémorialisation post-conflit sert une fonction politique en réinscrivant dans le paysage national une interprétation nouvelle ou révisée du passé. Comme des espaces de célébration et de deuil, les projets de mémorialisation contribuent au projet plus large de construction de la nation en décrivant et en promouvant un sentiment de cohésion de groupe et une identité nationale renouvelée¹⁷. Dans de nombreux cas, des mémoriaux nationaux cherchent à dépeindre les triomphes et les victoires d'une nation, à fournir des martyrs pour les citoyens, et à mettre en évidence les sacrifices qui ont été faits en leur nom. Sur le plan individuel et sociétal

14 Selon Victoria Baxter et Judy Barsalou, les initiatives de mémorialisation se produisent à travers toutes les phases du cycle du conflit. Toutefois, pour les fins du présent chapitre, la mémorialisation se concentrera uniquement sur les initiatives de post-conflit. Voir également Judy Barsalou et Victoria Baxter, *"The Urge to Remember: The Role of Memorials in Social Reconstruction and Transitional Justice"*, United States Institute on Peace Stabilization and Reconstruction Series, no. 5 (2007), 1-24.

15 Les commissions du Liberia et du Timor-Leste recommandent toutes deux que la mémorialisation soit prise en compte comme une catégorie distincte des réparations.

16 Brandon Hamber, Liz Ševčenko, et Ereshnee Naidu, *"Utopian Dreams or Practical Possibilities: The Challenges of Evaluating the Impact of Memorialization in Societies in Transition"*, International Journal of Transitional Justice 4, no. 3 (2010): 397-420.

17 W. James Booth, *Communities of Memory: On Witness, Identity and Justice*, London: Cornell University Press, 2006; Jenny Edkins, *Trauma and the Memory of Politics*, New York: Cambridge University Press, 2003; Daniel Bar-Tal, *"Collective Memory of Physical Violence: Its Contribution to the Culture of Violence"*, dans Ed Cairns et Micheál D. Roe, eds., *The Role of Memory in Ethnic Conflict*, New York: Palgrave Macmillan, 2003.

plus large, les mémoriaux peuvent servir de catalyseurs pour la guérison, car ils ont le potentiel de reconnaître les atrocités vécues par les survivants, de réintégrer les survivants dans le domaine social, et de rétablir la vérité historique¹⁸.

Une grande partie de la réussite des initiatives de mémorialisation dans l'accomplissement d'objectifs positifs post-conflit dépend de la façon dont les initiatives se rapportent à d'autres formes de réparation, ainsi que des processus autour desquels le projet de mémorial est initié¹⁹. Comme indiqué dans différents rapports des commissions de la vérité, la mémorialisation est recommandée dans le cadre d'une stratégie plus large de réparations et n'est donc pas destinée à remplacer d'autres recommandations, mais à les compléter. En outre, comme Brandon Hamber²⁰ le remarque, les processus – et le discours public autour d'eux – de l'octroi de réparations ou de l'initiation de projets commémoratifs dépendent du succès ou de l'échec de l'initiative dans le redressement du passé et la reconstruction des relations sociales.

Contrairement à d'autres mécanismes de justice transitionnelle, la mémorialisation permet une plus large participation du public, qui se prolonge sur une longue période²¹. Bien que toujours ouverte à la contestation, elle permet davantage de débat public et de discussion que d'autres mécanismes de justice transitionnelle, qui sont souvent relégués dans la sphère de l'élite politique. La Conférence de Virginia de 2009 qui s'est tenue au Liberia illustre cela²². Bien que les participants aient débattu avec passion pour ou contre des problèmes liés aux poursuites judiciaires et à l'amnistie, le groupe de travail sur la mémorialisation – qui comprenait des survivants, des auteurs d'abus qui avaient témoigné devant la Commission vérité et réconciliation du pays (CVR), des représentants du gouvernement, et d'autres membres de la société civile – ont rapidement convenu de la nécessité d'initiatives de mémorialisation. Même si les participants aux groupes de travail ont débattu de la forme que les initiatives de mémorialisation devraient prendre, ainsi que des histoires qui devaient être racontées, il y avait un consensus général sur la nécessité d'initiatives de mémorialisation pour s'assurer que le conflit continue de faire partie du paysage collectif de la mémoire, que la vérité historique soit rétablie, et que toute violence future soit prévenue²³. La discussion du groupe de travail a en outre démontré

18 Jeffrey Blustein, *The Moral Demands of Memory*, Cambridge: Cambridge University Press, 2008 ; Vamik D. Volkan, "What Some Monuments Tell Us About Mourning and Forgiveness", dans Elazar Barkan et Alexander Karn, eds., *Taking Wrongs Seriously: Apologies and Reconciliation*, California: Stanford University Press, 2002.

19 Ereshnee Naidu, *The Ties That Bind: Strengthening the Linkages Between Memorialization and Transitional Justice*, Johannesburg, Centre for the Study of Violence and Reconciliation TJP Research Brief, 2006. Disponible également sur : <http://www.csvr.org.za/docs/livingmemory/tiesthatbind.pdf>, consulté le 20 septembre 2014 ; J. Blustein, *The Moral Demands of Memory*; Brandon Hamber, "Narrowing the Micro and Macro: A Psychological Perspective on Reparations in Societies in Transition," dans Pablo de Greiff, ed., *The Handbook of Reparations*, Oxford: Oxford University Press, 2006.

20 Hamber, "Narrowing the Micro and Macro"

21 Hamber et al., "Utopian Dreams", 397–420.

22 La Commission vérité et réconciliation du Liberia a accueilli la conférence avant d'écrire ses recommandations finales. Diverses parties prenantes, y compris les victimes, les auteurs, les ONG locales et internationales, et des responsables gouvernementaux se sont réunis pour discuter de la marche à suivre pour la réconciliation et la justice au Liberia.

23 Notes de discussion de groupe de travail animé par l'auteur ; Virginia, Liberia 2009.

que la mémorialisation peut jouer un rôle important afin de faire progresser la réconciliation. Non seulement la mémorialisation permet de fournir un espace permettant aux différentes parties du conflit de discuter des enjeux – et d'éventuellement trouver un consensus – mais elle pourrait aussi encourager un dialogue entre les différents acteurs sociaux autour de questions plus vastes liées au pardon, à la justice et à la responsabilité. L'ancienne commissaire à la Vérité pour l'Afrique du Sud et la Sierra Leone, Yasmin Sooka, réaffirme le rôle de la mémorialisation comme catalyseur pour le dialogue. Elle note que la mémorialisation, bien qu'elle constitue un acte intrinsèquement politique, ouvre des espaces de dialogue et de débat constructif, car elle est considérée comme un mécanisme de justice transitionnelle non menaçant en raison d'un postulat général qui suppose que les questions de justice et de responsabilité ne seront pas soulevées durant le processus²⁴. Cependant, comme illustré par la Conférence de Virginia, alors qu'il y a une perception selon laquelle la mémorialisation ne peut pas soulever des questions de justice et de responsabilité, et reste souvent considérée comme un élément de transition en douceur de la justice transitionnelle, les questions de justice et de responsabilité émergent à travers la discussion concernant les récits à choisir, les personnes devant être reconnues, et la manière dont différents groupes devraient être dépeint.

Néanmoins, en dépit de la nature apparemment non menaçante de la mémorialisation, les sites historiques de la mémoire, déclarés ou non, peuvent jouer un rôle important dans les processus d'expression de la vérité et de sensibilisation dans la sphère publique. Ce fut le cas avec Nyayo House, une tour de bureaux au cœur de la capitale du Kenya, Nairobi. Depuis le début des années 1980, des cellules au sous-sol étaient devenues le site de graves violations des droits de l'homme contre des politiciens, des leaders étudiants et des professeurs d'université radicaux qui osaient exprimer des opinions dissidentes au régime du président d'alors, Arap Moi.

Les prisonniers politiques ont signalé diverses formes de torture, telles que le « waterboarding », les changements extrêmes de température dans leurs cellules, et la suffocation avec des particules de poussière. Des observateurs de la société civile affirment qu'en 2002, le régime de Moi-Kanu a tenté de manière infructueuse de démolir ce lieu. En 2008, suite à une visite à Nyayo House, des survivants et des organisations des droits de l'homme ont noté que de nouvelles tentatives, présentées comme des rénovations, étaient faites pour détruire les preuves présentes sur le site. Reconnaisant l'importance du site comme preuve physique de torture et de violations des droits de l'homme en vue de poursuites judiciaires futures, ainsi que pour la Commission de la vérité, de la justice et de la réconciliation (CVJR), des groupes de victimes, soutenus par des ONG telles que la Commission des droits de l'homme du Kenya²⁵, ont travaillé activement pour préserver le site. En 2008, la Commission des droits de l'homme du Kenya a demandé au Premier ministre du Kenya, Raila Odinga, d'arrêter toutes les prétendues rénovations car de telles actions étaient considérées comme une tentative du gouvernement de détruire des preuves plutôt que de préserver le site. La pétition a réussi à arrêter tous les travaux de rénovation sur le site. En 2004, les victimes soumises à

24 Entrevue personnelle réalisée par l'auteur le 23 septembre 2011 à Johannesburg en Afrique du Sud.

25 Pour plus d'informations, voir la « Commission kenyane des droits de l'homme », sur le site Internet de la Kenya Human Rights Commission, consulté le 20 septembre 2014, <http://www.khrc.or.ke/>.

la torture à Nyayo House²⁶ ont déposé une plainte contre l'État pour violations flagrantes des droits de l'homme et détention inconstitutionnelle sans procès. En juillet 2010, vingt-et-un des survivants des salles de torture ont finalement gagné leur procès devant la Haute Cour. En février 2012, Nyayo House est de nouveau devenu un centre d'attention publique lorsque la CVJR a tenu des audiences publiques au sous-sol, où douze victimes ont publiquement témoigné de leurs expériences de torture et de détention sur le site²⁷.

Alors que Nyayo House continue de servir de bâtiment public, avec les cellules du sous-sol offrant un accès public limité, son avenir en tant que site commémoratif officiel reste incertain. Après la défaite du président Moi en 2002, l'actuel président Kibaki a marqué une nouvelle ère politique en ouvrant le sous-sol au public, faisant part de son intention de le déclarer site du patrimoine. Cependant, peu de temps après, le site a été à nouveau fermé au public. De 2003 à 2007, divers ministres du gouvernement ont annoncé l'intention du gouvernement de déclarer le site. Selon certains commentateurs de la société civile²⁸, l'hésitation du président Kibaki à déclarer officiellement cet espace de détention site du patrimoine peut être en partie liée au fait qu'une attention accrue du public sur le site pourrait conduire à essaimer de nouveaux projets d'expression de la vérité, et éventuellement l'impliquer dans le régime répressif de Moi. Site du patrimoine ou non, Nyayo House, autrefois symbole de l'horreur, est devenu un site de victoire et de triomphe du constitutionnalisme et des droits de l'homme à travers le travail dévoué d'ONG et de groupes de victimes.

La société civile a utilisé avec succès Nyayo House pour promouvoir l'expression de la vérité et augmenter la sensibilisation du public aux atrocités commises sur le site. Elle a également utilisé avec succès l'espace physique comme preuve en vue des affaires judiciaires, reconnaissant les survivants de la torture en tenant des audiences publiques sur le site lui-même. Toutefois, le potentiel du site pour promouvoir les droits de l'homme et l'enseignement de la démocratie, ainsi que pour reconnaître les survivants, dépend beaucoup de la volonté du gouvernement de déclarer Nyayo House site du patrimoine, et de permettre l'accès du public à l'espace.

La volonté du gouvernement de déclarer le site monument national ne servira pas que de reconnaissance gouvernementale des violations des droits de l'homme commises sur le site, ni à seulement valider les allégations de torture des survivants, elle mettra également en évidence l'engagement du gouvernement à faire émerger la vérité historique ; une question qui reste au cœur du processus de justice transitionnelle.

Les exemples démontrent jusqu'à présent le rôle politique-mais-positif que peut jouer la mémorialisation en permettant à des groupes précédemment divisés de se livrer à une discussion et à un débat constructifs sur le passé, et de parvenir à un consensus en travaillant à un projet commun. Ils ont aussi, comme dans le cas de Nyayo House, souligné le potentiel des lieux de mémoire à contribuer

26 Ereshnee Naidu, *From Nyayo House to Godown Arts Center: A Needs Assessment of Memorialization Initiatives in Kenya*, New York: International Coalition of Sites of Conscience, 2010, consulté le 20 septembre 2014, <http://www.sitesofconscience.org/wp-content/uploads/Kenya-Needs-Assessment-Report.pdf>.

27 Dave Opiyo, "Kenya: TJRC Told of Nyayo House Torture", All Africa, February 28, 2012, consulté le 20 septembre 2014, <http://allafrica.com/stories/201202290033.html>

28 Entrevues personnelles réalisées par l'auteur à Nairobi, Kenya, le 22 juillet 2010.

à l'expression de la vérité et à tenir les anciens régimes responsables de violations passées des droits de l'homme. Cependant, la mémorialisation peut également être un catalyseur pour les divisions et les tensions sous-jacentes.

Mémorialisation : une exacerbation de divisions sous-jacentes ?

Les mémoriaux sont des représentations physiques de communautés imaginées et de la façon dont ces communautés s'envisagent elles-mêmes dans le futur²⁹. Selon Kristin Ann Hass³⁰, les contestations autour des mémoriaux soulignent les tensions liées à ce qu'il faut retenir et à la manière de le faire. En outre, comme Sanford Levinson³¹ le remarque, les changements dans les régimes politiques amènent des changements dans les espaces publics lors desquels certains récits reçoivent une priorité sur d'autres dans un effort de construction de nouvelles identités nationales. Cependant, ce processus est rarement consensuel. Le Freedom Park (parc de la Liberté)³² en Afrique du Sud, à Tshwane, illustre l'ambiguïté de nombreux projets commémoratifs post-conflit cherchant à équilibrer le passé avec un futur unifié de paix envisagé, tout en essayant de reconnaître les victimes et de restaurer la véracité historique. Compte tenu du règlement politique négocié en Afrique du Sud et de son récit de « nation arc-en-ciel » post-conflit³³, le projet met en évidence le rôle des processus de paix dans la formation et l'encadrement des initiatives de mémorialisation. Il met également en lumière quelques-uns des défis rencontrés lors de la tentative de reconstruction d'une nation préalablement divisée tout en promouvant les valeurs de multiculturalisme et de diversité.

Le gouvernement sud-africain a établi le projet du Freedom Park, basé à Tshwane, Afrique du Sud, en juin 2000 comme une réponse directe aux recommandations de la CVR concernant les réparations symboliques. Freedom Park raconte l'histoire précoloniale et coloniale de l'Afrique du Sud, ainsi que les époques de l'apartheid et du postapartheid, afin de reconnaître les personnes qui ont contribué à la lutte de l'Afrique du Sud pour la liberté. L'enceinte patrimoniale de cinquante-trois hectares comprend, entre autres expositions, une galerie des dirigeants, qui rend hommage aux icônes nationales et internationales de la liberté et de l'humanité, et un mur des noms, avec la liste des noms de tous ceux qui sont morts pendant les huit grands conflits violents qu'a connus l'Afrique du Sud. Cependant, depuis 2007, Freedom Park est devenu un site de controverse où les récits sont contestés. Diverses organisations de la société civile, essentiellement blanches, ont plaidé pour l'inclusion des noms de soldats de la South African Defense Force (SANDF) qui ont combattu contre les forces de libération

29 Kristin Ann Hass, *Carried to the Wall: American Memory and the Vietnam Veterans Memorial*, Berkeley: University of California Press, 1998 ; James E. Young, *The Texture of Memory: Holocaust Memorials and Meaning*, New Haven, Connecticut : Yale University Press, 1993.

30 Hass, *Carried to the Wall*.

31 Sanford Levinson, *Written in Stone: Public Monuments in Changing Societies*, Durham : Duke University Press, 1998.

32 "Freedom Park", Freedom Park website, consulté le 22 septembre 2014, <http://www.freedompark.co.za>.

33 « La nation arc-en-ciel » est un terme inventé par l'archevêque Desmond Tutu pour décrire une Afrique du Sud multiculturelle dans l'après-apartheid.

pendant les années de l'apartheid. Alors que Freedom Park confirme son mandat en ce qu'il reconnaît tous les Sud-Africains, sans distinction de couleur, qui ont combattu pour la liberté, les groupes de droite font valoir de plus en plus que l'ethos panafricain du site et l'exclusion de soldats de la SANDF est indicatif de la marginalisation plus large au niveau national des Sud-Africains blancs. Dans une étude menée en Afrique du Sud, une personne interrogée a mis en garde contre une histoire nationale fondée sur la dichotomie entre le Bien (les forces de libération de l'apartheid) et le Mal (les soldats de la SANDF), notant que certaines forces de libération de l'apartheid ont aussi été inculpés par la CVR comme auteurs de violations flagrantes des droits de l'homme. Il a fait valoir que pour qu'une véritable réconciliation ait lieu, il est nécessaire que des histoires humaines, y compris celles narrant l'humanité de soldats de la SANDF, puissent être capturées dans les récits de Freedom Park³⁴. Une telle vision nuancée du passé permettrait à tous les Sud-Africains de compatir avec les réalités de l'apartheid et son impact sur les noirs et les blancs en Afrique du Sud. Les questions d'inclusion et d'exclusion ne sont pas limitées aux Sud-Africains qui s'identifient à un groupe racial particulier. Dans les groupes de discussion³⁵, des survivants ont aussi fait part de leur sentiment d'exclusion du projet Freedom Park. Beaucoup ont soutenu que, même s'ils ont été invités à soumettre des noms à inscrire sur le mur des noms, ils n'ont été consultés lors d'aucun processus suivant. Un survivant a exprimé que Freedom Park étant un projet de réparation symbolique, il était nécessaire pour les survivants d'être inclus dans toutes les phases du projet, du début à la fin. Comme l'observe Mamphela Ramphele³⁶, une grande partie de la contestation de l'histoire de l'Afrique du Sud est plus largement liée au fait que l'accord de paix négocié en Afrique du Sud a assuré qu'il n'y avait pas de vainqueur et de vaincu. Compte tenu de cela, la contestation de l'histoire de l'Afrique du Sud est non seulement contestée au niveau racial mais aussi au niveau politique entre les différents mouvements de libération³⁷. En outre, par la nature même de l'histoire nationale de l'Afrique du Sud, l'unité et la diversité dans une société multiculturelle, les espaces publics deviennent des espaces de contestation tandis que différents groupes luttent pour la reconnaissance et la validation³⁸.

La question de l'inclusion de noms a dépassé le cadre local d'un mémorial et interpelle la nation dans son ensemble sur la question plus large de l'inclusion et de l'exclusion. Avec la réémergence de la politique raciale et des accusations de racisme et de propagande haineuse à l'encontre des dirigeants de la Ligue de la jeunesse du Congrès national africain³⁹, ainsi que les appels lancés récemment par l'archevêque Desmond Tutu pour appliquer un impôt sur la fortune des Sud-Africains blancs afin de

34 Entrevue personnelle réalisée par l'auteur à Johannesburg en Afrique du Sud le 13 septembre 2011.

35 Groupes de discussion menés par l'auteur avec les membres du Groupe de soutien Khulumani, à Johannesburg, Afrique du Sud, le 6 septembre, 2011.

36 Mamphela Ramphele, *Laying Ghosts to Rest : Dilemmas of Transformation in South Africa*, Cape Town : NB Publishers, 2008.

37 Ramphele, *Laying Ghosts to Rest*.

38 Levinson, *Written in Stone*.

39 Alan Cowell, "A.N.C. Official Convicted of Hate Speech", New York Times, le 12 septembre 2011, consulté le 22 septembre 2014, <http://www.nytimes.com/2011/09/13/world/africa/13southafrica.html>.

réduire les disparités économiques persistantes⁴⁰, la nation arc-en-ciel, autrefois célébrée, risque à nouveau de semer les graines de la division raciale. Malgré la critique disant que le mandat limité de la CVR n'a pas réussi à aborder les réalités socio-économiques de l'apartheid dans la vie quotidienne des Sud-Africains⁴¹, Deborah Posel et Graeme Simpson font valoir que la CVR a néanmoins réussi à révéler un passé jusque là caché et sous silence, à affronter le déni, et à réécrire l'histoire aux multiples facettes du pays⁴². Cependant, la contestation autour du mur des noms de Freedom Park indique que tous les Sud-Africains n'ont pas accepté cette nouvelle version de l'histoire.

Comment un site tel que Freedom Park peut-il contribuer à la révision de l'histoire déformée de l'Afrique du Sud et à la reconnaissance des victimes de conflits sans alimenter les tensions identitaires raciales et autres ? Lors d'un entretien, un représentant de Freedom Park a exprimé son espoir que le site devienne un jour un espace de dialogue et de discussion sur les questions d'inclusion et d'exclusion, de justice et de reconnaissance⁴³. Ce n'est cependant pas le cas à l'heure actuelle et il faudrait des programmes d'éducation publique soigneusement conçus pour qu'il devienne un véritable espace participatif. Tant que les victimes continuent de réclamer justice sur certains sujets insuffisamment pris en compte par la CVR, et tant que la majorité des Sud-Africains qui ont souffert économiquement et socialement de l'apartheid restent pauvres, des monuments tels que Freedom Park resteront des espaces contestés de tensions et de divisions sous-jacentes non-remédiées. L'exemple de Freedom Park illustre le fait qu'une grande partie du succès de la mémorialisation dans l'accomplissement des objectifs post-conflit en termes de réconciliation peut largement dépendre du moment et de la relation aux questions relatives à la justice et à la vérité. Alors que les groupes de la société civile et les organisations de survivants continuent à faire pression sur le gouvernement pour que les règles de réparations proposées soient révisées afin d'inclure toutes les victimes ayant subi des violations des droits de l'homme sous l'apartheid — et pas seulement la minorité qui a témoigné devant la CVR⁴⁴ — des questions plus larges non traitées telles que la restitution des terres⁴⁵ et les inégalités économiques⁴⁶

40 "The great white-tax debate—'Rich should pay wealth tax'—Tutu," City Press, August 13, 2011, consulté le 22 septembre 2014, <http://www.citypress.co.za/Columnists/The-great-white-tax-debate-Rich-should-pay-wealth-tax-Tutu-20110813>.

41 Madeleine Fullard, *Dis-placing Race : The South African Truth and Reconciliation Commission (TRC) and Interpretations of Violence*, (Johannesbourg : Centre pour l'étude de la violence et de la réconciliation, 2004). Disponible également sur <http://www.csvr.org.za/wits/papers/paprctp3.htm>, consulté le 22 septembre 2014

42 Deborah Posel et Graeme Simpson, eds., *Commissioning the Past : Understanding South Africa's Truth and Reconciliation Commission*, Johannesburg : Witwatersrand University Press, 2002.

43 Entretien personnelle réalisée par l'auteur, Johannesburg, Afrique du Sud, le 9 septembre 2011.

44 Groupe de soutien Khulumani, "No Cohesion without Reparations!—The Struggle for Inclusive and Comprehensive Reparations : A View from the South African Coalition for Transitional Justice", le 22 juillet 2007, consulté le 22 septembre 2014, <http://www.khulumani.net/reparations/item/499-no-cohesion-without-reparations-the-struggle-for-inclusive-and-comprehensive-reparations-a-view-from-the-south-african-coalition-for-transitional-justice.html>.

45 James L. Gibson, *Overcoming Historical Injustices: Land Reconciliation in South Africa*, Cambridge : Cambridge University Press, 2009.

46 Kate Lefko-Everett, Ayanda Nyoka, et Lucia Tiscornia, "SA Reconciliation Barometer Survey : 2011 Report", 2011, Institut pour la justice et la réconciliation, consulté le 22 septembre 2014, <http://reconciliationbarometer.org/wp-content/uploads/2011/12/2011-SA-Reconciliation-Barometer.pdf>.

restent des défis à surmonter pour parvenir à la réconciliation. La justice sociale n'a toujours pas été obtenue pour la majorité des Sud-Africains touchés par l'apartheid ainsi que pour les survivants qui ont témoigné devant la CVR. La mémorialisation dans de telles conditions reste donc vide de sens, devenant plutôt un espace de contestation pour soulever d'autres questions de justice en suspens.

Lorsqu'elle prend la forme de projets d'édification de la nation, la mémorialisation est largement affectée par la politique d'inclusion et d'exclusion, et elle y contribue. L'importance accordée aux différents secteurs de la société dans le processus de justice transitionnelle se reflète souvent dans qui est inclus dans les discussions sur le sens, le style et la forme d'une activité de mémorialisation, et qui est représenté dans le produit final. Cela fut également illustré dans le conflit sur la tour de l'horloge à Freetown, la capitale de la Sierra Leone, en 2009. La tour de l'horloge de la station de police de l'est de Freetown, construite pendant la domination coloniale britannique, est un monument phare de la zone centrale de Kiskeya Street. En plus de servir de marqueur de l'histoire du colonialisme, elle sert aussi de rappel de la guerre plus récente de 1991-2002 ; ce fut sur ce site que certaines des batailles les plus féroces ont eu lieu durant les premiers jours de l'intervention du Groupe de contrôle de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la violence qui en résulta. En mars 2009, le maire de la ville, membre du parti du All People's Congress (APC), au pouvoir depuis 2007, inaugura une récente rénovation de la tour de l'horloge. Le grès original fut repeint et couvert de carrelage et la tour fut présentée comme l'engagement de l'APC dans la revitalisation et le développement de la ville⁴⁷.

Lors de cérémonie d'inauguration, des partisans du parti d'opposition, le Parti du peuple de Sierra Leone (PPSL), insultèrent et attaquèrent le maire, affirmant qu'ils n'avaient pas été consultés pour les travaux de rénovation. En réponse, des partisans de l'APC vandalisèrent les bureaux et bâtiments du PPSL, donnant lieu à trois jours d'émeutes et de violence politique qui se propagèrent aux provinces. Bien qu'il soit clair que le mémorial en soit ne fut que le catalyseur qui mit en évidence des tensions sous-jacentes autour de la marginalisation politique, l'incident illustre la façon dont la mémorialisation peut servir de baromètre pour mesurer les niveaux de réconciliation et de paix⁴⁸.

Conclusion

La mémorialisation a autant de potentiel pour contribuer à la justice transitionnelle post-conflit et à la consolidation de la paix qu'elle en a pour alimenter des conflits sous-jacents. Pourtant, lorsqu'elle est judicieusement conçue, la mémorialisation peut servir comme rappel de la futilité de la violence et peut encourager d'autres processus de justice transitionnelle — comme c'est le cas pour le musée de la Paix sur le site de l'ancien Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL)⁴⁹. Pendant le

47 Lisa Denney, "Sierra Leone : Wave of Violence or Wake-Up Call?", Pambazuka 438, June 18, 2009, consulté le 22 septembre 2014, <http://www.pambazuka.org/en/category/features/57073>.

48 De même, le Kliptown Freedom Square en Afrique du Sud, qui est le site de patrimoine où fut signé la Charte de la liberté, devint en 2007 le site de manifestations politiques violentes. La communauté locale protestait contre le manque de prestation de services de base dans la région. Ici encore, le mémorial est devenu un espace de protestation, rappelant qu'une paix durable ne peut être atteinte sans la réalisation de la justice sociale.

49 Plus d'informations sur le développement du musée de la Paix sur le site de l'ancienne SCSL peuvent être trouvées dans le chapitre "La fabrication et l'utilisation d'un lieu historique : transformation du Tribunal spécial pour la Sierra Leone en un musée de la Paix" dans cet ouvrage –note de l'éditeur.

processus de sensibilisation et de consultation avec les communautés locales, l'équipe de gestion de projet du musée de la Paix a constaté que beaucoup de gens étaient prêts à contribuer aux histoires précédemment indicibles de la guerre. Certains ont reconnu qu'ils avaient eu peur de témoigner à la Commission de vérité et de réconciliation qui officiait de 2002 à 2004 ; cependant, le temps passant, ils furent de plus en plus disposés à partager leurs histoires.

Grâce à la conceptualisation, au développement, et aux programmes éducatifs et publics en cours, la mémorialisation peut offrir des espaces pour le dialogue et le débat, contribuant ainsi à rétablir une culture de la démocratie qui, dans de nombreux cas, fut réduite au silence par les régimes répressifs précédents ou pendant des périodes de violence prolongées. Dans le cas de la tour de l'horloge, le processus de rénovation avait le potentiel d'amener les partis politiques à la même table. Alors qu'il pourrait ne pas avoir débouché sur un consensus, un tel geste du gouvernement actuel aurait pu indiquer la volonté d'écouter différentes voix, y compris celles de la dissension. De même, le débat sur le mur des noms de Freedom Park avait le potentiel de rassembler des groupes en lice pour discuter des questions morales concernant les différentes phases de la violence en Afrique du Sud et du sens de la justice, de la réconciliation et du pardon aujourd'hui. Cependant, pour que la mémorialisation serve de catalyseur pour discuter de certaines des questions les plus difficiles auxquelles les sociétés post-conflit font face, il faut que les initiateurs de mémoriaux incluent le plus large segment de la société possible et s'assurent que des programmes ou des consultations soient conçus avec pour objectif d'avoir un véritable dialogue et un engagement qui contribuera à la reconstruction des relations sociales. Le défi pour les initiateurs dans les sociétés post-conflit est la manière de gérer de la meilleure façon la politique de mémorialisation en consultant largement et en élaborant des stratégies créatives qui exploitent la puissance de la mémorialisation pour contribuer à la réconciliation, la guérison, la consolidation de la démocratie et, surtout, la réalisation d'un avenir qui garantit la non-répétition du passé.

L'ordre du jour pour les processus de consolidation de la paix post-conflit est souvent influencé par l'argument selon lequel il y a davantage de pression pour instaurer la sécurité et le développement que pour consolider la paix. Ceux-ci sont importants, mais pas au détriment de la transition sociale et des mémoriaux. Comme un militant du patrimoine en Sierra Leone l'a exprimé, il y a une perception selon laquelle « si vous êtes pauvre, il n'y a pas de temps pour l'histoire »⁵⁰. Les initiatives de mémorialisation, dans le cadre plus large d'un programme de reconstruction et de réparation, peuvent atteindre des objectifs qui ne sont pas nécessairement abordés par des programmes de justice transitionnelle traditionnels. Bien que la mémorialisation puisse contribuer à la réconciliation post-conflit et à la consolidation de la paix, il est pertinent de se demander si elle est appropriée pour un contexte spécifique et s'il y a une demande des parties prenantes locales pour des initiatives de mémorialisation. Est-ce que la société est prête à se pencher sur des questions liées au passé ? Quelles sont les séquelles sur le milieu actuel ? Comment peut-on ré-imaginer l'avenir ? Enfin, de quelle façon la mémorialisation est-elle liée à d'autres activités de justice transitionnelle telles que les réparations, les poursuites judiciaires et la réforme institutionnelle ?

50 Entrevue personnelle de l'auteur, Free Town, Sierra Leone, le 17 juillet 2010. (citation traduite par nous)

1.4 SITES DE CONSCIENCE : MÉMOIRE ET DROITS DE L'HOMME

Bix Gabriel et Zachary McKiernan

Le 11 mars 2010, Michelle Bachelet, la présidente du Chili, a inauguré le musée de la Mémoire et des Droits de l'homme à Santiago, la capitale du pays. Cet événement mémorable marquait une étape décisive dans l'expérience de transition du pays vers la démocratie. Outre sa fonction symbolique exprimant les réparations de l'État chilien en réponse aux violations des droits de l'homme perpétrées par le régime d'Augusto Pinochet entre 1973 et 1990, ce nouveau musée soutenait, de manière officielle, la cause que défendaient les organisations locales depuis des décennies : la mémoire des violations des droits de l'homme est un élément essentiel dans l'instauration de démocraties stables, justes et transparentes pour les sociétés se relevant d'un conflit. Les origines du musée remontent aux recommandations de la première Commission de vérité du Chili¹, faisant écho aux demandes des organisations locales de défense des droits de l'homme et aux engagements pris par les gouvernements progressistes qui se sont succédé. L'inauguration du musée a donc été le fruit d'une collaboration entre les divers secteurs de la société civile et l'État chilien.

Un rapport de la conférence internationale « Memorialization and Democracy : State Policy and Civic Action », qui s'est tenue en 2007, déclare : « Au cours de ces dernières décennies, les mémoriaux publics tels que les sites historiques, les monuments et les musées ; certaines œuvres d'art publiques ou projets d'art conceptuel ; ainsi que des événements ou spectacles commémoratifs sont devenus des

1 Chilean National Commission on Truth and Reconciliation, *Report of the Chilean National Commission on Truth and Reconciliation*, traduit par Phillip E. Berryman, South Bend, Indiana : University of Notre Dame Press, 1993.

éléments essentiels dans la lutte actuelle pour le respect des droits de l'homme et la démocratie. »² Le musée de la Mémoire et des Droits de l'homme du Chili n'est qu'une autre manifestation de ce mouvement. Son objectif fondamental, qui est « d'attirer l'attention sur les violations des droits de l'homme commises par l'État chilien entre 1973 et 1990 ; de rendre aux victimes et à leurs familles leur dignité ; et d'encourager la réflexion et le débat sur l'importance du respect et de la tolérance pour que jamais encore de tels événements ne se produisent »³, regroupe les éléments clés permettant de confronter le passé au présent et de créer une culture des droits de l'homme pour l'avenir.

Ce musée inédit au Chili met en évidence le lien qui existe entre la mémoire et les droits de l'homme, et le désir de défendre les notions des droits de l'homme par la mémoire. À un niveau plus subtil, le musée affirme que la mémoire représente un droit humain en elle-même. Désormais institutionnalisées dans ce pays du cône Sud, ces normes ne constituent cependant pas une nouveauté pour d'autres acteurs dont la dignité, l'intégrité physique et la conscience politique ont été bafouées ailleurs dans le monde. Par exemple, le 27 novembre 2012, Ramah Casers, une citoyenne égyptienne, s'est inspirée du passé pour agir au présent à travers un geste simple, mais puissant. Accompagnée de sa fille, Casers s'est rendue sur la place Tahrir, brandissant d'un air défiant une pancarte qui disait : « Je suis citoyenne égyptienne et je ne laisserai pas mon pays revenir à la dictature. »⁴ L'histoire de Casers fait partie de ces innombrables efforts mondiaux cherchant à affronter et à préserver le passé tout en faisant appel à la responsabilisation et à la justice.

Dans le cas du Chili, Louis Bickford a dressé une liste de raisons communes mises en avant par les activistes des droits de l'homme expliquant pourquoi le célèbre mouvement des droits de l'homme du pays a tenu à affronter le passé avec tant de force pendant la transition vers la démocratie : il s'agit d'une obligation morale, il est impossible d'ignorer le passé, un tel effort renforce la démocratie, la responsabilisation améliore la démocratisation, la mise en valeur du passé permet la création d'une culture démocratique, et le souvenir est un élément essentiel du concept « plus jamais ça »⁵. Dans les sociétés du monde entier, du Chili au Cambodge, en passant par l'Afrique du Sud à la Syrie, ce « désir de mémoire »⁶ se manifeste dans toute une série d'actions. De simples signes dans les parcs municipaux aux musées subventionnés par l'État, la reconnaissance publique des violations passées encourage la réflexion personnelle ou le travail de deuil tout en renforçant le concept de « plus jamais ça ».

2 Sebastian Brett, et al., « Memorialization and Democracy: State Policy and Civic Action », (Rapport final de la conférence internationale Memorialization and Democracy: State Policy and Civic Action qui s'est tenue à Santiago, au Chili, du 20 au 22 juin 2007), 1. (citation traduite par nous)

3 « Sobre el Museo », site du musée de la Mémoire et des Droits de l'homme, consulté le 15 septembre 2014, <http://www.museodelamemoria.cl/el-museo/sobre-el-museo/>. (citation traduite par nous)

4 Medea Benjamin, « Egyptians Stand Up to President's Power Grab » *Huffington Post*, 28 novembre 2011. Consulté le 19 septembre 2014, http://www.huffingtonpost.com/medea-benjamin/morsi-pro-tests_b_2204988.html. (citation traduite par nous)

5 Louis Bickford, « Preserving Memory: The Past and the Human Rights Movement in Chile », dans *Democracy and Human Rights in Latin America*, édité par Richard S. Hillman, John A. Peeler et Esla Cardoza da Silva (Westport, Connecticut : Praeger, 2002), p. 9 à 26.

6 Judy Barsalou and Victoria Baxter, « The Urge to Remember: The Role of Memorials in Social Reconstruction and Transitional Justice » United States Institute on Peace Stabilization and Reconstruction Series, n° 5 (2007), p. 1 à 22.

Justice transitionnelle, droits de l'homme et mémorialisation

La justice transitionnelle est une notion qui est apparue lors de la confrontation entre les défenseurs de la vérité et la justice, et les apologistes qui recherchaient l'impunité pour les violations passées commises par l'État⁷. En septembre 2012, Pablo de Greiff, le rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, a vivement insisté sur l'importance de respecter pleinement la justice transitionnelle pour éviter la répétition des violations des droits de l'homme dans le monde entier⁸. Il existe de nombreux mécanismes de justice transitionnelle. Ces mécanismes peuvent prendre diverses formes et peuvent être régis par une variété de structures différentes⁹. Mais qu'il s'agisse de mesures judiciaires et non judiciaires, de commissions de vérité, de programmes de réparations ou de mémoriaux publics, « la reconnaissance des victimes en tant qu'individus et titulaires de droits est l'aspect essentiel lors de toute tentative visant à réparer les violations massives des droits de l'homme et à éviter leur répétition »¹⁰, si l'on reprend les mots de De Grieff. Ainsi, la justice transitionnelle met en évidence la relation historique qui existe entre la mémorialisation et les violations des droits de l'homme. Les mécanismes de justice transitionnelle concilient les versions contradictoires du passé, à commencer par la dissonance entre les vérités officieuses des victimes et les vérités officielles des auteurs présumés. En substance, la politique de la mémoire dans une société post-conflit se rapporte à la description de Thomas C. Wright ; celle d'« une lutte sur la manière dont l'histoire nationale sera enseignée et comprise et, par conséquent, sur la manière dont les générations futures réfléchiront et agiront »¹¹. Ainsi, les nombreuses initiatives de mémorialisation entreprises par la société civile permettent de catalyser les demandes de la population en quête de vérité. Par exemple, les efforts d'archivage et de documentation de l'organisation argentine Memoria Abierta¹² et la collection de témoignages et de récits oraux du musée de la Guerre de libération du Bangladesh ont été utilisés

7 Thomas C. Wright, *State Terrorism in Latin America: Chile, Argentina, and International Human Rights*, (Lanham, MD: Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 2007), XIII.

8 « Transitional Justice is Key to Preventing Human Rights Violations, Says UN Expert », Centre d'actualités de l'ONU, 11 septembre 2012. Consulté le 19 septembre 2014, http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=42850#U7b_Yajc1yU.

9 Dans certains pays comme le Brésil, les processus de justice transitionnelle ont été organisés et commandités à l'échelle nationale, avec des mandats et des organes internes, et ils ont été dirigés par le système judiciaire du pays. Dans d'autres cas, des tribunaux internationaux ont été mis en place, tels que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), une juridiction instituée par les Nations Unies pour juger les crimes de guerre commis dans les Balkans au cours des conflits des années 1990. Finalement, dans des cas comme la Sierra Leone, un tribunal spécial a été établi par l'ONU et le gouvernement de la Sierra Leone. Ce tribunal associe le droit international et le droit national sierra-léonais, et compte des Sierra-Léonais ainsi que d'autres nationalités au sein de son personnel.

10 « Transitional Justice is Key to Preventing Human Rights Violations », 2012 (citation traduite par nous)

11 Wright, *State Terrorism in Latin America*, XIV. (citation traduite par nous)

12 Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur le séminaire concernant différentes expériences en matière d'archives en tant que moyen de garantir le droit à la vérité, 14 avril 2011, www2.ohchr.org/2Fenglish/2Fbodies/2Fhr-council/2Fdocs/2F17session/2FA-HRC-17-21.pdf.

comme preuves médico-légales dans l'établissement des vérités dans les commissions et les rapports officiels¹³, afin d'aider à rendre justice aux victimes par l'identification des auteurs de ces violations.

Le rôle de la mémorialisation et sa relation avec les droits de l'homme sont évidents. Cependant, même en l'absence de mécanismes de justice et de vérité officiels, les initiatives de mémorialisation peuvent aider à constituer des dossiers irréfutables sur les événements qui se sont produits. Alors que la vérité sur ce qui s'est passé pendant un conflit ou sous un régime autoritaire peut être officiellement étouffée pendant des années, les victimes ne baissent pas les bras dans leur lutte contre l'oubli et dans leur dénonciation des agissements de l'État. Les efforts de mémorialisation menés par les victimes et les acteurs de la société civile ont été, dans de nombreux cas, l'élément déclencheur qui a poussé les États à assumer leurs responsabilités.

Dans les sociétés qui ont connu des conflits récents, telles que les guerres civiles, le terrorisme d'État ou les régimes dictatoriaux, les initiatives de mémoire peuvent rallier des personnes avec des expériences et des perspectives très différentes en vue de trouver de nouvelles méthodes de collaboration lors du processus de reconstruction après le conflit. Toutefois, même dans les sociétés où le conflit est un événement lointain, la lutte pour le respect des droits de l'homme continue. Comme nous l'explique si bien le ministre argentin des Affaires étrangères, du Commerce international et du culte : « L'instauration de la démocratie ne signifie pas nécessairement la fin de la lutte pour les droits de l'homme... Les menaces à l'encontre des droits de l'homme prennent de nouvelles formes : parfois la plus grande menace, ce n'est pas la violence, mais l'indifférence. »¹⁴ Dans un tel contexte, les efforts de mémorialisation peuvent être un moyen crucial pour inciter l'engagement d'un grand nombre de personnes. Chaque jour, des millions de gens se rendent auprès de mémoriaux et beaucoup utilisent ces espaces pour exprimer leurs liens personnels et aussi manifester leur engagement politique concernant ces questions. Ces mémoriaux peuvent aussi refléter les conséquences réelles de personnes qui acceptent le passé, prennent des mesures et forment leurs actions sur le sens, la valeur et les émotions engendrés par le souvenir.

En dernier lieu, tout comme pour le travail de mémoire, la création d'une culture des droits de l'homme élargie est un processus continu. De plus, elle est subordonnée aux environnements locaux et à leur compréhension des droits de l'homme. Cependant, dans des pays aussi différents que le Brésil et le Bangladesh, cette culture des droits de l'homme peut s'ancrer solidement dans les initiatives de mémorial public. Il n'existe aucun modèle universel pour les mémoriaux publics et la construction de chaque mémorial public est un processus à part entière. Cependant, les mémoriaux publics peuvent être conçus de manière créative « en vue de susciter une réaction particulière ou une série de réactions, telles que la reconnaissance publique de l'événement ou des personnes représentées ; une réflexion personnelle ou un travail de deuil ; la fierté, la colère ou la tristesse concernant un événement donné ; ou la découverte de périodes importantes dans le passé »¹⁵. De ce point de vue, les mémoriaux publics contribuent à une culture des droits de l'homme par la préservation de la mémoire et par la mobilisation de la société civile lors du processus de construction ou de reconstruction de la société après un conflit.

13 Rashidul Hasan, « War Crime Trial: Evidence collection begins », The Daily Star, 31 mars 2010. Consulté le 26 septembre 2014, <http://archive.thedailystar.net/newDesign/cache/cached-news-details-132301.html>.

14 Lettre de Héctor Timerman, issue du Rapport annuel de la Coalition internationale des Sites de conscience, 2008. (citation traduite par nous)

15 Brett et al., « Memorialization and Democracy », 1. (citation traduite par nous)

Sites de conscience : une approche à la mémoire et aux droits de l'homme

Le désir de mémoire peut-il inciter à l'action ? Du Brésil au Bangladesh, des efforts locaux aux projets commandités à l'échelle nationale, les personnes, les collectivités et les institutions prennent conscience de la puissance de la mémoire, car celle-ci peut pousser à l'action et réécrire, à long terme, les histoires nationales ainsi que les mémoires collectives.

Les Sites de conscience sont des efforts de mémorialisation qui utilisent la puissance de la mémoire publique, à savoir sa valeur émotionnelle, son caractère collectif et son universalité, pour intégrer et enrichir les cultures des droits de l'homme. Les Sites de conscience savent que le simple fait de créer un mémorial public pour reconnaître les exactions passées ne constitue pas une garantie que ces actes ne se reproduiront plus à l'avenir. Ils partent donc du principe que les meilleurs garants des droits de l'homme sont des citoyens actifs et engagés qui possèdent la conscience, la liberté et les outils requis pour passer à l'acte et éviter les violations avant même qu'elles ne surviennent. Ainsi, c'est l'action citoyenne et la mobilisation relatives à la mémoire qui créent et assurent une culture des droits de l'homme. La capacité des citoyens de débattre des processus de mémorialisation public et d'y participer est aussi puissante, voire plus puissante, que le mémorial lui-même. La signification du mémorial évolue inévitablement au fil du temps ; il a la capacité de se transformer en un lieu de rencontre, d'hommage et de commémoration.

Dans un article de 2011 du *New York Times* portant sur la modification des principales expositions du Musée national d'Auschwitz-Birkenau en vue de répondre à son nouvel objectif pédagogique qui est d'agir au présent, le directeur du musée, Piotr Cywinski, déclare : « Pour moi, tout le système d'éducation sur l'Holocauste, qui est devenu pleinement opérationnel dans les années 1990, a atteint son objectif qui était de présenter les faits et les informations. Toutefois, il existe un autre niveau d'éducation, d'éveil de la conscience sur la signification de ces faits. Verser des larmes ne suffit pas. L'empathie, c'est beau, mais insuffisant. »¹⁶

Le défi de passer de l'empathie à l'engagement, de la mémoire à l'action, est au cœur même de la mission des Sites de conscience. Depuis plus de dix ans, les Sites de conscience qui forment la Coalition internationale travaillent sur la question de savoir comment inciter les gens à agir et, plus précisément ces dernières années, sur comment les pousser à agir en tant que parties prenantes dans le mouvement des droits de l'homme. En sa qualité de réseau, la Coalition internationale des Sites de conscience cherche à développer ces efforts à l'échelle mondiale. Elle s'emploie à la réalisation de trois objectifs fondamentaux : interpréter l'histoire à travers des lieux historiques ; encourager les discussions sur les problèmes sociaux urgents et faire de la promotion des valeurs humanitaires et démocratiques une mission essentielle ; et partager les opportunités de faire participer le public aux activités et débats concernant les questions soulevées sur les sites. Ces mécanismes moteurs sont interprétés par le biais de divers programmes dont le but est de relier le passé au présent, la mémoire à l'action. Mais comment faciliter l'atteinte de ces objectifs ?

Au nombre des différents moyens envisageables, la Coalition internationale s'emploie notamment à

16 Michael Kimmelman, « Auschwitz Shifts From Memorializing to Teaching », *The New York Times*, 18 février 2011. Consulté le 12 septembre 2014, www.nytimes.com/2011/02/19/arts/19auschwitz.html. (citation traduite par nous)

soutenir la mise en œuvre de programmes novateurs destinés au public par le biais du fonds de soutien aux projets du secrétariat de la Coalition pour aider les Sites de conscience à atteindre leurs objectifs et leurs buts globaux. Ce fonds offre un dispositif d'appui complet, comprenant une aide financière, des ressources méthodologiques, un soutien dans les efforts de mobilisation ainsi qu'un soutien promotionnel.

Cette publication reprend l'un de ces préceptes — les ressources méthodologiques — et explique avec plus de précisions les idées, les approches et les méthodes employées par divers membres de la Coalition pour améliorer l'efficacité de leurs programmes publics. Les études de cas présentées dans ce manuel retracent en détail des stratégies utiles pour aider à orienter les liens entre le passé et le présent, ainsi qu'entre la mémoire et l'action. Chaque étude de cas porte sur une stratégie ou une méthode donnée utilisée par un Site de conscience (voire par plusieurs sites, dans certains cas) avec l'objectif général de transposer les membres du public de la mémoire à l'action. Chaque étude de cas décrit avec précision la méthode ou la stratégie employée et cerne la question contemporaine en jeu, son importance dans l'élaboration globale d'un projet ainsi que les possibilités de mise en œuvre à envisager, fondées sur des contingences propres au site.

Un autre aspect aussi important à considérer est l'élément qui garantit ces méthodes : que celles-ci représentent des stratégies qui favorisent l'engagement vis-à-vis des questions contemporaines. Les questions contemporaines soulevées dans cette publication ont une portée vaste ; elles caractérisent la diversité des membres de la Coalition. De l'opposition à la xénophobie et au néonazisme en passant par la documentation des violations passées et présentes à l'encontre des droits de l'homme, la diversité des travaux entrepris par les membres de la Coalition confirme l'applicabilité des leçons d'histoire aux questions d'aujourd'hui. Malgré les différences entre les questions mises en avant par les programmes des Sites de conscience situés dans différentes parties du monde, il existe néanmoins des similitudes frappantes. L'existence de ces similitudes est aussi liée aux engagements communs des membres de la Coalition qu'aux méthodes et stratégies partagées. On ne peut nier que le fait de souligner l'engagement des anciens détenus chiliens envers le respect des droits de l'homme, le traitement de l'immigration et la diversité à New York, et l'éducation des jeunes sur le génocide au Cambodge se chevauchent tous dans une certaine mesure : ils exigent la participation du public ; ils sont portés par les injustices passées et l'espoir ; et ils établissent des liens qui suscitent l'empathie, l'émotion et l'action au présent. Ces universalités, à savoir la participation du public, l'importance du passé et les liens émotion-action, sont reliées par les méthodes qui ont été utilisées pour les produire : les récits oraux, les discussions au-delà des différentes perspectives et les programmes éducatifs, pour n'en citer que quelques-uns.

Différence entre « méthodologie » et « méthode » : quelques éclaircissements

Quoique souvent utilisés indifféremment, les mots « méthodologie » et « méthode » sont deux concepts distincts avec des similitudes. *Le mot méthodologie* désigne « un ensemble ou un système de méthodes, de principes et de règles régissant une discipline donnée »¹⁷, tandis que le mot *méthode* désigne « une procédure, une technique ou une façon de faire quelque chose, notamment en respec-

17 Dictionary.com, s.v. « methodology ». Consulté le 19 septembre 2014, <http://dictionary.reference.com/browse/methodology>. (citation traduite par nous)

tant un plan défini »¹⁸. La méthodologie fait référence aux fondements philosophiques ou théoriques d'une discipline, d'une étude ou d'une problématique. La méthode désigne des stratégies pratiques pour résoudre un problème particulier ou mettre en œuvre un plan.

Par exemple, ce manuel représente la méthodologie ou les principes directeurs qui guident les Sites de conscience, à savoir le principe de relier le passé au présent, la mémoire à l'action. Quant aux études de cas individuelles, celles-ci représentent des méthodes ou stratégies spécifiques pour résoudre un problème ou mettre en œuvre un plan à l'aide de programmes qui correspondent aux objectifs globaux des Sites de conscience. Ces méthodes transforment la mémoire en action, aident les Sites de conscience à respecter des engagements spécifiques et, en même temps, animent les valeurs et le système de croyances de la Coalition.

Pour faire plus simple encore, une méthodologie peut décrire la *raison* derrière un acte ou une croyance des Sites de conscience ; une méthode peut décrire la *manière* dont ils accomplissent quelque chose ou expriment une croyance. Par exemple, dans le chapitre « Susciter l'engagement des citoyens par la narration », la méthodologie générale, pour reprendre les mots du chapitre, vise à « susciter l'engagement des citoyens afin de promouvoir la tolérance dans un contexte marqué par une intensification des discriminations et des sentiments xénophobes », alors que les programmes mis au point par les Sites de conscience en Europe utilisent des éléments de narration comme méthode pour atteindre cet objectif. De la même façon, dans l'exposition « Unfinished Business—Juvenile Justice » du musée Hull-House, portant sur les problèmes non résolus en matière de justice pour mineurs, la méthodologie générale est de faire participer les simples citoyens de Chicago dans les efforts de réparation d'un système de justice défaillant, tandis que l'exposition utilise comme stratégie ou méthode des espaces d'intervention. Ces derniers sont des stands interactifs qui amènent les visiteurs du musée à l'action en leur faisant, par exemple, participer à des campagnes d'envois de lettres.

Ainsi, en décrivant en détail la *manière* de procéder des Sites de conscience (par la collaboration et la planification, la réflexion et la flexibilité, la mise au point de ressources et d'outils pertinents, ou pour faire plus court, les méthodes utilisées), cela nous conduit inévitablement à la *raison* qui motive ces sites à accomplir leur travail : pour interpréter l'histoire, pour encourager les discussions et pour partager les opportunités de faire participer le public en vue de créer des cultures de droits de l'homme.

Conclusion : les aspects à prendre en compte dès le départ

Lors de l'examen des programmes des Sites de conscience, il faut se rappeler que les méthodes offrent une structure et des conseils, une stratégie claire pour atteindre un objectif ou un but défini, et un plan qu'il faut respecter. Chaque programme de Site de conscience utilise une ou plusieurs méthodes. Lorsque la méthode est clairement définie, cela augmente les chances de réussite du programme. Et avec une mise en œuvre réussie, il s'ensuit que le programme atteindra ses buts et ses objectifs.

Les méthodes sont diverses et, dans l'idéal, elles sont fondées sur des contingences spécifiques au programme. Toutefois, elles peuvent être modifiées en fonction du contexte de chaque Site de

18 Dictionary.com, s.v. « method ». Consulté le 19 septembre 2014, <http://dictionary.reference.com/browse/method>. (citation traduite par nous)

conscience, ce qui nécessite de la réflexion et une auto-évaluation.

Qu'il s'agisse d'une initiative de collaboration entre sites, d'un programme éducatif, d'une exposition ou d'une visite d'interprétation, il suffit de suivre un plan simple lors de la prise en compte d'une méthode particulière : il faut songer à ses composants ; c'est-à-dire au qui, au quoi, au quand, au où et au pourquoi de la méthode, comme l'expliquent certains chapitres de cette publication. L'identification de ces éléments de base donne naturellement forme à une stratégie choisie. Elle permet également de comparer d'autres méthodes et de les interchanger. En d'autres termes, une personne qui maîtrise les techniques d'entretien dans le cadre d'un projet d'histoire orale peut aussi fournir des conseils éclairés sur un programme visant à faciliter le dialogue communautaire. À ce titre, l'approche fondamentale de décomposer une méthode définit à la fois la forme et le potentiel de la méthode tout en apportant une marge de flexibilité et de manœuvre pour les modifications.

Les méthodes sont essentielles au travail des Sites de conscience et de leurs programmes. Elles nécessitent une réflexion critique et une préparation importante, et elles ne doivent pas être prises à la légère. Cependant, elles ménagent aussi un espace pour favoriser la passion, la créativité, les collaborations constructives avec les collègues et les membres de la communauté ainsi que des occasions pour mettre à l'épreuve les nouvelles idées. Ainsi, lors du choix des méthodes ou des stratégies pour la mise en œuvre d'un programme, il faut accorder autant d'importance à la structure du programme qu'à l'imagination et à l'inspiration.

Alors que le rôle de la mémorialisation obtient de l'appui au-delà du domaine de la justice transitionnelle pour atteindre le champ plus vaste des droits de l'homme, il est urgent d'élaborer et de partager des outils et des stratégies spécifiques qui pourront aider les initiatives internationales de mémoire à réaliser des projets qui encouragent la réflexion sur le passé et construisent un avenir fondé sur le respect des droits. Le livre *Renforcer la mémoire, la justice et les droits de l'homme au Brésil et dans l'hémisphère sud* fait partie de ces outils. En tant que manuel méthodologique, il nous éclaire un peu plus sur la manière dont la mémoire peut aider à construire des cultures de droits de l'homme dans des contextes très différents, par des exemples et des stratégies pratiques. En s'appuyant sur l'expérience des Sites de conscience, en particulier ceux situés dans l'hémisphère sud, ce manuel offre un ensemble de méthodes et d'approches pour orienter les liens entre le passé et le présent, et entre la mémoire et l'action. Chaque étude de cas dans ce manuel se concentre sur une méthode spécifique utilisée pour relier la mémoire à l'action sur les questions de droits de l'homme actuelles, et a été conçue pour guider tout effort de mémorialisation cherchant à faire exactement la même chose. Elle décrit la stratégie ou la méthode employée, son importance dans l'élaboration globale d'un projet ainsi que les possibilités de mise en œuvre à envisager en fonction des contingences propres au site. Chaque étude de cas peut être utilisée indépendamment comme une stratégie autonome ou en conjonction avec d'autres méthodes.

Ensemble et chacun de leur côté, les initiatives de mémoire, les organisations de la société civile, les universitaires, les spécialistes et les décideurs en muséologie, les défenseurs des droits de l'homme et ceux de la justice transitionnelle du monde entier peuvent utiliser ce manuel pour élaborer et soutenir les programmes de mémoire qui, de manière active, incitent un large éventail de personnes à se souvenir du passé, à agir au présent et à façonner un avenir où les droits de l'homme de chaque personne seront respectés.

SECTION 2
ÉTUDES DE CAS SUR LES SITES DE CONSCIENCE

2.1

CRÉATION ET EXPLOITATION D'UN SITE HISTORIQUE : ACTIVATION DU TRIBUNAL SPÉCIAL POUR LA SIERRA LEONE EN UN MUSÉE DE LA PAIX

Zachary McKiernan

Le 16 janvier 2002, un accord a été signé entre le gouvernement de la Sierra Leone et les Nations Unies pour l'établissement du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL). Ce même mois, la guerre civile prenait officiellement fin en Sierra Leone. Déclenchée en mars 1991 avec l'invasion du Front révolutionnaire uni (RUF) à partir du Liberia voisin dans une tentative de coup d'État, cette guerre a été le théâtre de graves violations des droits de l'homme commises sur les citoyens. Le mouvement des insurgés avait exploité les faiblesses d'un État postcolonial qui était déjà en déroute : une pauvreté extrême, une corruption politique et une société civile fragile. Après avoir obtenu son indépendance du Royaume-Uni en avril 1961, la Sierra Leone a connu des régimes autoritaires à parti unique, marqués par des atteintes aux droits de l'homme. Les personnes qui exprimaient leurs opinions politiques ou exerçaient leur droit à la liberté d'expression ont été harcelées, intimidées et emprisonnées. Ceux au pouvoir se sont enrichis, négligeant sérieusement les besoins fondamentaux de la population en matière de soins de santé et d'éducation¹. Confrontés à de telles difficultés au début de la guerre civile, les citoyens ordinaires de la Sierra Leone ont vite été projetés dans un monde marqué par la violence, les mutilations ainsi que les violations et agressions basées sur le genre.

1 George Klay Kieh, Jr., « State-building in Post-Civil War Sierra Leone » *African and Asian Studies* 4, No. 1–2 [2005]: 163–185.

Le TSSL a été établi pour « juger les personnes qui portent la responsabilité la plus lourde des violations graves du droit international humanitaire et du droit sierra-léonais commises sur le territoire de la Sierra Leone depuis le 30 septembre 1996 »². Ce mandat souligne les limites inhérentes au TSSL, puisqu'il omettait les violations commises entre 1991 et 1996 et se concentrait sur les poursuites contre les personnes qui « portent la plus grande responsabilité ». Néanmoins, les défenseurs de la justice et de la vérité historique ont construit ce que le Dr Lansana Gberie décrit comme « un complexe fait sur mesure à Freetown... une fortification imposante, dotée de murs élevés parachevés de fils barbelés, et de son propre centre de détention »³. Initialement prévu pour une période de trois ans, le TSSL a vu son mandat prolongé pendant presque douze ans, jusqu'en décembre 2013. Le tribunal n'a pas été sans controverse. Ceux en faveur du tribunal citent comme preuves de succès l'inculpation de treize personnes pour crimes de guerre. Quant aux détracteurs, ils estiment que la portée internationale de la justice pénale compromettrait les préoccupations locales sur le même sujet. Après la fermeture du tribunal, le gouvernement de la Sierra Leone a pris le contrôle du complexe. À la cérémonie de clôture, un observateur international avait fait la remarque suivante : « Ce complexe est un monument internationalement reconnu dans le domaine de la justice pénale internationale... Nous espérons vivement que ce palais de justice servira d'outil pour permettre au peuple sierra-léonais d'avoir plus facilement recours à la justice. Nous souhaitons que l'héritage légué par ce palais de justice ne tombe jamais dans l'oubli. »⁴

Aujourd'hui, le complexe et le palais de justice du TSSL reflètent l'héritage laissé par les mécanismes de reddition de comptes internationaux ainsi que la réconciliation nationale avec le passé récent, la réflexion sur celui-ci ainsi que son appropriation. Que faire des restes physiques d'un site à forte valeur symbolique est une question tout aussi critique pour les observateurs de la justice internationale que pour les Sierra-Léonais. Le site a été remis au gouvernement de la Sierra Leone après la fermeture officielle du Tribunal spécial le 2 décembre 2013. Des institutions nationales, telles que la commission de réforme du droit, la faculté de droit de la Sierra Leone et l'unité de protection des témoins de la police sierra-léonaise occupent actuellement une partie du site. Le fait de soulever la question de ce qu'il faut faire avec un tel site amène à d'autres questions tout aussi cruciales sur la manière de procéder : comment les institutions et les acteurs sociaux peuvent-ils activer un site en tant qu'outil de justice et de mémoire ? Quel type d'activités et de programmes pourrait améliorer la valeur historique d'un site ? Et qui sera responsable en dernier ressort du maintien de cette valeur et de la gestion des activités quotidiennes du site ?

2 « Agreement between the United Nations and the Government of Sierra Leone and the Government of Sierra Leone and Statute of the Special Court for Sierra Leone, 16 January 2002 », Special Court of Sierra Leone and Residual Special Court of Sierra Leone. Consulté le 5 septembre 2014, <http://www.rscsl.org/Documents/scsl-agreement.pdf>. (citation traduite par nous)

3 Lansana Gberie, « The Special Court for Sierra Leone Rests—for Good », *Africa Renewal Online*, avril 2014. Consulté le 5 septembre 2014, <http://www.un.org/africarenewal/magazine/april-2014/special-court-sierra-leone-rests---good>. (citation traduite par nous)

4 « Special Court Hands Over Courthouse and Complex to the Government of Sierra Leone », Special Court for Sierra Leone Press Release, 2 décembre 2013. Consulté le 5 septembre 2014, <http://www.rscsl.org/Documents/Press/2013/pressrelease-120213a.pdf>. (citation traduite par nous)

L'« activation » d'un site historique : définition

L'activation désigne l'identification, la reconnaissance, le recouvrement et la préservation d'un lieu important (comme l'ancien TSSL) ainsi que son ouverture au public. Chaque étape implique l'apport d'un engagement continu de la part des acteurs envers le site, ce qui permet alors de rehausser son importance sociale actuelle et d'accentuer son importance historique. L'activation désigne un investissement social continu par des personnes réelles dans un site, que ce soit par l'établissement d'un musée, des commémorations hebdomadaires, des veillées, des visites guidées ou autres. Il s'agit d'un processus qui se déploie au fil du temps, parfois marqué par des jalons mesurables ou même des reculs, à tout moment. Un site offre des possibilités d'engagement et de rencontre. Les personnes qui interagissent avec un site historique libèrent leur imagination, leur créativité, et plus important encore, instituent des mécanismes qui entretiennent la mémoire du passé au présent.

En Sierra Leone, l'équipe de gestion du projet de musée de la Paix (PMT – « Project Management Team ») a été instituée en tant qu'un comité de parties prenantes nationales, chargé de concevoir le musée de la Paix et déterminer sa composition institutionnelle. Les membres sont issus des ministères et des organismes gouvernementaux, des institutions nationales telles que la commission des droits de l'homme de la Sierra Leone, des organisations de la société civile et du Tribunal spécial pour la Sierra Leone. Le bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL), qui a depuis fermé ses portes, avait un rôle d'observateur. La PMT a mis en avant l'idée d'un musée « pour préserver l'histoire de la guerre, raconter celle de la paix et ériger un monument en hommage aux victimes de la guerre »⁵. Le musée « aiderait le peuple sierra-léonais à affronter son passé et à y tirer des leçons pour établir la paix, promouvoir les droits de l'homme et instaurer la démocratie »⁶. Pour les observateurs, le TSSL serait bien plus qu'un monument, ils verraient en lui un lieu historique pour l'éducation, la communauté et la mémoire. L'équipe s'appuie sur la puissance intrinsèque du lieu pour découvrir l'histoire unique du TSSL, reconnaître sa puissance narrative, aider à assurer sa préservation et, finalement, ouvrir ses portes au public, tant pour la planification et l'appropriation que pour les visites générales.

L'historien Randolph Bergstrom affirme que « les lieux qui évoquent l'histoire, comme les sites historiques, les mémoriaux et les musées... offrent des occasions particulières et ont une importance sociale »⁷. La PMT en est très consciente. Cet organisme a accordé un sens historique et social important au TSSL, à l'instar des citoyens sierra-léonais. Comme l'illustre le présent cas, les sites du même calibre que le TSSL sont significatifs pour une foule de raisons. Les histoires individuelles et les souvenirs collectifs s'articulent autour d'eux. Ils sont des recueils d'expériences et des dépositaires de souvenirs. Et ils regorgent de contradictions et de paradoxes. Des sites comme le TSSL représentent à la fois la

5 Équipe de gestion du projet de musée de la Paix, « Engaging Civil Society on the Relevance of the Peace Museum in Building Peace and a Culture of Human Rights in Sierra Leone ». Fonds de soutien aux projets des Sites de conscience de la Coalition internationale, Sierra Leone, 2012 (citation traduite par nous)

6 PMT, « Engaging Civil Society » (citation traduite par nous)

7 Randolph Bergstrom, « Editor's Corner: Engaging History » *The Public Historian* 30, n° 1 [2008] 7–8. (citation traduite par nous)

justice et ses faiblesses, l'histoire du conflit et le processus de paix. Ces sites peuvent évoquer un passé douloureux et transmettre un traumatisme. Les gens accordent de la valeur aux sites historiques et aux lieux qui évoquent l'histoire. Ces sites peuvent éveiller des émotions chez les visiteurs et susciter leurs réactions. Diverses parties prenantes, issues de tous les secteurs de la société, se rendent sur ces sites pour y faire acte de mémorialisation, de commémoration, de protestation, ou pour se connecter ou se reconnecter au passé, en dépit (ou en raison) des limites et des contradictions du site. En ce sens, les sites, qu'ils soient plus ou moins physiques ou tangibles, ne sont pas immuables.

Le projet de l'équipe de gestion du projet de musée de la Paix : « L'engagement de la société civile concernant la pertinence du musée de la Paix dans l'établissement de la paix et la création d'une culture des droits de l'homme en Sierra Leone »

Consciente des « occasions et de l'importance sociale » inhérentes au TSSL, la PMT s'est engagée à rendre ce site historique pertinent, sollicitant l'apport des citoyens sierra-léonais qui ont vécu différemment cette violente guerre civile. Grâce à un projet parrainé par la Coalition internationale des Sites de conscience (ICSC), intitulé « Engaging Civil Society on the Relevance of the Peace Museum in Building Peace and a Culture of Human Rights in Sierra Leone » (« L'engagement de la société civile concernant la pertinence du musée de la Paix dans l'établissement de la paix et la création d'une culture des droits de l'homme »), l'équipe a intégré les voix minoritaires, surtout celle des femmes et des enfants victimes de la guerre. Il s'agissait d'un acte conscient de gérance nationale sur un monument internationalement reconnu dans le domaine de la justice pénale. L'héritage de la justice est passé d'un mécanisme de jurisprudence internationale à des actions locales visant à consolider la paix. Reconnaisant l'influence qu'a eue une société civile affaiblie sur la guerre civile, la PMT a, dans sa proposition de projet à l'ICSC, fait part de son intention de « créer une plate-forme sur laquelle les collectivités locales à travers le pays pourront discuter de l'importance du musée de la Paix ». La consolidation de la société civile par des activités locales et sa participation au processus d'instauration de la paix constituerait un accomplissement égal à la planification d'un musée.

Le musée de la Paix vise à honorer les victimes de la guerre, à préserver l'histoire de la guerre et celle de la paix, à prévenir les conflits et à promouvoir les droits de l'homme. Le musée comporte trois composants essentiels : une section d'archives, une exposition et un jardin commémoratif. Grâce à ces derniers, le pouvoir transformateur de l'ancien TSSL étend, de façon unique, l'héritage de la justice judiciaire vers un « espace physique et intellectuel pour examiner les causes profondes du conflit et discuter de l'engagement continu du pays pour éviter de tels conflits à l'avenir »⁸. Pour y parvenir, l'équipe s'est appropriée le site, a préservé le lieu ainsi que les artefacts de guerre importants, a recueilli des anecdotes personnelles et a intégré les voix minoritaires dans le récit du musée. Divers acteurs sont intervenus dans ce processus, reflétant la richesse du capital social du projet dans le développement d'un héritage et d'une ressource importante dans la Sierra Leone d'après-guerre.

8 PMT, « Engaging Civil Society » (citation traduite par nous)



DES VISITEURS AU MUSÉE DE LA PAIX EN SIERRA LEONE APRÈS SON OUVERTURE. PHOTO FOURNIE PAR LE MUSÉE DE LA PAIX EN SIERRA LEONE.

L'activation d'un site historique : une méthode pour promouvoir la paix, la démocratie et l'appropriation communautaire

Un certain lieu, tel qu'une école, une pension ou un palais de justice, peut être considéré comme un territoire politique qui façonne les expériences sociales⁹. Les sites de la Coalition s'engagent à faire comprendre clairement cette réflexion en exploitant le sens historique et social du lieu, son histoire, sa puissance, ses aspects tangibles ainsi que ses caractéristiques émotives. Selon Liz Ševčenko et Maggie Russell-Ciardi, les sites favorisent « les relations souvent conflictuelles entre les membres d'une société », soit une définition classique du mot « politique ». Et pour Ševčenko et Russell-Ciardi, cela renvoie à l'engagement civique¹⁰. La manière dont un lieu est activé (par la création d'un musée comme dans le cas de la PMT) ou désactivé (par sa destruction ou sa fermeture) pourrait être un indicateur de la force ou de la faiblesse du processus démocratique, et du potentiel de la société civile à s'engager dans un dialogue critique sur le passé, le présent et l'avenir. À travers l'histoire, ceux au

9 Dolores Hayden, *The Power of Place: Urban Landscapes as Public History*, Cambridge: MIT Press, 1995, 23.

10 Liz Ševčenko and Maggie Russell-Ciardi, «Sites of Conscience: Opening Historic Sites for Civic Dialogue », *The Public Historian* 30, No. 1 [février 2008] 9–15.

pouvoir ont, d'innombrables fois, détruit des sites historiques et sacrés afin d'empêcher les débats politiques et la participation civique. La PMT et les sites de la Coalition démontrent comment les parties prenantes peuvent réussir à protéger et à préserver certains sites, revendiquant ainsi leur valeur historique dans le passé et dans le présent, pour l'avenir.

Un tel éveil de conscience sur l'importance de protéger et de préserver les sites ne se produit pas naturellement. Il ne survient qu'avec l'engagement et l'expérience des acteurs sociaux qui se sont investis dans un site particulier. Il ne suffit pas de dire qu'un site est historique pour l'utiliser comme un outil clé dans l'instauration de la paix et le renforcement de la démocratie. Il importe plutôt de préserver le site en tant qu'entité activée au moyen d'actions sociales et politiques, de programmes communautaires et d'un engagement envers une culture des droits de l'homme. Grâce aux trois éléments fondamentaux du musée de la Paix, celui-ci peut satisfaire ces impératifs à travers une variété d'activités, allant des recherches historiques aux archives, à la réflexion personnelle et à la commémoration au jardin commémoratif. Par ailleurs, appuyé par l'ICSC, le programme de la PMT sur l'engagement de la société civile concernant la pertinence du musée de la Paix dans l'établissement de la paix et la création d'une culture des droits de l'homme favorise l'établissement d'une relation réciproque entre l'institution nationale et les collectivités locales du pays. De la planification et la programmation in situ aux consultations et discussions menées à l'échelle du pays, les activités apportent un sens social et historique à l'ancien TSSL, à tous les niveaux. En Sierra Leone après la guerre civile, le site agit comme outil permettant « l'apprentissage et la guérison individuels et collectifs »¹¹.

Le travail mené sur le site a une dimension historique en raison de composants comme la vérité narrative sur la guerre civile ; le recueil et l'interprétation de la culture matérielle y étant associée ; et l'utilisation du site en tant que pierre angulaire dans le paysage culturel des droits de l'homme, et non comme un monument singulier. Le projet de la PMT sur l'engagement de la société civile concernant la pertinence du musée de la Paix dans l'établissement de la paix et la création d'une culture des droits de l'homme illustre parfaitement cela. Ses objectifs spécifiques sont de permettre aux communautés d'échanger sur le musée de la Paix et sa contribution dans le processus de paix ; de mieux faire connaître le musée et de sensibiliser l'opinion sur la nécessité de participation des communautés ; de dissiper les craintes concernant l'utilisation des artefacts du Tribunal spécial comme excuse pour recueillir des preuves ; et de susciter l'engagement des communautés dans l'identification et le recueil d'artefacts pour le musée. Ces objectifs favorisent l'appropriation communautaire et le renforcement du pouvoir communautaire. De plus, ils démontrent que la PMT est consciente que pour activer le site en un centre pour l'instauration de la paix et le renforcement de la démocratie, il est nécessaire d'inclure les histoires et les interprétations diverses ainsi que les difficultés de compréhension des personnes qui ont vécu la guerre. Si les communautés locales ont connu l'histoire difficile de la guerre civile, elles participeront donc également à la création, à l'archivage et au partage des connaissances sur la guerre par le biais du musée de la Paix sur le site de l'ancien TSSL.

11 PMT, « Engaging Civil Society » (citation traduite par nous)

Les éléments de base : caractéristiques et considérations

Les lieux historiques activés sont des espaces de rencontre. Alors que leur développement est un pas important dans la transmission de la mémoire, leur existence démontre les possibilités sociales et les ouvertures politiques dans les processus de réconciliation après la guerre civile.

L'activation ou l'utilisation d'un site individuel par des acteurs sociaux repose sur divers facteurs. Il n'existe pas de méthode universelle. Des facteurs locaux tels que l'accès au site, sa désignation et les contestations qui y sont associées peuvent compromettre ou accélérer le processus d'activation. L'activation d'un site peut être une initiative ascendante, descendante ou collaborative. Dans le meilleur des cas, c'est un processus compliqué. Les difficultés sont dues aux politiques inhérentes aux lieux spéciaux, aux personnes avec des objectifs parfois divergents qui tiennent à ces lieux et au sens particulier que ces lieux revêtent pour différentes communautés. Dans le pire des cas, des conflits sérieux peuvent survenir quant aux significations et aux utilisations du site, au détriment de processus productifs ou collaboratifs. Quoi qu'il en soit, les politiques de lieu doivent être abordées avec beaucoup de soin, de précaution, et de tact.

Le « Qui » : Qui active le site ? Qui sont les parties prenantes ? À qui appartient le site ? Qui donnera au site son importance historique et sociale ?

L'activation d'un site fait appel à la participation de plusieurs personnes. Il n'est donc pas surprenant qu'un tel processus rencontre des problèmes. Les personnes peuvent avoir des opinions divergentes sur la meilleure façon d'activer un site et, une fois celui-ci activé, elles peuvent ne pas s'entendre sur la manière de préserver ensemble le site. Malgré cela, un processus comportant de nombreux participants offre des possibilités de collaboration étroite, grâce à la diversité des expériences et des attentes. Une plus grande collaboration peut accroître la légitimité du site, surtout si le processus prend en compte des points de vue et des voix différents lors de la prise de décision. Un processus inclusif augmente aussi les ressources potentielles disponibles, y compris les ressources humaines, économiques et politiques. Les groupes qui ont réussi à activer des sites ont également démontré une capacité à unir les différentes parties prenantes plutôt qu'à les diviser. La participation de certains groupes sont à considérer, tels que :

- **Les parties prenantes locales** : c'est souvent les parties prenantes locales qui encouragent l'activation d'un site important au sein de la communauté. Alors que le processus connaît naturellement des hauts et des bas, il est important que la voix et la vision des groupes locaux demeurent au premier rang lors de la prise des décisions. Ces groupes représentent les intérêts de la communauté et, souvent, les histoires officielles et les souvenirs intrinsèques à la valeur historique et culturelle d'un site. Les parties prenantes locales peuvent être des :
 - Organisations de la société civile
 - Chefs traditionnels et religieux
 - Groupes de femmes
 - Groupes de jeunes

- .. Victimes de guerre
- .. Organisations de défense des droits de l'homme
- .. Groupes d'anciens prisonniers
- .. Comités religieux
- .. Minorités ethniques
- .. Groupes d'élèves
- .. Groupes de personnes âgées
- .. Voisins du site

.. **Les parties prenantes officielles** : les parties prenantes officielles jouent un rôle important dans le développement des lieux historiques. Elles représentent des organisations gouvernementales et professionnelles. Elles apportent le soutien de l'État, un poids politique, ainsi que des avantages pratiques tels que des connaissances professionnelles et des ressources économiques. Par ailleurs, certaines parties prenantes officielles telles que les ministères gouvernementaux de la culture, du tourisme ou des droits de l'homme, peuvent garantir la protection du site avec des désignations spéciales. Un site classé « patrimoine historique » ou « monument historique national » jouit de meilleurs avantages qu'un site sans soutien officiel. Les parties prenantes officielles peuvent être des :

- .. Ministères et organismes gouvernementaux
- .. Institutions nationales, y compris la Commission des droits de l'homme de la Sierra Leone
- .. Archives et bibliothèques nationales
- .. Universitaires
- .. Associations d'architectes ou d'artistes
- .. Donateurs
- .. Urbanistes
- .. Universités

.. **Les propriétaires et gestionnaires** : un site peut appartenir à une entreprise privée, une entreprise publique ou une co-entreprise entre le secteur public et le secteur privé, et il peut être géré par une de ces dernières. En conséquence, les intérêts pour le site ainsi que la possibilité d'exploiter le site dépendent des propriétaires légaux et de l'entité chargée de sa gestion, ainsi que de la vision des conseils de contrôle.

ç **L'équipe de gestion du projet de musée de la Paix** : la PMT est une équipe diversifiée regroupant quatorze membres dont des représentants de la Commission des droits de l'homme de la Sierra Leone, des Archives nationales de la Sierra Leone, de l'organisation de défense des droits de l'homme Advocacy Movement Network, de l'Association des amputés et des blessés de guerre de Sierra Leone, du bureau du Procureur général, des Nations Unies, et même des représentants de l'ancien Tribunal spécial pour la Sierra Leone. La PMT est chargée de la mise en œuvre du projet de musée et de l'engagement la société civile sur sa mission et sa vision.

Le « Quoi » : Quels sont les types de sites qui peuvent être activés ? Quels sont les objectifs ? Quel sera le récit ?

Les lieux emblématiques comme les champs de bataille ou les fosses communes évoquent des associations immédiates avec la mémoire et la commémoration, et ils sont souvent retenus pour des efforts d'activation. Cependant, des bâtiments plus ordinaires dans un paysage urbain peuvent également apporter un éclairage sur des événements importants de l'histoire sociale de la région. L'identification et la préservation d'une ancienne usine de vêtements peuvent mettre en évidence l'histoire et la mémoire des communautés ethniques qui y travaillaient. Un ancien magasin à prix unique peut constituer une vitrine ouverte sur les politiques de ségrégation dans le sud des États-Unis. Un regard critique sur les environnements physiques peut révéler des aspects historiques au-delà des impressions superficielles et peut refléter ou éveiller le désir de protection et de préservation de la communauté. Parmi les types de sites à considérer, on note les :

- .. Maisons anciennes
- .. Sites d'initiation et d'induction
- .. Champs de bataille
- .. Églises et sites religieux
- .. Anciennes prisons et camps de concentration
- .. Cimetières

Les objectifs peuvent varier de la documentation à la préservation en passant par la représentation et l'interprétation du passé à la sensibilisation de la société civile et politique sur les questions fondamentales d'aujourd'hui. Les objectifs peuvent être clairement énoncés dans la mission et la vision du site, et peuvent être réalisés grâce à des programmes et des activités d'information. Les objectifs peuvent comprendre :

- .. L'archivage et l'interprétation des artefacts historiques
- .. Le partage et la préservation de l'histoire du site
- .. L'incitation des visiteurs du site à la réflexion critique
- .. La mise à disposition de ressources pour l'engagement civique
- .. Le prolongement de l'héritage historique et son avancement

Le récit du site commence normalement par l'histoire du site lui-même et relie ensuite cette histoire aux processus et aux événements historiques plus importants. Un site physique qui a été intentionnellement relié au passé permet aussi de rallier les différents sens : la vue, le toucher, l'odorat, l'ouïe et, finalement, l'imagination. Les récits du site varient selon le narrateur, les types d'artefacts utilisés ou les ressources exploitées. Un site lui-même peut susciter l'émotion et refléter l'histoire d'une façon inédite, par rapport à d'autres ressources ou textes historiques. Les sites peuvent livrer différents récits historiques tels qu' :

- .. Une histoire sociale ou politique
- .. Une histoire douloureuse ou traumatisante
- .. Des récits sur les processus de paix

- .. Des récits sur les droits de l'homme et la mémoire
- .. Une histoire avec une dimension locale et communautaire

ç **L'équipe de gestion du projet de musée de la Paix** : l'activation d'une partie de l'ancien TSSL par la PMT en un musée est à la fois un acte unique et représentatif. Elle représente une approche plus traditionnelle à l'activation, car elle a permis de préserver l'histoire d'un processus national. Son caractère unique découle de l'utilisation d'un site emblématique reconnu à l'échelle internationale qui a été mis en place pour poursuivre ceux qui ont commis des atteintes aux droits de l'homme. La PMT a simultanément préservé et prolongé l'héritage laissé par la justice pour les victimes sierra-léonaises tout en éduquant les jeunes générations à travers le témoignage des survivants, les artefacts et les expériences.

Le « Quand » : Quand faut-il activer un site ? Combien de temps ce processus dure-t-il ? Le résultat est-il viable ?

La question « Quand faut-il activer un site ? » est peut-être la question la plus difficile à laquelle répondre. Si le choix n'est pas arbitraire, cela peut être subordonné à des facteurs politiques, sociaux et de sécurité propre à la région. Le recouvrement et la préservation de certains sites ainsi que leur ouverture au public peuvent s'avérer impossibles sous un régime autoritaire, par exemple. Certains sites dans des circonstances similaires peuvent être activés de manière officieuse par des actions éphémères (par exemple, des cérémonies de commémoration avec des bougies) et ne sont officiellement reconnus qu'après un changement de régime. Dans d'autres cas, des décennies peuvent s'écouler avant que des actions puissent être prises pour la reconnaissance publique ou officielle du site. Des changements dans les conditions politiques et sociales peuvent même entraîner la désactivation d'un site. En ce sens, la nature d'un site physique et ce qui peut se faire ou non à un moment donné reflètent souvent la santé d'une démocratie.

La société civile peut accélérer le processus en exhortant l'État à activer un site. De nombreux sites de la Coalition ont vu le jour sous forme d'initiatives locales cherchant à récupérer un site pour sa valeur historique, qu'il s'agisse d'une ancienne prison, d'un camp de concentration ou d'un immeuble de rapport de qualité minimale. Dans certains cas, la société civile s'est élevée pour éviter la destruction ou la profanation des sites.

Les décisions et initiatives de réparation de l'État dictent aussi le moment où un site physique doit ou peut être activé. Ceci est particulièrement apparent lors du passage d'un régime autoritaire à une démocratie dans des sociétés. Les recommandations des commissions de vérité peuvent comprendre la préservation d'un site. Lorsque l'État reconnaît l'importance d'un site physique en tant qu'outil de réparation pour les torts passés, ce site peut prendre la forme d'un mémorial ou d'un emplacement de commémoration spécial.

Le calendrier, le niveau de soutien nécessaire et la viabilité reposent sur un nombre de facteurs tels que le climat politique, les acteurs locaux participant au projet, le type de site ainsi que sa situation géographique. Certains groupes peuvent faire pression pendant des années pour sécuriser un site et ils peuvent faire l'objet d'une forte résistance, bien que de tels efforts fassent partie intégrante du processus. D'autres processus peuvent être contestés et peuvent profiter d'une coopération secteur

public-secteur privé dès le début. La viabilité désigne des facteurs contingents tels que l'accès aux ressources, l'évolution du paysage urbain et de ses utilisations ainsi que l'intérêt porté au récit, à la mission et à la vision du site.

ç **L'équipe de gestion du projet de musée de la Paix** : la PMT profite de son partenariat secteur public-secteur privé et de l'ancien mandat du TSSL. Bien que le public ait commencé à s'intéresser au TSSL depuis l'année de sa création en 2002, le processus de reconnaissance et de mémoire visant à faire du TSSL un site historique ne s'est concrétisé qu'après sa fermeture plus d'une décennie plus tard. Le projet de la PMT pour le développement d'un musée à multiples programmes a prolongé l'héritage du TSSL.

Le « Pourquoi » : Pourquoi activer un site ? Pourquoi identifier, signaler, récupérer, préserver un certain lieu et l'ouvrir au public ? Pourquoi les sites activés sont-ils importants ?

Il existe plusieurs motifs justifiant l'activation d'un site. Partout dans le monde, les gens sont attirés par les sites en raison de leur valeur historique. Ces sites évoquent et préservent le passé, et ils facilitent le travail de mémoire. Mais pour utiliser efficacement un site dans le présent, il ne suffit pas de mettre l'accent sur sa dimension historique. Les sites sont activés non seulement parce qu'ils ont une valeur historique intrinsèque, mais aussi parce qu'ils reflètent et façonnent les questions politiques d'aujourd'hui. En plus de susciter l'engagement de la société civile, un site activé attire l'attention sur des questions essentielles qui existent dans cette société. Les personnes, les organisations et les gouvernements activent des sites pour de nombreuses raisons qui se rapportent au présent et à l'avenir, notamment pour faire des actes de revendication au présent, pour mobiliser les communautés, et pour approfondir les démocraties. Les sites sont des lieux où l'on peut discuter du passé, créer le présent et préparer l'avenir.

ç **L'équipe de gestion du projet de musée de la Paix** : la PMT a intentionnellement mis en place un musée de la paix qui permettrait de préserver l'histoire de la guerre civile de la Sierra Leone et l'histoire du processus de paix. La PMT a choisi cette méthode parce qu'un tel musée permet à la fois de dispenser des connaissances historiques et d'éveiller la conscience sur ce moment fragile de l'histoire du pays, et permet aussi de documenter le processus de consolidation de la paix qui s'est enclenché après la guerre. Les acteurs de la société civile, les représentants de l'État et les observateurs internationaux ont tous démontré un intérêt pour le TSSL. Chaque partie prenante était motivée par diverses raisons, ce qui indique encore une fois que la collaboration a été essentielle à la réussite du projet d'activation.

Stratégies schématiques du « Comment » pour l'activation d'un site

Étape 1 : identifier le site

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. De quel type de site s'agit-il ? 2. À quoi sert-il actuellement ? 3. Quelle est son histoire ? 4. Quel sera le récit historique du site, une fois activé ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Déterminez de quel type de site il s'agit. Ceci est important pour les travaux futurs. Par exemple, les étapes à suivre pour un site qui a été le théâtre de violences passées ou de résistance contre la violence seront différentes du travail à entreprendre pour une ancienne usine ou un ancien lieu de culte. 2. Identifiez les propriétaires du site, réfléchissez, puis consultez-les. L'utilisation actuelle du site peut faciliter les efforts de préservation historique ou aller à leur rencontre. 3. Faites des recherches sur l'histoire complète du site, y compris sur ses différentes utilisations au fil du temps. Il est nécessaire de situer le récit du site dans un contexte. Il est fort probable que le site possède plus d'une histoire. 4. Faites la distinction entre le long passé historique du site et le récit historique que le site activé racontera.

Étape 2 : révéler le plan qui sera utilisé pour activer le site

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Où le site se situe-t-il ? 2. Quelles sont les autres parties prenantes du site ? 3. Le site est-il connu du public ? 4. Quels seraient les collaborateurs potentiels ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Localisez le site pour déterminer la logistique d'accès, les contingences communautaires et les types d'obstacle ou d'avantage pouvant survenir en raison de l'emplacement du site. 2. Révélez au public que vous avez choisi ce site à des fins d'activation. Cela permettra aussi de savoir s'il existe d'autres personnes intéressées par le site et ses utilisations, et de découvrir comment ces facteurs peuvent influencer la planification à court et à long terme. 3. Essayez de savoir si le site est déjà connu du public. Il peut y avoir des commémorations officielles, des veillées, des utilisations pratiques, etc. Ceci est important, car vous procéderez autrement si le site est abandonné, en mauvais état ou inconnu du public. 4. Tenez compte des collaborateurs potentiels qui seraient eux aussi intéressés par des projets d'activation.

Étape 3 : récupérer le site

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Comment le site peut-il être récupéré ? 2. Quelles sont les autorisations requises ? 3. Que signifie « récupération » ? 4. Quand la récupération peut-elle avoir lieu ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Assurez la participation des organisations locales, des entités gouvernementales, des propriétaires du site, etc. La récupération d'un site repose sur la collaboration et la communication entre toutes les parties prenantes du site. 2. Informez-vous de ce qu'il adviendra du site après la récupération. La manière dont il sera utilisé (en tant que musée, parc, théâtre pour les spectacles culturels ou autre) dictera certaines exigences. 3. Puisque la récupération du site peut prendre de nombreuses formes, il y a lieu de déterminer si la récupération désigne un transfert de propriété, un changement de direction, l'établissement d'une nouvelle administration, toutes ces choses, ou aucune d'elles. Cela dépend de la manière dont le site récupéré sera utilisé ainsi que du contexte dans lequel il sera exploité, et des personnes qui seront impliquées. 4. La récupération aura lieu dès que les parties prenantes s'accorderont sur les paramètres d'activation et d'utilisation. Par conséquent, faites en sorte qu'il y ait un dialogue ouvert entre les parties et assurez-vous de prendre en compte divers points de vue. La récupération repose aussi sur la conjoncture politique et les ressources disponibles. Ce processus peut prendre des mois, des années, voire des décennies.

Étape 4 : préserver le site

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Comment le site sera-t-il préservé ? 2. Quel type de désignations peut assurer sa protection de manière soutenue ? 3. Quelles sont les ressources disponibles pour la préservation du site ? 4. Qui participera aux efforts de préservation ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Analysez les options sur la façon dont le site sera préservé. Le type de site et son état sont des aspects importants à prendre en compte. Certains groupes choisiront de restaurer le site à son état initial ou à lui redonner son caractère d'origine pour refléter une période ou un événement historique. Dans d'autres situations, la préservation demande paradoxalement de modifier le site pour le transformer, par exemple, en un parc ou un lieu de réflexion. La préservation peut prendre diverses formes, telles que la conservation de l'intégrité physique d'un site, la sauvegarde des objets qu'il contient ou la protection d'un récit historique particulier. 2. Examinez les désignations officielles. Des désignations comme « monument historique national » assurent la protection d'un site. Les désignations reflètent également la collaboration entre les acteurs des secteurs privé et public. 3. Déterminez les limites de préservation telles que les aspects qui seront sauvegardés et l'étendue du projet de préservation. Les ressources humaines et économiques peuvent déterminer l'étendue de la préservation. 4. Identifiez les parties prenantes qui participeront aux efforts de préservation. Certaines parties prenantes telles que les administrateurs du site, les architectes, les historiens et les bénévoles sont tous responsables de la préservation d'un site. Cela s'étend aussi aux voisins du site et aux communautés locales qui offrent souvent d'excellentes ressources et connaissances pour la préservation du site.

Étape 5 : ouverture au public

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Pourquoi rendre le site accessible au public ? 2. Comment la participation du public est-elle favorable à ce stade ? 3. Quels sont les paramètres de cette participation ? 4. À quel moment un site activé est-il prêt à recevoir des visiteurs ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'ouverture d'un site au public favorise la transparence, la conscience historique et l'éducation ainsi que les possibilités de participation. Le public doit être invité à tout moment pour participer à l'activation d'un site historique, l'examiner et en discuter. La participation du public est cruciale à tous les niveaux. 2. Sollicitez la participation du public. Le fait de permettre au public de participer au processus encourage la légitimité et l'appropriation locale du lieu. L'engagement public est essentiel à la viabilité et à la réussite du projet. La participation locale est souvent l'élément catalyseur initial dans le processus d'activation d'un site. 3. Sélectionnez les paramètres de participation publique. Cela peut prendre plusieurs formes : les visiteurs, l'apport du public quant aux utilisations du site, les bénévoles et les guides volontaires, les coordonnateurs, etc.

Conclusion

Les sites qui évoquent l'histoire et la mémoire sont importants pour les sociétés du monde entier. Qu'il s'agisse d'un ancien tribunal spécial soutenu par l'ONU ou d'une cour qui a été le théâtre d'un événement majeur dans l'histoire d'une communauté ou d'un pays, tous les sites, sans distinction quant à leur nature, apparence ou emplacement, contribuent à la formation d'une mémoire collective et à la construction d'identités locales, régionales et nationales. Lorsque les sites présentent des possibilités d'engagement et de rencontre, les parties prenantes peuvent élaborer des projets et des programmes potentiels en tant que stratégie pour activer un site. Alors que l'activation peut prendre de nombreuses formes et qu'il n'existe pas de méthode universelle, un lieu ne devient réellement un *site* que lorsqu'il fait l'objet de récits, de souvenirs, de commémorations, de chansons ou d'autres marqueurs et activités d'investissement personnel. Un site est activé lorsque les parties prenantes lui donnent une valeur historique, sociale, culturelle et politique.

L'équipe de gestion du projet de musée de la Paix a réinventé un site qui possédait déjà une valeur symbolique pour prolonger un héritage laissé par la justice et permettre une appropriation nationale. En développant un musée sur le site de l'ancien TSSL, la PMT a préservé l'histoire de la guerre civile du pays, a raconté l'histoire du processus de paix qui a suivi et a commémoré les victimes de la guerre. Une approche à multiples programmes avec diverses parties prenantes a permis non seulement à la PMT d'atteindre ses buts communs dans l'établissement du musée, mais a aussi permis de s'assurer que le musée continuera de fonctionner et fera l'objet d'un investissement social et politique sur le site. Appartenant à la communauté et activé par celle-ci, le musée de la Paix en Sierra Leone, tout comme l'ancien TSSL, fait désormais figure d'exemple à l'échelle internationale pour les personnes intéressées par l'activation d'un site à des fins historiques.

2.2 LES ESPACES D'INTERVENTION AU MUSÉE JANE ADDAMS HULL-HOUSE : DES MÉTHODES INTERACTIVES POUR L'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE AUX ÉTATS-UNIS

Bix Gabriel et Zachary McKiernan

En 1931, Jane Addams devenait la première femme américaine à recevoir le prix Nobel de la paix. Certains l'avaient aussi surnommée la « femme la plus dangereuse des États-Unis » pendant la Première Guerre mondiale, en raison de ses convictions pacifistes, et de sa préoccupation dite « radicale » pour les immigrants et les plus démunis, ainsi que de sa solidarité envers eux.

Aujourd'hui, le musée Hull-House à Chicago immortalise cet héritage durable et complexe à l'endroit même où elle a fondé la première et la plus célèbre des résidences sociales des États-Unis. Les résidences sociales ont été au cœur des recherches et des mouvements d'activistes qui militaient pour une société plus inclusive et démocratique tout en cherchant à améliorer le statut des démunis en les initiant aux connaissances, à la culture et à un meilleur niveau de vie. Dans le même temps, en créant ces logements dans des quartiers aisés, les fondateurs des résidences sociales cherchaient à renforcer la cohésion sociale et à réunir les riches et les pauvres au sein d'une même communauté.

En 1889, les réformateurs sociaux ont fondé la Hull-House de Chicago. Beaucoup d'entre eux, y compris Addams, ont vécu dans ces lieux progressistes. En 1920, la Hull-House était devenue le porte-drapeau du *settlement movement* aux États-Unis, où l'on dénombrait pas moins de cinq cents résidences sociales. La Hull-House est devenue le symbole de la justice sociale et « a joué un rôle clé

dans la redéfinition de la démocratie aux États-Unis à l'ère moderne »¹, selon les responsables du musée Hull-House. Les réformateurs sociaux de la Hull-House, dont beaucoup étaient des femmes qui avaient choisi de vivre sur le site, ont travaillé sans relâche pour influencer l'opinion et les politiques publiques concernant les droits du travail, la réforme de l'immigration et les droits de vote des femmes. Ce travail de pionnier a associé la recherche, l'éducation et l'engagement social pour mettre au point de nouvelles stratégies et s'attaquer aux problèmes communautaires, une approche que le musée Hull-House perpétue toujours, jusqu'à aujourd'hui.

Le musée Hull-House est un mémorial vivant à la mémoire d'Addams, qui sert à « préserver et à développer le lieu originel de la Hull-House afin d'interpréter et de perpétuer la vision de cette résidence sociale historique »².

L'exposition du musée Jane Addams Hull-House sur les problèmes non résolus en matière de justice des mineurs

En 1899, les réformateurs de la Hull-House ont aidé à créer le Tribunal pour mineurs du comté de Cook, la première juridiction aux États-Unis à traiter les cas impliquant des délinquants mineurs. Au cours de cette même année, l'adoption de la loi sur le Tribunal pour mineurs de l'Illinois permettait à l'État d'intervenir dans des cas de négligence infantile, d'enfants sans-abri et de délinquance juvénile. Alors que les réformateurs accomplissaient d'énormes progrès en matière de protection des enfants, de nouveaux professionnels, tels que des travailleurs sociaux et des agents de probation, sont apparus aux côtés des programmes de protection sociale. À l'instar de la Hull-House d'origine, le Tribunal pour mineurs du comté de Cook deviendrait également un modèle national aux États-Unis.

À l'heure actuelle, le taux d'incarcération aux États-Unis est le plus élevé au monde. Les États-Unis abritent aussi un complexe industriel carcéral (*prison industrial complex/PIC*), évalué à plusieurs millions de dollars et définit par une organisation comme étant « un mélange d'intérêts publics et privés qui utilise la surveillance, les politiques et l'emprisonnement pour résoudre les problèmes économiques, sociaux et politiques »³. En 2013, *le New York Times* publia plusieurs rapports sur cette industrie, révélant ce que l'économiste Paul Krugman décrira par la suite dans une rubrique du *New York Times* comme « un système mal géré souffrant cruellement d'un manque d'effectifs, où les individus les plus dangereux échappent souvent au contrôle d'un personnel démoralisé pour semer le chaos, tandis que les délinquants moins dangereux doivent faire face à la terreur et aux abus venant d'autres détenus »⁴.

1 Musée Jane Addams Hull-House, « Unfinished Business-Juvenile Justice Exhibit », Fonds de soutien aux projets de la Coalition internationale des Sites de conscience, États-Unis, 2012 (citation traduite par nous)

2 « Welcome to Jane Addams Hull-House Museum », site Web du musée Jane Addams Hull-House. Consulté le 16 septembre 2014, http://www.uic.edu/jaddams/hull/_museum/visitors.html. (citation traduite par nous)

3 « What is the PIC? What is Abolition? », site Web de Critical Resistance. Consulté le 10 septembre 2014, resistance.org/about/not-so-common-language/ (citation traduite par nous)

4 Paul Krugman, « Prisons, Privatization, Patronage », *The New York Times*, 21 juin 2012. Consulté le 10 septembre 2014, <http://www.nytimes.com/2012/06/22/opinion/krugman-prisons-privatization-patronage.html> (citation traduite par nous)



DES VISITEURS À L'EXPOSITION « UNFINISHED BUSINESS » AU MUSÉE JANE ADDAMS HULL-HOUSE. PHOTO FOURNIE PAR LE MUSÉE JANE ADDAMS HULL-HOUSE, UNIVERSITÉ DE L'ILLINOIS, CHICAGO.

Compte tenu du contexte et de l'intérêt des visiteurs à en savoir davantage sur un système carcéral qui semble décevoir les attentes des personnes de couleur, des démunis et des jeunes, le musée Hull-House a organisé une exposition intitulée *Unfinished Business—Juvenile Justice* portant sur les problèmes non résolus en matière de justice des mineurs. L'exposition a débuté en septembre 2010 et a pris fin en août 2011.

Cette exposition a interprété la contribution de longue date du musée dans le domaine de la justice des mineurs, dans la création du Tribunal pour mineurs du comté de Cook et dans l'adoption de la loi par le Tribunal pour mineurs de l'Illinois. Le personnel du musée a collaboré avec des groupes communautaires pour raconter cette histoire dans un cadre contemporain. L'exposition a également incité les visiteurs du musée à participer aux débats actuels sur la justice des mineurs et la réforme du milieu carcéral. Aux espaces d'intervention au sein de l'exposition, les visiteurs se sont intéressés de près à ce sujet grâce aux outils concrets et uniques de l'exposition qui ont suscité l'empathie et les ont responsabilisés.

À un espace d'intervention, les visiteurs du musée ont écouté le témoignage de jeunes détenus ainsi que les commentaires des agents de probation. Ensuite, ils se sont dirigés vers un tableau noir sur lequel ils ont été invités à marquer une infraction qu'ils auraient commise pendant leur jeunesse. Ils devaient effectuer cet exercice en faisant preuve de « générosité critique »⁵. Puis, ils ont été invités à effacer ce qu'ils avaient écrit pour repartir à zéro. Par la suite, ils ont appris que de nombreux

5 Le musée Hull-House utilise l'expression « générosité critique » pour décrire l'approche que les visiteurs sont invités à adopter pour exprimer diverses opinions et points de vue de manière constructive. De la même manière, l'expression « critique respectueuse » a été utilisée par d'autres organisations (comme le National Council for Public History américain) pour décrire les commentaires perspicaces et tolérants recherchés par celles-ci.



UN ESPACE D'INTERVENTION OÙ LES VISITEURS SONT INVITÉS À ENVOYER DES CARTES POSTALES AVEC DES POÈMES À DES JEUNES EN PRISON. PHOTO FOURNIE PAR LE MUSÉE JANE ADDAMS HULL-HOUSE, UNIVERSITÉ DE L'ILLINOIS, CHICAGO.

jeunes aujourd'hui sont incapables d'effacer les condamnations de leur casier judiciaire par manque de moyens financiers et d'aide juridique. Le sentiment de pouvoir repartir à zéro a encouragé les visiteurs du musée à militer pour que les mineurs incarcérés aient cette même possibilité.

À un autre espace d'intervention, les visiteurs du musée pouvaient communiquer avec les détenus qui se trouvaient en isolement dans la prison Supermax de Tamms, dans l'Illinois⁶. Après avoir reçu des stylos, du papier et diverses ressources sur la poésie, les visiteurs ont écrit des poèmes et des lettres d'encouragement à l'intention des jeunes détenus. Selon le personnel du musée, grâce à ces lettres personnalisées les adolescents ont su qu'un mouvement social était en cours et qu'il y avait des personnes à l'extérieur qui s'intéressaient à leur sort.

L'exposition *Unfinished Business—Juvenile Justice* a fait découvrir aux visiteurs l'histoire de la justice des mineurs. Au moyen d'espaces d'intervention, cette exposition a également présenté l'histoire de plusieurs jeunes détenus sous un angle personnalisé et a permis aux personnes d'agir au présent, qu'elles disposaient de peu ou de beaucoup de temps pour le faire. Ces activités flexibles et interactives, rendues possibles grâce à des partenariats communautaires, ont renforcé une certaine impression : l'exposition a aidé à régler les problèmes non résolus en matière de justice des mineurs.

Les espaces d'intervention comme outil méthodologique

Un espace d'intervention est un outil méthodologique permettant de renforcer l'efficacité des Sites de conscience en augmentant le potentiel de participation des visiteurs. Comme l'indique son nom,

⁶ En 2013, les activités de sensibilisation des activistes contre les violations des droits de l'homme ont finalement porté leur fruit : la prison Supermax de Tamms fermait ses portes.

cet outil incite à l'action.

Un espace d'intervention donne l'occasion aux visiteurs des Sites de conscience de s'engager sur un sujet contemporain de façon particulière. Il agit comme un vecteur pour les citoyens qui possèdent des connaissances sur le contexte historique pour réagir sur les questions locales, régionales et nationales. Qu'on les appelle des espaces d'intervention ou qu'on utilise un autre nom, ceux-ci restent des outils permettant d'habiliter les citoyens en leur offrant des connaissances et des ressources qui favorisent la participation civique. Le fait de donner aux visiteurs les moyens d'agir peut éliminer leur sentiment d'impuissance face à des problèmes complexes et à un passé compliqué.

Un espace d'intervention peut prendre de nombreuses formes, allant d'une campagne d'envoi de lettres, simple mais efficace, à la coordination complexe des manifestations et des protestations. Son rôle consiste à permettre aux citoyens de s'exprimer sur de nombreuses causes. Par exemple, au musée Hull-House, les espaces d'intervention ont transformé les spectateurs passifs d'un système judiciaire injuste en des participants actifs qui militent contre ce même système. De plus, ces espaces d'intervention permettent de réunir diverses parties prenantes ; que ce soient les employés du musée, les organisations et les experts locaux ou le public.

Tandis que les espaces d'intervention offrent généralement des moyens d'agir sur le site, ils peuvent aussi inciter le visiteur à l'action bien après son départ du musée. Les activités de suivi pour assurer la participation des visiteurs peuvent comprendre l'octroi de conseils sur la manière d'effectuer des entretiens familiaux, la création de programmes d'études dans les écoles ou l'accueil de projets communautaires en dehors du site. Alors que les musées ou les sites historiques offrent certaines ressources, le visiteur, avec un peu de créativité et d'imagination, peut décider de la manière dont il peut étendre leur application. Par conséquent, un espace d'intervention peut être la première étape dans un long processus d'activisme.

Les éléments de base des espaces d'intervention

Les éléments de base ou les composants d'un espace d'intervention varient en fonction de plusieurs facteurs : les besoins et les capacités d'un musée ou d'un lieu historique, le sujet contemporain qui sera abordé et les caractéristiques démographiques des visiteurs. Les catégories universelles (le qui, quoi, quand, où et pourquoi) qui permettent d'adapter facilement les espaces d'intervention à tout Site de conscience sont décrites ci-dessous. L'utilisation de ces catégories donne aux musées et aux sites historiques un modèle d'espace d'intervention qui saura identifier les acteurs locaux (le qui), les ressources (le quoi), les moments opportuns (le quand), les lieux appropriés (le où) et les questions urgentes (le pourquoi).

Avant toute chose, le Site doit identifier le sujet qui sera abordé. La décision du musée Hull-House de s'atteler à la justice des mineurs et à la réforme du milieu carcéral a été motivée par l'histoire du site et les commentaires des visiteurs. Les Sites de conscience doivent identifier le ou les sujets qui feront une plus grande impression auprès des visiteurs et refléteront leur mission. Ensuite, le personnel du site doit décider si les espaces d'intervention constituent la méthode appropriée pour aborder ce sujet.

L'objectif fondamental de l'espace d'intervention est d'offrir un ensemble d'outils simples et pertinents que le visiteur pourra utiliser. Mais cela demande de la planification et de la coordination. Les principes suivants aideront à orienter l'élaboration d'un espace d'intervention.

Le « Qui » : Qui sont les intervenants dans un espace d'intervention ? Combien de personnes utiliseront l'espace d'intervention et sont-elles ?

- .. Un public extérieur et le grand public : la composante la plus importante d'un espace d'intervention est peut-être son public, c'est-à-dire les visiteurs du musée qui l'utiliseront. Il est essentiel d'identifier et de dresser le profil des membres du public attendus à l'exposition. Par exemple, les principaux utilisateurs de certains espaces d'intervention seront-ils des étudiants ? Ou plutôt des personnes âgées qui entretiennent des liens étroits avec l'histoire du site ? Cette identification permettra de cerner plusieurs aspects de l'espace d'intervention, y compris son contenu, son emplacement dans la salle d'exposition ou le site et, plus important encore, les outils qu'il fournira. Par exemple, des cartes postales numériques pourraient bien fonctionner avec des adolescents, mais des cartes postales physiques seraient peut-être une meilleure option pour un public plus âgé.
- .. Les partenaires communautaires : les Sites de conscience doivent envisager des partenariats avec des experts ou des professionnels qui travaillent sur le sujet contemporain qui sera traité. Ces partenariats peuvent prendre différentes formes : les membres de la communauté peuvent aider à organiser et à superviser l'espace d'intervention ou ils peuvent se mettre dans la peau des visiteurs pour déterminer si les outils, le contenu ou même l'emplacement de l'espace d'intervention sont appropriés pour les vrais visiteurs. En plus d'aider le personnel du musée à mettre au point les outils les plus efficaces pour s'attaquer au sujet, ces partenaires peuvent aussi toucher le grand public, y compris ceux qui s'intéressent à ce sujet contemporain, mais connaissent peu de choses sur son histoire.
- .. Le personnel du musée : ces personnes sont responsables de la coordination globale de l'espace d'intervention. Elles travaillent en étroite collaboration avec les professionnels et les organisations de la communauté. Ensemble, ils fournissent à chaque espace d'intervention le contenu, les ressources ainsi que les connaissances ou les outils disponibles en se basant sur une évaluation critique de l'exposition, du projet, des objectifs et du public attendu, ainsi que sur l'action elle-même. Bien que cela semble évident, il est important d'identifier les personnes qui feront partie de l'équipe et de préciser leurs rôles dès le départ tout en songeant déjà aux personnes qui devront assurer certaines tâches comme la coordination des partenaires communautaires, par exemple.
- ç **Au musée Hull-House** : l'exposition *Unfinished Business—Juvenile Justice* au musée Hull-House a fait appel à de nombreux partenaires tels que les experts du musée Wing Luke de Seattle, des jeunes actuellement incarcérés et des organisations de Chicago comme Project NIA⁷, Free Write

7 Lancé en 2009 et basé à Chicago, Project NIA est un centre de recherche, de mobilisation, d'éducation populaire et de renforcement des compétences dont l'objectif à long terme est de mettre fin à l'incarcération des jeunes. Son site Web a été consulté le 10 septembre 2014 à l'adresse <http://www.project-nia.org/>.

Jail Arts⁸, et Chicago Freedom School⁹. Par exemple, l'organisation Free Write Jail Arts a fourni les enregistrements audio contenant le témoignage des jeunes détenus ; l'association Project NIA a expliqué au personnel du musée les lois de l'Illinois concernant l'effacement des condamnations du casier judiciaire et a aidé à mettre au point l'activité au tableau « page blanche » ; et l'association Tamms Year Ten¹⁰ a créé l'espace d'écriture des poèmes et des cartes postales. Ce partenariat représente un choix délibéré pour le musée qui considère l'espace d'intervention comme « important pour l'ensemble de la communauté : les activistes, les chercheurs, les étudiants, les professionnels de la culture, les artistes, les familles ainsi que l'observateur de passage »¹¹. Les autres Sites de conscience devraient examiner le rôle de l'espace d'intervention à l'intérieur et à l'extérieur du site ou de l'exposition, car celui-ci peut avoir divers publics avec des rôles et des objectifs multiples.

Le « Quoi » : Quels sont les outils de l'espace d'intervention ? Quel est le contenu et quelles sont les ressources ? Quelle est l'action ?

- **Les outils intellectuels** : toute action qui sera entreprise doit être fondée sur l'expérience d'apprentissage qui a lieu sur le site. Ainsi, un espace d'intervention doit posséder des informations pertinentes sur le sujet contemporain traité et son histoire. Les visites autonomes sur le site ou celles dirigées par des guides-conférenciers bénévoles, les expositions, ou les débats animés sont toutes des stratégies permettant d'atteindre ce but commun. L'utilisation d'artefacts, de récits personnels, de photographies et de composants audiovisuels peut aider à faire partager un récit ou une histoire particulière, offrant aux visiteurs des outils intellectuels qui guideront leurs actions.
- **Les outils pratiques** : les outils qui amènent à l'action varient en fonction de l'action recherchée. Ils représentent l'aspect physique de l'expérience interactive. Par exemple, si l'objectif de l'espace d'intervention est de faire écrire des lettres aux législateurs, des stylos, du papier, des informations sur les législateurs doivent être offerts sur le site. Quelle que soit l'action recherchée, les composants qui aideront le visiteur à agir doivent être rapidement disponibles, avec suffisamment d'instructions pour que le visiteur n'ait pas à se demander ce qu'il faut maintenant faire. Par exemple, si l'espace d'intervention invite le visiteur à participer ou à coordonner une manifestation populaire, ou à effectuer un suivi auprès d'une organisation communautaire, des affiches, des brochures ou d'autres

8 Le Free Write Jail Arts and Literacy Program organise tous les jours des ateliers de poésie et d'écriture créative formels au sein du centre de détention provisoire pour mineurs du comté de Cook. Sa page Facebook a été consultée le 10 septembre 2014 à l'adresse <http://www.facebook.com/freewritejailarts/info>.

9 Inspirée par l'esprit des premières freedom schools du Mississippi, la Chicago Freedom School offre des possibilités de formation et d'éducation aux jeunes et aux adultes alliés en leur faisant découvrir l'histoire des mouvements sociaux ainsi que leurs dirigeants. Son site Web a été consulté le 10 septembre 2014 à l'adresse <http://chicagofreedomschool.org/>.

10 Tamms Year Ten est un regroupement d'artistes activistes, fondé en 2008, pour protester contre les politiques malavisées et inhumaines de la prison Supermax de Tamms, et pour mettre fin à l'isolement à long terme des prisonniers dans l'Illinois. Sa page Facebook a été consultée le 17 mars 2015 à l'adresse <https://www.facebook.com/tammsyearten/>

11 Jane Addams Hull-House Museum, « Unfinished Business » (citation traduite par nous)

dispositifs de mobilisation doivent être disponibles sur place, de même que des renseignements sur la façon dont le visiteur pourra assurer la coordination avec cette organisation.

ç **Au musée Hull-House** : le récit historique de la justice des mineurs a été présenté aux visiteurs. Puis, divers outils leur ont été fournis pour solliciter leur participation. Le musée a utilisé différents types d'outil : de l'envoi de cartes postales à l'intervention de jeunes détenus en passant par la reconception de la réforme du milieu carcéral. Les visiteurs du musée ont participé à des débats animés, ce qui les a aidés à former des opinions sur le sujet de la justice des mineurs, à passer à l'action sur le site, et, espérons-le, à continuer d'agir à l'extérieur du site.

Le « Quand » : Quel est le meilleur moment pour utiliser un espace d'intervention ? Pourquoi le choix du moment importe-t-il ?

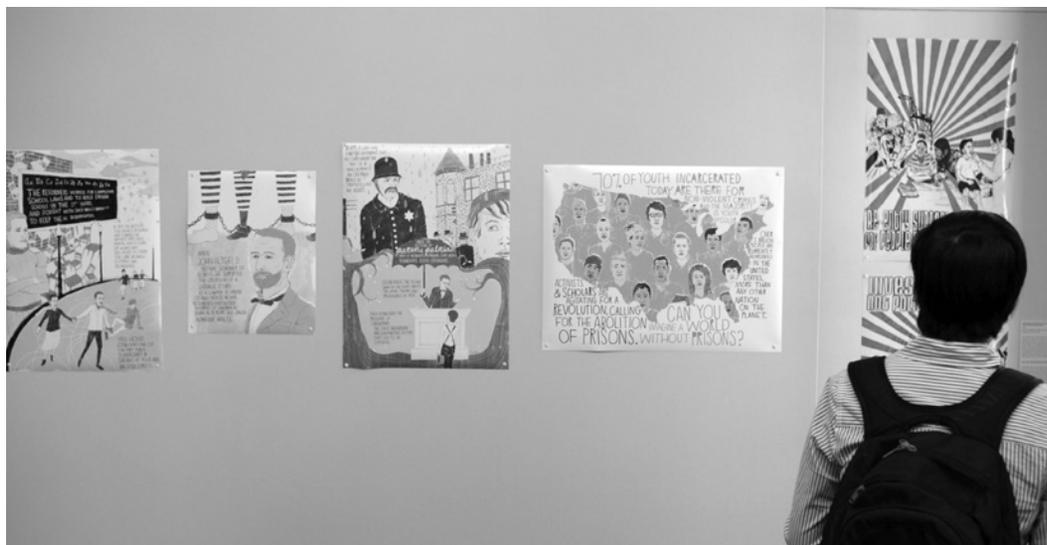
- .. **Le moment** : le moment où l'espace d'intervention sera utilisé dépendra des contingences propres au site. Un espace d'intervention est généralement utilisé lorsque les visiteurs se rendent sur le site, que ce soit dans le cadre d'une visite générale ou de programmes ou d'activités spéciaux tels que les visites scolaires. Bien que les espaces d'intervention peuvent partager des informations sur les actions qui peuvent être entreprises à l'extérieur du site et à l'avenir (comme la signature d'une pétition en ligne), il est essentiel que les visiteurs découvrent ces outils et ces ressources lors de leur visite sur le site, lorsque les impressions sont encore toutes fraîches dans leur esprit.
- .. **Préoccupations contemporaines** : les espaces d'intervention peuvent s'avérer extrêmement efficaces lorsque les actions peuvent être liées à une prise de conscience existante du public sur le sujet abordé par l'exposition. Lorsqu'un sujet est déjà présent dans les débats publics, les espaces d'intervention offrent aux membres de la communauté un moyen direct d'agir sur le sujet. Alors qu'il est souvent difficile de prédire le moment où un sujet intéressera l'opinion publique, le fait de planifier des espaces d'intervention à l'approche de certains anniversaires ou événements attendus (par exemple, les élections) peut aider à établir des programmes d'action, à convaincre l'opinion publique et à amener le changement.

ç **Au musée Hull-House** : les espaces d'intervention du musée Hull-House ont été activés pendant l'exposition *Unfinished Business—Juvenile Justice*. L'exposition a reçu des milliers de visiteurs, qui ont tous eu l'occasion de s'impliquer dans le passé et dans le présent, et de passer à l'action. Avant l'interaction du public avec les espaces d'intervention, le musée a organisé divers ateliers et réunions avec les partenaires et professionnels communautaires pour « développer pleinement le contexte, les modes d'action, les questions urgentes, tout un éventail de points de vue différents et d'autres aspects du projet »¹².

Le « Où » : À quel endroit les espaces d'intervention seront-ils aménagés ? Doivent-ils être au-devant de la scène ? Pourquoi le pouvoir du lieu est-il important ?

- .. **À l'exposition, après les interactions** : les espaces d'intervention ont été conçus pour inciter

12 Jane Addams Hull-House Museum, « Unfinished Business » (citation traduite par nous)



DESSINS DE L'ARTISTE JOSH PETERS ILLUSTRANT LA CRÉATION DU PREMIER TRIBUNAL POUR MINEURS DES ÉTATS-UNIS. À GAUCHE, DES AFFICHES ACTIVISTES DE CRITICAL RESISTANCE, UN ORGANISME AMÉRICAIN DONT L'OBJECTIF EST DE CONTRER L'EXPANSION DU COMPLEXE INDUSTRIEL CARCÉRAL PHOTO FOURNIE PAR LE MUSÉE JANE ADDAMS HULL-HOUSE, UNIVERSITÉ D'ILLINOIS, CHICAGO.

la participation du public et les visiteurs doivent les utiliser après avoir reçu les outils intellectuels nécessaires pour prendre des décisions éclairées. Ainsi, les visiteurs doivent utiliser les espaces d'intervention après avoir vécu certaines expériences (par exemple, des interactions significatives avec des dispositifs d'interprétation ou des conversations constructives avec d'autres visiteurs et le personnel du musée) qui leur permettent de situer le sujet dans son contexte historique et contemporain, et qui leur donnent l'occasion de réfléchir, de former des opinions et comparer des points de vue divergents.

- “ **L'emplacement** : l'espace d'intervention doit être aménagé dans un endroit bien visible ou très fréquenté de la salle de l'exposition ou du site, pour garantir des possibilités de participation publique. L'espace d'intervention peut également être aménagé à proximité ou parmi des artefacts poignants ou émouvants. Alors que l'accessibilité et une visibilité explicite sont des éléments essentiels à prendre en compte dans le choix de l'emplacement, il faut également se rappeler que l'espace d'intervention doit être ancré dans le récit historique ou entouré par celui-ci.
- ç **Au musée Hull-House** : les espaces d'intervention étaient les composants fondamentaux de l'exposition *Unfinished Business—Juvenile Justice*. Grâce à l'aménagement de quatre espaces à des emplacements différents dans le musée, les visiteurs avaient le choix parmi tout un éventail d'actions. Le musée Hull-House a également utilisé le « pouvoir du lieu » — car l'histoire du site regorge d'exemples où des personnes ont été des agents actifs du changement — pour inviter les visiteurs à aider à faire revivre cette histoire pour eux aujourd'hui.

Le « Pourquoi » : Pourquoi utiliser un espace d'intervention ?

- .. Pourquoi pas ? L'objectif de l'espace d'intervention est évident : inspirer et engager les visiteurs, et favoriser la participation du public. En associant des outils intellectuels et pratiques à des espaces dont la présentation et l'emplacement ont été stratégiquement planifiés, les espaces d'intervention donnent aux visiteurs des moyens concrets pour participer activement à relever les défis actuels hérités des problèmes du passé. En substance, les espaces d'intervention permettent à tous ceux qui se rendent sur le site de participer à l'édification de la démocratie.
- ç **Au musée Hull-House** : les espaces d'intervention permettent aux trente mille visiteurs annuels du musée, dont des écoliers, des jeunes et des immigrants, d'intervenir sur la justice des mineurs, l'un des principaux sujets qui dominent le monde d'aujourd'hui. Le fait de permettre à une telle pluralité de voix de s'exprimer sur le sujet constitue une victoire pour tous.

Schéma du « Comment » pour l'élaboration d'un espace d'intervention

Il s'agit d'un schéma de base en trois étapes comportant des questions à prendre en compte lors de l'élaboration d'un espace d'intervention. Le schéma n'est en aucune manière exhaustif et peut-être adapté à tout moment. Il agit principalement comme un plan ou une liste de contrôle pour aider à élaborer des programmes qui utilisent des espaces d'intervention comme stratégie pour susciter la participation communautaire.

Étape 1 : identifier le sujet, déterminer les actions et étudier les modalités en matière de logistique

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
1. Quel est le sujet contemporain ? 2. Pourquoi utiliser un espace d'intervention ? 3. Quelle sera l'action ? 4. Quel est le résultat escompté après l'action ? 5. Comment l'espace d'intervention est-il lié à l'histoire et à la mission du site ? 6. Quel est le public attendu ? Qui passera à l'action ? Qui sont les autres participants ? 7. Quelles sont les ressources matérielles, humaines et économiques disponibles ?	1. Identifiez le sujet et sa pertinence. 2. Déterminez comment la méthode de l'espace d'intervention sera utilisée dans le cadre plus large du programme ou du projet. 3. Identifiez les acteurs qui participeront à cette initiative (par exemple le public cible, le personnel interne ou les partenaires). 4. Dressez une liste des organisations communautaires, des professionnels et des parties prenantes concernés par cette initiative. 5. Définissez les ressources et les limites du programme. 6. Élaborez une feuille de route ou un plan pour la mise en œuvre des espaces d'intervention.

Étape 2 : partenariats et préparation de l'espace

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Quels sont les étapes de planification et les besoins de chaque étape ? 2. Comment l'espace d'intervention relie-t-il le passé au présent ? 3. Quels sont les types d'actions qui seront entreprises ? 4. De quelles ressources le site aura-t-il besoin pour entreprendre ces actions ? 5. L'espace d'intervention fait-il référence à d'autres activités, expositions ou ateliers ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Définissez les paramètres physiques de l'espace d'intervention. 2. Définissez et mettez en place des partenariats avec les acteurs internes et externes pour la formation, la réflexion et la préparation. Associez-vous avec les Sites de conscience qui utilisent des stratégies similaires. 3. Décrivez l'interaction des visiteurs avec l'espace d'intervention. Comment seront-ils préparés ? 4. Apportez des éclaircissements sur l'utilisation d'outils pour mieux orienter l'objectif de l'espace d'intervention. 5. Commandez et organisez le matériel et les ressources qui seront utilisés. 6. Préparez des actions correspondantes et assurez les suivis nécessaires.

Étape 3 : mise en œuvre et exécution

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Quand l'espace d'intervention sera-t-il utilisé ? 2. Où l'espace d'intervention sera-t-il aménagé ? 3. Les actions seront-elles entreprises sur le site ou à l'extérieur du site ? 4. Comment les visiteurs vont-ils interagir avec l'espace d'intervention ? 5. Comment l'espace d'intervention sera-t-il évalué ? Rencontre-t-il le résultat souhaité ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Décrivez les actions. Pratiquez les actions, notamment avec un groupe d'utilisateurs-pilotes. 2. Mettez en œuvre les espaces d'intervention comme prévu. 3. Donnez des instructions et une interprétation. 4. Observez l'interaction des visiteurs et apportez les modifications nécessaires. 5. Prévoyez un espace où le visiteur pourra partager ses impressions. 6. Affinez les outils d'action lorsque c'est possible.

Conclusion

Un espace d'intervention est une méthode ou une stratégie créative qui amène les visiteurs à l'action, de façon concrète. Son objectif global qui est de faire participer le public sur un sujet contemporain est complété par le partenariat communautaire nécessaire pour la planification, le développement et la mise en place de l'espace d'intervention. Grâce à cette occasion commune, les sujets peuvent être explorés sous divers angles. Toutefois, le fait d'interpeller les visiteurs sur des questions et sujets critiques ne suffit pas. Ce qui fait la particularité du musée Hull-House et des autres Sites de conscience, c'est leur capacité de donner au public des moyens d'agir sur ces sujets.

Le musée Jane Addams Hull-House reconnaît que le système carcéral américain présente d'autres grands défis, à commencer par le Tribunal pour mineurs de Chicago qui rencontre de nombreux problèmes. Le fait d'éliminer les conditions d'incarcération douteuses et de permettre aux jeunes d'effacer leurs condamnations nécessite des connaissances historiques et des moyens contemporains pour pouvoir s'attaquer à ces questions. Cela demande aussi de l'empathie et de la compréhension. Par le biais des espaces d'intervention, le musée crée des possibilités pour les deux, invitant les personnes à s'engager, à prendre position et à faire entendre leur voix. Ces outils sont habilitants et donnent aux personnes le pouvoir d'agir, ce qui permet à chacun d'entre nous de devenir des acteurs qui peuvent influencer le cours de l'histoire.

Des espaces d'intervention avec des appels explicites à l'action pourraient ne pas être une option pour certains Sites de conscience. C'est vrai pour diverses raisons politiques et institutionnelles. Dans de tels cas, l'espace d'intervention en tant que méthode ne peut pas être tout simplement écarté. Son application doit plutôt être soigneusement étudiée et son utilisation adaptée au contexte. Par exemple, un espace ou plusieurs espaces d'intervention au sein d'une exposition peuvent offrir des possibilités d'intervention multiples et diverses aux visiteurs. Ces derniers pourront choisir d'entreprendre des actions qui les mettent à l'aise et qui sont conformes à leurs croyances. Ainsi, les Sites de conscience du monde entier peuvent utiliser les principes des espaces d'intervention pour permettre aux gens d'intervenir de diverses façons, incitant les visiteurs à entreprendre quelque chose sur le site et bien après leur visite.

2.3

L'ACTIVITÉ DE RAYONNEMENT FONDÉE SUR L'HISTOIRE : DES INITIATIVES POUR APAISER LA DISCORDE RELIGIEUSE ET POLITIQUE AU JAMALPUR GANDHI ASHRAM AU BANGLADESH

Bix Gabriel et Zachary McKiernan

« La grande différence, c'est que nous voulons un pays pour tous les Bangladais, et eux, ils veulent un Bangladesh musulman », avait déclaré Asaduzzaman Noor, député bangladais après une agression par les partisans du plus grand parti islamiste du Bangladesh en 2013. L'attaque de Noor figurait parmi les centaines d'affrontements politiques qui avaient eu lieu cette année-là au Bangladesh, entraînant la mort de près de cinq cents personnes, soit le taux de mortalité le plus élevé enregistré en dehors d'une zone de conflit, selon l'association de défense des droits de l'homme Odhikar, basée à Dacca¹. Bien que ces violences aient été principalement motivées par l'instabilité économique et politique du pays, les conflits religieux évoqués par Noor entre les islamistes et les forces laïques ont aussi contribué à cette situation. Les violences de 2013 confirment l'existence de telles tensions qui portent atteinte à une longue tradition de tolérance religieuse et d'harmonie ethnique. Les citoyens de Jamalpur, une région du Bangladesh où vivaient

1 Nilanjana Bhowmick, « Four Things You Need to Know About the Chaos In Bangladesh », Time, (6 novembre 2013). Consulté le 15 septembre 2014, <http://world.time.com/2013/11/06/four-things-you-need-to-know-about-the-chaos-in-bangladesh/>.

jadis des personnes avec des croyances religieuses différentes, ont graduellement vu leur région devenir le fief des organisations et des activités fondamentalistes. Au vu d'une telle situation dans la région de Jamalpur et dans d'autres régions du monde qui relèvent des conflits sociaux de nature similaire, les Sites de conscience comme le Jamalpur Gandhi Ashram sont à la recherche de moyens pour promouvoir les droits de l'homme et les valeurs démocratiques. Quels sont les outils qu'ils peuvent utiliser et les actions qu'ils peuvent entreprendre pour atteindre de grandes circonscriptions confrontées à des problèmes distincts présentant certaines similitudes ?

Le Jamalpur Gandhi Ashram utilise l'histoire, ou plus précisément une activité de rayonnement fondée sur l'histoire, comme méthode pour favoriser le dialogue et promouvoir la paix et l'harmonie religieuse dans la région de Jamalpur, un district situé à environ cent quarante-cinq kilomètres de Dacca, la capitale du Bangladesh. Fondé en 1934 en tant que centre communautaire selon les principes gandhiens de non-violence, de résistance passive, et de non-coopération, le Jamalpur Gandhi Ashram prôna et mit en pratique ces idéaux pour s'opposer au joug impérial de l'Empire britannique. Les membres actuels de l'ashram se souviennent que « quelques défenseurs du mouvement *Swadeshi*² [...] l'ont créé pour promouvoir la lutte anticoloniale et diverses œuvres sociales axées sur l'autodéveloppement et l'autonomie »³. Grâce à cette expérience, l'ashram s'épanouit en tant que centre culturel, reflétant la longue tradition des autres ashrams hindous centrés sur l'instruction religieuse et musicale, la réflexion personnelle et l'introspection, et les exercices physiques et mentaux. Dans les années 1940, le mouvement en faveur de l'indépendance de l'Inde porta ses fruits avec le retrait de la Grande-Bretagne du sous-continent indien. Cela entraîna cependant la partition de la région du Bengale en Inde en raison de sa forte identité culturelle et linguistique, et Jamalpur tomba sous les nouvelles délimitations géopolitiques qui définissaient le nouvel État-nation, le Pakistan.

Géographiquement, ethniquement et politiquement isolés du Pakistan occidental dominant, les Pakistanais nationalistes s'attaquèrent violemment à l'ashram hindou dans le Pakistan oriental, menant à la guerre de libération du Bangladesh en 1971. « Les écoles, les centres de formation professionnelle, les structures médicales et autres infrastructures... furent démolies »⁴, et seul les bureaux administratifs survécurent à l'attaque. L'ashram maintint cependant ses activités dans des conditions précaires et resta fidèle au concept d'autodéveloppement.

Aujourd'hui, le Jamalpur Gandhi Ashram connaît une renaissance grâce à sa présence renforcée sur la scène publique et au soutien que lui porte la communauté internationale. Il tire parti de ses

2 Le mouvement *Swadeshi* (mouvement pour l'autosuffisance) était une des tactiques employées pendant la lutte pour l'indépendance de l'Inde. Ce mouvement était une stratégie économique qui comprenait le boycott de produits britanniques, des manifestations devant les magasins qui vendaient de telles marchandises pour utiliser exclusivement les produits fabriqués en Inde. Ce principe clé du concept d'autogouvernance de Gandhi, appelé *Swaraj*, permit à l'Inde d'accéder à son indépendance. Pour en savoir plus sur le développement du mouvement *Swadeshi* dans le Bengale-Occidental et le Pakistan oriental (aujourd'hui le Bangladesh), consultez le livre de Sumit Sarkar, *The Swadeshi Movement In Bengal, 1903-1908*.

3 Jamalpur Gandhi Ashram, « Dialogues on Inter-Religious Harmony and Tolerance ». Fonds de soutien aux projets de la Coalition internationale des Sites de conscience, Bangladesh, 2012. (citation traduite par nous)

4 « Jamalpur Gandhi Ashram (Bangladesh) », Coalition internationale des Sites de conscience. Consulté le 18 septembre 2014, <http://www.sitesofconscience.org/members/jamalpur-gandhi-ashram/>. (citation traduite par nous)

origines historiques ainsi que des messages de non-violence et d'harmonie religieuse pour faire face au fondamentalisme religieux qui guette aujourd'hui les minorités religieuses et ethniques. En employant une stratégie de rayonnement fondée sur l'histoire pour établir des relations avec des personnes venues d'horizons différents avec des histoires partagées, il s'acquitte à la fois de sa responsabilité civique et sociale en tant qu'ashram qu'en tant que Site de conscience. En tant que lieu historique ayant agi comme témoin et acteur dans les processus et les événements historiques qui ont défini la région Jamalpur depuis les années 1930, l'ashram est particulièrement bien placé pour renforcer les relations existantes et en former de nouvelles. Et tant que site socialement responsable, l'ashram est sensible aux besoins des communautés qui l'entourent et utilisent donc des moyens adaptés pour réunir diverses parties prenantes afin de discuter de certains sujets (comme la religion) qui menacent de créer des divisions au sein de la communauté.

Le travail communautaire que réalise le Jamalpur Gandhi Ashram aujourd'hui peut être décrit comme un travail de rayonnement fondé sur l'histoire. L'activité de rayonnement fondée sur l'histoire est une méthode utilisée pour promouvoir la paix, l'harmonie et la tolérance en établissant des relations entre diverses communautés, en identifiant les besoins des communautés par le biais de ces relations et, en s'efforçant de satisfaire ces besoins tout en favorisant le dialogue et en organisant des programmes culturels et éducationnels. S'inspirant des principes gandhiens et de l'histoire exceptionnelle de l'ashram, les responsables de celui-ci ont mis sur pied des activités sur site et hors site. Fondés sur le projet de dialogues de l'ashram sur l'harmonie et la tolérance interreligieuses qui a été une grande réussite, les principes de l'activité de rayonnement fondée sur l'histoire en tant que méthode sont applicables aux Sites de conscience du monde entier.

Le projet de dialogues du Jamalpur Gandhi Ashram sur l'harmonie et la tolérance interreligieuses.

Le Jamalpur Gandhi Ashram avait mis sur pied le projet de dialogues sur l'harmonie et la tolérance interreligieuses en raison de la « montée de l'extrémisme religieux et du mouvement des fondamentalistes militants [qui...] menaçait gravement le patrimoine et les traditions millénaires de notre société pluraliste en matière d'harmonie religieuse et ethnique »⁵. L'ashram a donc un rôle actif à jouer sur cette question contemporaine où elle s'inspire de sa propre histoire pour promouvoir les idéaux humanitaires et démocratiques ainsi que la paix, l'harmonie, la transparence et la prise de conscience. Dans l'ashram, les activistes ont ouvert un musée pour commémorer le mouvement en faveur de l'indépendance du Bangladesh et une bibliothèque pour la communauté. Ils ont également mis sur pied des programmes scolaires, professionnels et de santé. L'ashram a utilisé son rôle historique pendant le règne colonial et après l'indépendance du Bangladesh comme pièce maîtresse pour le projet de dialogues sur l'harmonie et la tolérance interreligieuses. Le programme de rayonnement a utilisé une multitude d'activités pour susciter une prise de conscience historique et donner aux personnes le pouvoir d'agir, à savoir des ateliers qui ont vu la participation de per-

5 Utpal Kanti Dhar, directeur et PDG du Jamalpur Gandhi Ashram, « Closing Report of the Project 'Dialogues on Inter-Religious Harmony & Tolerance' », rapport soumis/manuscrit non publié, 2010. (citation traduite par nous)

sonnalités influentes et de responsables locaux, des séminaires dans les écoles et des présentations culturelles dans diverses communautés. Selon le directeur de l'ashram, Utpal Kanti Dhar : « nous étions confiants que si nous arrivions à faire participer un grand nombre de personnes comme les leaders communautaires et les chefs religieux, les représentants communautaires, les personnalités influentes, les agents catalyseurs de notre société, et surtout les étudiants et les jeunes générations dans les discussions interactives simulées sur l'harmonie et la tolérance interreligieuses, cela serait très avantageux pour notre projet »⁶.

Pour y parvenir, l'ashram s'est engagé à utiliser l'activité de rayonnement fondée sur l'histoire comme méthode viable et l'a appliquée pendant toute une année. Au cours de cette période d'engagement soutenu envers l'activité de rayonnement, l'ashram a inclus dans ses discussions des chefs religieux, des enseignants, des étudiants, des activistes culturels, des activistes des droits de l'homme, des journalistes et des avocats ainsi que d'autres intervenants. Les dirigeants de l'ashram ont pu atteindre plus de cent cinquante mille personnes grâce à trois programmes d'activités : des séances de discussion animées par des dirigeants politiques et des chefs religieux ; des spectacles culturels au sein la communauté ; et des débats, des jeux-concours, des concours d'écriture, des projections cinématographiques ainsi que des expositions de photos et d'affiches dans les établissements d'enseignement. De plus, environ quarante mille étudiants ont visité l'ashram pour découvrir son histoire et discuter de ses implications dans le monde aujourd'hui. Selon l'ashram, ces groupes de personnes sont désormais plus sensibles à la réalité bangladaise en tant que société multireligieuse et pluraliste grâce à la promotion de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la constitution du Bangladesh par l'ashram. En effet, la constitution du Bangladesh « garantit l'égalité ainsi que les mêmes privilèges pour toutes les communautés religieuses et tous les groupes ethniques du pays dans toutes les sphères de la vie »⁷.

L'activité de rayonnement fondée sur l'histoire comme outil méthodologique

La meilleure façon d'appréhender l'activité de rayonnement fondée sur l'histoire serait de considérer celle-ci comme une approche pour faire participer les circonscriptions nouvelles et établies à travers l'histoire, des projets et des activités historiques et un partenariat historique. Avec les Sites de conscience, l'activité de rayonnement fondée sur l'histoire utilise spécifiquement des événements historiques comme point d'engagement auprès du public pour faire la lumière sur certaines questions contemporaines. Au Jamalpur Gandhi Ashram, l'objectif spécifique du programme de rayonnement est d'apaiser les tensions sociales et religieuses par le dialogue, des événements culturels et des débats. Les membres de l'ashram utilisent l'activité de rayonnement pour s'attaquer au fondamentalisme religieux en mettant en valeur le site historique et la longue tradition de la région en matière de promotion de paix et d'harmonie.

Bien qu'il n'existe pas de formule universelle pour l'élaboration d'un programme de rayonnement,

6 Rapport final du projet, 2010. (citation traduite par nous)

7 Rapport final du projet, 2010. (citation traduite par nous)

celui-ci doit cependant comprendre deux éléments fondamentaux. Premièrement, le but des sites historiques et des programmes de musée est de tisser des liens avec la communauté. En faisant cela, ils reconnaissent volontiers qu'ils ne sont pas que les dépositaires de l'histoire au sein d'une société, mais sont également des contributeurs importants dans les conversations essentielles dont la connaissance historique offre une perspective unique sur les questions urgentes d'aujourd'hui. L'activité de rayonnement fondée sur l'histoire comprend l'établissement de liens et de relations autour d'histoires partagées. Le premier lien peut être décrit comme étant la relation entre le site historique et l'ensemble de la communauté. Le flux de communication est bidirectionnel. Bien que le site historique offre des ressources telles que des matériels pédagogiques et des connaissances historiques, il encourage également la participation du public ainsi que les débats publics qui permettront aux membres de la communauté de communiquer au site historique leurs expériences sur les questions sociales urgentes et les réalités de la vie quotidienne. Un second lien ressort de ce processus : le lien de la communauté à l'histoire. Les sites historiques mobilisent les communautés par l'histoire et les communautés renouent avec leurs propres histoires pour les écrire. En ce sens, l'activité de rayonnement fondée sur l'histoire tient compte de l'histoire selon les communautés et favorise une conscience historique plus profonde.

Se concentrant sur l'histoire qu'il peut partager, le Jamalpur Gandhi Ashram a créé des espaces démocratiques pour le dialogue sur place ainsi que dans des écoles, des centres religieux et dans les lieux de rencontre culturelle. Dans ces espaces, l'ashram réunit des personnes autour d'activités significatives et de la mémoire. Ces activités encouragent un apprentissage pratique et donnent aux personnes la capacité d'influencer le cours de l'histoire et « l'historicité », en reconnaissant l'importance du passé dans la vie quotidienne des gens. En d'autres mots, il ne s'agit pas « du passé pour le passé, de la mémoire pour la mémoire. L'historicité désigne précisément le fait de passer à l'action, d'évaluer l'avenir et d'insérer ou d'intégrer le passé à l'avenir... [Par conséquent,] le sujet historique assume cette historicité, il doit prendre des décisions et doit façonner son présent et son avenir : [il/elle] doit construire la société en s'appuyant sur sa mémoire historique » .

Chaque contact avec le public peut être l'occasion d'établir des liens. La particularité de l'activité de rayonnement fondée sur l'histoire, c'est sa capacité à emmener les personnes dans les replis de l'histoire. Les actions des citoyens, leurs décisions et leur représentation de la réalité reposent sur la compréhension du passé, qu'elle soit individuelle ou collective. Les activités de rayonnement telles que les séances de discussion, la découverte d'artefacts, la narration orale ou le partage d'histoires aident les personnes à se connecter à l'histoire en encourageant les questions communes pour améliorer la compréhension et, surtout, pour créer de l'empathie. Les citoyens pourront prendre conscience de leur propre historicité en tant qu'acteurs dans un moment historique. Ainsi, les programmes de rayonnement fondés sur l'histoire défendent l'histoire au passé et au présent.

Les éléments de base : caractéristiques et considérations

Quel est l'objectif général d'un programme de rayonnement ? Quels autres objectifs cherche-t-il à atteindre ? Comment s'insère-t-il dans la mission et la vision globale du site historique ? Voici les

premières questions à prendre en compte lors de la conception d'un programme de rayonnement fondé sur l'histoire. Bien que les musées et les sites historiques organisent normalement des activités de rayonnement à l'intention de leurs visiteurs, celles qui sont fondées sur l'histoire doivent être conçues pour s'adapter aux objectifs et aux besoins spécifiques de la communauté ciblée.

Au Jamalpur Gandhi Ashram, l'objectif du programme du site était de réunir des personnes différentes pour leur faire découvrir l'esprit de tolérance religieuse de la région au fil de son histoire en vue de promouvoir l'harmonie religieuse aujourd'hui. Cependant, l'ashram s'est rendu compte que les communautés qu'il cherchait à atteindre présentaient d'autres besoins : par exemple, les écoles avaient besoin d'un apprentissage fondé sur l'histoire et la communauté d'activités culturelles interreligieuses qui faisaient défaut. Ainsi, son projet de dialogues sur l'harmonie et la tolérance interreligieuses possédait de nombreux éléments ajustables et a été conçu pour couvrir des régions, des populations et des thèmes étendus. Les bénévoles et le personnel de l'ashram ont commencé par la planification, puis ont organisé des formations et des ateliers avec des enseignants, des activistes des droits de l'homme et des chefs religieux et ont ensuite mis en œuvre le programme de rayonnement final dans quatre-vingts écoles de la région, vingt centres communautaires et quatre rassemblements publics. En raison de sa longue histoire d'activisme, l'ashram jouit d'une présence continue au sein la communauté et, selon ses dirigeants, il a pu tisser des liens avec deux cent mille personnes grâce au programme de rayonnement.

Qu'un site cherche à concevoir un programme de rayonnement pour deux cents personnes ou deux cent mille personnes, les étapes suivantes lui serviront de guide.

Le « Qui » : Qui sera concerné par l'activité de rayonnement ? Quelles circonscriptions seront touchées par l'activité de rayonnement ? Existe-t-il des limites quant aux personnes concernées ?

“ **Les communautés locales** : le principal objet de l'activité de rayonnement est de faire participer des communautés. Ces communautés sont diverses. Pour définir ces communautés, on doit s'appuyer sur les contextes locaux spécifiques ainsi que les préoccupations du Site de conscience. Ainsi, parmi les communautés et les groupes locaux qui font face à une préoccupation sociale particulière, les Sites de conscience doivent déterminer la communauté ou le groupe qu'ils veulent atteindre. Des immigrants qui font face à des nationalistes xénophobes ? Des hommes homosexuels et des lesbiennes qui sont la cible de groupes haineux ? Les populations autochtones qui font face à la répression gouvernementale ? Qui sont les communautés de base ciblées ? Elles peuvent être :

- “ Des organisations féminines
- “ Des groupes d'immigrants
- “ Des minorités ethniques et religieuses
- “ Des groupes de victimes
- “ Des communautés de sans-abri ou de sans-terre
- “ Des jeunes à risque

- ** **Les leaders communautaires et les personnalités influentes** : ces personnes jouent un rôle important au sein des communautés et elles exercent une grande influence sur elles. En établissant des liens avec ces dirigeants, on peut pénétrer dans diverses communautés. Cette liste comprend les groupes de personnes dans toutes les sociétés qui pourraient être des alliés potentiels dans le cadre d'un programme de rayonnement fondé sur l'histoire :
 - ** Les chefs religieux
 - ** Les journalistes et les universitaires
 - ** Les syndicats et les groupes d'enseignants
 - ** Les dirigeants politiques et les responsables locaux
 - ** Les propriétaires de petites entreprises
 - ** Les autorités policières locales
- ** **Les institutions** : établir un contact avec des institutions déjà bien établies doit également être envisagé. Voici quelques-unes de ces institutions :
 - ** D'autres musées et sites historiques
 - ** Des universités et des écoles
 - ** Des centres culturels
- ** **Les équipes du site historique et du musée** : un directeur de programme de rayonnement doit être désigné pour gérer la logistique globale du programme. Cette personne est également responsable des équipes de rayonnement, des groupes de personnel ou des bénévoles avec des responsabilités spécifiques dans le programme de rayonnement. Chaque équipe est composée d'agents de proximité. Ces personnes auront des tâches plus spécifiques à accomplir au sein de l'équipe de rayonnement. L'équipe de rayonnement peut facilement être constituée à partir des services déjà établis dans le site historique, dans des domaines comme l'éducation, l'interprétation ou la conservation. La structure peut comprendre :
 - ** Une équipe de rayonnement
 - ** Un directeur ou un responsable
 - ** Des agents de proximité
- ç **À l'ashram** : le projet ambitieux de l'ashram se centre spécifiquement sur la communication avec les jeunes. Mais en raison de la complexité et de la gravité de la question contemporaine, les activistes ont dû faire appel à des chefs religieux, des activistes des droits de l'homme, des avocats et des enseignants pour aider à mettre en œuvre le programme de dialogue. Ces acteurs, ainsi que les agents de l'ashram, ont contribué à faire connaître l'importance de la tradition et de l'harmonie religieuses et ethniques, le respect de la laïcité et du pluralisme ainsi que la tolérance.

Le « Quoi » : Quelles sont les activités de rayonnement ? Quelle est l'histoire du site ? Quelle est la préoccupation contemporaine ?

- ** **Les activités de rayonnement** : les activités de rayonnement constituent l'application du rayonnement de façon concrète. Elles sont conçues et développées pour établir la communi-

cation, la participation et la collaboration. Elles peuvent aussi prendre diverses formes selon l'histoire du programme du musée ou du site historique et de la question locale abordée. Elles dépendent également du public ciblé qui peut être des jeunes, des femmes ou d'autres groupes prédéterminés. Malgré la diversité des activités, certaines d'entre elles possèdent des caractéristiques universelles :

- .. Facilitation des programmes de dialogue communautaire
- .. Participation à des ateliers et des cours de formation
- .. Réalisation d'exposés lors des spectacles culturels
- .. Présentation dans des écoles et des musées
- .. Mise à disposition de ressources et d'informations historiques
- .. Collaboration avec les organisations et les gouvernements locaux
- .. Participation à des manifestations et des festivals

ç **À l'ashram** : le projet de dialogues de l'ashram sur l'harmonie et la tolérance interreligieuses était centré sur les programmes scolaires. Le projet a organisé des rencontres dans plus de quatre-vingts écoles et collèges, dont dix écoles islamiques. Le choix des activités a été dicté par les étudiants et les enseignants, et elles comprenaient des concours destinés aux étudiants (des essais, des quiz et des affiches).

Le « Quand » : Quel est le meilleur moment pour l'activité de rayonnement ? Est-ce une activité quotidienne ou est-elle réservée pour une planification à long terme ? Y a-t-il des moments spéciaux à prendre en compte ?

- .. **Le moment** : le moment est important et il est donc essentiel de mettre en place un calendrier pour les programmes de rayonnement. Bien qu'il existe des possibilités de rayonnement tous les jours, une approche programmatique nécessite une planification à court, à moyen et à long terme. La planification permet de structurer le programme. Elle détermine les programmes de formation, le moment où les ateliers auront lieu ainsi que le moment où les activités prévues doivent être mises en œuvre. Il faut établir une frise chronologique avec des indicateurs et des objectifs correspondants, car cela permet d'évaluer les progrès réalisés et de structurer le programme de rayonnement.
 - .. Frise chronologique : objectifs à court, moyen et long terme
- .. **Tous les jours, pendant toute l'année** : les programmes de musée et les sites historiques doivent conserver une stratégie de rayonnement conceptuelle dans leur mission et leur vision globale. Cela permet de maintenir un contact permanent avec la communauté. De plus, la question du *quand* ne se pose plus, car l'activité de rayonnement peut se faire à tout moment. Toutefois, un programme de rayonnement spécifique nécessite des objectifs et des méthodes clairement définis pour assurer son efficacité lorsque la question contemporaine est abordée.
- .. **Événements spéciaux** : au-delà des stratégies quotidiennes et des programmes spécifiques, l'activité de rayonnement pendant des événements spéciaux peut accroître l'exposition et

l'impact. L'activité de rayonnement peut aussi être planifiée pour coïncider avec d'autres activités communautaires. Prenez en compte ces événements existants lorsque vous pensez à des moments stratégiques :

- Les manifestations culturelles
- Les cérémonies de commémoration
- Les séminaires et les conférences
- Les assemblées religieuses
- Les dates emblématiques

ç **À l'ashram** : parce que l'ashram suit de très près les relations communautaires, il tend à employer des activités de rayonnement de diverses façons et à divers moments. Dans le présent cas, l'ashram a conçu le projet « Dialogues sur l'harmonie et la tolérance interreligieuses » pour contrer rapidement l'intensification de l'intolérance religieuse et la montée de la violence. Toutefois, la prévoyance de l'ashram en matière de viabilité ainsi que la demande pour le programme ont permis aux membres du site d'utiliser l'activité de rayonnement fondée sur l'histoire pendant une période d'un an dans le cadre du projet « Dialogues ».

Le « Où » : Où les sites historiques et les musées peuvent-ils effectuer l'activité de rayonnement ? Doit-elle toujours être effectuée en dehors du site ou existe-t-il aussi des stratégies sur place ?

- **L'activité de rayonnement hors site** : l'activité de rayonnement hors site est généralement au cœur de ces programmes. L'activité de rayonnement hors site présente des possibilités quasi illimitées avec presque aucune contrainte en termes de lieu, bien qu'elle soit toujours définie par la communauté concernée. L'autre aspect important l'activité de rayonnement hors site est généralement effectuée dans la région où la communauté travaille et/ou habite. Il peut s'agir d'une région rurale, urbaine ou rurale-urbaine. Les sites de rayonnement hors site comprennent :
 - Les écoles ou les universités
 - Les bureaux et les centres gouvernementaux
 - Les centres communautaires ou culturels
 - Les musées et les sites historiques
 - Les bazars et les marchés
 - Les médias sociaux
- **L'activité de rayonnement sur site** : une fois que l'activité de rayonnement hors site a été effectuée, des initiatives de rayonnement peuvent être déployées sur le site. L'institution a alors l'occasion d'impliquer activement les visiteurs *in situ* en s'appuyant sur la puissance du lieu. Les initiatives de rayonnement sur place peuvent également utiliser les caractéristiques du site comme des espaces pour le dialogue et la présentation. Les initiatives de rayonnement sur le site peuvent comprendre :

- .. L'organisation de visites guidées
- .. La tenue de séances de discussion et de sessions éducatives
- .. La distribution de brochures ou d'autres matériels pédagogiques

ç **À l'ashram** : l'ashram a lancé le programme au centre administratif du district de Jamalpur. Des dignitaires, des universitaires, des journalistes ainsi que les membres du public ont participé à l'atelier qui a duré toute une journée. Ensuite, l'ashram a concentré ses efforts dans d'autres régions en accordant une attention particulière aux écoles rurales. Des activités de rayonnement ont également eu lieu dans l'ashram.

Schéma du « Comment » pour l'élaboration d'un programme de rayonnement fondé sur l'histoire

Étape 1 : identifier le problème, les objectifs de l'activité de rayonnement et les stratégies

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelle est la question contemporaine ? 2. Pourquoi l'activité de rayonnement est-elle nécessaire ? 3. À quoi ressemblera l'activité de rayonnement ? 4. Quel est le public cible ? 5. Qui effectuera l'activité de rayonnement ? 6. Où l'activité de rayonnement sera-t-elle effectuée ? 7. Quelle histoire l'activité de rayonnement utilisera-t-elle ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Définissez l'objectif de l'activité de rayonnement en vous basant sur une question contemporaine et les besoins de la communauté. 2. Pensez aux stratégies et aux outils de rayonnement. 3. Pensez aux partenaires potentiels. Considérez des collaborations hors site. 4. Identifiez les lieux pour effectuer l'activité de rayonnement. 5. Observez et analysez les autres programmes de rayonnement.

Étape 2 : concevoir le plan de rayonnement

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Quels sont les objectifs spécifiques du programme de rayonnement ? 2. Comment le programme de rayonnement utilise-t-il l'histoire pour aborder la question contemporaine ? 3. Quel est le plan de rayonnement ? 4. Quand sera-t-il mis en œuvre ? 5. De quels outils et ressources le site a-t-il besoin pour mettre en œuvre le plan ? 6. Quand doit-il être mis en œuvre ? Quel est le moment idéal ? 7. Existe-t-il des considérations particulières ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Définissez des objectifs précis en vous appuyant sur les besoins de la communauté ou la question contemporaine. 2. Élaborez la mission et la vision du plan et de la stratégie. 3. Développez des activités en fonction du plan de rayonnement et des objectifs. 4. Nommez un directeur pour le programme de rayonnement, des équipes et des agents. 5. Créez et attribuez des responsabilités. 6. Développez une frise chronologique avec des buts et des objectifs spécifiques. 7. Indiquez comment l'histoire sera utilisée dans le processus de rayonnement en vous appuyant sur certaines activités, objectifs, etc. 8. Identifiez les opportunités et les défis potentiels relatifs au programme.

Étape 3 : formation, préparation et promotion

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelle formation ou préparation sera nécessaire ? Quelles connaissances les partenaires de l'activité de rayonnement et les communautés possèdent-ils déjà ? 2. Comment les activités contribueront-elles à la collaboration et à la participation ? 3. Quelles ressources de rayonnement supplémentaires seront utilisées ? 4. Les sites de rayonnement ont-ils été confirmés ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Préparez les bénévoles et le personnel du programme. 2. Préparez le matériel et le contenu. 3. Planifiez et pratiquez les activités. 4. Prenez contact avec les communautés, les leaders communautaires et les médias. 5. Organisez des ateliers de rayonnement, des formations et des réunions. 6. Faites le suivi auprès des contacts dans la communauté et confirmez les activités, les visites hors site, etc. 7. Faites la promotion du plan auprès des leaders communautaires, dans les réseaux préexistants, dans les nouvelles communautés, etc.

Étape 4 : mise en œuvre et exécution

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelles sont les méthodes d'évaluation ? 2. Combien de personnes ont été atteintes ? 3. Quelles sont les retombées après les activités de rayonnement ? 4. Y a-t-il de nouvelles questions ou préoccupations ? 5. L'activité de rayonnement a-t-elle atteint ses objectifs et ses buts ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Menez les activités de rayonnement. 2. Évaluez la participation de la communauté. 3. Diffusez des informations et distribuez le matériel. 4. Répondez aux questions et aux préoccupations. 5. Mettez à jour la frise chronologique et les objectifs. 6. Évaluez l'impact observé. Annotez les activités de rayonnement.

Conclusion

Le Jamalpur Gandhi Ashram a activé l'histoire pour mener à bien son projet de dialogues sur l'harmonie et la tolérance interreligieuses afin de s'attaquer à la montée du fondamentalisme religieux. L'histoire unique de l'ashram associe un engagement envers les principes de Gandhi et la promotion de la paix et de la tolérance. Selon le directeur de l'ashram, « l'histoire est le principal atout de nos programmes ». L'ashram dessert la communauté en tant que musée, en tant que centre d'éducation et en tant qu'espace pour les rencontres démocratiques. Ce faisant, ses activités ont atteint des milliers d'étudiants et, qui plus est, elles ont été menées par d'éminents chefs religieux et dirigeants politiques de la région. Par le biais de l'activité de rayonnement fondée sur l'histoire, l'ashram a créé des espaces pour des conversations critiques fondées sur l'histoire exceptionnelle et la tradition de tolérance religieuse et de coopération ethnique de la région.

L'élaboration d'un programme de rayonnement fondé sur l'histoire n'est pas une tâche facile. Mais les Sites de conscience doivent garder en permanence un élément « rayonnement » dans l'ensemble de leurs activités et plans. L'activité de rayonnement, qu'elle soit effectuée sur le site ou à l'extérieur, permet de démontrer aux acteurs contemporains la pertinence de l'histoire, et permet éventuellement d'identifier les nouveaux héritages laissés par le passé. L'activité de rayonnement fondée sur l'histoire offre un cadre pour aborder les communautés nouvelles et établies, identifier les besoins et les questions communautaires, analyser les conditions politiques et sociales actuelles et élaborer des stratégies créatives afin que les communautés puissent utiliser l'histoire pour créer l'histoire. Qu'un site historique ou qu'un programme muséal cherche à établir des liens avec un petit ou un grand nombre de personnes, l'activité de rayonnement fondée sur l'histoire est une méthode efficace pour y parvenir. Elle permet non seulement de promouvoir des valeurs humanitaires et démocratiques, mais illustre également comment l'histoire peut être utilisée pour renforcer les communautés.

LES SITES DE CONSCIENCE EUROPEENS : ENGAGER LE PUBLIC PAR LA NARRATION

Maja Čečen et Silvia Fernández

Que nous enseignent les récits sur les autres et sur nous-mêmes ? En février 2014, des représentants de quatorze Sites de conscience européens et des experts dans les domaines de la muséologie, de la narration et de l'histoire orale se sont réunis dans les entrepôts historiques de la compagnie maritime Red Star Line¹ à Anvers, en Belgique, pour discuter de cette question et définir comment, en utilisant comme méthode la narration, des Sites de conscience peuvent favoriser l'inclusion sociale, une compréhension mutuelle ainsi que l'engagement civique en Europe. La réunion a eu lieu sous l'égide du réseau des Sites de conscience européens², l'un des sept réseaux régionaux et thématiques qui composent la Coalition internationale des Sites de conscience. Caractérisé par la diversité de ses sites, ce réseau comprend trente-et-un musées historiques et des organisations de la société civile de dix-sept pays afin de promouvoir la tolérance face à la montée de la xénophobie et de la discrimination en Europe aujourd'hui. Grâce à ses membres, le réseau met en lumière un grand nombre de moments clés de l'histoire européenne, dont l'Holocauste, la guerre des Balkans, et le conflit en Irlande du Nord, entre autres.

1 <http://www.redstarline.be/en>

2 <http://www.sitesofconscience.org/members/?region=europe>

Ce chapitre se base sur des expériences et des conversations ayant eu lieu lors de la préparation et lors de la rencontre de 2014³. Ces expériences et ces conversations ont clarifié la théorie et l'application pratique de la narration comme un moyen de faire participer le public dans une réflexion critique sur le passé et ses héritages contemporains. Ce qui suit est un bref aperçu de la façon dont la narration est comprise et appliquée dans le réseau des Sites de conscience européens, un aperçu illustré par cinq projets en provenance de Belgique, d'Irlande du Nord, de Serbie et d'Espagne, qui utilisent tous la narration pour connecter le passé au présent et la mémoire à l'action.

La narration dans le cadre des Sites de conscience européens

Alors que les Sites de conscience européens se réunissaient à Anvers pour célébrer l'ouverture du musée Red Star Line, ils célébraient et rendaient également hommage à l'histoire de millions d'européens qui, au cours du dix-neuvième siècle, avaient tout quitté pour chercher une vie meilleure dans le Nouveau Monde. Situé dans l'une des villes portuaires les plus stratégiques d'Europe, le musée Red Star Line est fondé sur les récits. Ce sont des récits de grands espoirs et d'immenses déceptions, de joie et de tristesse, d'adieux et de nouveaux départs : des histoires humaines universelles qui résonnaient hier dans tous les coins du continent européen et continuent encore de le faire aujourd'hui.

La collecte et la préservation d'histoires personnelles, comprises comme des récits personnels, est une pratique courante des musées d'histoire et des institutions travaillant sur la mémoire. Les Sites de conscience à travers le monde répertorient et préservent des expériences humaines transmises verbalement, par écrit ou visuellement afin de créer des répertoires permanents du passé pouvant servir à l'éducation, la mémorialisation et l'expression voire la recherche de la vérité. Par exemple, au Pérou, au Bangladesh et en Sierra Leone, des Sites de conscience utilisent, respectivement, des peintures murales, un autobus itinérant, et des planches anatomiques pour rappeler et raconter les récits des disparus ou des morts de leur pays respectifs, ou des survivants des conflits internes et des guerres.

De plus, d'importants travaux écrits et des recherches sur l'archivage ainsi que sur l'histoire orale existent à travers le monde. L'Association d'histoire orale définit celle-ci comme « un champ d'étude et une méthode de collecte, de préservation et d'interprétation de la voix et des souvenirs des personnes, des communautés et des participants lors d'événements passés »⁴. Angela Zusman décrit l'histoire orale comme présentant « les souvenirs des narrateurs, plutôt qu'une conception finie de la Vérité »⁵.

Cependant, l'utilisation de la narration dans le but précis de catalyser un changement positif est moins examinée. En effet, chez les Sites de conscience, il n'y avait jamais eu de conversation sur le

3 <http://www.sitesofconscience.org/2014/02/the-2014-european-sites-of-conscience-meeting/>
Consulté le 30 avril 2015.

4 "Oral History: Defined", site internet de l'Oral History Association, consulté le 20 septembre 2014, <http://www.oralhistory.org/about/do-oral-history/>. (citation traduite par nous)

5 Angela Zusman, *Story Bridges: A Guide to Conducting Intergenerational Oral History Projects*, (Walnut Creek, CA: Left Coast Press, 2010), 19. (citation traduite par nous)

pouvoir de la tradition orale comme catalyseur de changement social, ou sur l'utilisation du récit pour soutenir l'approche des Sites de conscience afin d'exploiter la puissance du lieu et de l'histoire pour ouvrir un nouveau dialogue sur des sujets difficiles.

C'est lors de la réunion de 2014 des Sites de conscience européens que, pour la première fois, des musées historiques et des initiatives sur la mémoire ont réfléchi sur les compétences, les stratégies et les mécanismes nécessaires afin d'utiliser les récits pour stimuler une action positive. Par « action positive », le réseau des Sites de conscience européens comprend toute action qui contribue à briser les stéréotypes et à changer les attitudes xénophobes.

Lors de la réunion, les Sites de conscience européens ont reconnu que bien que la puissance d'un récit personnel soit sans limite, ils partagent, en tant que Sites de conscience, la responsabilité et l'engagement de créer des processus de narration, des stratégies et des produits qui

- .. sensibilisent le public à un dialogue stimulant sur des questions urgentes,
- .. font la promotion des valeurs humanitaires et démocratiques,
- .. et offrent des possibilités pour une participation du public et une action positive.

C'est dans cet esprit que les Sites de conscience européens ont concentré leurs efforts sur deux aspects de la narration, avec un seul objectif en tête : aider à construire des sociétés plus inclusives. La première considération de narration que les sites ont envisagé fut de se demander sous quelles formes les récits oraux et les témoignages personnels peuvent être recueillis, gérés et diffusés. La deuxième considération fut l'utilisation de la forme du récit ou de la narration comme méthodologie. Ce chapitre présente donc à la fois des histoires personnelles ainsi que des récits inventés ou de la fiction.

Les Sites de conscience européens ont également exploré comment les nouvelles formes de médias, outre les cartes numériques, les expositions interactives ou les visites guidées, sont utilisés pour la narration et pour créer de nouvelles manières de faire permettant aux gens de préserver, exprimer, recevoir ainsi que de converser avec le passé et le présent. Les sites ont exploré des formes de nouveaux médias tels que les web-documentaires et les romans graphiques en ligne ainsi que les jeux vidéo basés sur des histoires.

En plus d'explorer le rôle des nouveaux médias dans la narration, les Sites de conscience européens, en tant qu'institutions vivantes en évolution constante et qui s'adaptent en continu à de nouveaux publics et de nouvelles réalités sociales, ont reconnu la nécessité d'adopter des formes plus traditionnelles de récit, comme le récit oral. En conséquence, les sites cherchent des récits oraux contemporains car, à travers la collecte et la diffusion des récits et des expériences, les générations plus jeunes peuvent, dès aujourd'hui, s'engager pour affronter les problèmes sociaux contemporains.

Les études de cas suivantes illustrent la façon dont cinq sites de conscience européens, partant de différents moments historiques ou de contextes culturels et socio-politique contemporains, utilisent la narration pour sensibiliser leurs publics à des défis sociaux communs affectant aujourd'hui le continent européen.

Études de cas

Que peuvent nous enseigner les récits ? Comment la préservation des récits d'hommes, de femmes et d'enfants peut-elle nous aider à nous relier au-delà des frontières ? Comment des récits individuels peuvent-ils contribuer à briser les stéréotypes racistes et changer les attitudes xénophobes en Europe aujourd'hui ?

Ce sont quelques-unes des questions explorées par les projets suivants du Mémorial démocratique en Espagne ; de Red Star Line en Belgique ; de Diversity Challenge et du musée de Free Derry en Irlande du Nord ; ainsi que du Fonds B92 en Serbie.

Mémorial démocratique, Espagne : le passé, ses voix, et ses représentations dans le présent

Basé à Barcelone, dans la région de la Catalogne, en Espagne, le Mémorial démocratique travaille à la recherche, à la préservation et à rendre public l'histoire de l'Espagne entre 1931 et 1981, y compris la lutte démocratique contre le fascisme pendant la guerre civile espagnole, le régime du général Francisco Franco, le combat des citoyens espagnols pour la démocratie et contre la dictature, et la transition démocratique.

En tant qu'institution publique, le Mémorial démocratique a élaboré la « Banque des témoins du mémorial »⁶, une archive de récits oraux allant de la proclamation de la Seconde République espagnole en 1931 aux premières élections démocratiques du Parlement catalan en 1980. Ce sont les années qui couvrent les événements les plus traumatisants du passé récent de la Catalogne, la guerre civile, l'exil, et la dictature de Franco, ainsi que les succès de la société civile dans les luttes pour la démocratie : la Deuxième République, la lutte contre la dictature, et le processus de transition vers la démocratie post-Franco.

Les archives, qui contiennent 377 entretiens, détiennent plus de 1 100 heures d'enregistrements audiovisuels de témoignages de victimes de la guerre civile espagnole et de la dictature de Franco ainsi que de ceux qui se sont battus pour les valeurs démocratiques et la liberté. Les archives de la Banque des témoins du Mémorial, dont le champ d'action et le point de vue sont vastes, représentent un témoignage de la pluralité des souvenirs dans la société démocratique de Catalogne. Les récits oraux sont accessibles en ligne et servent d'outil inestimable à la recherche et à l'éducation dans le processus des sociétés espagnoles et catalanes pour donner un sens à leurs histoires.

Au cours des dernières années, tout en cherchant à utiliser ses archives pour atteindre un public plus large et pour susciter une réflexion approfondie sur le passé et sur les défis politiques actuels en Catalogne et en Espagne, le Mémorial démocratique a proposé des expositions portant sur des sections d'histoires orales de ces archives. Par exemple, l'exposition virtuelle « La Catalogne pendant la transition »⁷ utilise des témoignages pour aider à expliquer la transition politique de la dictature

6 « Banc audiovisual di Testimonis », site web du Banc audiovisual di Testimonis, consulté le 28 août 2014, <http://bancmemorial.gencat.cat/>

7 « Le Mémorial démocratique », site Internet du Mémorial démocratique, consulté le 20 septembre 2014, <http://memorialdemocratic.gencat.cat>

à la démocratie. Il y a également des expositions vidéo, tels que les « Memory Keepers » (Gardiens de souvenirs), qui narrent des extraits de la préface de la loi du Mémorial démocratique, racontés par douze voix du passé et du présent ; et des performances artistiques, telles que « El Meu Poble I Jo »⁸, basé sur les œuvres du poète catalan Salvador Espriu.

De tels projets permettent la narration d'histoires personnelles dans un cadre artistique qui utilise un langage plus contemporain que celui trouvé dans des formats traditionnels et est ainsi plus accessible aux jeunes générations. En conséquence, ces projets facilitent une sensibilisation plus large auprès des jeunes, un public clé pour la plupart des Sites de conscience.

Musée Red Star Line, Belgique : les voix du passé se réveillent à « People on the Move »

Le musée Red Star Line | People on the move a ouvert ses portes en septembre 2013 à Anvers, en Belgique. Le musée, un site historique, est dédié à l'émigration entre 1873 et 1934 d'Anvers aux États-Unis d'Amérique via la compagnie maritime belgo-américaine Red Star Line.

Depuis sa création, le musée Red Star Line a été conçu pour partager son histoire tout en la rendant pertinente pour les visiteurs d'aujourd'hui. Sa mission est d'aider le visiteur à réfléchir et à comprendre les expériences de la migration, hier et aujourd'hui, d'un point de vue intime. Quels sont les espoirs, les rêves et les aspirations des migrants quand ils partent ? Quels sont les effets à long terme de la migration ? Le musée Red Star Line permet cette réflexion et cette compréhension en puisant dans la puissance de la narration, comme cela est décrit ici : « [...] nous comptons sur la puissance du récit pour toucher nos visiteurs. Ce récit est poignant, pertinent, et reconnaissable, et attise l'imagination des gens quelles que soient leurs origines et leurs attitudes. »⁹

Le musée Red Star Line est lui-même un projet de narration. Les récits personnels prennent vie dans l'exposition permanente du musée à travers une narration qui juxtapose les phénomènes de migration entre 1873 et 1934 avec ceux d'aujourd'hui. L'exposition emploie une variété de méthodes de récits tels que des témoignages à vif et des histoires reconstruites de la vie des émigrés ; des œuvres d'art exprimant des sentiments d'espoir et d'incertitude ; et une scénographie d'exposition qui suit le même parcours que les migrants des XIXe et XXe siècles. L'exposition est complétée par des visites guidées conçues pour amplifier les voix des passagers de la Red Star Line. À la fin de l'exposition, les visiteurs découvrent une représentation numérique de l'Anvers d'aujourd'hui, ce qui leur donne l'occasion de réfléchir et de laisser leurs points de vue sur la migration passée et présente. Comme l'explique un membre du personnel du musée Red Star Line :

« Nous pensons que les expériences personnelles des migrants, d'hier et d'aujourd'hui, représentent le moyen le plus significatif pour relier le passé et le présent. [...] La migration implique des expériences et des émotions que de nombreux visiteurs reconnaissent,

8 « El Meu Poble i Jo », vidéo sur YouTube, consultée le 29 août 2014, http://www.youtube.com/watch?v=IsTBn_5Qhac

9 Bram Beelaert, Mandy Nauwelaerts, and Luc Verheyen, *Musea en Erfgoed Antwerpen, "The Power of the Story", Museums of Ideas: Commitment and Conflict*, [Edinburgh: Museums etc., 2011]. (citation traduite par nous)

même ceux sans expérience de la migration : les adieux, les incertitudes, les dangers du voyage, faire face au changement, les espoirs pour l'avenir, les aspirations, etc. La façon dont nous racontons cette histoire universelle devrait sensibiliser toutes les couches de la population. »¹⁰

Diversity Challenges, Irlande du Nord : trouver un juste milieu par la narration

Un des principaux objectifs du travail de l'organisation Diversity Challenges¹¹ (Défis de la diversité) est d'aider les sociétés à gérer le conflit à l'intérieur et autour de l'Irlande du Nord, un conflit connu sous le nom de « the Troubles » (« les problèmes »). Diversity Challenges le fait à travers des programmes qui facilitent le dialogue pour favoriser la guérison, la réconciliation et la reconnaissance des degrés de souffrance et de douleur que le passé suscite chez les gens. À travers ce processus, Diversity Challenges s'efforce d'établir une communication entre les deux parties du conflit, ce qui ne peut être réalisé qu'en développant la confiance. En comprenant la réticence des anciens de la police, de l'armée, du personnel des services pénitentiaires et des familles, à la fois au Royaume-Uni et en République d'Irlande, à risquer de rouvrir les blessures du passé, Diversity Challenges a tourné son attention vers ces groupes spécifiques, en utilisant la narration et le dialogue comme moyens de favoriser la confiance.

Les récits de ceux qui ont policé les communautés divisées à la frontière irlandaise n'avaient pas encore été racontés, pas plus que les histoires quotidiennes d'échanges et de collaboration transfrontalière. Diversity Challenges a donc développé en 2013 le projet Green and Blue Across the Thin Line¹², qui donne aux agents de police des frontières des deux côtés l'occasion de partager leurs expériences et leurs souvenirs. Le projet reflète la coopération et l'échange le long de la frontière irlandaise entre les anciens officiers de police de la Northern Irish Royal Ulster Constabulary (RUC) et de An Garda Síochána (Garda), une force de police irlandaise, depuis la création des deux forces de police il y a presque une centaine d'années jusqu'en 2001.

Les participants au projet Green and Blue Across the Thin Line apprennent à recueillir des histoires au travers d'un cours agréé de formation en narration. Les participants recueillent des histoires d'anciens policiers et de leurs familles le long de la frontière. Ensemble, ces histoires couvrent un nombre de sujets aussi large que possible. Les activités du projet favorisent le réseautage entre les participants et les conteurs, et facilitent le contact entre l'ancienne Garda et le personnel de la RUC. Toutes les histoires recueillies, qui prennent en compte des directives éthiques, la confidentialité et les questions juridiques, sont disponibles sur une page Internet dédiée au projet¹³, qui sert égale-

10 Bram Beelaert, et al., "The Power of the Story", 2011. 96 (citation traduite par nous)

11 « Page d'accueil de Diversity Challenges », site web de Diversity Challenges, consulté le 20 septembre 2014, <http://www.diversity-challenges.com/home-page/>.

12 Diversity Challenges est en partenariat avec la Fondation George Cross sur ce projet, qui est soutenue par le programme PEACE III et est gérée pour l'Organisme Spécial des Programmes de l'UE par le consortium du Conseil des relations communautaires/Pobal.

13 "Green and Blue—Across the Thin Line", Site Internet de Green and Blue Across the Thin Line, consulté le 20 septembre 2014, <http://www.green-and-blue.org>.

ment de ressource pour la poursuite du dialogue entre les participants. Diversity Challenges prévoit également de créer un livre illustré à partir de ces histoires.

Musée de Free Derry, Irlande du Nord : raconter une histoire traumatique grâce au roman graphique :

Un autre Site de conscience d'Irlande du Nord, le musée de Free Derry,¹⁴ traite d'événements traumatiques spécifiques liés au massacre du « Bloody Sunday » (dimanche sanglant) de janvier 1972. Il élargit toutefois volontairement cette histoire qu'il raconte à toute la période du mouvement national et fait référence à son contexte international. Le musée raconte cette partie de l'histoire de la ville du point de vue des gens qui ont vécu ces événements et ont été les plus touchés. C'est l'histoire de la communauté racontée du point de vue de la communauté.

En utilisant des archives, des informations générales, et les compétences à sa disposition, le musée de Free Derry a entrepris une nouvelle et passionnante initiative : raconter l'histoire du Bloody Sunday à travers un roman graphique. Le genre du roman graphique a évolué au cours des dernières années, ayant d'abord été considéré comme une forme de bande dessinée avant d'être accepté comme un format pour sujets graves ou difficiles. Les romans graphiques produits au cours



LA COUVERTURE ET UNE PAGE DU ROMAN GRAPHIQUE « BLOODY SUNDAY » COMMANDÉ PAR LE MUSÉE DE FREE DERRY. PERMISSION PHOTO : MUSÉE DE FREE DERRY

14 « Musée de Free Derry : Les Archives nationales des droits civiques », site Internet du Musée de Free Derry, consulté le 20 septembre 2014, <http://www.museumoffreederry.org/>.

des dernières années ont porté sur des sujets tels que l'Holocauste¹⁵, la situation en Palestine¹⁶, et le mouvement des droits civiques aux USA¹⁷.

Le musée de Free Derry a choisi le roman graphique comme format pour raconter l'histoire du Bloody Sunday pour plusieurs raisons. Tout d'abord, ce format permet que l'histoire soit présentée dans un format très accessible et souple à la fois. Deuxièmement, ce format lui permet d'atteindre un grand public comprenant un large éventail d'âges et de degrés d'alphabétisation. Troisièmement, l'auteur et l'artiste sont tous deux personnellement liés au sujet, et leur travail sur celui-ci a déjà été primé par le passé. Enfin, le projet a le soutien des familles du Bloody Sunday, et doit donc être considéré comme présentant l'histoire authentique de la journée et des séquelles laissées.

Une fois que le roman graphique sera terminé dans son format initial, il sera largement utilisé dans des programmes éducatifs de musées. Il pourra alors être facilement converti en un format numérique interactif, permettant une utilisation encore plus large. En substance, le roman peut amplifier la mission principale du musée visant à laisser ses visiteurs avec des questions sur les raisons pour lesquelles des situations similaires peuvent se développer dans le monde entier avec les mêmes résultats prévisibles, et ce que ces mêmes visiteurs pourraient faire à ce sujet.

Fonds B92, Serbie : Re:Generation – Le traitement du passé à travers les récits du présent

Faire face aux atrocités des conflits récents dans les Balkans a été l'un des piliers de l'action du Fonds B92 dans divers media¹⁸. Ce travail passe par des films documentaires en co-production avec son fondateur, la compagnie de média B92,¹⁹ ainsi que par l'élaboration de programmes éducatifs pour les jeunes audiences. Le Fonds B92 vise à favoriser le respect de la liberté d'expression et des droits de l'homme, et promeut la responsabilité sociale et les valeurs humanistes de la Serbie et d'autres sociétés de la région.

Réalisant que les jeunes de la région sont souvent négligés, démotivés, et stigmatisés par les médias traditionnels, le Fonds B92 a élaboré un programme en 2013 appelé Re:Generation. Ce programme rassemble à la fois des histoires et des personnes provenant de cinq pays de la région, qui ont constitué les différentes parties du conflit : la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie. Trois équipes travaillent ensemble comme un groupe créatif basé sur la diversité pour développer les récits en ligne. La première est un groupe de onze jeunes venant de la région qui sont formés aux différents aspects de l'engagement social ; la deuxième est une équipe de projet composée d'employés du Fonds B92 ; et la troisième est constituée d'une équipe

15 Le roman graphique *Maus* par Art Spiegelman raconte l'histoire du père de l'auteur pendant l'Holocauste.

16 *Palestine* par Edward Said et John Sacco est un roman graphique basé sur des entretiens et des expériences personnelles dans les Territoires palestiniens occupés.

17 *March: Book One* par les membres du Congrès américain John Lewis, Andrew Aydin, et Nate Powell, relate le mouvement des droits civiques à travers l'histoire personnelle de Lewis.

18 « Fonds B92 », site Internet du Fonds B92, consulté le 20 septembre 2014, <http://fondb92.org>.

19 « B92 » site Internet de B92, consulté le 20 septembre 2014, <http://www.b92.net/eng.99>

de production et d'acteurs. En associant les personnes et les récits, le Fonds B92 vise à donner aux jeunes générations dans ces pays la possibilité de s'exprimer avec l'outil avec lequel elles sont le plus à l'aise : Internet.

Comme première étape dans le programme de Re:generation, le Fonds B92 a produit une web-série dramatique primée appelée #SamoKažem (*#je dis ça, je dis rien*)^{20 21}, la première de son genre dans les Balkans. La série rassemble des acteurs et une équipe de production à travers les Balkans pour raconter l'histoire fictive d'une nouvelle génération post-conflit avec tous leurs problèmes, leurs espoirs et leurs rêves.

Les jeunes participants au programme²² gèrent la production et la diffusion de la série sur Internet. Il y a également des campagnes créatives promotionnelles d'accompagnement dans le domaine des nouveaux médias, telles que des pastilles sur les personnages²³. Cette série fait partie d'un effort plus large visant à motiver les jeunes à prendre des mesures, à la fois dans la vie réelle et virtuelle, afin d'aider leurs sociétés à en finir avec le cercle vicieux des conflits et à devenir de meilleurs lieux de vie. Cet effort comprend une école de l'engagement social qui enseigne aux jeunes l'organisation des campagnes, les réseaux sociaux, l'engagement social et les domaines connexes. Il inclut également un projet pour une tournée à l'échelle régionale qui réunira des jeunes de différents pays afin d'échanger des idées, de développer ensemble des actions et, bien sûr, de s'amuser. Il y a aussi un site Internet comportant des histoires inspirantes d'actions réussies par les jeunes, des outils pour développer et mettre en œuvre des activités au niveau local, et des entretiens vidéo de courte durée avec d'autres représentants de la jeune génération à travers la région²⁴.

Le programme Re:Generation du Fonds B92 vise à motiver les jeunes à aborder des sujets tels que leur propre xénophobie, ainsi que l'apathie, la fermeture d'esprit, et le manque d'intérêt pour le développement d'une société meilleure. Il ne traite pas des questions de frontières politiques, mais offre plutôt un espace pour que les jeunes testent et traversent les frontières virtuelles, mentales ou réelles que les adultes ont mises en place, afin de grandir et de devenir des membres responsables de la société.

Conclusion

L'art de la narration existe depuis l'aube de la civilisation, pour la simple raison que les gens s'identi-

20 «SamoKažem», vidéo YouTube, consultée le 20 septembre 2014, <http://www.youtube.com/samokazem01>

21 Cette série a remporté notamment le Prix Satellite 2013 pour le « Original Short-Format Program » de l'International Press Academy (<http://www.pressacademy.com/project/samokazem/>), la Médaille d'or 2014 au festival World Media à Hambourg, et le « Official Honoree » aux 18èmes Webby Awards (2014).

22 Onze jeunes des pays participants ont été formés et engagés pour travailler sur le développement du programme. Plus d'informations sur : «Re:Generators», site Internet de SamoKažem, consulté le 20 septembre 2014, <http://samokazem.org/en/re-generation/-re-generators.1.276.html>.

23 Des exemples de pastilles sur les personnages peuvent être consultés à l'adresse : «JustSaying», site Internet de SamoKažem, consulté le 18 juillet 2014, <http://samokazem.org/en/justsaying/gang.1.122.html>

24 «Kažiti», site Internet de Kažiti, consulté le 20 septembre 2014, <http://www.kaziti.org.100>

fient plus facilement avec d'autres personnes, et donc avec les douleurs, les joies, et les dilemmes des personnages des histoires. Exploiter la narration pour stimuler des actions positives est beaucoup plus complexe. Cependant, cela peut être particulièrement efficace lorsque les récits sont basés sur l'histoire et le témoignage personnel.

Les Sites de conscience utilisent le cadre narratif des récits pour stimuler l'imagination des visiteurs à propos du passé, du présent, et de leurs propres vies. Dans certains cas, les sites utilisent aussi des histoires personnelles au sein d'une histoire ou d'un arc narratif plus large et comme des témoignages autonomes. L'utilisation de l'histoire personnelle est l'une des méthodes les plus puissantes de présentation d'une question difficile et importante, que ce soit au musée, sur le site, ou à travers diverses formes de médias traditionnels et nouveaux. L'effet d'un témoignage sur les auditeurs surpasse peut-être tout autre moyen de découvrir le passé.

Mais la narration n'est pas sans ses défis. La motivation des conteurs et des auditeurs est mise en évidence lors de l'examen de la narration comme méthodologie utilisée par les Sites de conscience. Comme le professeur Alessandro Portelli²⁵, conférencier principal lors de la réunion des Sites de conscience européens à Anvers, l'a fait remarquer : « Raconter des histoires se base sur le passé, mais il s'agit en fait du présent. La mémoire est la recherche de sens du conteur quant à l'expérience à laquelle il ou elle a survécu. »²⁶ En y réfléchissant, des représentants des Sites de conscience lors de la réunion d'Anvers ont conclu que ceux qui collectent et présentent les récits ne peuvent pas changer les motivations des conteurs ou une possible interprétation erronée des faits. Ceux qui partagent des histoires personnelles avec un public plus large ne peuvent que s'efforcer de comprendre et de présenter ces histoires personnelles de la manière la plus éthique, professionnelle et accessible possible.

Malgré ces défis, que ce soit en présentant des récits sous la forme d'expositions interactives, de films documentaires, d'extraits sonores numériques, de romans graphiques, ou encore de web-séries, les Sites de conscience européens visent à engager le plus large public possible, intellectuellement et émotionnellement, dans la réflexion sur le passé et l'action sur le présent, afin de façonner des générations futures qui seront plus tolérantes et inclusives de tous.

25 Alessandro Portelli est un spécialiste italien de littérature et de culture américaines, historien de l'oralité, écrivain pour le quotidien *Il Manifesto*, et musicologue. Il est bien connu pour son travail sur l'histoire orale, qui a comparé les récits de travailleurs portant sur des conflits industriels dans le comté de Harlan, au Kentucky et à Terni, en Italie.

26 Alessandro Portelli, Keynote Address, 2014. Réunion des réseaux des Sites de conscience européens, Anvers, Belgique, 17-19 février 2014. (citation traduite par nous)

2.5

DIALOGUE INTERGÉNÉRATIONNEL: CONNECTER LE PASSÉ AU PRESENT À JEUNESSE POUR LA PAIX AU CAMBODGE

Long Khet

- ... Échanger à propos du passé est aussi un moyen de réconciliation.
- Tum Lot, survivante du régime des Khmers rouges de soixante et un ans

L'histoire du Cambodge est marquée par des décennies de guerre civile et de redressement d'après-guerre. Entre avril 1975 et janvier 1979, le pays a souffert sous le règne du régime communiste des Khmers rouges. Durant cette période, plus de 1,7 millions de personnes sont mortes de faim, ou victimes du travail forcé, de la torture ou bien encore ont été exécutées. La magnitude de cette atrocité de masse commise par des cadres Khmers rouges a laissé les Cambodgiens avec de profondes blessures et traumatismes psychologiques. Ce passé violent continue d'affecter toutes les sphères de la vie de la population et reste un sujet de controverse politique et de conflit. L'héritage de ce conflit comprend la déshumanisation, une profonde méfiance, des stéréotypes, et des mémoires collectives divergentes. En outre, malgré les niveaux élevés de traumatismes à travers les générations, peu d'attention a été portée à ce jour aux pratiques de travail sur les traumatismes. La génération d'après-guerre reçoit peu d'éducation formelle sur le passé récent, se fondant sur les récits de leurs parents, qui transmettent souvent des traumatismes, des identités incertaines, et une victimisation. Les enfants des anciens

Khmers rouges de même que ceux des victimes-survivants ont des connaissances limitées quant aux causes profondes et au fonctionnement du régime des Khmers rouges ainsi qu'au sujet des expériences de leurs parents¹. Les jeunes sont souvent marginalisés ; les valeurs sociales basées sur la hiérarchie et donnant un plus grand crédit au savoir des anciens empêchent l'engagement civique des jeunes. Dans le même temps, de nombreux jeunes sont socialisés dans un environnement qui est marqué par une violence structurelle, et souvent physique.

Le manque d'éducation formelle sur le régime des Khmers rouges a entraîné une situation où les jeunes cambodgiens sont confrontés à des récits contradictoires, principalement entre les enfants des survivants et ceux des auteurs des atrocités. Ces descendants dépendent en grande partie des récits des familles pour obtenir des informations. Beaucoup de jeunes ne croient tout simplement pas que ces atrocités à grande échelle ont eu lieu². Une telle confusion et une colère mal dirigée créent une situation potentiellement dangereuse qui pourrait effacer l'héritage né des efforts de la justice transitionnelle du Cambodge.

Dans ce contexte, Jeunesse pour la paix³, une ONG cambodgienne qui cherche activement à promouvoir et à inspirer les jeunes à développer des initiatives pour la paix et la justice sociale au sein de la société cambodgienne, a lancé un projet intitulé Dialogue Intergénérationnel afin de promouvoir une compréhension plus large de l'histoire des Khmers rouges, de fournir une plate-forme pour l'expression de la vérité, et d'impliquer les jeunes dans la restauration des souvenirs des victimes-survivants.

Le projet sensibilise les jeunes quant à l'importance de l'histoire et des expériences passées des survivants. Après avoir participé au projet, les attitudes et les comportements des jeunes participants changent en raison de leur meilleure compréhension de l'histoire des Khmers rouges, des causes profondes de l'atrocité, et de la réalité des histoires des survivants. Les jeunes participants jouent un rôle important dans le processus de guérison et de l'expression de la vérité au cours de la mise en œuvre du projet. Ils écoutent activement les survivants et reconnaissent, apprennent, et valident leur souffrance. Les jeunes ressentent de la sympathie et de l'amour envers l'ancienne génération et rendent hommage aux épreuves qu'ils ont dû surmonter dans leur vie.

Avec pour but de créer des relations plus saines et d'accroître la résilience sociale, le projet Dialogue Intergénérationnel a complété le processus de justice transitionnelle rétributive en cours qui se déroule au niveau national à travers les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC), en offrant une justice réparatrice exhaustive au niveau local. Associer les initiatives officielles et populaires contribue à offrir une réconciliation sociale plus large et durable au Cambodge et augmente la résilience sociale contre la mobilisation violente.

Le projet Dialogue Intergénérationnel comprend des activités dans des domaines tels que l'éducation de l'histoire, l'expression de la vérité, et la mémorialisation. Il associe des niveaux individuels, relationnels et communautaires de la société, et aborde les attitudes et les comportements des vic-

1 Burcu Münyas, "Genocide in the minds of Cambodian youth: transmitting (hi)stories of genocide to second and third generations in Cambodia", *Journal of Genocide Research* 10, no.3, [2008] 413-439.

2 Münyas, "Genocide in the minds of Cambodian youth"

3 « Jeunesse pour la paix, Cambodge », site Internet de Jeunesse pour la paix, consulté le 19 septembre 2014, <http://www.yfpcambodia.org/>

times-survivants des Khmers rouges et de la génération d'après-guerre. Hommes et femmes contribuent de manière égale au projet, et plusieurs mesures sont en place pour garantir la sécurité et la dignité de tous les participants.

À propos de Jeunesse pour la paix

Jeunesse pour la paix (JPP) a démarré ses activités en 1999 avant de devenir officiellement une ONG pour la jeunesse en 2001. Culturellement, la société cambodgienne voit les jeunes comme inférieurs et inexpérimentés, les privant ainsi d'occasions de participer à l'action et au changement social. L'objectif global de JPP est de permettre aux jeunes de devenir des agents du changement social pacifique. L'organisation cible stratégiquement des groupes de jeunes et d'autres intervenants clés pertinents en abordant différents niveaux du changement tels que le changement personnel, relationnel, culturel et structurel. JPP a poursuivi son programme d'édification de paix, de guérison de la société, et de réconciliation à travers des approches novatrices et participatives. Ces approches se concentrent à la fois sur la transformation intérieure de jeunes individus et la transformation des mentalités de la communauté afin d'édifier une culture de la paix.

JPP organise diverses activités liées à la paix, au leadership, au développement personnel et à la réconciliation. L'organisation encourage l'activisme des jeunes et le bénévolat. JPP mobilise un grand nombre de jeunes et travaille en contact étroit avec ceux-ci à travers le dialogue et les approches participatives. L'organisation met l'accent sur la créativité, la responsabilité et l'initiative personnelle des participants. JPP a adopté de nouveaux sujets et groupes cibles ; aujourd'hui, l'organisation traite d'un large éventail de questions liées à la paix dans la société, travaillant dans des bidonvilles, ainsi que dans des zones rurales et urbaines.

Dans le même temps, en reconnaissant le déficit du travail de mémoire autour du conflit, JPP a mis en place plusieurs comités de mémorialisation dans les communautés qui introduisent des initiatives de mémoire appartenant à la collectivité (legs de mémoire) et adaptées aux besoins de chacune d'entre elles. Dans ce domaine, JPP travaille également en partenariat avec l'Institut cambodgien pour la coopération et la paix (ICCP), qui offre un fond important de recherche et de documentation sur les questions de paix, de conflit, de réconciliation, d'expression de la vérité, et de mémorialisation. Le but de ce travail est de promouvoir une culture de la paix et de la démocratie à travers l'éducation, la recherche et le réseautage basé sur la sensibilisation. L'ICCP a l'intention d'établir un Centre national d'apprentissage de la paix, qui comprendra un musée de la Paix, une bibliothèque de recherche et un centre de ressources.

Le dialogue intergénérationnel comme moyen de relier le passé au présent à Jeunesse pour la paix

Jeunesse pour la paix définit le dialogue intergénérationnel comme un dialogue entre nouvelles et anciennes générations à propos de l'histoire du régime des Khmers rouges et d'autres conflits cambodgiens pendant la guerre civile. C'est une façon de transmettre la mémoire des événements



UNE JEUNE PERSONNE INTERVIEWE UN SURVIVANT DU GÉNOCIDE DANS LE CADRE DE DIALOGUE INTERGÉNÉRATIONNEL DE JEUNESSE POUR LA PAIX. PHOTO, AVEC LA PERMISSION DE : JEUNESSE POUR LA PAIX

historiques et traumatiques à un autre groupe ou à une génération grâce à une compréhension mutuelle. Le dialogue intergénérationnel est une méthode essentielle pour apporter la guérison sociale dans les communautés locales ; fournir une plate-forme pour dire la vérité sur les atrocités commises par les Khmers rouges ; et créer une passerelle entre les victimes-survivants, les anciens cadres Khmers rouges, et les générations d'après-guerre qui tous peuvent contribuer à la mise en place de la démocratie et de la paix.

Le projet Dialogue Intergénérationnel de JPP comprend différents thèmes et activités visant à inciter les jeunes à apprendre l'histoire des Khmers rouges. Le processus utilise des approches d'apprentissage participatif telles que rejouer les histoires de victimes-survivants, visiter les sites locaux de massacres, dessiner les souvenirs d'atrocités à travers la thérapie artistique, et assister à des concerts et à des expositions dans la communauté. Pendant les activités du projet Dialogue Intergénérationnel, JPP invite les participants, y compris les victimes-survivants, à organiser collectivement des rituels traditionnels tels qu'une cérémonie de l'eau dans laquelle les douleurs passées sont emportées ou bien à pratiquer l'aumône dédiée aux esprits des morts. À la fin du programme, les victimes-survivants reçoivent des photographies des dessins qu'ils ont réalisés à partir de leurs souvenirs personnels des atrocités. Les histoires des victimes-survivants qui accordent la permission d'utiliser leurs récits ou photos sont enregistrées à des fins de publication. Le processus est chargé de sens pour les victimes-survivants en vue d'une guérison, ainsi que pour les jeunes qui apprennent à partir des souvenirs de l'ancienne génération.

Le projet Dialogue Intergénérationnel a pour but de soutenir la guérison des survivants en libérant la douleur qui a été enfouie dans leurs souvenirs.

Comblant le fossé entre la génération des survivants et la génération d'après-guerre dans un contexte où les deux générations disposent d'un espace sûr pour raconter leurs histoires et expériences. Partager l'expérience de la génération des survivants avec la génération d'après-guerre fait partie du processus de transformation du négatif en positif. Cela fait également partie du processus de rupture du silence à propos de l'histoire des Khmers rouges.

- “ D'encourager les jeunes à mieux comprendre l'histoire des atrocités ; d'éviter qu'elles se reproduisent ; et de participer aux processus de paix tels que les initiatives de mémoire, de réconciliation et de guérison.
- “ Permettre aux jeunes et aux adultes une réflexion critique sur les facteurs qui ont conduit aux problèmes sociaux et à la crise politique au cours de la période du régime des Khmers rouges, et surtout comment ils peuvent apprendre du passé et appliquer ses leçons au présent.
- “ Aider les jeunes à participer à des activités sociales pour devenir des agents du changement social tout en renforçant la compréhension de l'autre, en construisant la confiance mutuelle, et en accentuant leur esprit d'équipe.

Composantes de Dialogue Intergénérationnel

Le projet Dialogue Intergénérationnel à JPP met en relation les victimes-survivants et la génération d'après-guerre afin d'apprendre et de partager ensemble autour du régime khmer rouge. Les victimes-survivants âgés de plus de quarante-cinq ans sont invités à participer au programme avec des jeunes âgés de seize à vingt-deux ans. JPP organise principalement l'atelier dans les communautés locales, sélectionnant et travaillant avec un groupe compris entre vingt-cinq et trente jeunes. Les jeunes et les victimes-survivants sont invités à participer à l'ensemble des activités. Les activités commencent par un atelier intitulé *Comprendre, Se souvenir, Changer*, et se poursuivent avec le dialogue intergénérationnel en lui-même, un atelier d'art et de mémoire, des excursions, et la cérémonie de l'eau pour éloigner les souvenirs douloureux. Le programme est organisé dans la communauté autour de sites de meurtres de masse pour contextualiser l'histoire dans des lieux spécifiques. Les activités sont prévues afin d'avoir lieu lorsque les membres de la communauté ont du temps libre, comme quand ils terminent leur travail agricole et autres obligations.

1. L'atelier *Comprendre, Se souvenir, Changer*

L'atelier interactif de trois jours *Comprendre, Se souvenir, Changer* offre aux jeunes qui participent au programme des informations sur l'histoire du Kampuchéa démocratique, sur les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, et sur les concepts de réconciliation et de réparation. Le premier ensemble d'activités est conçu pour améliorer la compréhension des jeunes quant à l'histoire du Kampuchéa démocratique. Les jeunes sont exposés à l'idéologie des Khmers rouges, aux causes de la prise de pouvoir communiste, à la manière dont la révolution a attiré ceux qui y ont participé,

et aux événements majeurs ayant conduit au génocide. Ces sessions visent à aider les jeunes à poser des questions et à s'impliquer dans des discussions sur les facteurs socio-politiques, économiques et idéologiques qui sont à l'origine de l'émergence des Khmers rouges.

Les ateliers *Comprendre, Se souvenir, Changer* promeuvent la compréhension globale de la diversité des récits historiques ; ils accordent une place égale aux histoires documentant les expériences des victimes et des auteurs de crimes. Toute une partie de l'atelier *Comprendre, Se souvenir, Changer* vise à aider les jeunes à comprendre les facteurs psychologiques et culturels derrière la violence collective. Ainsi, l'atelier génère des discussions sur la façon d'être critique et analytique face à la politique et aux dirigeants, plutôt que d'avoir une obéissance aveugle, et vise à permettre aux jeunes d'aujourd'hui d'acquérir une position morale.

La dernière section de l'atelier *Comprendre, Se souvenir, Changer* se concentre sur l'avenir. Cette section présente aux jeunes la notion de réconciliation non pas comme un « pardonner et oublier », qui a été le message dominant au Cambodge, mais comme un terme qui a des significations différentes pour différentes personnes et communautés, selon les éventuels contextes culturels. Cette section présente les expériences d'autres pays avec la violence de masse et leurs façons d'y faire face. L'atelier aborde également les mesures prises depuis la fin des Khmers rouges pour traiter les crimes commis sous le régime. D'une manière à la fois compréhensible et pertinente pour les jeunes, cette section de l'atelier se concentre sur le processus du tribunal, en introduisant son mandat, ses procédures, ainsi que les avantages et les embûches qu'il peut rencontrer.

2. Dialogues Intergénérationnels

Les dialogues intergénérationnels en eux-mêmes ont lieu dans les pagodes des villages (centres religieux) dans des communautés que les médiateurs visitent avant l'atelier *Comprendre, Se souvenir, Changer*. Les dialogues comprennent des « Achaa »⁴ du village, des instituteurs, des habitants plus âgés et des jeunes. Les dialogues se concentrent sur la perception et les attentes liées aux Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens. Des médiateurs de JPP mènent les conversations pendant que les étudiants ayant terminé les ateliers *Comprendre, Se souvenir, Changer* servent de participants. Les étudiants sont encouragés à écouter aussi bien qu'à poser des questions. Ces dialogues ne sont pas présentés comme une situation où les anciens de la communauté enseignent des faits historiques aux jeunes, mais plutôt comme une occasion pour les jeunes d'être exposés à la diversité des récits et des perceptions historiques entre les Cambodgiens des zones rurales. Chaque dialogue dure trois à quatre heures et se déroule sur deux jours consécutifs. Les dialogues sont menés en utilisant des stratégies impliquant des groupes de discussions larges et réduits, ainsi que des exercices de jeu de rôle. Le programme est ajusté selon les besoins et les intérêts des participants issus de la communauté tels que déterminé lors de la préparation.

3. Atelier d'art et exposition

Avec cette activité, JPP offre un espace et fournit des ressources aux membres de la communauté pour intégrer des œuvres d'art dans le processus de culture de la mémoire local. Dans les ateliers d'art, les

4 Les Achaa sont les religieux du village qui forment généralement un « comité de la pagode » ou comité religieux.

victimes-survivants partagent leurs souvenirs douloureux à travers des dessins, un processus qui permet d'entamer une discussion sur le passé violent. Ceci, à son tour, permet un dialogue intergénérationnel fructueux et un échange.

L'exposition d'œuvres d'art des villageois, des jeunes et des moines implique l'ensemble de la communauté. Elle est associée avec des concerts, des représentations théâtrales des jeunes, ainsi que des loteries de type tirages au sort visant à attirer la communauté. En outre, cette exposition est souvent présentée en conjonction avec d'autres expositions. L'une d'elles est une exposition itinérante à propos du Cas 001, la première affaire présentée devant les CETC⁵. Une autre exposition, appelée « Les Sauveteurs : mettre en image le courage moral », est une exposition créée en coopération avec une organisation basée aux États-Unis appelée « Preuve : médias pour la justice sociale »⁶. L'exposition Sauveteurs montre des exemples de personnes qui ont aidé les autres en temps de guerre dans quatre pays différents. Elle souligne l'importance du libre-arbitre et de la solidarité. Ces activités sont suivies par des concerts de la communauté et des spectacles de jeunes ayant reçu une formation, renforçant ainsi une relation forte entre la mémoire et la culture.

4. Visite sur les sites locaux de meurtres de masse

Le but de cette visite est de donner aux participants la chance d'en apprendre davantage sur l'histoire des sites locaux de meurtres de masse et de mémorialisation, et d'inspirer les deux générations à avoir une conversation active sur les événements qui se sont produits sur ces lieux. Utiliser le site comme un outil d'histoire offre aux participants l'occasion de se souvenir d'une manière plus profonde. Cela permet aux jeunes de mieux comprendre les spécificités de la vie sous le régime des Khmers rouges. Être sur les lieux au lieu de simplement en parler laisse généralement une impression bien plus forte et assure une expérience authentique de l'histoire.

JPP inclus des instituteurs, surtout les professeurs d'histoire, et les aide à rattacher cette activité au programme scolaire. Lors de ces visites, le personnel et les étudiants de JPP organisent une cérémonie bouddhiste lors de laquelle ils offrent de la nourriture aux moines. C'est un concept de guérison qui aide à se souvenir et à prier pour les morts. En outre, après avoir visité les lieux de meurtres de masse locaux, les personnes âgées et les étudiants sont invités à se joindre à une «cérémonie de l'eau » lors de laquelle les jeunes lavent leurs aînés dans une rivière, emportant symboliquement la malchance et la douleur qu'ont connues les victimes-survivants. Cette cérémonie induit une relation plus étroite entre les différentes générations.

Impact sur les victimes-survivants et sur les jeunes

Après leur participation au projet, les jeunes participants ont changé leurs attitudes et comportements. Ces changements sont nés de la compréhension de l'histoire des Khmers rouges, des causes profondes de l'atrocité, et d'avoir fait face à la réalité des histoires des survivants. Les jeunes participants jouent

5 « Cas 001 », site Internet des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC), site consulté le 3 septembre 2014, <http://www.eccc.gov.kh/en/case/topic/1>.

6 "Proof: Media for Social justice", site Internet de Proof, consulté le 20 septembre 2014, <http://proof.org/>.

des rôles importants dans le processus de guérison et d'expression de la vérité lors de la mise en œuvre du projet. Ils sont ceux qui écoutent activement les survivants et qui reconnaissent leur souffrance passée. Les jeunes ressentent de la sympathie et de l'amour envers l'ancienne génération et leur rendent hommage pour avoir surmonté les obstacles qui ont jalonné leur vie. Comme l'a dit l'un des jeunes :

« J'ai entendu l'histoire des Khmers rouges (KR) par mon grand-père et mon oncle. Ils ont passé... du temps à me raconter leur expérience. Je plains vraiment mon grand-père parce que son frère a été tué au mont Phnom Khiev dans la province du Pailin. Puis il a été emmené dans la jungle où les KR l'ont forcé à effectuer un travail ardu, et il a fait face à des problèmes de santé. J'ai eu beaucoup de questions qui ont surgi dans mon esprit. Par exemple : Qui a créé ce régime ? Pourquoi tuent-ils des gens innocents ? Pourquoi les autres pays soutiennent-ils les Khmers rouges ? Comment puis-je être impliqué dans la réconciliation et le processus de culture de la mémoire ? Et davantage encore. Je ne sais pas comment je pourrais trouver des réponses. Heureusement, je suis sélectionné pour rejoindre l'atelier *Comprendre, Se souvenir, Changer*. C'est un formidable atelier, dans lequel j'en ai appris davantage sur l'histoire des Khmers rouges : par exemple, comment les KR ont accédé au pouvoir en raison de deux facteurs, un facteur externe et un facteur interne. Les facteurs externes sont la Chine et le soutien du Vietnam du Nord aux KR en leur offrant des techniciens et des armes. Dans le pays, il y avait de nombreuses raisons, telles que les bombardements américains, la corruption, les questions de terres, l'idéologie KR, et ainsi de suite.

Les Khmers rouges ont tué plus de trois millions de personnes innocentes dans tout le pays. Je déteste vraiment la guerre. Apprendre sur le passé est un moyen de prévenir qu'un génocide se reproduise dans mon pays et dans le monde.

En ce qui concerne ces activités, je suis très heureux parce que j'ai la chance d'être impliqué dans le processus de réconciliation et dans la construction d'une culture de la mémoire pour la prochaine génération. Je vais prendre ce que je appris à travers ce programme et le partager avec mes parents, voisins et amis. »

— Hun Mary, étudiante de quinze ans au Lycée Anlong Vil dans la province de Battambang

Les victimes-survivants sont également heureux de participer au projet. Ils expriment du soulagement quand ils racontent leur histoire aux membres de la prochaine génération qui les écoutent activement. Ce sont des moments où les jeunes gens voient les vrais sentiments et les souffrances des survivants et veulent partager leur tristesse. Les survivants ont voulu honorer les morts de diverses manières. Certains voulaient créer des stūpas⁷ pour honorer les restes des morts. Certains ont voulu créer des mémoriaux symboliques et compiler des témoignages à partir desquels les nouvelles générations pourraient apprendre.

7 Les stūpas sont des monuments commémoratifs bouddhistes qui abritent souvent des reliques sacrées associés avec le Bouddha ou d'autres religieux. Après la chute du régime des Khmers rouges, de nombreux stūpas ont été construits pour préserver les crânes et les os des victimes des Khmers rouges afin de prier pour les esprits des morts et de réunir leurs restes avec leurs esprits.

D'autres voulaient préserver les canaux⁸ construits par les Khmers rouges. Une personne âgée s'est remémorée :

« Je suis heureuse de voir la jeune génération curieuse d'en apprendre davantage sur mon passé. J'avais seize ans à l'époque des Khmers rouges. Je faisais partie d'une brigade féminine mobile⁹ au village Aumorny. Puis Angka¹⁰ m'a transférée à Thmor Korl et Samrong knong où se trouvait une prison. Beaucoup de gens innocents ont été tués dans ce lieu, environ dix mille. J'étais vraiment triste parce que mon neveu et un parent sont morts à cette époque. Dans la brigade mobile, Angka m'a ordonné de travailler plus de huit heures par jour. Je vivais dans une situation effrayante et je n'avais pas assez à manger. Pendant la saison des pluies on me donnait de la soupe de riz et à la saison sèche, je ne recevais qu'un petit bol de riz.

Je n'ai pas oublié ce que j'ai vécu à cette époque. Je suis triste quand j'en parle mais cela vaut mieux [que de rester silencieuse]. Je pense que les CETC rendront la justice, pour moi et pour d'autres victimes. Je suis très heureuse quand les juges ont décidé de condamner Kaing Guek Eav, alias Duch¹¹, à passer le reste de sa vie en prison.

En ce qui concerne la culture de la mémoire, je pense que nous devrions construire un musée local, compiler les histoires des victimes, et préserver les sites de massacres comme un moyen d'éduquer les jeunes à propos de l'histoire des Khmers rouges, et de prévenir qu'un génocide ne se reproduise au Cambodge.

C'est formidable que JPP crée un espace pour que les jeunes en apprennent davantage sur l'histoire des Khmers rouges à travers les survivants. Ce ne sont pas seulement les CETC qui peuvent apporter la justice et la réconciliation ; partager à propos du passé est aussi un moyen de réconciliation. »

— *Tum Lot, survivante des Khmers rouges de soixante-et-un ans*

Enfin, le projet contribue à créer une coopération continue entre adultes, jeunes, écoles, communautés et autorités locales. Il encourage les jeunes à poser des questions aux adultes, y compris

8 Beaucoup de gens ont été évacués des villes et d'autres lieux pour creuser des canaux qui faisaient partie du développement de brrigation pendant le régime khmer rouge. Les canaux sont très connus par les personnes qui ont survécu au régime des Khmers rouges, et leur sont aussi associés.

9 Des unités féminines de jeunes femmes et de femmes d'adultes composées pour la plupart de travailleuses actives et en bonne santé ont été mises en place par le régime khmer rouge pour répondre au besoin de main-d'œuvre rurale.

10 Selon le glossaire des termes liés au régime khmer rouge fourni par le Centre de documentation du Cambodge, Angkar ou Parti renvoie à l'organisation dirigeante au sein des Khmers rouges. Il ne peut pas être utilisé pour désigner des individus.

11 Kaing Guek Eav, alias Duch, l'ancien directeur du Centre de sécurité des Khmers rouges S-21 à Phnom Penh.

leurs parents, sur leurs expériences, et il encourage les adultes à partager leurs propres expériences passées avec les jeunes.

Leçons tirées des dialogues intergénérationnels

JPP a appris que documenter les témoignages des survivants pour une utilisation dans les futurs dialogues permettrait d'améliorer le projet et d'assurer la viabilité du programme. Les témoignages peuvent aider les jeunes à ressentir de la compassion et de l'empathie pour la génération des survivants. La jeune génération pourrait aussi utiliser les histoires de survivants dans des représentations publiques qui leur permettraient de se mettre dans la peau des survivants. Par conséquent, le dessein de documenter le processus du projet à l'avenir sera bénéfique pour le Cambodge et servira de modèle de réconciliation dans d'autres contextes. Filmer le processus peut également être utilisé pour sensibiliser la jeune génération dans la salle de classe.

Grâce au processus de dialogue, les jeunes ont entendu les histoires des survivants. En retour, ils ont organisé la cérémonie de l'eau pour ceux-ci, ce qui était très important pour créer un sentiment d'échange et de partage. Les dirigeants de JPP ont observé que les jeunes sont curieux de savoir et veulent comprendre la vie et les expériences des survivants. Cependant, JPP a également noté certains effets négatifs dans le fait de mettre en rapport des survivants avec les générations d'après-guerre. Dans certains cas, le dialogue a renforcé le traumatisme des survivants en parlant de leurs douloureux souvenirs. Le personnel de Jeunesse pour la paix a discuté de ce genre d'impact négatif de manière critique afin de réduire les risques qu'il pourrait présenter pour le projet à l'avenir. [D'autres sites qui envisagent un projet similaire pourraient discuter de manière proactive afin de décider si cet impact négatif, ou tout autre type d'impact tel que le transfert d'un traumatisme à la prochaine génération, est une préoccupation potentielle de savoir à quelle fréquence l'impact négatif pourrait se révéler être un problème, et des stratégies qui pourraient atténuer les traumatismes ou les effets négatifs sur telle ou telle communauté.—Ed.]

Conclusion

Les histoires des survivants sont le cœur du projet Dialogue Intergénérationnel. Le projet contribue à l'expression de la vérité, à la guérison, et à établir de meilleures relations entre les générations de survivants et les générations d'après-guerre. Grâce à cette approche, les jeunes participent activement aux efforts de réconciliation au niveau local et les victimes-survivants sont soulagés de leurs souvenirs douloureux, même si cela n'est pas forcément un soulagement permanent. L'expérience apporte empathie et compassion aux survivants. Elle construit également l'esprit de communauté grâce à des activités collectives comme le festival de la communauté, la cérémonie de l'eau, et des expositions d'art.

Le projet Dialogue Intergénérationnel est une façon très significative pour le peuple cambodgien de faire face à son propre passé, et en particulier à la question du traumatisme. Le projet brise la culture du silence et de la peur au sein de la société actuelle. À travers ce processus, les jeunes et les anciens sont habilités à réfléchir et à parler, et donc à construire des processus démocratiques dans les communautés locales et au-delà.

SECTION 3 :
METTRE L'ACCENT SUR L'AMÉRIQUE LATINE

TRANSITIONS : UN EXEMPLE D'EXPOSITION COLLECTIVE ISSUE D'UN RESEAU

Valeria Barbuto et Ariel Caniza

L'idée du Réseau latino-américain de la Coalition internationale des Sites de conscience a émergé en 2005. À cette époque, la Coalition, composée d'institutions basées à travers le monde, était relativement nouvelle et n'avait été établie que dans certains lieux d'Amérique latine. Cherchant à consolider un travail commun, et en raison de leurs similarités concernant les procédures et les problèmes historiques, entre autres choses, des institutions situées dans la région formèrent des réseaux régionaux ou thématiques. Ces réseaux ont permis d'approfondir le travail de ces institutions ainsi que l'échange de ressources entre elles.

Les pays d'Amérique latine ont en commun non seulement des contextes culturels, des histoires similaires quant à leurs formations en tant qu'États-nations, et une souffrance due à la conquête des Amériques, mais aussi des similarités dans le fait d'avoir souffert de graves violations des droits de l'homme pendant des périodes spécifiques entre les années 1960 et 1990. L'exécution de ces crimes n'a pas pris la même forme partout, ni ne s'est produite au cours de la même période ; il existe des différences qualitatives et quantitatives significatives. Cependant, la répression coordonnée entre les gouvernements, la solidarité internationale contre cette répression, et la lutte contre l'impunité contribuent à relier ces histoires récentes.

Aujourd'hui, trente-cinq Sites de conscience dans onze pays (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, République dominicaine, Salvador, Guatemala, Mexique, Paraguay, Pérou et Uruguay) composent le Réseau latino-américain. Afin de promouvoir la démocratie et de garantir la non-répétition de ces crimes, ces institutions travaillent ensemble sur la reconstruction de la mémoire collective des violations des droits de l'homme qui ont eu lieu dans la région pendant les périodes de terrorisme

d'État et de conflit armé interne.

Memoria Abierta (Mémoire ouverte), actions coordonnées des organisations argentines de défense des droits de l'homme¹, a coordonné le réseau depuis sa création en tant que membre fondateur de la Coalition internationale des Sites de conscience, et en vertu des liens historiques de Memoria Abierta dans la région.

Les membres du réseau sont des sites historiques, des mémoriaux, des archives, des organisations territoriales, des musées et des établissements d'enseignement, chacun avec sa propre spécialisation. La grande diversité au niveau du format institutionnel, de la portée et de la taille des sites, font de ce réseau un espace idéal pour mener à bien le travail collaboratif. Ce réseau offre en outre une association de différents points de vue ouvrant des possibilités de dialogue.

Le travail effectué en coopération au cours de ces années nous a permis d'acquérir des connaissances sur les expériences qui sont apparues et ont évolué dans la région. En outre, il nous a permis de développer et de partager des stratégies de travail, des formations et des méthodologies spécifiques. Nous avons développé des pratiques et recueilli des renseignements importants sur la création, l'organisation et l'accessibilité des archives, ainsi que sur les expériences de récupération de sites où de graves violations des droits de l'homme ont été perpétrées. Nous avons également servi de conseil ou collaboré à la construction de monuments et de mémoriaux, mené des recherches topographiques, conçu des expositions, produit du contenu pour des projets en musées, créé des contenus interactifs, et mené des campagnes publiques d'impact, entre autres activités et projets.

Transitions : de la dictature à la démocratie

En 2010, le Réseau latino-américain a commencé le travail de création d'une exposition collective visant à encourager la discussion autour du processus de transition politique. Le réseau a choisi la photographie comme médium principal pour sa richesse, ainsi que pour sa force et sa capacité d'examen et de transmission. La conception de la méthodologie de travail avait pour but de générer des accords entre différents sites dans un même pays, et de pouvoir répéter ce résultat à l'avenir, de manière coopérative, dans tous les pays. Le réseau recherchait un résultat qui soit adaptable à différents publics cibles, qui tienne compte des différents objectifs de chacune des institutions coopérantes, et qui ait un haut niveau d'accessibilité et la possibilité de reproduire ce résultat à travers une exposition en interne et à faible coût.

Sur ce principe, tous les Sites de conscience, regroupés par pays, ont sélectionné entre trois et cinq photographies représentatives de leurs histoires récentes, utilisant comme critère la représentation de moments clés marquant les expériences de transition de leur pays. Lors d'ateliers au cours de la réunion annuelle de 2010², les représentants des sites de chaque pays ont exposé des photographies qu'ils avaient choisi, et encouragé les discussions sur le contenu des photographies.

1 Site de Memoria Abierta, version anglaise, consulté le 1er septembre 2014, <http://www.memoriaabierta.org.ar/eng/index.html>.

2 *Le quatrième séminaire régional : transition vers la démocratie en Amérique latine : histoires, population, conflits a eu lieu à Buenos Aires en 2010*

La participation de nombreux intervenants dans la discussion autour de la présentation des *Images emblématiques de l'histoire récente* (le nom original de l'activité *Transitions*) a été la partie la plus productive du séminaire. Les représentants des sites ont donné une brève explication de la raison pour laquelle chaque photo était significative du moment représenté. Bien que les processus aient été différents dans chaque pays, on pouvait voir à travers les images le passage de l'autoritarisme à des régimes démocratiques, poussé en avant par des processus intenses de conflit interne entre les forces politiques, la force du changement, et les mouvements sociaux.

Un des aspects centraux les plus intéressants de cette discussion était le débat interne entre les représentants de divers sites d'un même pays sur base de leurs différences au niveau de leurs caractéristiques institutionnelles, de leurs tailles, de l'origine des membres, ou du positionnement idéologique. Dans certains cas, les représentants des sites ont pu envisager des perspectives alternatives d'approche du passé, créant ainsi un nouveau consensus, et apportant aussi des modifications quant aux représentations des monuments historiques. La Colombie est restée en dehors de ce débat, en raison du conflit armé en cours dans ce pays et qui a empêché ses représentants de pouvoir affirmer qu'un processus de transition s'était développé. Cependant, ils ont été intégrés dans le processus de discussion et de planification, réfléchissant à la possibilité de pouvoir diffuser l'exposition afin de partager les expériences d'autres pays d'Amérique latine.

Les Sites de conscience d'Amérique latine ont commencé à écrire des textes explicatifs sur le contexte de chaque photographie et à examiner d'autres sens et significations de ces images, en particulier à partir des opinions exprimées lors de l'atelier. Un membre par pays a été en charge de ces textes explicatifs. Memoria Abierta, dans son rôle de coordinateur, était en charge de dynamiser le travail et l'organisation de l'exposition.

Exemple du Paraguay

Le processus au Paraguay illustre les débats qui ont surgi lors de la sélection des images. Dans un premier temps, les membres du réseau au Paraguay ont choisi trois photos. Cependant, quelques jours avant le lancement de l'exposition, un représentant du Bureau de la vérité, de la justice et de la réparation, une unité au sein du Bureau de l'Ombudsman du Paraguay (médiateur de la République), qui n'avait pas été impliqué dans la sélection des images, a été invité. Évaluant les images à partir d'un point de vue différent, le représentant a noté que l'une des photographies de l'exposition cachait une histoire beaucoup plus complexe, surtout en relation avec les autres photos présentées. La photo montrait l'ancien président de facto Alfredo Stroessner montant seul les marches d'un avion, en partance pour l'exil. Le représentant a fait remarquer que cette image n'illustrait pas le fait que le régime n'avait pas été constitué que d'une seule personne, et que, au contraire, le régime avait un large soutien militaire, politique et civique. Ce commentaire a conduit à la suggestion d'inclure la représentation de moments clés comme la Marche du silence de 1985 lors de la visite du pape. Des représentants des sites paraguayens ont décidé de modifier l'exposition sur base de ces discussions. L'exposition modifiée inclut des images de la marche qui a eu lieu avant la chute de la dictature et des images de la présentation du rapport final de la Commission vérité et justice en 2008, qui sont



LES PHOTOGRAPHIES DÉFINITIVES SÉLECTIONNÉES
PAR LES MEMBRES POUR REPRÉSENTER LA TRANSITION
PARAGUAYENNE VERS LA DÉMOCRATIE. PHOTO, AVEC L'AIMABLE
AUTORISATION DE : ALICIA GALEANO

considérées comme des étapes importantes pour la démocratie au Paraguay.

Après que les membres du réseau se soient mis d'accord sur les œuvres à inclure dans l'exposition, ils se sont concentrés sur la façon de faire de l'exposition une réalité. Une des options les plus simples aurait été de créer une exposition itinérante traditionnelle³ qui aurait circulé parmi les différents sites membres du réseau. Cependant, depuis sa création, l'exposition avait consisté en un effort de collaboration horizontale ; une gestion centralisée de *Transitions* aurait été contradictoire. Par conséquent, les membres ont décidé d'utiliser une plateforme qui accorderait une plus grande accessibilité et circulation à *Transitions*. Ils ont téléchargé l'exposition sur Flickr⁴, un site Internet qui permet le partage, le stockage, la commande, et la recherche de photographies et de vidéos en ligne. Cette plateforme numérique ne fournit pas seulement aux gens la possibilité d'accéder à l'exposition partout dans le monde avec une connexion Internet ; elle permet également à l'exposition d'atteindre un plus large public à travers les réseaux sociaux, le site Internet du réseau, et d'autres sites similaires.

Ce public plus large n'aurait pas forcément été en mesure de visiter l'un des sites de mémoire. Une plateforme numé-

3 Memoria Abierta a une expérience en la matière, y compris avec son exposition *Images pour la mémoire*. <http://www.memoriaabierta.org.ar/im/>

4 "Transitions: From Dictatorships to Democracies", album sur Flickr, consulté le 1er septembre 2014, <https://www.flickr.com/photos/latinamericantransitions/sets/72157644967789013/>. La galerie originale en espagnol s'intitule : "Transiciones: De las dictaduras a las democracias", album sur Flickr, consulté le 1er septembre 2014, <https://www.flickr.com/photos/transiciones/sets/72157627958361889/>. La galerie en Portugais s'intitule : «Transições: de ditaduras para democracias», album sur Flickr, consulté le 1er septembre 2014, <https://www.flickr.com/photos/transicoes/sets/72157631309432024/>.

rique permet également à chacun des trente-cinq sites membres de diffuser *Transitions* par ses propres canaux de communication. Pour faciliter ce processus, l'exposition a été traduite en portugais et en anglais.

Cependant, l'exposition n'est pas seulement une exposition numérique ; un échantillon physique est également exposé sur les Sites de conscience et dans d'autres lieux thématiquement liés.

Transitions n'est pas non plus une exposition itinérante. Autrement dit, il n'y a pas une seule pièce qui circule d'un Site de conscience à un autre. Au lieu de cela, l'exposition peut être montrée simultanément dans différents espaces. Pour cela, Memoria Abierta a choisi et conçu des panneaux, ainsi qu'un catalogue, que chaque site de mémoire peut imprimer, créer, et adapter à ses espaces, ses possibilités, et son style comme il l'entend. Cela permet à l'exposition d'être produite dans le pays dans lequel elle est montrée, réduisant ainsi les coûts.

La version Internet de *Transitions*⁵ a été diffusée dans tous les sites du réseau en décembre 2011. Le 16 novembre 2012, elle a été présentée pour la première fois sur un Site de conscience, au musée de la Mémoire de Rosario à Santa Fe, en Argentine.

En décembre de cette année, elle a été montrée au mémorial de la Résistance à São Paulo, Brésil.



LA PREMIÈRE EXPOSITION DE TRANSITIONS S'EST TENUE AU MUSEO DE LA MEMORIA, À ROSARIO EN ARGENTINE, LE 6 NOVEMBRE 2012. PHOTO, AVEC L'AIMABLE AUTORISATION DE : ALICIA GALEANO

5 Flux photographique «Transiciones: De las dictaduras a las democracias», consulté le 1er septembre 2014, <https://www.flickr.com/photos/transiciones>.

En 2013, elle a été montrée à l'Université nationale de General Sarmiento à Buenos Aires, en Argentine, et au musée de la Mémoire et des droits de l'homme à Santiago du Chili.

Sur chaque site, l'exposition a été présentée dans des conditions uniques et avec des caractéristiques uniques, s'adaptant à l'espace et aux ressources de l'institution. Les critères minimum comprennent un panneau introductif affichant le titre et les producteurs, les autres panneaux devant être affichés de telle manière que la série de photographies de chaque pays reste corrélative et dans l'ordre chronologique préétabli. L'ordre des pays qui est suggéré est alphabétique, mais ils peuvent aussi être organisés par d'autres critères. Le catalogue de l'exposition complète et contextualise le motif de sélection de l'événement représenté dans chaque image, l'importance de la photographie, le contexte de l'image, et les implications de la photographie. De cette façon, le catalogue montre la valeur de chaque photographie exposée, et le catalogue lui-même est une partie intégrante de l'exposition.

Leçons issues de *Transitions* : pratiques optimales

L'expérience de création collective de l'exposition *Transitions* a permis au réseau de développer des leçons et des pratiques optimales pouvant être utiles à ceux qui planifient des projets similaires à l'avenir.

- .. La première chose à considérer est l'idée centrale et l'objet du projet.
- .. Une exposition collective nécessite l'engagement des co-auteurs / participants, et d'un coordinateur qui soit un leader et permette de mobiliser les énergies.
- .. Les coûts fixes d'une exposition en ligne ne sont pas élevés, mais il est nécessaire d'avoir les ressources humaines et technologiques nécessaires pour retoucher et télécharger les photographies. Dans le cas où ces ressources ne sont pas disponibles, on peut se tourner vers des collaborateurs externes. *Transitions* n'a pratiquement pas eu de coûts supplémentaires ; tout a été réalisé grâce au travail bénévole, à la collaboration entre pairs, et aux plateformes Internet gratuites. Cependant, bien évidemment, cela n'a été possible que grâce à des ressources humaines préexistantes.
- .. Gardez à l'esprit la nécessité des autorisations et les droits d'auteur des images qui sont mises en ligne. Il faut être prudent à ce sujet car le téléchargement et la reproduction de ces images peut violer les droits d'auteur et offenser les photographes avec lesquels vos institutions ont des liens.
- .. Il existe différentes plateformes qui permettent la création d'albums photo, pas seulement Flickr, et qui peuvent être mieux adaptées aux caractéristiques et aux besoins d'un album. Une autre possibilité serait de concevoir sa propre galerie. La raison pour laquelle on pourrait opter pour une plateforme gratuite préexistante est que l'on peut s'appuyer sur le trafic déjà disponible en vue d'atteindre un public plus large et non-traditionnel.

- “ Si la plateforme Internet permet les commentaires, comme c'est le cas pour Flickr, il est nécessaire d'avoir une politique de respect. Nous avons choisi de modérer les commentaires, en supprimant ceux qui étaient offensants mais en laissant ceux qui expriment une opinion respectueusement, y compris ceux qui sont contraires aux idées que l'exposition et nos sites encouragent.
- “ Une façon de trouver un public nouveau et inattendu, en considérant la moyenne des utilisateurs d'Internet, est de lier les événements du passé avec le présent, parce que les utilisateurs peuvent trouver l'exposition photo indirectement alors qu'ils recherchent quelque chose ayant trait au présent. Un bon moyen est de le faire par le biais d'anniversaires importants, qui ramènent des événements du passé au présent avec une date spécifique. On pourra aussi relier les processus actuels avec des événements passés. L'utilisation de ces deux outils, ainsi que l'utilisation des réseaux sociaux comme un tremplin, peut être utile pour attirer un nouveau public qui, bien que peut-être encore restreint, permettrait d'élargir la portée de l'exposition au-delà du public spécialisé prévu ou de ceux qui sont déjà intéressés par les sujets de l'exposition.
- “ Le développement de l'exposition doit être suffisamment flexible et économique pour permettre à la majorité des institutions de pouvoir la montrer. Memoria Abierta a créé un seul document décrivant les critères minimaux qui doivent être respectés afin de montrer l'exposition, y compris les questions de paternité de l'exposition, le nombre de catalogues, un espace approprié, et la représentation de tous les pays. À partir de cela, Memoria Abierta a créé un accord avec les institutions exposantes concernant la manière dont Transitions serait montrée.
- “ La plus grande partie des coûts réside dans l'impression des catalogues d'exposition, qui devraient être accessibles à chaque visiteur de l'exposition car ils fournissent un texte expliquant la signification de chacune des photographies. Dans un cas particulier, une option plus économique pour l'exposition était d'imprimer les textes des catalogues pour les exposer avec les photographies. Bien que cela ne soit pas idéal, c'était une solution concrète face à un problème de rareté des ressources.
- “ Une question à garder à l'esprit est la propriété de l'exposition une fois celle-ci terminée. Même si chaque institution paie pour l'impression, le contenu des photographies est la propriété du réseau. Il est nécessaire de clarifier cette question avant de lancer l'exposition. Toutes les parties devraient convenir de ce qu'il faut faire avec les panneaux une fois l'exposition terminée.

Conclusions

Transitions : de la dictature à la démocratie est une expérience fructueuse de travail coopératif dans le cadre d'un réseau. La dynamique avec laquelle il a été effectué est d'un intérêt particulier dans la manière de traiter avec des institutions très diverses, mais aussi unies dans un but commun de promouvoir les droits de l'homme aujourd'hui.

Les principaux éléments de cette dynamique sont :

- .. **L'existence d'un intérêt commun** : les sites membres du Réseau latino-américain ont exprimé leur intérêt en mettant en œuvre une activité qui permettrait d'établir un dialogue autour des histoires récentes de leurs pays. Un désir partagé est essentiel pour le développement d'un projet de coopération car l'amorce du projet dépend d'un accord initial d'engagement pour la tâche à venir, et une telle activité garantit une utilisation future du projet.
- .. **Le développement d'un objectif commun et d'un cadre clair** : le principe directeur du projet était simple, et il a été mis en route avec des recommandations réalisables et des attentes réalistes. Un cadre d'orientation permet à tous les sites de participer, de se sentir intégrés, et de réfléchir à un résultat positif né de leur travail quotidien.
- .. **Des espaces de discussion partagée** : la réunion régionale a fourni un important forum de discussion, et a souligné l'importance de travailler collectivement sur un projet partagé. Les participants ont bénéficié du fait de parler ouvertement de leurs différents points de vue sur le projet. Cette conversation a approfondi l'engagement réciproque des participants, et leur a permis d'aborder la question de la faisabilité du projet.
- .. **Délégation de certaines étapes** : une fois que les membres du réseau ont atteint un consensus de base et créé les critères généraux pour la production de l'exposition, il était essentiel pour les participants membres d'être en mesure de déléguer l'exécution finale de la logistique à un représentant.

Transitions : de la dictature à la démocratie démontre quelques leçons partagées sur l'Amérique latine. Parmi celles-ci, le fait que tous nos pays ont accordé une importance à la démocratie, à la paix et à la dignité dans la vie. Les périodes de graves violations des droits de l'homme ont cessé grâce à la lutte des militants, des organisations sociales, des partis politiques, et d'un très grand nombre de personnes, tous dédiés au bien-fondé des droits de l'homme. La lutte se poursuit aujourd'hui, cependant, sous la forme de demandes de fin de l'impunité des responsables sur base de pardons ou de privilèges. Dans certains pays, ces objectifs ont été atteints grâce à la politique publique.

Les Sites de conscience travaillent à l'obtention de la vérité, à l'exécution de la justice, à la reconnaissance des victimes et aux réparations sociales. Ils le font en créant des discussions qui relient le passé au présent. De cette manière, *Transitions* montre que les limites des transitions de systèmes répressifs d'Amérique latine vont au-delà des périodes de changement dans le système politique et comprennent une idée de démocratie substantive. *Transitions* ne sera achevé que lorsqu'il y aura une fin à l'impunité et quand la valorisation des droits de l'homme constituera la principale caractéristique de notre vie politique, sociale, et culturelle.

3.2

LE MÉMORIAL DE LA RÉSISTANCE DE SÃO PAULO : DES VOIES POUR CONSTRUIRE ET SOLIDIFIER LES SITES DE CONSCIENCE

Kátia Felipini Neves et Maurice Politi

Les sites de mémoire – même s'ils constituent des monuments documentés, ayant été témoins de violations des droits de l'homme – ne sont pas en mesure de communiquer par eux-mêmes. C'est à travers la muséalisation¹ qu'ils deviennent des agents de transformation sociale, car ils peuvent établir une relation dialogique avec des visiteurs qui correspondent à une variété de profils et viennent d'un large éventail de milieux. Pour cela, il est nécessaire d'avoir comme base d'action une perspective muséologique procédurale, renforcée par un travail collectif, pluridisciplinaire et interdisciplinaire, et d'avoir la participation des acteurs sociaux de la mise en œuvre au développement.

Le mémorial de la Résistance de São Paulo, un Site de conscience exemplaire, est une étude de cas illustrant une telle perspective muséologique ainsi que son processus, de son initiation jusqu'à son développement. Au cœur de cette étude de cas se trouvent certains documents fondamentaux d'orientation, l'histoire du bâtiment, ainsi que certaines questions conceptuelles, méthodologiques, et de gestion qui furent étroitement liées avec des choix, des décisions de hiérarchisation, et de nombreux défis tout au long du processus.

1 Muséalisation est une traduction directe de musealização en portugais. Cela signifie, approximativement, la pratique ou le concept de conserver et de transformer un cadre ou une structure pour montrer son importance, en développant un musée ou les éléments d'un musée. —Éd.



FAÇADE DE L'ANCIEN BÂTIMENT DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DE L'ORDRE POLITIQUE ET SOCIAL DE SÃO PAULO (DEOPS-SP). PHOTOGRAPHIE DE PABLO DI GIULIO, COLLECTION DU MÉMORIAL DE LA RÉSISTANCE DE SÃO PAULO, 2009

Le mémorial de la Résistance de São Paulo est une institution consacrée à la préservation de la mémoire de la résistance et des répressions politiques de la période républicaine du Brésil, de 1889 à nos jours. Le mémorial de la Résistance est situé dans une ancienne prison, dans un bâtiment qui appartenait au Département d'État de l'ordre politique et social de São Paulo (DEOPS-SP). Désormais devenu un Site de conscience situé dans l'ancien siège de l'un des régimes politiques les plus brutaux de la République du Brésil, il est né grâce à la volonté politique du gouvernement de l'État de São Paulo, à travers le secrétaire d'État à la Culture ; d'une demande des citoyens, en particulier du Forum permanent des ex-prisonniers politiques et persécutés de l'État de São Paulo (Forum des ex-prisonniers politiques) ; et d'un travail multidisciplinaire et multi-professionnel coordonné par la pinacothèque de l'État de São Paulo. En développant une relation unique, qui continue à évoluer, entre ces diverses entités, le mémorial de la Résistance s'est imposé comme une institution de plus en plus nécessaire à la connaissance critique de l'histoire récente du pays, engagée de surcroît dans le développement d'une culture des droits de l'homme.

Il s'agit du premier lieu de mémoire au Brésil à avoir été transformé en un Site de conscience, au cours d'une période durant laquelle le pays avait tout juste commencé à entendre les premiers bruissements de la justice transitionnelle et à parler de l'importance du droit à la mémoire, à la vérité, et à la justice.

En 2007, année où le projet de musée a été conçu, et pendant de nombreuses années après

l'inauguration du mémorial de la Résistance, les opinions sur la préservation ont été divisées, y compris parmi les acteurs sociaux eux-mêmes, pour savoir si le passé devait être oublié ou récupéré. De nombreux acteurs sociaux avaient peur de voir leurs noms associés à l'institution, et les médias en faisaient peu état.

Non pas que cela ait été entièrement surmonté, mais depuis un certain temps maintenant le mémorial de la Résistance est une source de fierté pour ceux qui ont combattu contre la dictature et pour ceux qui croient en la nécessité de promouvoir les valeurs de respect et de défense des droits de l'homme. C'est une ressource pour les éducateurs, pour qui le mémorial de la Résistance fournit une des rares possibilités d'enseigner le sujet de la dictature militaire à leurs étudiants. C'est également devenu pour les parents et les grands-parents un endroit où amener leurs enfants et petits-enfants, afin de leur en apprendre un peu plus sur leur histoire.

Comme sa nécessité est reconnue, le mémorial de la Résistance a servi d'incitation et de catalyseur pour la création d'institutions semblables dans de nombreux autres États du pays. Et donc, l'institution a cherché à coopérer de diverses manières à la création d'autres monuments et musées. Cette coopération est inspirée par la connaissance de l'existence d'une peur de parler du passé, ce qui rend la quête d'une société plus humaine, juste, et décente, rendue seulement possible lorsque de nombreuses institutions muséales abordent le sujet.

Succès et défis du mémorial de la Résistance

Le mémorial de la Résistance est un succès du fait d'avoir pris un engagement politique en élaborant une proposition de projet muséologique,² et d'avoir cherché à développer et à consolider six lignes d'action programmatique : un centre de référence, des lieux de mémoire, une collecte régulière de témoignages, une exposition, une action éducative, et une action culturelle. Son objectif comprend également la recherche et la communication, l'établissant comme un lieu de production de la connaissance et de démocratisation de l'information. Son public a augmenté chaque année. En 2013, il a accueilli environ soixante-treize mille visiteurs, dont environ trente pour cent l'ont été à travers des visites guidées éducatives.

La muséalisation, comme le suggère cette étude, permet à ces lieux de mémoire de devenir des agents de transformation sociale, car elle favorise, à travers la dynamique des actions, une relation dialogique avec les différentes communautés.

Le mémorial de la Résistance fait face à de nombreux défis. L'un d'eux est de partager le bâtiment avec un musée d'art, la Gare Pinacothèque, qui fait partie de la pinacothèque de l'État de São Paulo. Un autre défi tient dans le fait que l'espace disponible pour des expositions permanentes ou temporaires est somme toute limité, comme l'est le personnel ; davantage d'espace physique et d'employés sont nécessaires. En dépit de ces défis, et en raison du processus qui est en cours d'élaboration au mémorial de la Résistance, nous pensons que nous allons non seulement surmonter les défis actuels,

2 La proposition de projet muséologique — qui pourrait être appelée plus tard dans le processus le document de projet muséologique — est le premier document complet de la nouvelle institution. C'est un document scientifique et structuré qui justifiera la création et l'existence du musée.

mais aussi les nouveaux qui se poseront. C'est la dynamique des institutions muséologiques.

Le fait que les exemples de défis ci-dessus concernent spécifiquement le bâtiment lui-même reflète les façons complexes selon lesquelles un site physique peut façonner le processus de muséalisation. Pour comprendre ces défis et extrapoler à partir des concepts et des méthodologies à l'origine du mémorial de la Résistance, il est utile de comprendre l'histoire de l'édifice.

Brève histoire de l'édifice

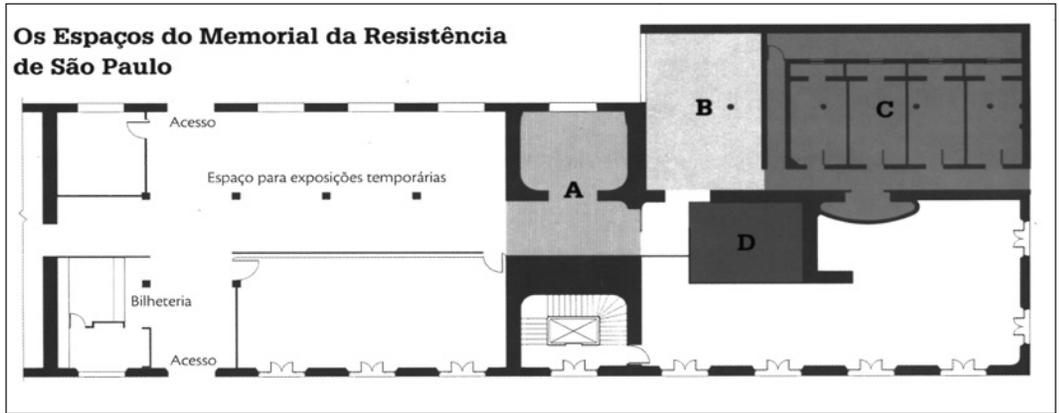
Le bâtiment dans lequel le mémorial de la Résistance et la Gare Pinacothèque sont situés fut le théâtre de nombreuses occupations. Construit en 1914 pour servir d'entrepôt et de bureaux à la compagnie ferroviaire Sorocabana, il a été occupé par le Département d'État de l'ordre politique et social de São Paulo (DEOPS-SP) de 1940 à 1983 lorsque qu'il a été mis fin à cette officine de répression. Il a encore abrité la Cité de la consommation jusqu'en 1997. Le bâtiment, qui était jusque-là sous l'administration de la secrétaire d'État à la Justice et à la Citoyenneté, a été transféré au secrétaire d'État à la Culture dans le but de créer un espace consacré à la culture. De nombreux types d'occupation ont été envisagés, comme une école de théâtre, une école de musique avec salle de concert, une bibliothèque ou encore un musée. La restauration de l'édifice a commencé en 1999 et a été conclue en 2002, avec l'inauguration d'un précédent projet appelé le mémorial de la Liberté (un projet à désignation symbolique dénué de processus de muséalisation) dans l'espace de la prison, et avec deux expositions au deuxième étage.

Cependant, avec cette réforme, de nombreux militants et anciens prisonniers politiques durent faire face à des réclamations car ces projets effaçaient non seulement la mémoire du lieu mais n'offraient en plus aucune possibilité d'inclure des informations sur l'histoire du bâtiment. Il n'y avait pas d'activités éducatives et culturelles prévues visant à explorer l'histoire de ce qui s'est passé dans ce lieu ou celle de la période répressive de la dictature. En outre, le mémorial de la Liberté n'a jamais tout à fait fonctionné comme il le devait car la nécessité de muséalisation et d'un travail de recherche n'étaient pas prévus à cette époque.

Comme il n'y avait pas eu d'occupation permanente de l'édifice, celui-ci a été transmis en 2004 à l'administration de la pinacothèque de l'État de São Paulo pour y installer une branche d'un musée d'art, la Gare Pinacothèque. Le mémorial de la Liberté a perduré sous la direction des Archives publiques de l'État jusqu'en 2007, lorsque l'administration du mémorial fut également transférée à la pinacothèque de l'État de São Paulo et qu'un nouveau chapitre dans l'histoire de ce lieu de mémoire débuta alors.

Réflexions conceptuelles et méthodologiques

- Pour qu'une institution de ce genre réussisse, il est nécessaire d'avoir une combinaison de trois facteurs principaux : une demande des acteurs sociaux, le soutien des organismes gouvernementaux, et une action muséologique déterminée. Ces trois facteurs ont été combinés pour former les premières étapes ayant mené à la création du mémorial de la Résistance. Dans ce cas, les trois facteurs étaient les suivants :



L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES D'EXPOSITION AU MÉMORIAL DA RESISTENCIA COMPREND UN ESPACE POUR LES EXPOSITIONS PERMANENTES AINSI QU'UN ESPACE POUR LES EXPOSITIONS TEMPORAIRES.

PHOTO : AVEC L'AIMABLE AUTORISATION DE : MÉMORIAL DE LA RÉSISTANCE DE SÃO PAULO.

- .. **Les acteurs sociaux** : les militants, anciens prisonniers politiques et des personnes autrefois persécutées ont exigé du gouvernement de l'État que le site dispose d'un nom plus approprié et que son potentiel éducatif et culturel soit plus exploré.
- .. **Soutien des organismes gouvernementaux** : le gouvernement de l'État de São Paulo a parrainé l'idée en la soutenant à la fois financièrement et sur le plan conceptuel.
- .. **L'action muséologique** : développer une proposition de projet muséologique signifiait réfléchir sur ce que cette nouvelle institution serait. Grâce à cette réflexion, il a été précisé que le projet muséologique ne devait pas être conçu par une seule personne mais par un groupe, et que le projet était davantage qu'une exposition permanente, qu'il s'agissait en fait d'une institution préoccupée par la production et la communication des connaissances.

Lorsque l'administration du mémorial de la Liberté a été transférée à la pinacothèque de l'État de São Paulo, le directeur de celle-ci à cette époque, Marcelo Araujo, a sollicité une équipe interdisciplinaire de consultants pour préparer un projet de musée. L'équipe était composée de la muséologue Maria Cristina Oliveira Bruno, du musée d'Archéologie et d'Ethnologie de l'université de São Paulo ; de l'historienne Maria Luiza Tucci Carneiro, de la faculté de Philosophie, de Lettres et de Sciences humaines de l'université de São Paulo ; et de l'éducatrice Gabriela Aidar, de la pinacothèque de l'État de São Paulo. Ils ont livré leurs propositions à travers le document, « Projet muséologique d'occupation, mémorial de la Liberté », en août de la même année. Ce document présentait un projet avec une nouvelle perspective muséologique. Le projet proposé suppose un engagement à clarifier ce qui est arrivé dans le bâtiment pendant son occupation par le DEOPS-SP et, surtout, à réfléchir aux problèmes contemporains de la société.

Quelle est la première étape pour concevoir une telle institution ?

Le développement d'une proposition de projet muséologique constitue la première étape. Mais quel est ce document et quelle est son importance ?

La proposition de projet muséologique est conçue à partir de diverses enquêtes et recherches sur des facteurs tels que l'histoire de la place de la mémoire, les environs, les possibilités et les types de collections (muséologique, archivistique, bibliographique, etc.), ainsi que le public potentiel. On doit se demander : Quelle est la fonction sociale de cette institution ? Quel est son sujet principal ? En d'autres termes, à partir de quelle idée devrait-elle fonctionner ? Quel est le public cible ? Quels programmes potentiels doit-elle développer ? Quelles activités devrait-elle créer ? De l'analyse des réponses à ces questions ainsi qu'à d'autres questions pertinentes, un *diagnostic³ muséologique* est ensuite effectué, qui servira de base pour la conception de la proposition de projet muséologique.

Ce document de diagnostic muséologique est donc de la plus haute importance car il est le résultat d'une réflexion collective, et devrait guider toutes les dynamiques futures de l'institution. Cependant, ce diagnostic n'est pas gravé dans le marbre, car la dynamique de l'institution et des examens systématiques peuvent montrer, plus tard, que certains programmes et activités ne fonctionnent pas ou ne sont pas aussi appropriés que ce qui avait été imaginé.

Dans le cas des établissements situés sur des lieux de mémoire, le concept central à partir duquel l'institution est créée, et que nous appelons concept fondateur, devrait refléter les problèmes ou le message que les organisateurs souhaitent communiquer, comme le devraient aussi l'exposition et les programmes permanents de l'institution. À titre d'exemple, dans les lieux où des violations des droits de l'homme ont eu lieu, l'objectif principal du musée pourrait être la répression et les méthodes de contrôle utilisées. Là où l'immigration est le thème principal du musée, l'exposition pourrait se concentrer sur les problèmes spécifiques endurés par les immigrés. Un musée pourrait se focaliser sur les pratiques d'intolérance ou de racisme, si tel est son thème principal. Par conséquent, des éléments spécifiques liés à l'histoire du lieu façonnent le sujet du thème central. C'est à partir de ces éléments que les programmes et projets seront conçus.

Dans le cas du mémorial de la Résistance, nous avons choisi la résistance comme concept fondateur. Il y a plusieurs raisons à cela. Nous croyons que la résistance est toujours nécessaire et, par conséquent, l'expérience de ceux qui ont vécu la période de la dictature devrait être un exemple de nos jours. Deuxièmement, nous avons voulu donner la parole aux protagonistes de cette histoire, en contraste avec l'histoire officielle enseignée dans les écoles.

Le Projet muséologique de l'occupation, au-delà de définir le concept fondateur, a indiqué quelques caractéristiques qui devraient être prioritaires. Les composantes prioritaires étaient claires en raison de facteurs tels que l'histoire du Département d'État de l'ordre politique et social de São Paulo

3 Diagnostic muséologique est une traduction directe du terme portugais *diagnóstico museológico*, qui est couramment utilisé dans le domaine de la muséologie au Brésil. Ce terme correspond à un processus de planification stratégique muséologique très analytique qui prend en compte les recherches, des informations pertinentes, les personnes impliquées dans le processus, les objectifs et les trajectoires, ainsi que les défis du musée. —Éd.

(DEOPS-SP), et la trajectoire d'occupation du bâtiment, y compris son statut actuel de Gare Pinacothèque. Le projet comprenait des composantes de recherche, de sauvegarde à travers la conservation et la documentation, et de communication à travers des expositions, des activités éducatives et une action culturelle.

Les programmes ont été organisé comme suit :

Centre de référence :

- Le centre de référence a étendu l'accès à l'information à travers un réseau approprié contenant des sources documentaires et bibliographiques, telles que des enquêtes systématiques dans les universités, ou des archives et des institutions similaires, dans le but d'établir un dialogue direct entre le centre de référence et celles-ci.

Lieux de mémoire :

- L'identification et l'inventaire des lieux de mémoire de la résistance et de la répression situés dans l'État de São Paulo a accru la portée de l'action de conservation du mémorial.

Collection régulière de témoignages :

- La collecte et l'enregistrement de témoignages d'anciens prisonniers politiques et des familles des morts et des disparus, ainsi que de citoyens qui étaient d'anciens employés de la DEOPS-SP, a servi à la création d'une base de données sur la DEOPS-SP, ainsi que pour l'utilisation par d'autres lieux de mémoire.

Expositions :

- Présenter une exposition permanente — dont les ressources doivent être systématiquement renouvelées, et dont le concept sert de base pour générer des expositions temporaires avec d'autres approches — a fourni de nouvelles perspectives sur les questions liées au thème central du mémorial.

Action éducative :

- L'action éducative implique de créer des dialogues entre l'exposition et le public, à commencer par le développement de processus de formation des éducateurs dispensant un enseignement à la fois formel et informel.
- Nous avons également organisé des visites guidées et produit du matériel pédagogique.

Action culturelle :

- L'action culturelle implique de promouvoir des manifestations pour mettre à jour les discussions sur les pratiques de contrôle et de répression, et les actions de groupes de résistance dans des régimes autoritaires et démocratiques, avec des approches multidisciplinaires pouvant renouveler l'interprétation du passé récent. Ces événements comprennent des séminaires académiques, des conférences, des sorties de films, des productions théâtrales, des festivals de cinéma, et autres.

Le projet comprenait une proposition d'exposition permanente dans la zone où les cellules de la prison étaient autrefois situées, bien que la proposition ait également décrit l'occupation d'autres

zones du bâtiment.

Comme on le voit dans le cas du mémorial de la Résistance, le document de projet muséologique est une condition *sine qua non*, car il sert de premier document d'orientation de l'institution. De là, les objectifs du musée et les objectifs stratégiques doivent être créés et contrôlés.

Les institutions, en raison d'une variété de facteurs, ont différents besoins en terme de temps pour se solidifier. Elles peuvent être renforcées par des programmes et projets qui démontrent sérieux et engagement, augmentant ainsi leur crédibilité dans la société.

Quelle méthodologie appliquer pour la création d'un lieu de mémoire ? Quelle est la méthodologie pour une exposition permanente ?

Un travail de conservation commune est nécessaire. Travailler sur la mémoire est si complexe qu'une ou deux personnes ne suffiraient pas pour développer une institution. Il est nécessaire d'avoir la participation des acteurs sociaux et des professionnels de diverses disciplines et spécialités. Ensemble, ils peuvent travailler de manière partagée et organisée, chacun étant en mesure d'apporter des connaissances et des compétences uniques.

La première étape dans la mise en œuvre de la proposition de projet muséologique pour le mémorial de la Résistance a été l'embauche de l'équipe de consultants qui ont préparé le document, ainsi que celle de trois autres techniciens : un muséologue, un éducateur diplômé en histoire, et un chercheur-historien. L'architecte et tout le personnel, y compris les peintres, électriciens, et le personnel administratif et financier, venaient de l'équipe de la pinacothèque de l'État de São Paulo. Le Forum des ex-prisonniers politiques fut engagé en mai 2008 pour développer des activités culturelles et soutenir les objectifs éducatifs. Alors que le travail était en cours, y compris des réunions régulières avec le personnel technique et les consultants, l'équipe a lancé la collecte de témoignages d'ex-prisonniers politiques. Ces témoignages ont été réellement nécessaires pour comprendre la résistance au jour le jour en prison et pour appréhender l'espace même de celle-ci. Parallèlement, l'équipe a inclus d'autres professionnels dans le processus, dont des fonctionnaires de la pinacothèque de l'État, spécialisés dans des domaines tels que l'expographie,⁴ l'assemblage, les travaux publics, la communication, l'accessibilité pour les membres du public ayant un handicap, et les activités éducatives. L'équipe a également fait appel à des sous-traitants spécialisés dans la conception audiovisuelle ou dans la réalisation du modèle.

Pour la collecte de témoignages, deux représentants du Forum des ex-prisonniers politiques, Ivan Seixas et Maurice Politi, ont été invités à participer au processus. Cela a été fait pour deux raisons

4 Le terme portugais *expografia* est traduit ici par *expographie* (ou *expographique* quand il s'agit d'un adjectif, issu de *expográfico / expográfica*). Cela signifie une approche réfléchie et globale de la conception d'expositions qui prend en compte tous les éléments, peu importe leur taille — tels que les objets présentés, le texte, les composants visuels, ou les personnes qui interagissent avec l'exposition — et la façon dont ces éléments se rapportent les uns aux autres de manière nuancée et subtile. Ce terme prend également en compte la manière d'envisager et de planifier la façon dont ces composants interconnectés vont façonner l'ambiance d'une pièce, et déterminer ce qui va être accroché, ce qu'il faut communiquer, et comment le faire d'une façon qui trouve un équilibre entre l'information et l'émotion. —Éd.

principales. La première était de veiller à ce que toute représentation se fasse à travers leur voix. La seconde était la nécessité de savoir ce qui s'était réellement passé dans ce lieu de mémoire.

Il y a eu quatre sessions de collecte de témoignages. Des militants de divers horizons y ont assisté. Ils sont venus de différentes organisations politiques, comme le Parti communiste du Brésil, l'Action de libération nationale, l'Action populaire, et d'autres. Ils représentaient également une variété de professions : étudiants, enseignants, travailleurs, artistes graphiques, et journalistes. Étaient présents : Ivan Seixas, Maurice Politi, Alípio Freire, Elza Lobo, Rose Nogueira, Raphael Martinelli, José Paiva, et Frei Betto. Ceux-ci étaient accompagnés par des représentants du Forum des ex-prisonniers politiques qui ont agi en médiateurs, et par l'équipe de réalisation.

La préparation intensive pour ces séances de collecte comprenait le développement d'un script en vue d'entretiens, et la localisation des documents et de l'iconographie qui optimiseraient ces entretiens et aideraient à activer les souvenirs des participants. Malgré tout ce que l'activation de souvenirs d'une période traumatisante relativement récente pourrait signifier, les interviews ont eu lieu dans un contexte d'enthousiasme, de joie, et d'espoir pour l'avenir. À partir de cette expérience, le projet initial a subi quelques changements, y compris l'ajout de nouvelles ressources expographiques⁵.

La participation des anciens prisonniers politiques était en fait beaucoup plus large dans la période précédant l'inauguration du mémorial de la Résistance, où nous pouvions compter sur des partenaires ayant travaillé dans plusieurs domaines d'activité avec le personnel, et coopéré avec sérieux pour résoudre de nombreux défis et développer les ressources. D'anciens prisonniers politiques ont aidé l'équipe de diverses façons, dont : la recreation de l'atmosphère de certaines anciennes cellules de la prison — ou encore l'enregistrement d'une bande-son pour celles-ci — en fournissant à l'équipe des documents et des photographies utilisées comme ressources expographiques ; la participation à des visites pédagogiques ; et la mise en œuvre d'activités culturelles telles que les Samedis résistants (Resistant Saturdays), un programme dont le but est d'inspirer des discussions sur les questions sociopolitiques du passé et du présent à travers différents formats, tels que des conférences, des séminaires, des lancements de livres, des films, ou des représentations théâtrales.

La paternité du projet a été partagée ; toutes les ressources expographiques dépendaient de la participation du personnel, que ce soit dans le concept, les défis, la solution proposée, ou sa mise en œuvre.

De nombreux défis existaient. Il y avait celui qui consistait à réinterpréter ce lieu de mémoire afin d'attirer des publics variés et de veiller à ce qu'ils veuillent revenir en famille ou avec leurs amis. Travailler dans un espace si petit, qui n'avait pas été construit pour les visites, comportait des contraintes comme en comportait la sélection de ce que nous voulions montrer et communiquer, ainsi que notre volonté de s'assurer que cette sélection serait présentée d'une manière qui allie information et émotion. Il y avait le défi d'exprimer le fait que les histoires racontées par les anciens prisonniers étaient un stimulant nécessaire pour la résistance, même aujourd'hui, et pas un obstacle. Tout aussi important était l'objectif de s'assurer que la résistance n'était plus une expérience infructueuse pour

5 Les ressources expographiques comprennent tous les outils utilisés pour améliorer la présentation d'une exposition. Les exemples incluent la projection vidéo, les expositions photographiques, les textes muraux ou les écrans interactifs.

ceux qui avaient résisté. Pour faire face aux défis, nous avons pensé, discuté, et mis en œuvre avec soin chaque élément avec le respect que de telles initiatives méritent.

Le rôle du projet muséologique et de la planification stratégique : qu'est-il attendu de l'institution à court, moyen et long terme ?

Les institutions muséologiques sont dynamiques. Bien que le projet muséologique soit le premier document d'orientation, et dirige donc les activités d'une institution, une kyrielle de variables et de facteurs pourraient détourner les institutions de leur cours. Ces facteurs peuvent inclure les dynamiques de l'institution en question, la compréhension parfois erronée des programmes, le manque de personnel, l'insuffisance de financement, le manque de compréhension ou d'appui des institutions de gestion, et l'intervention directe ou indirecte de l'organisme gouvernemental à l'intérieur duquel fonctionne l'institution.

En de rares occasions, les institutions sont inaugurées avec un organigramme et un budget annuel conformes à leur profil, à leurs besoins, ainsi qu'à tous leurs programmes déjà mis en œuvre. Le musée est un processus, et la conception muséologique en constitue juste le commencement, d'où l'importance de la planification stratégique et de ce que Maria Cristina Oliveira Bruno décrit comme le plan muséologique d'une institution :

« Les processus muséologiques développés dans les musées, monuments, centres de mémoire, et autres institutions similaires ont été solidifiés par un document d'orientation, récemment reconnu par la législation nationale comme le plan muséologique, qui est préparé à partir d'un lien entre le diagnostic institutionnel et la proposition de stratégies relatives à la consolidation des lignes programmatiques, selon les circonstances décrites par le modèle de gestion. D'une part, ce document vise à clarifier et à assurer la vocation institutionnelle en lien avec le caractère unique et le potentiel ; d'autre part, il sert à mettre en évidence les besoins de réalignements et d'actions stratégiques, avec l'intention de surmonter les problèmes identifiés. Avant tout, il est prévu que ce plan permette l'insertion qualifiée de l'institution muséale dans des scénarios de politiques patrimoniales et d'éducation. »⁶

Cela signifie qu'il est extrêmement important que l'institution soit en mesure d'évaluer si ce qui était initialement proposé est, en fait, adéquat, ou si celle-ci doit reconcevoir certains programmes ou projets. L'institution doit identifier les forces, les fragilités, les opportunités et les faiblesses qu'elle doit affronter ou dont elle doit profiter, ainsi qu'établir des priorités pour savoir ce qu'elle doit reporter. Étant donné le caractère dynamique des institutions, les exigences initiales peuvent prendre de nouveaux aspects durant le fonctionnement de celle-ci.

Dans le cas du mémorial de la Résistance, une fois que celui-ci a été mis en place et que les

6 Maria Cristina Oliveira Bruno, Plano Museológico do Memorial da Resistência de São Paulo, São Paulo: Associação Pinacoteca Arte e Cultura-APAC; Memorial da Resistência de São Paulo 2010. (citation traduite par nous)

éléments de communication tels que les expositions, les activités éducatives et culturelles étaient pleinement opérationnels, comme l'étaient certains éléments d'un projet de recherche initial, il était nécessaire d'établir un plan muséologique afin d'évaluer si ce qui était initialement envisagé pour la conception muséologique était adéquat. Ce processus a impliqué de penser l'institution dans le court, moyen et long terme, de sorte que, par une planification stratégique pour établir les priorités, l'institution puisse se solidifier.

À cette époque, il était particulièrement important de souligner les activités axées sur la communication afin d'assurer la sensibilisation du public du mémorial de la Résistance à une époque où tout ce qui concernait la dictature était encore traité avec une grande peur.

Le diagnostic muséologique est essentiel pour la préparation du projet muséologique. Dans le cas du mémorial de la Résistance, une des analyses a conclu que l'essence des hypothèses d'orientation dans la mise en œuvre du document de projet muséologique a été conservée dans le développement institutionnel post-inauguration. Plus précisément, cette essence comprenait la dynamique d'un travail collectif, multidisciplinaire et interdisciplinaire ; la participation du Centre pour la préservation de la mémoire politique dans de nombreux programmes ; la participation de groupes à travers des activités culturelles ; et le développement d'autres programmes. Comme le décrivent Marcelo Araujo et Maria Cristina Oliveira Bruno :

« Parmi les variables clés qui ont consolidé l'expérience de la conception et de la mise en œuvre de ce programme muséologique, les activités du Forum méritent une attention particulière car sa présence est perceptible depuis la décision politique déjà mentionnée ; il a ensuite traversé toutes les étapes de paramétrage expographique de nombreuses actions éducatives et culturelles ; et il est encore visible dans la dynamique de développement et l'expansion des lignes programmatiques muséologiques. Cette action transversale en relation avec ce projet, souvent verticale dans certaines activités, apporte à ce travail une occasion rare d'expérimentation muséologique, à savoir : vivre avec les protagonistes de leurs propres sphères de muséalisation. Cette expérience, en retour, a systématiquement montré l'importance du dialogue avec ceux qui ont construit la « mémoire de la résistance » de ce « territoire professionnel », et a mis en évidence le potentiel des activités muséologiques à transformer les relations, souvent douloureuses, de ces protagonistes avec leurs propres espaces de drames passés. »⁷

Comme le mémorial de la Résistance a subi un tel processus, le diagnostic muséologique a été fondé sur la documentation que le mémorial avait déjà produit, y compris les rapports, les plans de travail annuels, les projets et les publications. Il a également été basé sur l'observation de certaines activités éducatives et culturelles, y compris la participation de groupes dans des visites pédagogiques, des rencontres avec des éducateurs, des conférences, le projet des Samedis résistants, et des vernissages. Des réunions ont eu lieu entre les équipes de consultants et les équipes techniques et le conseil d'administration de la pinacothèque, ainsi que des consultations en ligne. Comme pour la

7 M. Marcelo Araujo et Maria Cristina Oliveira Bruno, coordonnateurs, Memorial da Resistência de São Paulo, São Paulo: Pinacoteca do Estado de São Paulo, Memorial da Resistência de São Paulo, 2009, 61. (citation traduite par nous)

proposition de projet muséologique, le plan muséologique doit être participatif.

Certaines analyses concernant le diagnostic et la proposition aideront à une compréhension plus globale du plan muséologique.

Le but de l'évaluation institutionnelle comprenait l'évaluation des problèmes et du potentiel de déploiement du programme muséologique⁸, ainsi que les impacts possibles, en particulier dans ce cas, par rapport à la pinacothèque de l'État de São Paulo et à la Gare Pinacothèque, car elles constituent des institutions séparées et distinctes. L'évaluation comprenait également la gestion de l'Association des arts et de la culture de la pinacothèque (APAC), une Organisation sociale de la culture⁹, dont les responsabilités comprenaient l'évaluation de l'insertion et de l'admission du mémorial de la Résistance dans le champ d'autres institutions et organes de conservation du patrimoine dans différentes sphères, et, notamment, si la conception et la mise en œuvre muséologique avaient conservé une pertinence dans le développement en rapport avec le concept fondateur.

Le diagnostic a déterminé que le concept muséologique fondateur était adéquat et approprié, « ce qui permet à l'institution de développer sa vocation et mettre en place un processus muséologique »¹⁰. Le diagnostic a également confirmé la pertinence des lignes d'action programmatique, la reconnaissance officielle de l'institution, l'existence de cadres juridiques, le développement de son propre personnel ainsi que le Conseil d'orientation culturelle¹¹, le soutien effectif de l'Organisation sociale pour la culture, et la participation du Forum des ex-prisonniers politiques.¹²

Pour s'assurer de l'exhaustivité du diagnostic muséologique, plusieurs niveaux de vérification ont été élaborés. Ceux-ci comprenaient la création d'un inventaire des caractéristiques du mémorial de la Résistance, l'élaboration d'un cadre de référence pour les forces et les faiblesses potentielles en relation avec les caractéristiques identifiées, l'évaluation du degré de développement des programmes, l'analyse de l'insertion du mémorial de la Résistance au sein de la pinacothèque d'État de São Paulo, et l'accroissement de l'analyse de documents pour lesquels le Conseil d'administration était responsable.

La conception du plan muséologique propose un lien entre les différentes phases du projet, reliant chacune à la vision stratégique. Ces éléments liés peuvent inclure des phases structurelles,

8 Les « programmes muséologiques » comprennent des documents résultant d'études spécifiques concernant les besoins institutionnels concrets de l'institution. Les programmes peuvent être à la fois techniques et pratiques, et peuvent aider à établir des priorités, contribuant ainsi à la planification stratégique de l'institution. Les programmes peuvent comprendre la recherche, l'exposition, le marketing et la communication, l'éducation, la planification architecturale, etc. Il peut aussi y avoir différentes sous-catégories de projets au sein de chacun de ces programmes.

9 Une Organisation sociale de la culture fait partie d'un certain nombre d'organisations officiellement désignées Organisations sociales (OS), qui sont des organisations civiles à but non-lucratif qui gèrent les institutions publiques. La plupart des musées et d'autres institutions liées au gouvernement de l'État sont administrées par une OS de ce type.

10 Bruno, *Plano Museológico*, 2010, 17-18. (citation traduite par nous)

11 Le Conseil d'orientation culturelle (COC) est un organisme du ministère de la Culture qui fournit consultation, suivi et évaluation des activités et des fonctions exercées par le mémorial de la Résistance de São Paulo, ainsi que des conseils et des suggestions. Il est composé de sept membres, mais des invités peuvent assister aux réunions.

12 Bruno, *Plano Museológico*, 2010, 17-18.

pour assurer l'équilibre entre les lignes de programmation. Ils peuvent aussi inclure des expériences pilotes, telles que le programme conjoint entre le mémorial de la Résistance, la Gare Pinacothèque et la pinacothèque de l'État, dans le but de se préparer à la coordination entre les phases du projet. Les examens systématiques font également partie de la conception du plan muséologique afin de vérifier l'efficacité des stratégies du plan.

La conception du mémorial de la Résistance a été organisée selon la structure suivante :

Première phase : mise en œuvre des lignes programmatiques du mémorial de la Résistance de São Paulo

Mise en œuvre des programmes axés sur les sites de mémoire, sur la collecte régulière de témoignages, et sur le développement du centre de référence. Ce choix a été fait à la lumière d'un écart qui était devenu évident. Plus précisément, étant donné que les lignes programmatiques qui sont axées sur la communication — expositions, éducation, et action culturelle — comprennent un certain nombre mais aussi une considérable variété d'activités, il était nécessaire de rechercher un certain équilibre entre ces programmes et les autres.

Deuxième phase : le renforcement du concept fondateur du mémorial de la Résistance de São Paulo

Cette phase a porté principalement sur la vérification et l'évaluation de la cohérence conceptuelle et de la pertinence des lignes stratégiques d'action programmatique proposées pour le développement de la mission institutionnelle. Cette évaluation a également indiqué la nécessité d'expansion du personnel professionnel, ainsi que l'examen systématique du profil et des opinions des visiteurs issus du grand public, ainsi que l'examen systématique des résultats des expériences pilotes. Avec les résultats de cette évaluation, « il est possible de soutenir que l'institution disposera des conditions pour consolider ses postulats ainsi que ses lignes programmatiques, et définir des axes potentiels pour son expansion »¹³.

Troisième phase : expansion institutionnelle du mémorial de la Résistance de São Paulo

Grâce à des études effectuées périodiquement par l'institution, et considérant que les postulats des précédentes étapes avaient été atteints, il était clair, de manière prospective, que le mémorial de la Résistance pourrait parvenir à l'autonomie institutionnelle. Comme l'a expliqué Cristina Bruno, l'autonomie du mémorial de la Résistance était évidente « car il fonctionne à partir de l'estimation d'une approche thématique extrêmement pertinente d'éducation à la citoyenneté ; il est situé dans un « site de mémoire » clé pour faire face à ses problèmes d'héritage politique ; et il a un programme muséologique adéquat en ce qui concerne les principales revendications de la muséologie contemporaine. »¹⁴

13 Bruno, *Plano Museológico* (citation est notre traduction), 2010, 55.

14 Bruno, *Plano Museológico* (citation est notre traduction), 2010, 58,134

Considérations pour la création ou la revitalisation des institutions de mémoire

Pour qu'un lieu puisse être considéré comme revitalisé, il y a bien plus à faire qu'une simple rénovation ou restauration et l'ouvrir aux visiteurs. Tout comme nous l'avons observé pour le mémorial de la Résistance, des institutions similaires en Amérique latine travaillant sur des perspectives d'avenir ont développé de nombreux projets et actions dans les domaines de la recherche, des expositions, des activités éducatives, et de l'action culturelle, en fonction de l'ampleur de chaque projet. Toutes ont agi principalement en collaboration avec des communautés d'intérêt.

Ainsi, pour la création ou la revitalisation des institutions, ce qui suit doit être envisagé :

1. Quelles sont les premières étapes dans la conception d'une institution ?

Créer le projet muséologique. Parmi les questions à poser :

- Pourquoi créer l'institution ? Quelle est la fonction de l'institution et du musée ou monument ? À quoi sera dédiée l'institution ?
- Pour quelle raison et pour qui l'institution est-elle créée ? Quels sont les publics potentiels qu'elle peut inclure plus activement ?
- Quel est le thème central (par exemple le concept fondateur) ? Que voulez-vous communiquer à travers ce thème ? Quels sont les principaux thèmes que l'enseignement abordera afin d'influencer un changement dans la réalité quotidienne ?
- Quels programmes et projets sont essentiels au développement de l'institution ?
- Quelle est l'histoire et l'importance du lieu et de ses environs ?
- Quels sont les liens au présent ? Quelle est son importance aujourd'hui ?
- Dans quelle mesure et comment l'institution se fera-t-elle agent de la transformation sociale ?

1.1 Quels éléments considérer pour la programmation ?

a. Expositions

- Quelles questions seront abordées dans l'exposition permanente ? Quelles approches thématique de l'exposition permanente pourraient également fonctionner dans des expositions temporaires ?
- Y a-t-il un espace disponible pour les expositions temporaires ? Pour combien d'expositions temporaires par an avons-nous les ressources ? Quels sont les objectifs des expositions temporaires ?

b. Activités culturelles

- Quelle est l'importance des activités culturelles ? Pour quels publics seront-elles ciblées ? Comment allons-nous impliquer différents types de publics ?
- Explorer les possibilités de partenariat avec des universités, des entités gouvernementales et des organisations non-gouvernementales afin d'organiser des séminaires

et d'autres types d'événements.

- “ Comment pouvons-nous transformer l'institution en un forum de discussion ? Comment pouvons-nous transformer le lieu de mémoire en un espace de représentation que différents groupes peuvent utiliser ?
- “ Il y a beaucoup de possibilités qui ne nécessitent pas toujours de ressources financières. Celles-ci peuvent inclure des séminaires académiques, des conférences comportant plusieurs thèmes, des films, des représentations théâtrales, des lancements de livres, etc.

c. Activités éducatives

- “ Quelles sont les cibles potentielles d'activités éducatives publiques ? Comprennent-elles le grand public ? Les étudiants — et, si oui, à quel niveau d'éducation ? Les éducateurs de l'enseignement supérieur ? Les ONG ?
- “ Quel serait l'âge cible pour les activités éducatives ?
- “ Comment pouvons-nous créer des scripts pour les visites éducatives dans les expositions permanentes ? Quelles feuilles de route seront créées, en tenant compte des facteurs tels que l'âge, ou de considérations telles que le fait d'atteindre le grand public ou des groupes scolaires en fonction du niveau scolaire (primaire, secondaire et universitaire) ?
- “ Comment élargir les activités de l'institution avec l'utilisation de répliqueurs clés ou d'éducateurs, tels que des professeurs ou des employés d'ONG qui reçoivent une formation spécifique sur un thème spécifique (par exemple, les droits de l'homme) dans le but d'amener le sujet à d'autres ? Ceci peut être notamment réalisé par le biais d'éducateurs venus de contextes éducatifs formels et non-formels, en proposant des formations, en organisant des conférences thématiques, ou en créant un club d'éducateurs.
- “ Comment allons-nous impliquer les enfants de moins de dix ans ? Comment allons-nous créer des jeux éducatifs et des possibilités de narration ?

d. Recherche

- “ Quels sont les domaines de la recherche qui sont importants pour l'étude et le développement systématique de l'institution ? Y a-t-il des questions liées au concept fondateur qui pourraient être privilégiées ?
- “ Quelles sont les possibilités de coordination avec les universités et d'autres organisations ?

e. Préserver la documentation et la conservation

- “ Quels types de collections l'institution a ou aura, telles qu'un musée, des archives ou des collections bibliographiques ? Quels sont les critères utilisés par l'institution pour le processus d'acquisition ? Comment allons-nous concevoir une politique de

collections ?

- .. Quels espaces sont nécessaires pour le traitement et la conservation des collections ? Comment allons-nous documenter et garder les collections ? Quels types de professionnels ou de spécialités sont nécessaires ?

f. Gestion

- .. Comment sera structurée la gestion ? Qui est le sponsor principal ? Comment pouvons-nous impliquer d'autres sponsors et créer des partenariats ?
- .. Quel est l'idéal pour chacun des départements ? Qu'est-ce qui est possible maintenant et qu'est-ce qui le sera peut-être à l'avenir ?

2. Quelle méthodologie sera utilisée ? Quelles sont les obligations pour la mise en œuvre de l'institution ?

- .. Qui sont les professionnels clés pouvant contribuer à la mise en œuvre des programmes et de l'exposition permanente ?
- .. Que peut-on faire pour créer un environnement participatif dans lequel tout le monde a la liberté et la confiance pour exprimer ses idées ?
- .. Comment pouvons-nous rassembler et impliquer les acteurs sociaux dès le début du processus ? Comment leurs souvenirs et leurs connaissances peuvent aider à développer le contenu du script de l'exposition ?
- .. Quelles techniques et méthodes seront utilisées pour la sélection et l'organisation des idées et de la recherche afin de bâtir le discours descriptif ?
- .. Il est possible de développer des activités éducatives et culturelles durant le processus de déploiement de l'institution. Dans quelle mesure cela peut-il apporter de la visibilité à la nouvelle institution ?

3. Le rôle du plan muséologique et de la planification stratégique

- .. Que souhaiter ou attendre de l'institution à court, moyen et long terme ? Comment saurons-nous si l'institution a été couronnée de succès et / ou est restée cohérente avec sa mission et ses objectifs initiaux ? Y a-t-il des inadéquations ?
- .. L'institution a-t-elle les moyens d'engager un expert pour préparer le projet, ou bien l'équipe doit-elle le faire ? Comment seront menés la recherche, l'analyse et le diagnostic de l'institution ?
- .. Qu'est-ce qui a changé dans le contexte social, politique, économique, et culturel depuis l'ouverture de l'institution ? Y a-t-il de nouveaux besoins engendrés par ces changements ou par la dynamique de l'institution ?
- .. Sommes-nous satisfaits du profil du public fréquentant le musée, ou identifions-nous des absences qui doivent être étudiées et auxquelles il faut remédier ?
- .. Comment allons-nous faire participer le personnel à l'élaboration du projet muséologique ? Qu'est-ce qui devrait être fait pour en faire un processus participatif ?

- .. De même, comment pouvons-nous impliquer le personnel dans la préparation des plans stratégiques ?
- .. Quelles sont les priorités à court, moyen et long terme en ce qui concerne la planification stratégique ?
- .. Comment pouvons-nous agrandir l'équipe, potentiellement à travers un processus d'embauche efficace, du personnel temporaire, des stagiaires ou des bénévoles ?

Conclusion

Les lieux de mémoire liés à des questions politiques doivent être traités dans une perspective muséologique procédurale afin qu'ils puissent remplir une fonction sociale contemporaine. Par conséquent, il est essentiel de s'engager politiquement en édifiant des institutions avec les acteurs sociaux, et de travailler avec des professionnels de différentes disciplines et spécialités.

En réfléchissant au processus développé au mémorial de la Résistance de São Paulo, ainsi qu'à des analyses d'institutions similaires, nous constatons que ce processus, dans un lieu de mémoire, établit le type de relation dialogique avec le visiteur nécessaire pour générer des actions transformatrices ; une relation qui devrait être au cœur de toute action muséologique.

3.3

VISITES GUIDÉES INTERACTIVES À LA CASA MEMORIA JOSÉ DOMINGO CAÑAS 1367

Zachary McKiernan et Bix Gabriel

Alors qu'il est difficile d'imaginer une maison modeste dans un quartier de classe moyenne transformée en un centre de torture et de détention, il est tout aussi étonnant de voir les activistes du quartier perpétuer la mémoire de cette maison après que celle-ci ait été entièrement démolie. Voici l'histoire de la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367.

Le 11 septembre 1973, lorsqu'un coup d'État militaire renversait le gouvernement démocratique de Salvador Allende au Chili, cette maison discrète située au n° 1367, rue José Domingo Cañas dans le quartier de Ñuñoa à Santiago, était la propriété d'un ressortissant brésilien. Aux lendemains du coup d'État, l'ambassade panaméenne qui avait rapidement besoin d'espace pour abriter les réfugiés politiques utilisa la maison en tant que refuge. Cependant, les forces civiles et militaires s'approprièrent la maison et la transformèrent en un centre de détention et de torture clandestin temporaire de 1974 à 1975. La redoutable Direction nationale du renseignement du Chili (la DINA) la baptisa « Ollague Prison » et y emprisonna les militants du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), un parti politique armé fondé par des étudiants en 1965, qui prêchait la doctrine marxiste-léniniste auprès des travailleurs avant le coup d'État. En 1977, la maison José Domingo Cañas 1367, ou l'Ollague Prison, fut occupée par l'organisation qui succéda à la DINA, le Centre national du renseignement (la CNI), et ce jusqu'en 1987. Pendant ses opérations en tant que centre de torture clandestin au milieu des années soixante-dix, cinquante-trois prisonniers disparurent sans laisser de traces et, encore aujourd'hui, on ignore toujours où ils se trouvent.

Après le retour du Chili à la démocratie en 1990, la maison tomba en désuétude. En 1999, dans le cadre de la politique de mémoire qui marqua le début du retour à la démocratie, les activistes du quartier entreprirent des démarches pour récupérer la maison et la transformer en un site de mémoire. Mais le

propriétaire d'alors, un grand fabricant de jouets, démolit la maison en tentant d'effacer le passé, une volonté qui se refléta dans les actions de nombreux sympathisants du régime Pinochet. Mais les activistes ne lâchèrent pas l'affaire. En 2002, l'ancien propriétaire céda le lot où se trouvait autrefois la maison à l'État, et celle-ci fut transférée aux activistes du quartier en tant que monument historique national. Depuis lors, la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367 a été transformée en un espace de rencontre public qui réunit à la fois un moment et un mouvement historiques, culturels, sociaux et politiques. Au centre de cet espace figure la Casa Memoria ou la « maison de la mémoire » construite sur le site après la destruction de la maison originelle.

La mission du site historique inauguré en 2010 sous le nom de Casa Memoria José Domingo Cañas 1367, est de mettre en évidence la mémoire des violations des droits de l'homme pendant la dictature et de soutenir aujourd'hui des luttes plus vastes en matière de droits de l'homme. Comme dans de nombreuses sociétés, de nombreux défis contemporains sur le plan économique, politique et social au Chili découlent de sa dictature passée. Récemment, le pays a connu une répression policière renforcée, une intensification de la violence et de la polarisation politique ainsi que de nombreuses arrestations arbitraires, en particulier chez les étudiants et les indigènes mapuches¹. Les militants qui gèrent la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367 font le lien entre les politiques de répression et de torture pendant la dictature et les tactiques aujourd'hui employées par la police et l'armée. Ainsi, en plus d'enquêter sur le cas des personnes persécutées dans l'Ollague Prison et d'interpréter et de dénoncer les violations commises pendant la dictature, le personnel de Casa Memoria José Domingo Cañas 1367 entretient une culture de mémoire autour des violations commises aujourd'hui. À l'intérieur comme à l'extérieur du site, les activistes œuvrent pour inverser la poursuite des politiques dictatoriales dans la société démocratique d'aujourd'hui par la documentation, l'enregistrement, la mise en exergue et la dénonciation des violations et répressions policières tout en partageant des informations à ce sujet. Pour aider à disséminer ces informations et mettre en évidence le lien entre les politiques actuelles et passées de l'État qui portent atteinte aux droits humains et civils, la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367 met en œuvre des visites guidées interactives sur le site de l'ancien centre de torture clandestin. Les animateurs de la visite intègrent le récit historique de la maison au récit national de la dictature, utilisent la puissance du lieu pour dégager délibérément des connaissances historiques et des liens affectifs, et encouragent les interprétations, les opinions et les idées des visiteurs dans un effort visant à élucider les violations des droits de l'homme passées à l'aide de questions actuelles sur les droits de l'homme. La visite guidée interactive est une expérience partagée où des activistes qualifiés et différents publics se réunissent autour d'une conversation pour se connecter à l'histoire, à une préoccupation contemporaine et pour tisser des liens entre eux.

1 « Comisión de Observadores de Derechos Humanos de la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367 », site Web de Observadores de Derechos Humanos, consulté le 19 septembre 2014, <http://www.observadoresddhh.org> et « An urgent call to action in Aysén, Chile: Casa Memoria José Domingo Cañas 1367 », site Web de Public History Commons, 14 mars 2012, consulté le 19 septembre 2014, <http://publichistorycommons.org/an-urgent-call-to-action-in-aysen-chile-casa-memo-ria-jose-domingo-canas-1367/>.

Visites guidées interactives à la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367

Les développeurs de sites historiques à travers le monde reconnaissent le pouvoir inhérent du lieu : le pouvoir de susciter des émotions ainsi que des réflexions sur ce qui s'est passé sur ces sites. Les Sites de conscience cherchent activement à transformer la question « Que s'est-il passé ici ? » en « Que puis-je faire aujourd'hui pour que ce qui s'est passé ici ne se reproduise plus ? ». Plutôt que de fournir des réponses toutes faites aux questions concernant les événements passés et actuels, de nombreux Sites de conscience préfèrent inviter les visiteurs à trouver eux-mêmes des réponses aux questions et à faire le lien entre le passé et le présent par eux-mêmes. Mais cette quête de sens et le processus de relier le passé au présent ne sont pas laissés au rôle du hasard. Cette approche délibérée cherchant à provoquer la réflexion, les interrogations et les actions est une caractéristique propre aux Sites de conscience. Une méthode que les Sites de conscience utilisent pour favoriser un tel engagement de la part des visiteurs est la visite guidée interactive.

Des visites guidées sont habituellement organisées dans les musées, les lieux historiques, les expositions et les monuments commémoratifs. Les visites guidées interactives, telles que celles proposées par le Site de conscience de la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367 à Santiago, invitent les visiteurs à interpréter l'histoire du lieu ; à partager leurs opinions, leurs idées et leurs expériences ; et à s'engager avec le récit et lui donner du sens, à la fois individuellement et collectivement. En bref, ces visites invitent les visiteurs à l'interaction.

En 2012, dans le cadre d'un programme éducatif à l'intention des étudiants universitaires, la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367 a lancé la visite guidée interactive intitulée « *Memories of Political Repression in Chile: Human Rights Across the Disciplines* » (Souvenirs de la répression politique au Chili : les droits de l'homme à travers les disciplines). Ce programme examine l'histoire de la répression politique au Chili et aide les étudiants issus de différentes disciplines universitaires à explorer un large éventail de questions contemporaines sur les droits de l'homme, dépassant le cadre des violations commises sous le régime de Pinochet. La visite avait été créée pour aider les étudiants à comprendre l'impact des violations des droits de l'homme en préparation à des ateliers plus longs qui abordaient différents aspects de l'étude des droits de l'homme. Le personnel de la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367 a trouvé que la visite interactive avec les étudiants permettait d'étudier le site de façon plus approfondie, d'explorer l'histoire du site sous des angles différents et d'amorcer un dialogue sur l'héritage contemporain laissé par l'histoire du site. Le personnel a alors décidé d'élargir le cadre de la visite pour inclure tous les visiteurs.

Les animateurs de cette visite interactive de quarante minutes s'arrêtent à six espaces dans l'enceinte physique (et presque vide) du site pour raconter l'histoire de cet ancien centre de torture. Dans le premier espace, par exemple, les animateurs se présentent, décrivent le contexte du site et interprètent les fresques peintes sur les murs. Un autre espace honore cinquante-trois des victimes de l'Ollague Prison portées disparues par l'inscription de leur nom sur des planches commémoratives. Les activistes ont tenu à inscrire les noms sur des planches (plutôt que sur une plaque ou sur un mur), car les survivants de la prison ont relaté que lorsqu'on les déplaçait vers une autre partie du centre de détention après leur avoir bandé les yeux, ils pouvaient voir le plancher lorsqu'ils regardaient en bas. Les animateurs de la

visite ont également utilisé des matériels tels que les histoires personnelles des prisonniers, des photos et d'autres ressources de la bibliothèque de la Casa Memoria pour raconter ce qui s'est passé sur le site. Bien que l'objectif général de cette stratégie soit de faire connaître l'histoire de la maison ainsi que les différentes formes de répression exercées par l'État, cette stratégie cherche aussi à faire participer les personnes dans des conversations sur la signification de cette histoire, afin que les visiteurs puissent faire le lien entre les questions actuelles et passées relatives aux droits de l'homme. Ainsi, la visite couvre de manière détaillée un éventail d'histoires, place le site dans le cadre plus large du terrorisme d'État et pose des questions ouvertes aux visiteurs pendant toute la durée de l'activité. L'animateur invite également les visiteurs à poser des questions, ce qui leur permet de partager, à leur tour, leurs expériences et leurs opinions. En guise de conclusion, l'animateur décrit le rôle actif que joue la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367 dans les luttes actuelles et invite les visiteurs à réfléchir aux relations personnelles qu'ils entretiennent avec ces luttes.

La visite guidée interactive de la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367 diffère des visites traditionnelles organisées par les musées et les sites historiques sur au moins trois points. Premièrement, ces visites cherchent à favoriser le dialogue sur un contenu et un contexte historiques sensibles, qui restent contestés jusqu'aujourd'hui², plutôt que de présenter uniquement un récit sur le passé et son héritage. Le fait de parler ouvertement de la torture et des actes de terreur parrainés par l'État demande une grande sensibilité, surtout dans une société où le silence concernant les abus passés a longtemps été attendu et imposé. Cette expérience peut être émotionnelle et difficile, mais également très gratifiante pour les visiteurs et aussi les animateurs. Deuxièmement, les animateurs prennent en compte les données démographiques du public ainsi que les motivations qui poussent les personnes à se rendre sur le site. Ensuite, ils adaptent la visite pour couvrir les aspects plus à même de créer un dialogue avec et entre les différents groupes de visiteurs. Par exemple, les visites avec des étudiants universitaires abordent les aspects liés aux abus des droits de l'homme sous divers angles, tandis que les visites avec des personnes qui pourraient avoir perdu des proches pendant la dictature se centrent sur leurs souvenirs de l'époque et des êtres chers qu'ils ont perdus. Enfin, les visites ne sont pas didactiques, mais sont, au contraire, conçues pour offrir un espace qui favorise le partage et les interrogations. Bien que l'animateur connaisse à fond le site, il ne détient pas le monopole du savoir. Au contraire, les animateurs sont désireux d'apprendre de l'expérience des visiteurs et de leurs connaissances du site, car les documents officiels ont été détruits ou cachés. À travers des conversations avec les visiteurs, le personnel de la Casa Memoria enrichit le récit historique du site. Dans certains cas, l'histoire de la maison spécifiquement en tant que centre de torture – et de manière plus générale le contexte du quartier – provient des personnes qui vivaient dans les environs pendant la dictature.

2 Pas plus tard qu'en septembre 2013, à l'occasion du quarantième anniversaire du coup d'État qui a renversé Salvador Allende, la diffusion d'émissions de télévision sur cet événement, telles que l'émission « Chili, les images interdites », a suscité une controverse avec le dépôt de plus d'une centaine de plaintes pendant les deux premières semaines de la diffusion, soutenant que les représentations de l'histoire étaient biaisées. Javiera Muñoz, « Hundreds of Chileans File Complaints Against TV Show on Pinochet Dictatorship », Global Voices, traduction anglaise publiée le 10 septembre 2010, consultée le 19 septembre 2014 et retraduite par nous, <http://globalvoicesonline.org/2013/09/10/hundreds-of-complaints-filed-against-tv-show-about-pinochet-dictatorship/>

Les visites guidées interactives comme outil méthodologique

La principale caractéristique des visites guidées interactives est l'interactivité qui s'établit à divers niveaux : entre l'animateur et les visiteurs, entre les visiteurs et l'histoire du lieu, et entre les visiteurs eux-mêmes. L'interactivité entre les visiteurs et le narrateur ou l'animateur du site permet d'affiner et de réviser le récit « officiel » de l'histoire du site, car les visiteurs ont la possibilité de poser des questions et celles-ci peuvent soulever d'autres perspectives sur l'histoire du lieu, ou sur les questions actuelles. De plus, si l'on incite les visiteurs à participer au partage de l'interprétation de l'histoire du site, la distance entre le visiteur et l'autorité de l'animateur peut diminuer, ce qui permet souvent aux visiteurs de tisser des liens plus solides avec l'histoire et de mieux s'approprier celle-ci. Dans un sens, en invitant les gens à s'engager avec l'histoire du site à l'aide de moyens interactifs, la visite guidée se transforme en un voyage partagé à travers le temps, comme lorsqu'ils s'attardent devant divers artefacts, s'arrêtent pour étudier des photos historiques et marchent sur les traces de leurs prédécesseurs pour « vivre » les histoires du passé.

Une visite guidée interactive peut également renforcer les liens intellectuels et émotionnels. Les visiteurs ont alors une meilleure connaissance et compréhension du passé, des événements sociaux et des processus politiques spéciaux, des dates et des faits, et plus encore. Lorsque ces liens intellectuels sont mis en contexte avec des histoires personnelles et sont partagés sur le site qui a été le théâtre de ces événements, ceux-ci peuvent donner lieu à des liens affectifs. Par exemple, lorsque les visiteurs regardent un cadre de lit en métal, cela se fait-il en vase clos ? Ou imaginent-ils le jeune idéaliste qui a été torturé alors qu'il était attaché au lit ? Les visiteurs parcourent-ils des salles vides ? Ou sont-ils en train de penser aux personnes qui ont utilisé cet espace lorsqu'ils fuyaient un régime autoritaire ? Que ressentira le visiteur ? Comment l'histoire suscite-t-elle l'empathie, la compassion, la peur, la frustration et d'autres émotions ? Les expériences intellectuelles et émotionnelles permettent au visiteur d'établir un lien personnel avec le site et l'histoire du site, et de déterminer comment et pourquoi c'est important pour cette personne aujourd'hui.

Une visite interactive favorise également l'interaction entre les visiteurs. Ces interactions découlent du lien personnel qu'entretient chaque visiteur avec l'histoire du site et ses expériences passées ou actuelles. Ces interactions permettent des points de vue multiples, y compris des opinions divergentes. Un animateur habile peut aider à orienter ces conversations pour qu'elles soient fructueuses, ce qui aboutira peut-être au final à une compréhension à la fois personnelle et collective des histoires d'un site.

Les éléments de base des visites guidées interactives

La présente section retrace la structure de base et le contenu des visites guidées interactives. Les composants peuvent être modifiés pour s'adapter aux contingences propres au site ; élargis pour s'intégrer dans un programme ou une activité plus large ; ou utilisés comme un modèle général.

Le « Qui » : Qui participe aux visites guidées interactives ? Combien de participants une visite comporte-t-elle ? Qui sont les personnes pouvant y participer ?

•• **Les animateurs : orientation et interprétation**

- Les animateurs dirigent les visites sur le site en orientant et en interprétant. Les animateurs peuvent être les employés du site ou des bénévoles qui ont reçu une formation sur l'animation et l'interprétation. Dans certains cas, les animateurs peuvent être des personnes qui ont connu personnellement le site ou son histoire. L'animateur sera chargé de présenter le récit et d'interpréter les ressources. Il doit aussi poser des questions et promouvoir la participation pour encourager l'interactivité chez les visiteurs. Cette personne doit impérativement évaluer et cerner le groupe, et laisser aux visiteurs le temps de réfléchir à leur expérience.

•• **Les visiteurs : les participants du public**

- Des individus de tout horizon s'intéressent aux sites historiques pour diverses raisons. Ces sites doivent s'attendre à accueillir des gens issus de milieux divers : des jeunes et des personnes âgées, des étudiants et des professionnels, des personnes qui vivent en ville ou dans des milieux ruraux et des individus de diverses couches sociales avec des allégeances politiques diverses. Les visites guidées interactives peuvent être adaptées et circonscrites à des publics particuliers, tels que des étudiants. Certaines visites peuvent comprendre uniquement quelques personnes, tandis que d'autres peuvent comporter des groupes plus importants. Il est essentiel de tenir compte de la diversité des visiteurs et de faire preuve de souplesse.

ç **À la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367**

- La visite guidée interactive a été à la base à l'intention d'un public spécifique ; des étudiants travaillant sur divers thèmes en matière de droits de l'homme. Ensuite, les animateurs du site ont élargi le public pour inclure les membres du grand public, des personnes habitant dans le quartier de la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367 aux visiteurs venus de l'étranger.

Le « Quoi » : Que s'est-il passé ici ? Quelle histoire le site racontera-t-il ? Et quelles questions actuelles ou passées évoque-t-elle ? Y a-t-il un script à suivre ? Quelles ressources peuvent être utilisées ?

•• **Le script : les histoires et les espaces**

- En général, lors d'une visite guidée, le narrateur raconte l'histoire du site à travers une série d'anecdotes liées à un thème commun et parfois à une question contemporaine. L'établissement du récit ou du « script » constitue la première étape dans la planification du programme. Inspiré par le site lui-même ou par des événements qui se sont produits à des endroits spécifiques sur le site, le script doit suivre une séquence qui permettra au visiteur de parcourir tout le site tout en s'arrêtant à des endroits prédéterminés où il découvrira des histoires importantes. Ces points d'arrêt peuvent être considérés comme des « espaces » narratifs et doivent idéalement être dispersés dans tout le site pour nuancer le flot narratif.



UNE VISITE INTERACTIVE GUIDÉE À LA CASA MEMORIA JOSÉ DOMINGO CAÑAS 1367. PHOTO FOURNIE PAR LA COALITION INTERNATIONALE DES SITES DE CONSCIENCE.

• Les ressources historiques

- Les ressources sont principalement les objets physiques – les photographies, les artefacts, les aides visuelles – qui améliorent le script et favoriseront les moments interactifs. Dans de nombreux cas, certains aspects du site physique lui-même, comme un morceau de fil de fer barbelé ou la grille partielle d'une fenêtre, peuvent être des ressources qui incitent à la réflexion et donnent lieu à des instants d'interaction. Ces moments aident l'animateur à raconter l'histoire et permettent en même temps au visiteur de voir, d'entendre, de toucher ou d'écouter les preuves historiques.

ç À la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367

- Le récit de la visite interactive s'articule autour de six espaces distincts et chaque espace présente des preuves et des souvenirs personnels de l'histoire du site. Au premier espace, par exemple, les fresques politiques récemment peintes sur les murs rappellent les visiteurs de la participation des États-Unis dans le coup d'État ainsi que les partis politiques qui ont été réprimés pendant la dictature. Un autre espace rend hommage aux victimes de l'Ollague Prison, tandis que le dernier espace, la Casa Memoria, représente le travail qui a été effectué sur le site ainsi que le travail qui reste à accomplir.

Le « Comment » : Comment l'interaction s'effectuera-t-elle ? Quels types d'interaction sont recherchés ? Comment peut-on susciter ces types d'interaction ?

Ce sont des questions fondamentales que les concepteurs de visites guidées interactives doivent examiner et planifier avec soin. L'interaction commence dès qu'un visiteur arrive sur le site et examine le milieu. Cette interaction se poursuit lorsque l'animateur, le guide-interprète ou le représentant du site accueille le visiteur. Il est conseillé d'établir un dialogue dès le début à l'aide de présentations et de techniques d'amorce simples.

Tandis que la visite se poursuit, les animateurs devraient encourager des types plus critiques d'interaction, en guidant le visiteur dans sa réflexion sur l'implication de l'histoire du site. Une certaine sensibilité est requise pour pouvoir se mettre à la place du public et de ce qu'il ressent, mais l'interactivité devrait aider pour approfondir la compréhension de l'histoire du site et de ses plus vastes implications. Avoir du temps pour faire participer les visiteurs ainsi que pour leurs questions à tous les niveaux de la visite est crucial, étant donné que cela promeut une expérience collaborative ou partagée. Voici quelques mécanismes utiles afin d'encourager l'interactivité :

- .. Poser des questions au visiteur
- .. Inviter les visiteurs à partager et à comparer leurs expériences
- .. Demander aux visiteurs d'imaginer la fin d'histoires incomplètes
- .. Mettre à disposition une photographie ou un objet provoquant l'interprétation
- .. Engager les sens à l'aide de sources audiovisuelles
- .. Poser des questions amenant à réfléchir sur ce que les visiteurs ont appris et senti
- .. Inviter les visiteurs à partager leurs points de vue à l'aide de sujets de discussion ou de scénarios

ç À la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367

- .. Les animateurs encouragent en permanence l'interaction en posant des questions aux visiteurs. Les animateurs donnent aux visiteurs l'occasion de s'exprimer et de réfléchir à chaque point d'arrêt. Ils remettent également en question les connaissances des visiteurs sur le site tout en transmettant de nouvelles connaissances. « Pourquoi selon vous, cela est-il important ? » et « Qu'en pensez-vous ? » sont des questions qu'ils utilisent souvent pour engager la conversation avec les visiteurs.

Le « Quand » : Quand les visites guidées sont-elles proposées ? Quels sont les meilleurs moments pour offrir des visites interactives ? Peuvent-elles être mises en œuvre avec d'autres programmes et activités ?

.. Les visites générales :

- .. Dans l'idéal, les visites guidées doivent être effectuées régulièrement. Un calendrier planifié peut afficher des itinéraires quotidiens. La fréquence des visites planifiées reflétera les effectifs du site ainsi que la disponibilité d'animateurs compétents, mais des visites imprévisibles

peuvent convenir aux visiteurs spontanés. Le fait d'avoir un personnel qualifié et disponible en permanence pour animer les visites, qu'elles soient planifiées ou imprévisibles, constitue un atout. Cela peut toutefois s'avérer impossible en raison de contraintes en matière d'effectifs. Dans de tels cas, l'établissement d'une visite guidée planifiée pendant certains jours ou à des moments précis permet aux visiteurs de planifier leur visite. La planification des visites présente aussi un autre avantage : les visiteurs qui choisissent de participer à une visite guidée interactive pourraient se montrer plus enclins à s'engager dans une conversation que d'autres visiteurs qui préfèrent explorer le site en silence.

•• **Les visites spéciales :**

- Les visites guidées interactives peuvent compléter les autres activités sur le site. Si les visiteurs utilisent le site dans le cadre d'un spectacle culturel ou autre, il serait alors avantageux d'organiser une visite afin de leur permettre de mieux comprendre le contexte historique. Un événement commémoratif est également une excellente occasion pour proposer des visites guidées. Le fait d'inscrire explicitement une visite guidée dans un programme ou une activité sur un site plus vaste augmente à la fois l'efficacité du programme et de la visite.

ç **À la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367**

- Le personnel propose des visites guidées dans des contextes variés. Le site suit des horaires quotidiens où les visiteurs sont invités à explorer le site. De plus, comme dans le cadre du programme éducatif à l'intention des étudiants universitaires, les visites guidées sont utilisées pour susciter la participation des visiteurs et les préparer pour les ateliers ultérieurs. Enfin, lorsque les membres du personnel sont disponibles, la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367 propose des visites imprévisibles aux visiteurs qui se rendent sur le site en dehors des heures de visite prévues ou des activités planifiées.

Le « Où » : Où doivent aller les visiteurs ? Où sont les meilleurs endroits pour l'interactivité ? Les visites doivent-elles toujours suivre le même itinéraire ?

•• **L'itinéraire :**

- Les visites interactives suivent généralement un itinéraire préétabli. Cet itinéraire comprend des arrêts à des points ou des espaces différents, ce qui permet à l'animateur d'interpréter les différentes ressources et de prévoir un moment pour les composantes interactives telles que les questions, l'établissement de liens et les transitions. Chaque espace correspond à une partie du script sur l'histoire du site. Si une visite doit suivre un plan et un récit prédéfini, chaque espace peut être perçu comme une section autonome. Par conséquent, si les visiteurs posent des questions ou souhaitent explorer des tangentes qui se rapportent à d'autres espaces, l'animateur a la possibilité de se déplacer vers un espace pertinent dans un ordre différent que celui du récit. De plus, bien que cela ne soit pas optimal, les visites par espaces peuvent être subdivisées en des visites plus courtes, ou retravaillées en raison de circonstances imprévisibles.

- Les espaces où l'on peut s'arrêter peuvent être :
 - L'entrée du site historique
 - Des bornes spécifiques relatives aux événements ou aux activités qui ont eu lieu sur le site
 - Des aspects physiques et symboliques du site, comme une cellule ou un arbre qui a un certain sens
 - Des expositions et des panneaux d'information
 - Des espaces où les visiteurs peuvent lire les impressions des visiteurs précédents ou laisser leurs empreintes sur le site (par exemple, à travers des toiles souvenirs ou des stands où les visiteurs peuvent écrire leurs commentaires)

ç À la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367

- Six espaces offrant tous différentes possibilités interactives ponctuent l'itinéraire de la visite guidée. Chaque espace comprend des ressources (telles que les aspects du site physique) que les guides utilisent pour apporter des éclaircissements sur les différents aspects de l'histoire du site. Par exemple, dans le premier espace, les animateurs interprètent les fresques politiques



UNE FRESQUE À LA CASA MEMORIA JOSÉ DOMINGO CAÑAS 1367 REND HOMMAGE AUX VICTIMES TORTURÉES EN 1974. PHOTO FOURNIE PAR ZACHARY MCKIERNAN.

peintes sur les murs. Le dernier espace, la Casa Memoria, explique la manière dont la mémoire peut être utilisée et les défis que rencontre le site. Les autres ressources comprennent des photographies, des vestiges du centre de torture et des instruments de torture.

Le « Pourquoi » : Pourquoi les sites offrent-ils des visites guidées interactives ? Pourquoi sont-elles avantageuses aux visiteurs ? Comment une visite guidée interactive sur le site est-elle différente d'une visite libre ?

- “ Alors que les visites libres sur le site et les visites guidées traditionnelles sont avantageuses aux visiteurs, l'interaction sur le site avec des animateurs qualifiés présente des avantages supérieurs. L'interaction favorise un sentiment d'histoire partagée et des liens intellectuels et émotionnels. L'interaction peut amener les visiteurs à se demander ce qu'ils peuvent faire aujourd'hui pour éviter que l'histoire du site ne se reproduise et pour y trouver des réponses par eux-mêmes. Par ailleurs, lors d'une visite guidée, les visiteurs ont l'occasion de discuter avec les autres membres du public. L'interaction peut comprendre les éléments suivants :
- “ **Poser la question « Que s'est-il passé ici ? »** : la réponse à cette question est essentielle à la mission d'un site. Elle permet la reconnaissance historique et ouvre de nouvelles pistes pour l'exploration des questions contemporaines. Les visites guidées interactives posent la question suivante : « Selon vous, que s'est-il passé ici ? » Cela incite les visiteurs à s'approprier l'histoire du site.
- “ **Les liens intellectuels** : ces liens reposent sur l'établissement de faits objectifs sur l'histoire du site pour les visiteurs. Dans ce cas précis, les faits objectifs indiquent notamment que le site historique a été utilisé comme centre de torture clandestin de 1974 à 1975 ; que l'électrocution, la privation de sommeil et la torture psychologique étaient les méthodes de torture spécifiques ; que les noms des victimes sont — — ; et que les auteurs de ces actes sont — —. L'établissement de ces faits est important pour la constitution d'archives historiques. De plus, à travers la présentation de ces faits, le visiteur découvre les divers héritages contemporains liés aux rôles historiques de certains individus ou groupes. Dans certains cas, les histoires servent d'antécédent aux lois et aux politiques actuelles.
- “ **Les liens affectifs** : ces liens sont beaucoup plus subjectifs et ont pour objectif de susciter des émotions concernant le site et son histoire interprétée, telles que la sympathie, la peur, la confusion et l'espoir. Chaque visiteur connaîtra sa propre gamme d'émotions contradictoires et inattendues.
- “ **Les liens collaboratifs** : les visites guidées transforment les visites individuelles en des expériences collectives. Les visiteurs ont la chance d'exprimer leurs opinions, leurs idées et leurs émotions, et de connaître celles des autres. Grâce à leurs interactions, les visiteurs pourraient également être amenés à reconsidérer leurs points de vue actuels sur le passé ou sur des questions actuelles.

ç À la Casa Memoria José Domingo Cañas 1367

- Le but de la visite est de transmettre l'histoire du site dans un contexte marqué par le terrorisme d'État et de faire comprendre la conception actuelle des droits de l'homme. Compte tenu de l'amplification de la répression policière et de la polarisation politique, les visites interactives établissent le dialogue sur le prolongement des politiques dictatoriales au sein de la société démocratique chilienne.

Schéma du « Comment » pour la création d'une visite guidée interactive

Étape 1 : préliminaires

Questions à prendre en compte	Tâche et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelle est l'histoire du site ? 2. Que s'est-il passé sur le site ? 3. Comment l'histoire sera-t-elle racontée ? 4. Qui participera à la narration de l'histoire ? 5. Que font les autres sites et musées ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Familiarisez-vous avec l'histoire complète du site, y compris ses origines, la manière dont il a été utilisé au cours des différentes périodes historiques, et les différents acteurs impliqués dans son histoire au fil du temps. 2. Menez des recherches sur l'événement ou les événements qui correspondent le plus à la mission du site. 3. Identifiez les principaux ressources et dispositifs à utiliser lors de la visite interactive, tels que 4. des restes physiques, des photographies et la culture matérielle. 5. Identifiez les animateurs / guides-interprètes potentiels. Étudiez les données démographiques du public. Identifiez les partenaires pour la recherche et la sensibilisation. 6. Prenez un peu de temps pour participer à d'autres visites guidées. Analysez leurs forces et leurs faiblesses. Parlez aux animateurs pour avoir le point de vue d'un expert.

Étape 2 : préparation

Questions à prendre en compte	Tâche et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. De quoi sera composé le récit ? Sera-t-il chronologique, thématique ou régi par une autre approche ? 2. Quel est le script de la visite guidée interactive ? 3. À quel endroit l'animateur / le guide-interprète orientera-t-il les visiteurs ? 4. Quel type de formation devra être dispensé au personnel ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Simplifiez ou organisez la longue histoire du site et les événements spécifiques à mettre en relief dans un récit qui peut être raconté à des publics divers, dans un délai spécifié. 2. Créez un texte général que tous les animateurs ou guides-interprètes suivront, fondé sur la recherche et les objectifs. Utilisez ce texte pour former le personnel. Modifiez-le en conséquence. 3. Élaborez l'itinéraire. Choisissez les espaces qui concordent avec le script. 4. Pratiquez la visite guidée interactive avec le personnel ; testez les différentes techniques d'interprétation et les ressources.

Étape 3 : lancement

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Quels techniques et outils interactifs seront utilisés ? 2. Qui s'occupera de la narration lors des visites guidées ? 3. Quels types de liens seront établis ? 4. Comment les visiteurs interagiront-ils entre eux ? 5. Quelles questions les visiteurs poseront-ils à l'animateur ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Finalisez les ressources matérielles qui seront utilisées. Établissez une liste de questions ouvertes à poser aux visiteurs. 2. Identifiez les membres du personnel qui sont qualifiés, bien renseignés et prêts à commencer les visites guidées avec assurance. Continuez à pratiquer les visites même après le lancement. 3. Faites une liste de choses que vous espérez que les visiteurs apprendront et retiendront tels que les faits du site : les dates, les personnages importants liés au site, sa relation avec des processus plus étendus, etc. Faites 4. une liste des types de réaction émotionnelle recherchés tels que l'empathie, la fierté, la passion, etc. 5. Planifiez et pratiquez divers scénarios de visite potentiels.

Étape 4 : l'interaction

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Comment les animateurs accueilleront-ils les visiteurs ? 2. Comment l'histoire sera-t-elle partagée ? 3. Quand est-ce que les visiteurs discuteront entre eux ? 4. Comment répondre aux questions difficiles et aux questions qui ne figurent pas dans le script ? 5. Comment la visite guidée interactive sera-t-elle évaluée ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Créez des techniques d'amorce et faites une liste des attentes pour les visiteurs. Demandez aux visiteurs de se présenter. 2. Évaluez les interactions des guides et des visiteurs. Reliez les expériences personnelles aux expériences collectives. 3. Posez des questions aux visiteurs et invitez-les à poser des questions entre eux. Identifiez les espaces, les ressources et les questions qui stimulent sensiblement les échanges. 4. Anticipez les rencontres « inconfortables » ; gardez l'attention sur l'histoire commune et le respect de la diversité des opinions. Répétez les attentes. 5. Laissez les visiteurs s'exprimer à l'oral et à l'écrit. Organisez des réunions avec les animateurs pour qu'ils partagent leurs expériences. Modifiez si nécessaire les visites guidées.

Conclusion

Une visite guidée interactive est un excellent moyen pour exploiter la puissance du lieu, améliorer les expériences des visiteurs sur un site historique ainsi que pour mieux faire connaître et comprendre l'histoire d'un site historique et les questions contemporaines correspondantes. La visite guidée permet aux sites historiques de présenter et d'utiliser leurs ressources, qu'il s'agisse d'une bibliothèque sur le site ou des vestiges d'un bâtiment démoli. Les liens intellectuels et émotionnels que les visiteurs peuvent tisser avec ces ressources sont quasi illimités.

Le fait de s'assurer que la visite comporte de nombreuses questions et donne fréquemment aux visiteurs l'occasion de poser leurs propres questions est indispensable au succès des visites interactives. Lorsqu'une visite est interactive, les visiteurs participent à l'expérience et éprouvent le sentiment d'avoir partagé des informations sur l'histoire et de s'être investis dans celle-ci. En favorisant l'interaction entre les visiteurs, les sites historiques se transforment en espaces de dialogue public qui permettent l'expression de divers points de vue. Et lorsque les visites guidées interactives touchent des questions contemporaines et que les visiteurs sont invités à parler et à agir sur ces questions, les visites et les sites deviennent un outil qui engendre l'action civique et favorise donc la démocratie.

3.4 EXPOSITIONS ITINÉRANTES AU MUSEO DE LA PALABRA Y LA IMAGEN (MUPI) : TRANSMETTRE L'HISTOIRE EN DEHORS DU SITE AU SALVADOR ET DANS LE MONDE

Bix Gabriel et Zachary McKiernan

Lucio Atilio Vásquez Díaz, ou « Chiyo », avait huit ans lorsqu'il a assisté au meurtre de sa mère et de sa sœur enceinte par les forces militaires pendant la guerre civile qui faisait rage au Salvador. De 1980 à 1992, le gouvernement militaire et le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), parti formé par le regroupement de cinq mouvements de guérilla, se sont affrontés dans une guerre sanglante, tuant plus de soixante-quinze mille personnes et provoquant des dommages inestimables. Comme des milliers d'autres personnes, Chiyo a dû s'enfuir pour échapper à la mort. Après un séjour au Honduras, il est revenu au Salvador pour travailler pour la station de radio de l'opposition, *Radio Venceremos* (« Nous les vaincrons »). Aujourd'hui, Chiyo est un activiste qui utilise l'histoire et la mémoire de la guerre pour aider à construire une culture de paix et des droits de l'homme.

L'histoire de Chiyo est la pièce maîtresse de l'exposition itinérante *A Tale to Learn* (Une histoire pour apprendre) du Museo de la Palabra y la Imagen (MUPI) (ou le musée de la Parole et de l'Image). Fondé à San Salvador aux lendemains de la guerre civile du Salvador, le MUPI s'est engagé à effectuer des recherches sur le patrimoine historique et culturel du Salvador, à assurer sa préservation et à s'occuper de sa transmission tout en créant des espaces de réflexion sociétale. Le MUPI a commencé son travail dès 1992 par la préservation d'archives, notamment des fichiers audio sur les mouvements

sociaux qui sont apparus pendant la guerre civile et pendant ces dernières années. Aujourd'hui le MUPI s'efforce de documenter la mémoire historique des autochtones et des communautés paysannes et organise des ateliers à l'intention des jeunes sur des sujets comme la mémoire et les droits de l'homme. Le MUPI a aussi lancé la campagne « Lutter contre le chaos de l'oubli » (*Contra el caos de la desmemoria*) qui invite le public à donner ou à prêter des objets ou des documents possédant une valeur culturelle, historique ou artistique. Une telle initiative permet non seulement de préserver l'histoire de manière collective, mais permet également au peuple de construire sa propre histoire.

L'histoire de Chiyo

Ces dernières années, la violence a été une préoccupation sociétale majeure au Salvador, alimentée dans un premier temps par les effets résiduels de la guerre civile et ensuite par l'importation de la culture de gangs des États-Unis. Pendant la guerre civile, de nombreux Salvadoriens ont immigré à Los Angeles et ont adopté la culture des gangs de la ville. Après leur rapatriement, les Salvadoriens ont instauré cette même culture dans leur pays d'origine, principalement sous la forme du redoutable gang de rue Mara Salvatrucha (ou MS 13). Ainsi, malgré la signature des accords de paix de Chapultepec par le Salvador en 1992, la violence dans les rues et les activités criminelles ont persisté. Les dernières estimations font état de la présence de trente mille à cinquante mille membres de gang dans ce petit pays d'Amérique centrale qui possède l'un des taux de meurtre les plus élevés en Amérique. Comme l'a affirmé en 2009 un prêtre catholique qui travaille dans la rue au National Public Radio (NPR), « nous sommes passés par une guerre civile, et maintenant, nous luttons contre une guerre sociale »¹.

La mission du MUPI relative au développement éducatif et culturel par la réflexion sociétale a mené à la création de l'exposition itinérante *A Tale to Learn*. Le musée a sélectionné l'exposition itinérante comme méthode pour effacer les cicatrices de la guerre civile et contrer la vague de violence extraordinaire en sensibilisant les jeunes les plus touchés dans les communautés où ils vivent. L'exposition a été diffusée dans neuf villes différentes, en vue de « sensibiliser la nouvelle génération de l'après-guerre sur le respect des droits de l'homme et la dignité »², pour reprendre les mots du MUPI dans sa proposition de projet à la Coalition internationale des Sites de conscience, par l'exploration des liens passé-présent inscrits dans la violence qui sévit actuellement dans le pays. Les administrateurs et le personnel du MUPI ont ciblé en premier les enfants en raison de leur plus grande vulnérabilité et se sont ensuite adressés aux parents et aux responsables des communautés locales. Cette exposition du MUPI a utilisé un large éventail de stratégies pour transmettre le récit historique de la violence ainsi que des solutions pour y mettre fin. La pièce maîtresse de l'exposition, l'histoire de Chiyo, a été construite à partir du témoignage personnel de Chiyo, de panneaux

1 Jason Beaubien, « Extortion, Gang Violence Terrorize El Salvador », National Public Radio, 12 mars 2009, consulté le 10 septembre 2014, <http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=101426190>. (citation traduite par nous)

2 Museo de la Palabra y Imagen, « A Tale to Learn: Chiyo's Story », Fonds de soutien aux projets de la Coalition internationale des Sites de conscience, Le Salvador, 2012. (citation traduite par nous)



DES ÉCOLIERS QUI VISITENT LE MUSÉE ET ÉTUDIENT LES PHOTOGRAPHIES ET LES OBJETS SUR LA GUERRE CIVILE SALVADORIENNE (1980 À 1991). PHOTO FOURNIE PAR LE MUSÉE DE LA PAROLE ET DE L'IMAGE.

d'interprétation, de photographies et d'un livre recueillant les expériences des enfants pendant la guerre. À l'aide de ces artefacts, les membres du MUPI et Chiyo ont tenu des ateliers sur la mémoire historique de la guerre civile, ont animé des débats sur la violence actuelle et ont formé des guides bénévoles locaux pour l'interprétation de l'exposition itinérante.

Les expositions itinérantes comme outil méthodologique

Un Site de conscience invoque la puissance du lieu comme instrument de conscience. Les gens se rendent sur ces sites pour leur valeur historique, pour sentir qu'ils peuvent toucher l'histoire, pour se souvenir du passé et pour établir des liens avec le présent pour l'avenir. Mais que faire lorsque la permanence du lieu devient un obstacle ? Comment un Site de conscience peut-il faire des revendications historiques en dehors de ses paramètres physiques ? Que faire si l'éloignement ou l'emplacement du site empêche les personnes de visiter le site ? Pour surmonter ces difficultés, de nombreux Sites de conscience, notamment des musées de tous types, ont mis sur pied des expositions itinérantes.

L'exposition itinérante d'un site historique fonctionne à peu près de la même façon qu'une exposition permanente ou qu'une exposition sur site. Elle relie les visiteurs au passé en utilisant des objets physiques, des artefacts, des photographies et d'autres dispositifs d'interprétation. À travers

ces objets, l'exposition transmet aux visiteurs des notions historiques, des thèmes et des idées ; elle raconte une histoire ou un récit historique. Mais les visiteurs ont aussi l'occasion de laisser parler leur imagination, d'exprimer leurs idées et de former des points de vue nouveaux ou alternatifs. Selon Barry Lord, spécialiste de planification muséale, « l'objectif d'une exposition muséale est de transformer certains aspects des intérêts, des attitudes ou des valeurs du visiteur sur le plan affectif, après que le visiteur ait découvert un certain niveau de sens dans les objets exposés »³.

Bien que toutes les expositions soient une excellente ressource pour les sites historiques et les musées cherchant à susciter la participation des visiteurs, une exposition itinérante présente un avantage que l'on ne retrouve pas dans une exposition sur site : l'exposition itinérante amène le lieu au peuple. Dans les sociétés et les communautés où il est difficile ou coûteux de se rendre sur un site historique, ou lorsque l'emplacement de celui-ci est inaccessible à certaines communautés, l'exposition itinérante est la solution parfaite. Elle peut être instrumentalisée pour atteindre de nouveaux publics et établir de nouvelles relations institutionnelles et communautaires. Une exposition itinérante peut étendre l'histoire d'un Site de conscience à d'autres musées, centres culturels, écoles, bibliothèques, organismes gouvernementaux et autres. Cette méthode créative permet de surmonter les obstacles de l'éloignement et de la permanence et sert d'outil pour la sensibilisation et l'engagement. Pour reprendre les mots des représentants du MUPI, une exposition itinérante est un « musée sans murs »⁴.

De plus, une exposition itinérante permet à un musée d'atteindre non seulement un public plus large, mais aussi des publics spécifiques et prédéterminés. L'objectif du MUPI pour contester la violence sociétale à travers l'exposition *A Tale to Learn* a poussé l'équipe à se tourner vers les citoyens les plus vulnérables du Salvador — les enfants — et a donc axé l'exposition itinérante sur les écoles. Le MUPI a également installé l'exposition *A Tale to Learn* dans les centres communautaires, les bibliothèques et les manifestations culturelles.

Par ailleurs, l'utilisation de l'exposition itinérante en tant que méthode présente un autre avantage : elle a la capacité de faire progresser une mission à programmes multiples. L'exposition itinérante du MUPI a fait plus que raconter l'histoire de Chiyo. Elle a aussi été utilisée pour former des guides bénévoles, pour établir le dialogue avec les communautés, et pour distribuer des livres et des ressources. Les écoliers, les parents et les administrateurs ont utilisé l'exposition itinérante comme point de rencontre. Ces points de rencontre peuvent se révéler déterminants pour les Sites de la conscience, car les rencontres facilitent la collaboration entre diverses personnes et institutions qui peuvent affronter collectivement et individuellement les questions pressantes.

Enfin, l'exposition itinérante présente un dernier avantage : le site a la possibilité d'établir de nouvelles relations ou de renforcer les relations existantes au sein d'une communauté, aussi bien sur le plan individuel qu'institutionnel. Un musée sans murs peut établir des partenariats avec des organismes sans but lucratif, le secteur privé et le secteur public. La possibilité de partager des connaissances dans des endroits éloignés ou défavorisés est au cœur même de l'exposition itinérante.

3 Barry Lord et Maria Piacente, eds. *Manual of Museum Exhibitions*, deuxième édition. (Lanham, Maryland : Rowman et Littlefield, 2014), 12. (citation traduite par nous)

4 Museo de la Palabra y Imagen, « A Tale to Learn »

Les éléments de base d'une exposition itinérante

Une exposition itinérante est dynamique, car elle comporte des composants, des personnes et des lieux qui se trouvent à l'extérieur de l'orbite traditionnel d'un musée ou d'un site historique. Elle nécessite également des dispositions pour le transport et la coordination entre les différentes institutions. Ainsi, il est essentiel d'établir la mission de l'exposition itinérante, de définir le public attendu et la portée de l'exposition, d'affecter le personnel du musée requis et, enfin, de créer l'exposition avant sa mise en circulation.

Le « Qui » : À qui est destinée cette exposition ? Qui sont les hôtes ? Qui interprétera le récit ?

- **Nouveaux partenaires, nouveaux publics** : l'exposition itinérante mobilise de nouveaux publics et établit de nouveaux partenariats. L'identification de ces personnes et de ces institutions facilite la planification et la mise sur pied de l'exposition, et assure sa réussite. Le personnel du musée doit identifier les établissements d'accueil potentiels et éventuellement visiter ces sites à l'avance. De même, le personnel du musée doit déterminer les caractéristiques démographiques (le sexe, l'âge, l'origine ethnique, etc.) du public attendu à l'exposition itinérante tels :
 - les écoliers, les jeunes adultes ou les personnes âgées ;
 - les communautés à risque et marginalisées ;
 - les organismes sans but lucratif et les institutions privées et publiques.
- Dans certains cas, ces publics cibles seront déterminés à l'avance, comme les jeunes et les enseignants dans une école. Dans d'autres cas, si l'exposition itinérante est présentée lors d'un événement culturel, le public sera beaucoup plus hétérogène. Cependant, les expositions itinérantes peuvent s'adresser à des publics différents dans un même endroit à travers des programmes conçus spécialement pour un public cible alors que les organisateurs peuvent inviter un public plus général à découvrir l'exposition.
- **Le site historique et les planificateurs de programme** : la logistique et la planification d'une exposition itinérante nécessitent de déléguer des responsabilités. Les responsabilités varieront en fonction du personnel disponible. Une personne doit être nommée comme principal agent de liaison et elle sera chargée des communications externes, des relations publiques et de la coordination des horaires. Ensuite, une équipe devra être désignée pour la conception, le transport, le montage et le démantèlement de l'exposition. Le personnel du musée formé doit être également prêt à offrir une assistance technique et interprétative/thématique. L'une des façons permettant d'administrer et de gérer efficacement une exposition itinérante consiste à constituer des équipes et à attribuer des responsabilités de façon suivante :
 - Équipe chargée de l'administration et de la gestion
 - Équipe chargée de l'exposition
 - Équipe chargée de l'interprétation et de l'éducation

- .. Équipe chargée de la communication ou de la promotion
- .. Personnel de soutien

ç **Au MUPI** : le public cible de l'exposition était des jeunes de 11 à 17 ans issus de communautés affichant des taux de violence élevés. Les membres du MUPI ont travaillé en partenariat avec diverses institutions telles que le ministère de la Culture, les écoles locales et des organisations civiques. Quant à Chiyo, il a formé des guides pour l'interprétation de l'exposition et a aussi bénéficié de leur aide. Ensemble, ils ont tenu des ateliers sur la mémoire historique, les droits de l'homme et la guerre civile au Salvador.

Le « Quoi » : Que comprend une exposition itinérante ? Quels sont les composants physiques de l'exposition ? Quel est le contenu de l'exposition itinérante ?

- .. **La présentation de l'histoire** : une exposition comporte généralement une trame narrative, un récit principal ou un thème central. Cet arc narratif (ou cette histoire) est raconté et soutenu par du contenu. Le contenu peut comprendre des preuves historiques, telles que des photographies ou les récits de première main d'un événement ou processus historique. L'utilisation de différentes preuves historiques permet de maintenir l'engagement du visiteur de façon constructive. La comparaison et la mise en contraste des ressources exposées peuvent également faire participer les publics de manière efficace. Les outils ci-dessous permettent de transmettre des idées, des thèmes et des concepts historiques :
 - .. Les artefacts et les objets
 - .. Les panneaux et les storyboards
 - .. Les photos
 - .. Les appareils audiovisuels
 - .. Les ressources éducatives
 - .. Les guides ou les interprètes.
- .. **Le voyage de l'histoire** : le voyage de l'exposition signifie le transport des œuvres. Un musée doit choisir un moyen de transport et s'assurer que le déplacement de l'exposition se fasse en toute sécurité.
- ç **Au MUPI** : l'exposition A Tale to Learn comprenait dix-huit panneaux ou storyboards guidant le visiteur à travers les différentes étapes de la vie de Chiyo. L'exposition sur l'histoire de Chiyo avait été composée et replacée dans le contexte de la récente histoire nationale du Salvador. Elle présentait des photos des manifestations populaires qui ont eu lieu pendant la guerre civile ainsi que les témoignages des survivants. Par ailleurs, Chiyo accompagnait l'exposition de chants et d'un jeu de guitare aux endroits où l'exposition se tenait.



À GAUCHE : DES ÉCOLIERS À L'EXTÉRIEUR DU MUSÉE À SAN SALVADOR. PHOTO FOURNIE PAR LE MUSÉE DE LA PAROLE ET DE L'IMAGE. À DROITE : DES ENFANTS LISENT LES MAQUETTES D'UNE EXPOSITION SUR LA MÉMOIRE COLLECTIVE. PHOTO FOURNIE PAR LE MUSÉE DE LA PAROLE ET DE L'IMAGE.

Le « Quand » : Quel est le meilleur moment pour mettre sur pied une exposition itinérante ? Est-ce une initiative viable ? Pendant combien de temps sera-t-elle exposée ?

- “ **Le moment idéal :** le meilleur moment pour présenter une exposition itinérante est en coordination avec une question contemporaine ou sociale urgente et pertinente ; lorsque le récit historique, le thème ou la question contemporaine de l'exposition correspond à un besoin communautaire ; ou lorsqu'un programme identifie une opportunité de sensibilisation pertinente.
- “ **Des considérations particulières :** il serait judicieux de présenter des expositions itinérantes à l'occasion d'un anniversaire spécial, lors d'une commémoration ou pendant un événement culturel. Les expositions peuvent également être intégrées à d'autres projets ou programmes publics. Pensez aux :
 - “ Fêtes et jours fériés
 - “ Manifestations culturelles et commémoratives
 - “ Sujets historiques ou questions actuelles qui font débat



DES JEUNES AVEC LEURS CERTIFICATS APRÈS AVOIR PARTICIPÉ À UN ATELIER SUR LES DROITS DE L'HOMME À SAN SALVADOR. PHOTO FOURNIE PAR LE MUSÉE DE LA PAROLE ET DE L'IMAGE.

- “ **Les préoccupations quotidiennes** : il est essentiel de prendre en compte les préoccupations logistiques portant sur la disponibilité de l'exposition ainsi que du calendrier du musée et du site qui accueillera l'exposition. Une planification préliminaire et la coordination sont essentielles pour éviter que les horaires, les dates ou les calendriers ne se chevauchent. En général, une exposition itinérante doit être planifiée au moins un an avant son lancement. D'autres préoccupations logistiques telles qu'un niveau adéquat de ressources humaines et financières ainsi que l'accès au mode de transport susmentionné doivent également être prises en considération.
- “ **La viabilité** : l'un des avantages d'une exposition itinérante, c'est qu'elle présente une durée de vie longue et viable. Selon le contenu (car celui peut perdre de son actualité ou de sa pertinence) et la durabilité des matériaux utilisés, une exposition, après qu'elle ait été créée, peut être utilisée quand le besoin s'en fait sentir. Elle peut également être réutilisée pour des activités et événements spéciaux futurs ou récurrents.
- ç **Au MUPI** : l'exposition itinérante du MUPI était généralement présentée à des endroits prédéterminés toutes les deux semaines. Outre ce programme rotatif, elle a été également présentée dans des festivals et pendant des rassemblements religieux. En une occasion, l'exposition *A Tale to Learn* s'est tenue en même temps qu'une exposition sur Anne Frank. L'exposition a alors invité les jeunes à écrire leurs histoires en s'inspirant du format du journal d'Anne Frank.

Le « Où » : Où une exposition itinérante doit-elle être présentée ? Quels sont les meilleurs endroits pour l'exposition ?

- “ **Les emplacements hors site** : l'emplacement est l'élément différenciateur de l'exposition itinérante. C'est également l'élément qui varie le plus. Le choix du lieu d'exposition reposera sur les objectifs spécifiques à l'exposition, ainsi que le public attendu, qu'il soit prédéterminé ou indéterminé. Les institutions qui accueillent l'exposition, comme les écoles, les musées et les organismes à but non lucratif, s'intéressent souvent de très près au sujet abordé par l'exposition. Dans d'autres cas, un lieu comme un parc public, une place publique ou une bibliothèque serait préférable tout simplement parce que ce type d'espace permet d'atteindre un groupe diversifié de personnes. Il est toujours important de tenir compte de l'espace physique et de sa superficie, de déterminer s'il s'agit d'un espace intérieur ou extérieur et de prendre en compte d'autres éléments qui risqueraient de faciliter ou de compliquer l'accès à l'exposition. De telles considérations s'appliquent lors de la conservation du matériel de l'exposition afin de s'assurer qu'il reste en sécurité et en bon état.
 - “ Les endroits à haute visibilité peuvent être :
 - “ Des écoles et des universités
 - “ Des centres communautaires et culturels
 - “ Des centres religieux
 - “ Des institutions et des organisations civiques
 - “ Des musées et des sites historiques
 - “ Des parcs, des places publiques et municipales, et des marchés
- ç **Au MUPI** : Chiyo et sa troupe se sont rendus dans des régions affichant des taux élevés de violence. Avec l'aide du ministère de l'Éducation, le MUPI a identifié les écoles dans les localités pour présenter l'exposition A Tale to Learn. À une autre occasion, le MUPI a établi un partenariat avec le Musée municipal de Tecleno, une ancienne prison pour détenus politiques convertie en un centre culturel pour la présentation de l'exposition, étant donné que le contenu de l'exposition allait rehausser l'histoire du musée municipal.

Le « Pourquoi » : Pourquoi des expositions itinérantes ?

- “ **Amener le lieu au peuple** : comme le décrit Grace McCann Morley dans un manuel de l'UNESCO sur les expositions itinérantes, « ... elles donnent la possibilité aux habitants des régions reculées de découvrir et d'apprécier les arts, les sciences et l'histoire »⁵. En plus d'apporter des connaissances à des endroits éloignés, l'exposition itinérante d'un site historique amène le lieu au peuple. Dans cette optique, l'exposition itinérante offre un point de rencontre, un échange intellectuel et pédagogique, le partage des ressources, des possibilités pour établir de nouvelles relations et bien plus encore. Les expositions itinérantes peuvent servir à :

5 Elodie Courter Osborne, *Manual of Traveling Exhibitions*, UNESCO, 1953. (citation traduite par nous)

- .. présenter l'histoire et la mission d'un Site de conscience aux personnes ;
- .. atteindre et faire participer des publics spécifiques et ceux provenant de divers endroits ;
- .. établir de nouvelles relations institutionnelles ;
- .. relier les gens à l'histoire à travers des dispositifs d'interprétation ;
- .. compléter ou promouvoir le dialogue ainsi que des initiatives éducatives.

ç **Au MUPI** : l'exposition « A Tale to Learn » a présenté à de jeunes Salvadoriens à risque les héritages du passé et a relié ce passé aux violences d'aujourd'hui afin d'instaurer une culture de paix et de respect des droits de l'homme. L'exposition souligne l'importance du dialogue dans la résolution des problèmes, par opposition à l'utilisation des armes. Les activités éducatives, les débats et la musique ont aussi caractérisé l'expérience d'interprétation de l'exposition, tandis que les discussions et les programmes de dialogue ont permis aux membres du public de partager leurs connaissances, d'exprimer leurs opinions et de parler ouvertement de sujets sensibles.

Schéma du « Comment » pour la production d'une exposition itinérante

Ce schéma élémentaire et clair peut être utilisé lorsque des sites envisagent de mettre sur pied une exposition itinérante. Il tient compte de deux éléments essentiels dans l'exposition itinérante. Le premier est le développement, la conception et la mise en œuvre d'une exposition. Le second est la planification de l'exposition et la collaboration entre le site historique ou le musée et les endroits qui accueilleront l'exposition.

Étape 1 : préparation et identification des questions

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none">1. Quelle est la raison principale derrière l'exposition itinérante ? Quel défi abordera-t-elle ?2. Où sera-t-elle exposée ?3. Quel est le public cible ?	<ol style="list-style-type: none">1. Identifiez et définissez l'objectif ou la mission.2. Identifiez le public cible.3. Identifiez les lieux où l'exposition sera présentée.4. Définissez les responsabilités et constituez les équipes.

Étape 2 : création de la trame narrative et du récit historique

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelle histoire le récit historique racontera-t-il ? 2. Quelle(s) question(s) contemporaine(s) abordera-t-il ? De quelle manière ? 3. Comment le passé est-il relié au présent ? 4. Quelles recherches doivent être menées ? Qui entreprendra ses recherches ? 5. L'exposition fait-elle partie d'une mission à programmes multiples ? 6. Quelles autres méthodes seront utilisées ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Élaborez un récit. 2. Recueillez des objets, des photos et d'autres preuves historiques. 3. Effectuez les recherches. 4. Mettez en place des dispositifs spécifiques pour lier le passé au présent. 5. Définissez une stratégie de programme holistique avec des activités complémentaires telles que la sensibilisation, l'éducation, des ateliers, etc.

Étape 3 : conception et production

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Comment le contenu sera-t-il affiché et utilisé ? 2. Comment les visiteurs vont-ils interagir avec l'exposition ? 3. Quels sont les stratégies et dispositifs d'interprétation ? 4. Qui interprétera le récit ? 5. Comment l'exposition sera-t-elle transportée ? 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Visitez les institutions hôtes et concevez l'exposition en conséquence. 2. Prenez en considération la manière dont le contenu sera disposé, notamment s'il suivra un ordre logique. 3. Préparez des questions pour les visiteurs. 4. Formez les guides bénévoles sur le site et à l'extérieur du site. 5. Décrivez l'exposition par rapport à d'autres programmes et activités. 6. Faites les arrangements pour le transport. 7. Confirmez les sites hôtes.

Étape 4 : mise en œuvre

Questions à prendre en compte	Tâches et résultats escomptés
<ol style="list-style-type: none">1. Où et quand l'exposition aura-t-elle lieu ? Combien de temps durera-t-elle ?2. Quels sont les employés du musée qui ont participé à l'exposition ?3. Qui a visité l'exposition ?4. Comment l'exposition sera-t-elle évaluée ?	<ol style="list-style-type: none">1. Établissez une frise chronologique pour la période de prêt.2. Faites voyager l'exposition, présentez-la et interprétez-la.3. Menez des activités éducatives ou programmatiques.4. Établissez de nouvelles relations communautaires.5. Créez et utilisez un plan d'évaluation, des questionnaires et mettez en œuvre les commentaires des visiteurs et du public, etc.6. Relevez le nombre de visiteurs attendus et imprévus qui font le déplacement.

Conclusion

Pendant la guerre civile du Salvador qui a duré de 1979 à 1992, personne n'aurait imaginé que dans les années à venir un instrument culturel et artistique, sous la forme d'une exposition itinérante, servirait un jour à aborder les problèmes de la violence. L'exposition « A Tale to Learn » du MUPI démontre que la valeur d'une exposition itinérante s'étend bien au-delà de sa mobilité. Elle ouvre de nouvelles voies pour l'engagement et la collaboration avec diverses parties prenantes, notamment avec le personnel du site historique et celui du musée, les publics divers, les enseignants et les hommes politiques. Ainsi, le succès d'une exposition itinérante repose sur deux éléments d'importance égale : l'endroit où elle se tiendra et le public attendu.

4.1 CONCLUSION

Bix Gabriel et Deborah Gardner

Dans un article publié en 2014, Ram Bhandari, coordinateur au sein de l'organisation népalaise National Victims Alliance, reprend les mots d'une femme dont l'époux a disparu : « Je ne comprends pas la notion de justice transitionnelle comme discutée à Katmandou, où les experts font des discours aux victimes. Pour moi, la justice serait de continuer à vivre en famille en toute dignité et de pouvoir satisfaire mes besoins quotidiens. Je veux que le gouvernement me témoigne du respect et reconnaisse que mon mari innocent a été victime d'une disparition forcée pendant le conflit »¹. L'article de Bhandari examine la manière dont la dynamique des classes et des castes au Népal torpille le processus de justice transitionnelle. Il décrit comment le processus de justice transitionnelle ignore la voix des groupes traditionnellement marginalisés, notamment les victimes et les survivants. Presque tous les processus de justice transitionnelle de l'histoire ont été critiqués pour cette même raison. Un tel oubli compromet un objet fondamental de la justice transitionnelle déjà mentionné dans la préface de cette publication : celui de donner la parole aux victimes afin de lutter contre les violations des droits de l'homme.

Alors qu'un des objectifs fondamentaux des processus de justice transitionnelle est de rendre justice aux victimes, il est souvent impossible de s'assurer que chaque groupe ou catégorie de victimes ou de survivants, ou encore que chaque individu ait voix au chapitre. Il ne s'agit là que d'une des nombreuses lacunes que la mémorialisation peut corriger pendant le processus de justice

1 Ram Bhandari, « Class and Justice », Kathmandu Post, 29 juillet 2014, <http://www.ekantipur.com/the-kathmandu-post/2014/07/29/oped/class-and-justice/265548.html>. Également publié dans « Class and Justice in Nepal », site web de la Coalition internationale des Sites de conscience, août 2014, consulté le 21 septembre 2014, <http://www.sitesofconscience.org/2014/08/class-and-justice-in-nepal/>. (citation traduite par nous)

transitionnelle, ainsi que pour des années, voire des décennies plus tard. Le chapitre « Création et exploitation d'un site historique : activation du Tribunal spécial pour la Sierra Leone en un musée de la Paix » décrit comment diverses parties prenantes telles que les victimes et les survivants, les familles des victimes et des personnes manquantes ou portées disparues, les groupes d'anciens prisonniers, de militaires ou de gardes, les organisations de droits de l'homme, les comités religieux, les minorités ethniques, les groupes d'étudiants, les aînés de la communauté, et d'autres personnes peuvent se faire entendre et avoir un pouvoir décisionnel dans les processus de mémorialisation.

Les projets de mémorialisation qui sont inclus dans les processus de justice transitionnelle officiels ne sont pas les seules initiatives qui donnent aux victimes la possibilité de s'exprimer. De nombreuses initiatives de mémorialisation communautaires prévoient un espace pour entendre et transmettre la voix des victimes et des survivants, même si ces voix atteignent rarement un public plus large. Par exemple, la Coalition internationale des Sites de conscience s'est associée avec plusieurs groupes, à savoir le Civic Initiative and Liberia Media Center au Liberia, la Commission kenyane des droits de l'homme et le TICAH (Trust for Indigenous Culture and Health) au Kenya, pour mettre sur pied des ateliers expérimentaux à l'intention de personnes ayant survécu à des actes de violence. Ces participants ont illustré leur expérience de la guerre sur des cartes grandeur nature du corps humain. À travers ces cartes, ils ont raconté leur traumatisme personnel et ont partagé leurs visions de l'avenir. Dans les deux pays, ces cartes corporelles ont été exposées dans des espaces publics, ce qui a aidé à attirer l'attention du public sur les expériences marginalisées et à changer la manière dont ces atrocités sont perçues. Dans de nombreux cas, des forums et des activités de mémorialisation similaires sont le seul moyen dont disposent les démunis, les paysans et d'autres personnes marginalisées pour raconter leur histoire dans un espace public et faire connaître leurs expériences sur le plan national ou international.

Mais comme le démontre le chapitre « Engager le public par la narration », les récits des victimes, des survivants et d'autres groupes prennent vie lorsque de nouveaux publics les découvrent, alors que certains d'entre eux ignorent peut-être tout de la souffrance humaine occasionnée par ces événements historiques. En ce sens, la mémorialisation joue un rôle essentiel dans cette tentative cherchant à relier les publics d'aujourd'hui aux événements d'hier. Après avoir visité le Parc pour la Paix – Villa Grimaldi au Chili, un ancien centre de détention du régime Pinochet transformé aujourd'hui en un Site de conscience, un étudiant a déclaré : « Parfois on le perçoit comme faisant partie d'un événement qui remonte à un passé aussi lointain que l'histoire, et c'est tout. Mais, lorsqu'on se rend sur le site et qu'on voit qu'il y a des personnes qui sont toujours concernées car elles sont toujours sans nouvelles de leurs enfants et qu'elles cherchent leurs restes... cela me pousse à réfléchir davantage et à me mettre à la place de ces familles. »²

Marcher sur les traces de ceux et de celles qui nous ont précédés sur un lieu de mémoire peut être une expérience viscérale. Dans le chapitre sur le dialogue intergénérationnel au Cambodge, l'auteur Long Khet décrit comment les visites sur les sites des massacres font partie de la méthodologie du dialogue car, comme il le dit lui-même, « être sur les lieux au lieu de simplement en parler laisse

2 Coalition internationale des Sites de conscience, « Past to Present, Memory to Action », brochure de la Coalition internationale des Sites de conscience, 2011. (citation traduite par nous)

généralement une impression bien plus forte et assure une expérience authentique de l'histoire »³.

Pourtant, comme le démontrent les auteurs Maurice Politi et Kátia Felipini Neves dans le chapitre « Mémorial de la Résistance de São Paulo : des voies pour construire et solidifier les Sites de conscience », la préservation des lieux de mémoire à elle seule ne suffit pas. À l'instar des autres membres de la Coalition internationale des Sites de conscience, ils affirment que la transformation d'un ancien lieu de conflit en un site de mémoire vivante est ce qui fait de ce dernier un Site de conscience.

Bien que ce processus varie selon les contextes, les Sites de conscience ont tous un point commun : ils posent à leurs parties prenantes ainsi qu'à eux-mêmes des questions critiques sur le passé. Quelles sont les expériences multiples de ce qui s'est passé ici ? Comment devons-nous nous souvenir de ces expériences ? Quelles histoires doit-on raconter et comment s'y prendre ? Dans le même temps, les sites ne perdent pas de vue l'avenir et posent les questions suivantes. Comment nous voyons-nous en tant que société aujourd'hui et demain ? Comment éviter la répétition des atrocités passées ? Et comment renforcer les héritages qui soutiennent les principes de justice ? Le personnel de Sites de Conscience se pose de telles questions lors du développement des lieux de mémoire. Mais dans de nombreux cas, comme le démontrent les espaces d'intervention du musée Jane Addams Hull-House, ce type de questionnement se poursuit de façon continue, bien après que les portes du site aient été ouvertes aux visiteurs.

L'intégration de ce type de questionnement dans le programme de travail quotidien des sites illustre un schéma méthodologique plus large : les processus des sites reflètent souvent les valeurs qu'ils cherchent à susciter dans les communautés où ils travaillent et dans la société en général. Ces valeurs sont le questionnement critique, la compréhension de divers points de vue ou le rapprochement des personnes, malgré leurs différences. Ainsi, les processus tendent à rapprocher une variété de personnes qui travaillent ensemble selon des principes démocratiques, collaboratifs et égalitaires. L'exposition en ligne du réseau des Sites de conscience latino-américain *Transitions* constitue un exemple de la mémorialisation à travers des expériences très différentes, au moyen de processus démocratiques et inclusifs tels que le débat et la prise de décision collaborative. Comme l'explique le chapitre sur ce projet, les Sites de conscience de plusieurs pays ont choisi de changer les photos qu'ils avaient initialement sélectionnées pour être incluses dans l'exposition *Transitions* après avoir reçu de nouveaux commentaires émanant d'un point de vue différent.

Toutefois, travailler ensemble de manière démocratique n'est pas sans défis. Parfois, des facteurs politiques, économiques ou sociaux peuvent freiner le développement des lieux de mémoire, comme lorsque les groupes de victimes n'arrivent pas à s'accorder sur les personnes à commémorer ou sur la manière de le faire. Par exemple, bien que l'ancienne prison d'Irlande du Nord, surnommée Long Kesh ou The Maze⁴, ait fermé ses portes depuis l'an 2000, l'avenir du site demeure

3 Chapitre 10, « Dialogue Intergénérationnel : connecter le passé au présent à Jeunesse pour la paix au Cambodge »

4 Le nom de la prison diffère en fonction des différents groupes.

incertain⁵. Des controverses autour d'une initiative de mémorialisation ne sont pas inhabituelles et reflètent souvent les réalités d'une société d'après-conflit où les anciens clivages entre les groupes de parties prenantes sont toujours présents, et ce malgré les processus de justice transitionnelle en cours. En créant des espaces de dialogue ouvert sur la nature de ces divisions et en réunissant des groupes opposés, les Sites de conscience peuvent jouer un rôle important dans le processus de réconciliation et de reconstruction des sociétés déchirées par des conflits passés ainsi que dans le maintien de la paix.

Même lorsque les Sites de conscience n'opèrent pas dans des contextes d'après-conflit avec des objectifs de réconciliation ou de reconstruction spécifiques, ils aident et encouragent souvent les visiteurs à devenir des citoyens actifs⁶ qui prennent des responsabilités et entreprennent les actions nécessaires pour défendre les droits de l'homme. De nombreux Sites de conscience considèrent la citoyenneté active comme un principe fondamental dans les sociétés démocratiques où les violations à l'encontre des droits de l'homme rencontrent des résistances, sont punies, et sont, dans la mesure du possible, évitées. Les citoyens actifs respectent, entre autres, les différences, remettent les injustices en question et s'y opposent, et prennent également des mesures pour promouvoir l'équité au niveau social ou communautaire. Dans presque tous les Sites de conscience, la biographie des citoyens qui ont été actifs dans l'histoire est source d'inspiration pour les visiteurs d'aujourd'hui, leur montrant les actions qu'ils peuvent entreprendre. En même temps, en invitant les visiteurs à s'interroger sur le rôle qu'ils pensent jouer dans la définition de l'avenir, les Sites de conscience promeuvent la responsabilité personnelle de chaque être humain dans la construction d'une culture des droits de l'homme. Cette démarche prend toute son importance lorsque l'on réalise que les mémoriaux honorent souvent des personnages qui correspondent à l'archétype du « héros exceptionnel ». Une telle célébration pourrait paradoxalement dissuader les visiteurs à assumer un rôle plus actif si, par exemple, ces derniers se sentent incapables de prendre des mesures aussi extraordinaires que celles entreprises par la figure historique vénérée.

Pour aider les visiteurs à comprendre le passé et à se percevoir comme des acteurs qui dessinent l'histoire au présent, les Sites de conscience doivent utiliser des méthodes. Ils ont surtout besoin de méthodes qui reflètent et propagent les valeurs qu'ils cherchent à promouvoir. Les méthodes décrites dans les chapitres précédents sont diverses : elles comprennent des programmes de dialogue inter-générationnel, la narration, des visites interactives et d'autres moyens participatifs pour susciter l'engagement public. Cette diversité reflète l'application de ces méthodes dans des contextes très différents et dans des milieux où le conflit est soit une chose récente, soit l'affaire d'une génération

5 « Inside the Natalie Lindo, Inside the Maze prison – the first public tours », site web de BBC News Northern Ireland, 12 septembre 2011, consulté le 23 septembre 2014, <http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-14871213> et Laura McAtackney, « The Negotiation of Identity at Shared Sites: Long Kesh/Maze Prison site, Northern Ireland, » (document présenté au Xe Séminaire international du réseau d'universités Forum UNESCO - Université et patrimoine : paysages culturels au XXIe siècle qui s'est tenu à Newcastle-upon-Tyne, du 11 au 16 avril 2005), mis à jour en juillet 2006 et consulté le 23 septembre 2014, http://www.academia.edu/459520/The_Negotiation_of_Identity_at_Shared_Sites_Long_Kesh_Maze_Prison_Site_Northern_Ireland.

6 Katalin Széger, « Active Citizenship Can Change Your Country for the Better », site Web de l'Open Society Foundations (OSF), 25 février 2015, consulté le 23 septembre 2014, <http://www.opensocietyfoundations.org/voices/active-citizenship-can-change-your-country-better>.

antérieure, soit la tragédie d'une époque révolue dont les séquelles se font encore sentir. Cependant, malgré les différences dans les contextes d'application, les méthodes partagent des caractéristiques et des principes fondamentaux, tels que :

- “ **Le public** : lors du choix des méthodes, les sites tiennent compte des publics qu'ils cherchent à engager et de la manière dont ils espèrent susciter cet engagement. Ainsi, le public cible influence le choix des méthodes. Ces considérations sont importantes car, en général, les musées, les mémoriaux et les Sites de conscience cherchent à toucher le public le plus large possible. Toutefois, les études de cas traitées dans la présente publication adaptent leurs programmes à des publics spécifiques. La spécificité et la portée sont toutes les deux importantes, et ce, pour des raisons différentes.
- “ **Un lien entre le passé, le présent et l'avenir** : l'une des caractéristiques des Sites de conscience qui est la mise en lien délibérée du passé avec le présent pour imaginer et façonner l'avenir se reflète également dans le choix des programmes et des méthodes des sites. Dans certains cas, les visiteurs sont invités à établir ces liens par eux-mêmes en reliant leurs expériences contemporaines des héritages passés au présent et en cherchant des moyens pour façonner l'avenir, tandis que dans d'autres cas, les liens entre le passé et le présent sont énoncés explicitement par le site lui-même.
- “ **Le dialogue** : afin de susciter la participation des visiteurs et des membres de la communauté, les sites s'appliquent à créer des espaces et des opportunités pour tenir un dialogue et poser des questions sur le passé et l'avenir. Ce dialogue comprend un échange d'idées à travers différents points de vue. Des discussions communautaires sur des sujets historiques souvent délicats diffèrent considérablement de l'image traditionnelle des musées et des mémoriaux comme lieux d'apprentissage et de contemplation silencieuse. En fait, plusieurs des méthodes décrites encouragent non seulement la réflexion sur le passé, mais invitent également à des discussions ouvertes sur les actions que des personnes peuvent entreprendre aujourd'hui et dans l'avenir pour créer des cultures fondées sur le respect des droits.
- “ **Des outils pour l'engagement et l'action** : même si certaines des méthodes décrites dans cette publication ne présentent pas un outil ou une stratégie spécifique pour encourager les participants à passer à l'action, elles aspirent toutes à donner au moins aux participants le moyen d'examiner leur engagement envers les droits de l'homme. Dans certains cas, les méthodes sont articulées autour des interventions des participants que ce soit sur le site pendant la visite ou à l'extérieur du site à un moment ultérieur ; ou elles représentent elles-mêmes des moyens concrets le permettant.

Deux aspects des points communs mentionnés ci-dessus sont particulièrement frappants. Premièrement, l'utilisation de telles idées et activités sur des mémoriaux, en particulier ceux qui honorent des tragédies récentes, aurait été inimaginable dans de nombreux endroits ou aurait peut-être même fait l'objet de critique il y a à peine quelques décennies. D'ailleurs, aujourd'hui encore, certains sites de mémoire publics sont considérés comme des sanctuaires sacrés où des discussions critiques sur le passé sont jugées inacceptables, surtout si la discussion remet en question les récits acceptés ou officiels. Pourtant, l'exploration contemporaine des questions soulevées sur un site, y compris les questions soulevées par les visiteurs qui expriment des points de vue différents sur le passé, indique

à quel point la visite d'un lieu de mémoire peut être une expérience enrichissante et déterminante. Les groupes de victimes et d'autres défenseurs des droits de l'homme cherchent à exploiter l'intensité de cette expérience pour atteindre leur objectif : celui de s'assurer que cela ne se reproduise plus jamais. Deuxièmement, comme l'indique le champ d'application de la présente publication, de nombreuses méthodologies de mémorialisation novatrices se développent dans l'hémisphère sud et ailleurs. Alors que les survivants des atrocités, issus de milieux divers et munis d'un large éventail d'expériences, dirigent et participent aux efforts de mémorialisation, le travail de mémoire devient de plus en plus varié, collaboratif et créatif. Dans de nombreux pays, des projets de mémoire créatifs et novateurs ont fait leur apparition en dépit (ou peut-être à cause) de l'absence de modèles locaux sur la mémorialisation. Les efforts communautaires comprenant ou non des historiens ou des muséologues professionnels repoussent les limites de la mémorialisation, créant souvent de nouveaux modèles et méthodes, dont certains ont été étudiés dans la présente publication. Parallèlement, à mesure que de nouvelles technologies font leur apparition, elles sont appliquées et utilisées tant par les muséologues traditionnels que par les personnes du monde entier qui cherchent à préserver la mémoire et à s'engager avec celle-ci dans les sphères publiques.

Les méthodologies compilées dans cette publication démontrent clairement que les projets de mémoire publics tendent à être uniques et complexes, tout en étant différents en termes d'objectif, de portée et d'ampleur. Les méthodologies précisent aussi que l'étude et la mise en pratique de la mémorialisation comportent toutes les deux des éléments relativement nouveaux. Dans la pratique, l'idée de mémorialisation est appliquée différemment avec des objectifs précis qui reflètent le passé, le présent et le futur, tels que la mise à l'honneur des victimes et des survivants dans le respect, le développement de l'engagement civique ou la protection des droits de l'homme. Comme pour tout projet naissant, il peut y avoir des problèmes et des lacunes quant à la manière dont les projets de mémoire sont mis en œuvre et vécus, en raison de facteurs financiers, pratiques, politiques, sociaux, éducatifs ou autres.

Bien que la mémorialisation se pratique probablement depuis le début de la civilisation humaine, les études académiques poussées sur la mémorialisation, y compris les efforts visant à documenter les méthodologies de travail sur la mémoire, sont relativement nouvelles. Alors que des projets de mémoire innovants prolifèrent dans le monde entier, l'étude de la mémorialisation se développe également et semble destinée à progresser davantage. Ce domaine est multidisciplinaire, ce qui reflète à la fois la complexité du travail et les nuances des sociétés où les projets de mémoire sont mis en place. Tout comme les projets de mémoire, l'étude de la mémorialisation comporte des lacunes et des possibilités. Par exemple, la documentation et l'étude des efforts de mémorialisation, de ceux qui sont considérés comme très réussis à ceux jugés inefficaces, représentent un domaine de travail important et en plein essor. De tels besoins en documentation comprennent également l'analyse des facteurs jugés essentiels à la réussite, l'identification d'éléments qui risqueraient d'entraver les efforts de mémorialisation ou l'évaluation de l'incidence de ces efforts sur les sociétés. Cette publication constitue une étape dans la documentation de la mémorialisation. Les projets et les méthodologies sélectionnés dans ce livre expriment une ambition commune : celle d'utiliser les leçons du passé pour promouvoir la justice aujourd'hui et créer des cultures de droits de l'homme dans l'avenir.

4.2 CONTRIBUTEURS

Paulo Abrão est le secrétaire national de la Justice brésilienne et le président de la Commission d'amnistie du Brésil. Dr Abrão est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université pontificale catholique de Rio de Janeiro et d'un master en droit de l'Université de la Vallée du Rio dos Sinos. Spécialiste des droits de l'homme et des processus de démocratisation, Dr Abrão est professeur de droit à l'Université catholique de Brasilia. Il est l'auteur d'une douzaine d'articles et de livres sur la justice transitionnelle et sur le droit public, et a mené des recherches dans plusieurs universités d'Amérique latine, telles que l'Université pontificale catholique de Rio Grande do Sul au Brésil et l'Université du Chili. En 2006, il a intégré la mission brésilienne pour la mise en place de l'Université du Cap Vert. Dr Abrão travaille maintenant en tant que conseiller auprès du centre de référence pour le projet « Souvenirs révélés » de l'archive publique du chef de cabinet du président du Brésil. Il est également coordinateur pour la mise en place du projet du mémorial politique et est membre du Conseil des directives culturelles du musée de la Résistance de São Paulo, un site membre de la Coalition internationale des Sites de conscience.

Valeria Barbuto est la directrice de l'organisation Mémoire ouverte [Memoria Abierta] en Argentine et siège au Conseil exécutif de l'organisation Espace pour la mémoire et les droits de l'homme [anciennement ESMA]. Elle a développé divers projets sur l'archivage, l'accès à l'information et les droits de l'homme, et a participé à des travaux de recherche sur la mémoire collective et les processus de transition en Argentine. Elle possède un diplôme de premier cycle, spécialisé en anthropologie, de l'Université de Buenos Aires et elle a entrepris des études de cycle supérieur en administration culturelle à l'Institut des hautes études sociales (IDAES) de l'Université San Martin de Buenos Aires (UNSAM), ainsi que dans le domaine de la démocratisation et des droits de l'homme au Centre pour les droits de l'homme dans le département de droit de l'Université du Chili. Elle fait partie de la Faculté d'anthropologie juridique et politique du département des sciences humaines de l'UBA.

Ariel Caniza est détenteur d'un diplôme et d'un certificat d'enseignant en communication et journalisme de l'Université de Buenos Aires, avec spécialisation en relations internationales. Depuis 2009, il participe aux efforts internationaux de l'organisme Mémoire ouverte [Memoria Abierta]. Il a notamment collaboré à divers projets relatifs à la communication, la recherche et la production de contenu relatif à un réseau international de musées et de sites de mémoire latino-américains, dans le cadre du travail de la Coalition internationale des Sites de conscience. Depuis 2011, il est chroniqueur à la radio et pour d'autres médias graphiques. Il est actuellement chroniqueur à FM Boedo, une station de radio à Buenos Aires, et a dans le passé travaillé pour Mundo Sur FM et FM Universidad. Il est aussi le fondateur d'Urban Journalism, un site d'information actif de 2008 à 2011. Depuis 2004, il enseigne le discours et la communication dans des établissements du secondaire.

Maja Čečen est la directrice du Fonds B92, un organisme basé à Belgrade, en Serbie. Maja a auparavant travaillé comme journaliste auprès de plusieurs organes de presse (Borba, Demokratija et Telegraf) avant d'occuper le poste de chef de projet chez B92, un organe médiatique. En 2004, B92 a créé le Fonds B92, une fondation indépendante afin de promouvoir la responsabilité sociale, le développement et la sensibilisation du public sur un large éventail de questions relatives à la société serbe et à d'autres sociétés de la région. La mission du fonds B92 est de contribuer au développement d'une société tolérante et responsable et d'améliorer les conditions sociales et culturelles des groupes sociaux marginalisés. Au Fonds B92, Maja a co-produit des documentaires sur le passé et a participé à une initiative relative à l'édification d'un complexe éducatif commémoratif sur le site de l'ancien camp de concentration nazi de Staro Sajmiste, à Belgrade. Ce centre vise à recueillir et à préserver la mémoire des Juifs et d'autres victimes persécutés par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, et il est appelé à devenir un centre de recherche et de formation pour étudier l'histoire, les causes de la violence dans l'ex-Yougoslavie ainsi que l'histoire de la lutte pour une société plus tolérante. À l'heure actuelle, le Fonds B92 met en œuvre une série de projets éducatifs qui relie le passé au présent à l'intention des écoliers en Serbie.

Doudou Diène Né au Sénégal en 1941, Doudou Diène est titulaire d'un diplôme de droit de l'Université de Caen, d'un doctorat en droit public de l'Université de Paris et d'un diplôme en sciences politiques de l'Institut d'études politiques de Paris. De 1972 à 1977, il a occupé le poste de représentant adjoint du Sénégal auprès de l'UNESCO. En cette qualité, il a également assumé les fonctions de vice-président et de secrétaire du Groupe africain et du Groupe des 77. En 1977, il a rejoint le secrétariat de l'UNESCO et, en 1980, il a été nommé directeur du bureau de liaison avec les missions permanentes et les départements des Nations Unies à New York. De 1985 à 1987, il a occupé les postes de sous-directeur général adjoint pour les relations extérieures, porte-parole du directeur général et directeur de l'information du public. Après une période en tant que chef de projet de l'« Étude intégrale des routes de la soie : les routes du dialogue », visant à revitaliser le dialogue Est-Ouest, il est nommé en 1993 directeur de la division des projets interculturels (aujourd'hui appelée division du dialogue interculturel). En 2002, il est nommé par la Commission des droits de l'homme comme rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui lui est associée, et son mandat sera ultérieurement prolongé par le Conseil des droits de l'homme. Il a présidé de nombreux jurys et a également été l'invité distingué de nombreuses émissions de radio et programmes de télévision. Il est le co-auteur de *Patrimoine culturel et créations contemporaines*, et de l'article « UNESCO and Communications Research and the New World Information Order » publié dans le *Journal of International Affairs*. Il a également publié des articles sur le dialogue interculturel et interreligieux dans des revues telles que *Archeologia*, *Historia*, *Sciences et Vie*, et *Actualité des Religions*. Il a été directeur de la rédaction du livre *From Chains to Bonds* (UNESCO, 1998) et a écrit la préface du livre *Tradition orale et archives de la traite négrière* (UNESCO, 2001), ainsi que l'éditorial de la lettre d'information n°2 de « La route de l'esclavage » (UNESCO, 2001).

Kátia Felipini Neves a reçu une formation en muséologie et possède une licence de la Faculté de philosophie, des lettres et des sciences humaines de l'Université fédérale de Bahia (1993). Elle a aussi suivi une formation spécialisée en muséologie au musée d'Archéologie et d'Ethnologie de l'Université de São Paulo (2002) et elle est détentricrice d'un master de l'Université lusophone des sciences humaines et des technologies de Lisbonne, au Portugal (2012). Elle est actuellement inscrite à un programme de master en administration des affaires, spécialisé dans la gestion économique et stratégique des projets, à l'Université Fundação Getúlio Vargas. Elle travaille aussi comme coordinatrice au mémorial de la Résistance de São Paulo. Depuis qu'elle a rejoint l'institution en 2008 en participant au processus de mise en œuvre du mémorial, Kátia mène des recherches sur les institutions muséales qui se centrent sur les questions liées aux violations des droits de l'homme pour les enrichir. Parmi d'autres activités, elle a participé à l'élaboration des plans muséaux pour la mise en œuvre du musée de la Diversité sexuelle (initiative du secrétariat d'État à la Culture de São Paulo) et du musée de la Lutte pour la justice (initiative du Centre pour la préservation de la mémoire politique et de l'Ordre des avocats du Brésil) depuis 2013. Elle représente le mémorial de la Résistance de São Paulo au sein de la Commission nationale de vérité Rubens Raiva à São Paulo.

Silvia Fernández Originaire d'Espagne, Silvia Fernández est l'un des trois directeurs de programme au sein de la Coalition internationale des Sites de conscience, et travaille en particulier avec le réseau européen régional de la Coalition. À ce titre, Silvia gère les éléments essentiels du département des programmes de la Coalition en Europe. Chef de programme chevronnée, Silvia a supervisé la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de nombreux projets éducatifs sur la promotion des droits de l'homme ainsi que des initiatives de justice sociale à l'échelle internationale. Parmi les programmes et les outils que Silvia aide à élaborer, elle s'intéresse particulièrement à l'utilisation des médias, de l'art et de la culture pour façonner la perception du public et créer un changement social positif. Silvia possède un master en éducation internationale, spécialisé sur les droits de l'homme et l'éducation au développement international de l'Université de New York (États-Unis) et une licence en sciences sociales, politiques et relations internationales de l'Université de Southampton (Royaume-Uni).

Bruno Scalco Franke est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université fédérale de Rio Grande do Sul et sa thèse de fin d'études portait sur les tribunaux hybrides, à savoir les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens. Il est analyste judiciaire à la Cour de travail régional de la 4^{ème} région du Brésil. Il travaille aussi sur un master en droit international à l'Université fédérale de Rio Grande do Sul. Il est membre du groupe de recherche sur le constitutionnalisme et la justice transitionnelle en Amérique latine.

Bix Gabriel est la co-fondatrice et la principale conseillère en communication de TakeTwo Services, une société de conseil basée à New York City qui élabore des stratégies en communications et en collecte de fonds pour des organismes à but non lucratif. Depuis plus de dix ans, Bix travaille sur des communications stratégiques pour les organismes à but non lucratif, qu'ils soient petits ou

grands, locaux ou internationaux, notamment en tant que directrice des relations extérieures au sein de la Coalition internationale des Sites de conscience. Avant cela, Bix a occupé le poste de directrice régionale des communications chez Teach For America, une association américaine à but non lucratif qui œuvre dans le secteur de l'enseignement. Elle a aussi été la directrice des médias et des relations communautaires chez Sakhi pour South Asian Women, une organisation de services directs située à New York. Elle possède deux masters, l'un en communications et l'autre en sciences des médias. Elle est aussi l'auteur de l'article « Sites of Conscience: Past to present, memory to action » publié dans *Museum of Ideas: Engagement et conflit*, livre issu de la collection *Museums Etc.* Elle est actuellement formatrice associée à l'Université de l'Indiana à Bloomington.

Deborah Gardner est écrivaine, rédactrice et spécialiste en matière de santé publique. Elle possède deux masters obtenus à l'Université de Washington à Seattle : un master en santé publique, spécialisé en santé maternelle et infantile, et un master en beaux arts, spécialisé en création littéraire. Elle a obtenu une licence en études féminines et en religion à l'Oberlin College. Elle a aussi écrit pour le blog culinaire du *New York Times*, pour *Issues in Science and Technology Magazine*, le site web *The Atlantic*, *The Jewish Sound*, et *Seattle Local Food*. Elle possède des connaissances dans les domaines suivants : la mobilisation de la jeunesse, la recherche en santé mondiale et l'organisation des communautés en vue d'assurer une équité durable sur le plan alimentaire, nutritionnel et sanitaire. Elle est actuellement la directrice adjointe de FEEST (Food Education Empowerment Sustainability Team) à Seattle. Elle a vécu aux États-Unis, au Canada, en Thaïlande, et en Guyane.

Long Khet est le fondateur et le directeur exécutif de Jeunesse pour la paix (YFP). Il a fondé l'organisme en 1999 et compte plus de dix ans d'expérience pratique dans les travaux de consolidation de la paix. Il a contribué à l'élaboration d'un programme de paix, de leadership et de réconciliation pour les jeunes après la fin des conflits au Cambodge. Il est diplômé de l'Université royale de Phnom Penh et de la Faculté de pédagogie. Pendant ses études à l'Université, il a participé à une séance de discussion et à une marche pour la paix afin de mettre fin aux violents conflits qui ont marqué les élections nationales du Cambodge. Après l'obtention de son diplôme, il a travaillé pendant deux ans comme enseignant dans le secondaire dans une province rurale du Cambodge. Il est titulaire d'un master sur la transformation pratique des conflits de l'Université de Paññāsāstra du Cambodge et du Centre d'étude de la paix et des conflits (CPC). Il s'intéresse principalement à des initiatives de mémoire et au processus de reconstruction après-conflit, ainsi qu'à l'intégration à l'ANASE. Son projet de recherche-action porte sur l'héritage de la mémoire au Cambodge. Aujourd'hui, il participe à un projet de recherche sur l'éducation à la paix au Cambodge et s'est aussi engagé dans des initiatives régionales sur la paix et la mémoire communautaire. En outre, il a participé au programme de bourses de l'Alliance historique pour le dialogue et la responsabilisation de l'Institut pour l'étude en droits de l'homme, à l'Université de Colombia, à New York. Il a également participé à des réseaux et à des conférences locaux, régionaux et internationaux sur la justice sociale, la paix et la démocratie.

Zachary D. McKiernan est professeur d'histoire à l'Université de Hampton de Virginie, aux États-Unis. Il a reçu une formation de cycle supérieure en histoire publique à l'Université de Californie à Santa Barbara. Pendant son séjour au Chili, son travail sur le terrain était axé sur les musées et les sites de mémoire relatifs aux droits de l'homme. Ses travaux de recherche actuels portent sur les lieux de mémoire afro-américains de Hampton Roads, en Virginie. Zachary est passionné par la manière avec laquelle les gens ordinaires se mobilisent autour de l'histoire pour apporter du changement et créer une communauté.

Ereshnee Naidu est la principale conseillère en justice transitionnelle de l'Initiative internationale pour la justice, la vérité et la réconciliation, un programme phare de la Coalition sur la justice transitionnelle. Ancienne directrice de programmes à la Coalition internationale des Sites de conscience, Ereshnee a travaillé comme chercheuse et chef de projet pour des initiatives telles que le Centre pour l'étude de la violence et de la réconciliation (CSVV) en Afrique du Sud. Elle possède plus de dix ans d'expérience et de collaboration avec les organisations communautaires et les décideurs dans l'élaboration de modèles de mémorialisation qui soutiennent les droits de l'homme. Elle a obtenu son doctorat en sociologie de la Graduate Center de la City University de New York et a publié divers articles sur la mémorialisation et les réparations dans les sociétés d'après-conflit.

Dario de Negreiros est le coordinateur des initiatives de réparation et de la recherche psychologique pour la Commission d'amnistie au Brésil. Il est membre de l'association Margens Clínicas, un groupe de psychanalystes qui proposent leur aide aux victimes de violences policières. Il a été reporter chez la Folha de São Paulo et a également collaboré avec d'autres médias. En 2014, il a été le coordinateur de la publication *Renforcer la mémoire, la justice et les droits humains au Brésil et dans l'hémisphère Sud* de la Coalition internationale des Sites de conscience. Il possède un diplôme en psychologie, philosophie et journalisme. Il est actuellement étudiant de deuxième cycle au département de philosophie de l'Université de São Paulo.

Maurice Politi est né en Égypte et a immigré au Brésil avec sa famille quand il était encore enfant. En 1967, lorsqu'il était étudiant en journalisme à l'école des arts et de la communication à l'Université de Sao Paulo, il a participé au mouvement des étudiants contre le régime militaire avec le groupe révolutionnaire ALN (Ação Libertadora Nacional). En mars 1970, il a été arrêté et a été condamné à passer quatre ans en prison comme prisonnier politique. Il est passé par trente-six cellules dans neuf prisons de l'État de São Paulo. Après son séjour en prison, Maurice a été expulsé du pays en 1975 et considéré comme un « apatride ». Après un exil de cinq ans en Israël, il est rentré au Brésil en 1980 après la proclamation d'une amnistie et il a retrouvé la nationalité brésilienne. Il a alors commencé une carrière qui durera vingt-sept ans au sein d'une multinationale spécialisée dans l'exportation et le contrôle de la qualité. Pendant cette époque, il a vécu au Brésil, au Pérou, au Mexique, au Kenya, en Suisse et en Argentine. Depuis 2007, il travaille principalement dans le domaine des droits de l'homme et de l'action sociale pour la vérité, la mémoire et la justice. Il a fondé et est le président de l'ONG *Núcleo de Preservação da Memória Política*. En février 2010, le ministre des Droits de l'homme

Paulo Vannuchi, lui a demandé de coordonner le projet du Droit à la mémoire et à la vérité (Projeto Direito à Memória e à Verdade). Il a assuré la coordination de la révision du livre, de la mise au point de l'exposition et de la construction de vingt monuments à la mémoire des morts et des disparus. Il agit aussi comme conseiller pour l'équipe des professionnels responsable de la Memorial da Resistência, siège au Conseil de la société civile à la Commission d'amnistie du ministère de la Justice et est membre du Conseil pédagogique de la Memorial da Resistência. Maurice a participé à plusieurs séminaires en tant que conférencier, et est l'auteur du livre *Resistance Behind Bars* et d'autres œuvres.

4.3 RÉFÉRENCES

Des liens supplémentaires vers les sites Web sont disponibles dans les notes de bas de page de chaque chapitre.

Abrão, Paulo et Marcelo D. Torelly, « Justiça de Transição no Brasil: a dimensão da reparação, » dans *Revista Anistia Política e Justiça de Transição*. (Brasília: ministère de la Justice n° 03, jan/juin 2010), 108–139.

« Agreement between the United Nations and the Government of Sierra Leone and Statute of the Special Court for Sierra Leone, 16 January 2002, » Statute of the Special Court for Sierra Leone, publié le 16 janvier 2002, Special Court of Sierra Leone and Residual Special Court of Sierra Leone.

American Association for State and Local History, Technical Leaflet #249, « EXHIBIT MAKE-OVERS: Do-It-Yourself Exhibit Planning, » incluse dans la revue *History News* 65, n° 1, (hiver 2010).

Análise. « Verdade e Justiça para Quem, » *Brasil de Fato*, 19 juillet 2011

Araujo, Marcelo M. et Maria Cristina Oliveira Bruno, coordinateurs, *Memorial da Resistência de São Paulo*, São Paulo: Pinacoteca do Estado de São Paulo, Memorial da Resistência de São Paulo, 2009, 61.

Bar-Tal, Daniel, « Collective Memory of Physical Violence: Its Contribution to the Culture of Violence, » dans Ed Cairns and Micheál D. Roe, eds., *The Role of Memory in Ethnic Conflict*, New York: Palgrave Macmillan, 2003.

Barsalou, Judy et Victoria Baxter, « The Urge to Remember: The Role of Memorials in Social Reconstruction and Transitional Justice », collection United States Institute on Peace Stabilization and Reconstruction, n° 5 (2007), 1–24.

Beaubien, Jason, « Extortion, Gang Violence Terrorize El Salvador, » National Public Radio, 12 mars 2009.

Benjamin, Medea, « Egyptians Stand Up to President's Power Grab » *Huffington Post*, 28 novembre 2012.

Bergstrom, Randolph, « Editor's Corner: Engaging History, » *The Public Historian* 30, n° 1 [février 2008]: 7–8.

Bhandari, Ram, « Class and Justice, » Kathmandu Post, 29 juillet 2014 (et) Bhandari, Ram, « Class and Justice in Nepal, » site Web du site de la Coalition internationale des Sites de conscience, août 2014.

Bhowmick, Nilanjana, « Four Things You Need to Know About the Chaos In Bangladesh, » *Time*, 6 novembre 2013.

Bickford, Louis, « Preserving Memory: The Past and the Human Rights Movement in Chile, » dans *Democracy and Human Rights in Latin America*, eds. Richard S. Hillman, John A. Peeler, et Esla Cardoza da Silva (Westport, Connecticut: Praeger, 2002), 9–26.

- Blustein, Jeffrey, *The Moral Demands of Memory*, Cambridge: Cambridge University Press, 2008.
- Booth, W. James, *Communities of Memory: On Witness, Identity and Justice*, (London: Cornell University Press, 2006.
- Beelaert, Bram, Mandy Nauwelaerts, et Luc Verheyen, *Musea dans Erfgoed Antwerpen*, « The Power of the Story, » *Museums of Ideas: Commitment and Conflict*, [Édimbourg : Museums etc., 2011].
- Brett, Sebastian et al., « Memorialization and Democracy: State Policy and Civic Action, » (Rapport final de la conférence internationale Memorialization and Democracy: State Policy and Civic Action in Santiago, qui s'est tenue au Chili, du 20 au 22 juin 2007.
- Brett, Sebastian, Louis Bickford, Liz Ševčenko, et Marcela Rios. « Memorialization and Democracy: State Policy and Civic Action. », rapport de la conférence, Santiago de Chile, 20 au 22 juin, 2007.
- Bruno, Maria Cristina Oliveira, *Plano Museológico do Memorial da Resistência de São Paulo*, São Paulo: Associação Pinacoteca Arte e Cultura—APAC; Memorial da Resistência de São Paulo, 2010.
- Casa Memory José Domingo Cañas 1367, « Memories of Political Repression in Chile: Human Rights Across the Disciplines. » Fonds de soutien aux projets des Sites de conscience de la Coalition internationale, Chili, 2012.
- Chilean National Commission on Truth and Reconciliation, *Report of the Chilean National Commission on Truth and Reconciliation*, traduit par Phillip E. Berryman, South Bend, Indiana: University of Notre Dame Press, 1993.
- Comissão de Anistia. Relatório Anual da Comissão de Anistia 2008, Brasília: Comissão de Anistia, 2009. 58–59.
- Cowell, Alan « A.N.C. Official Convicted of Hate Speech, » 12 septembre 2011, *New York Times*.
- de Greiff, Pablo, ed., *The Handbook of Reparations*, Oxford: Oxford University Press, 2006. Denney, Lisa, « Sierra Leone: Wave of Violence or Wake-Up Call? » *Pambazuka* 438, 18 juin 18, 2009.
- DeWaal, Alex, « Remember Alem Bekagn, » *London Review of Books* 34, n° 2 [2012].
- Dhar, Utpal Kanti, « Closing Report of the Project 'Dialogues on Inter-Religious Harmony & Tolerance, » rapport soumis, manuscrit non, 2010.
- Edkins, Jenny, *Trauma and the Memory of Politics*, New York: Cambridge University Press, 2003. Ereshnee Naidu, *From Nyayo House to Godown Arts Center: A Needs Assessment of Memorialization Initiatives in Kenya*, New York: Coalition internationale des Sites de conscience, 2010.
- Fullard, Madeleine *Dis-placing Race: The South African Truth and Reconciliation Commission (TRC) and Interpretations of Violence*, (Johannesbourg: Centre for the Study of Violence and Reconciliation), 2004.
- Gberie, Lansana, « The Special Court for Sierra Leone Rests—for Good, » *Africa Renewal Online*, avril 2014.

Gibson, James L. *Overcoming Historical Injustices: Land Reconciliation in South Africa*, Cambridge: Cambridge University Press, 2009.

« The great white-tax debate—'Rich should pay wealth tax'—Tutu, » City Press, 13 août 2011.

Hamber, Brandon « Narrowing the Micro and Macro: A Psychological Perspective on Reparations in Societies in Transition, » dans Pablo de Greiff, ed., *The Handbook of Reparations*, Oxford: Oxford University Press, 2006.

Hamber, Brandon, Liz Ševčenko, et Ereshnee Naidu, « Utopian Dreams or Practical Possibilities: The Challenges of Evaluating the Impact of Memorialization in Societies in Transition, » *International Journal of Transitional Justice* 4, n° 3 (2010): 397-420.

Hasan, Rashidul « War Crime Trial: Evidence collection begins, » The Daily Star, 31 mars 2010.

Hass, Kristin Ann, *Carried to the Wall: American Memory and the Vietnam Veterans Memorial*, Berkeley: University of California Press, 1998.

Hayden Dolores, *The Power of Place: Urban Landscapes as Public History*. Cambridge: MIT Press, 1995.

Hayner, Priscilla B. *Unspeakable Truths: Transitional Justice and the Challenge of Truth Commissions*, New York: Routledge, 2010.

Hogan, Louise, « Beyond Transitional Justice—Memorialisation in Africa, » *Transconflict*, May 24, 2012.

Huntington, Samuel, « The Clash of Civilizations? » *Foreign Affairs* (été 1993).

Jamalpur Ghandi Ashram, « Dialogues on Inter-Religious Harmony and Tolerance. » Fonds de soutien aux projets des Sites de conscience de la Coalition internationale, Bangladesh, 2012.

Jamalpur Ghandi Ashram, « Dialogues on Inter-Religious Harmony and Tolerance. » Fonds de soutien aux projets des Sites de conscience de la Coalition internationale, Bangladesh, 2012.

Musée Jane Addams Hull-House, « Unfinished Business-Juvenile Justice Exhibit. » Fonds de soutien aux projets des Sites de conscience de la Coalition internationale, États-Unis, 2012.

Khulumani Support Group, « No Cohesion without Reparations!—The Struggle for Inclusive and Comprehensive Reparations: A View from the South African Coalition for Transitional Justice, » 22 juillet 2007.

Kieh, George Klay Jr, « State-building in Post-Civil War Sierra Leone, » *African and Asian Studies* 4, n° 1-2 [2005]: 163-185.

Kimmelman, Michael, « Auschwitz Shifts From Memorializing to Teaching, » *The New York Times*, 18 février 2011.

Kritz, Neil J. ed., *Transitional Justice: How Emerging Democracies Reckon With Former Regimes*, Washington D.C.: United States Institute for Peace, 1997.

Krugman, Paul, « Prisons, Privatization, Patronage, » *The New York Times*, 21 juin 2012.

- Lefko-Everett, Kate, Ayanda Nyoka, et Lucia Tiscornia, « SA Reconciliation Barometer Survey: 2011 Report, » Institute for Justice and Reconciliation, 2011.
- Levinson, Sanford, *Written in Stone: Public Monuments in Changing Societies*, Durham: Duke University Press, 1998.
- Lindo, Natalie « Inside the Maze prison – the first public tours, » site Web de BBC News Northern Ireland, 12 septembre 2011.
- Lord, Barry, et Maria Piacente, eds. *Manual of Museum Exhibitions, Second Edition*. Lanham, Maryland: Rowman et Littlefield, 2014.
- Lorey, David E. et William H. Beezley, eds., *Genocide, Collective Violence and Popular Memory: The Politics of Remembrance in the Twentieth Century*, Wilmington: Scholarly Resources, Inc., 2002.
- Mani, Rama, « Rebuilding an Inclusive Political Community After War, » *Security Dialogue* 36, n° 4 (2005): 511–526.
- McAtackney, Laura, « The Negotiation of Identity at Shared Sites: Long Kesh/Maze Prison site, Northern Ireland, » (document présenté au Xe Séminaire international du réseau d'universités Forum UNESCO - Université et patrimoine : paysages culturels au XXIe siècle qui s'est tenu à Newcastle-upon-Tyne, du 11 au 16 avril 2005) et mis à jour en juillet.
- Mendeloff, David, « Truth-Seeking, Truth-Telling, and Post-Conflict Peacebuilding: Curb the Enthusiasm,? » *International Studies Review* 6, n° 3 (2004): 355–380.
- Moon, Claire, *Narrating Political Reconciliation: South Africa's Truth and Reconciliation Commission*, New York: Rowman and Littlefield Publishers Inc., 2008.
- Münyas, Burcu, « Genocide in the minds of Cambodian youth: transmitting (hi) stories of genocide to second and third generations in Cambodia, » *Journal of Genocide Research* 10, no. 3, [2008] 413–439.
- Museo de la Palabra y Imagen, « A Tale to Learn: Chiyo's Story. » Fonds de soutien aux projets des Sites de conscience de la Coalition internationale, Salvador, 2012.
- Museo de la Palabra y Imagen, "A Tale to Learn: Chiyo's Story." Fonds de soutien aux projets des Sites de conscience de la Coalition internationale, Salvador, 2012.
- Naidu, Ereshnee, « Memorialisation in Post-conflict Societies in Africa: Potentials and Challenges, » *Memorials in the Time of Transition*, édité par Susanne Buckley-Zistel et Stefanie Schäfer. *Intersentia*, Cambridge: Trinity House, 2014, chapitre 1.
- Naidu, Ereshnee, *Symbolic Reparations: A Fractured Opportunity*, Johannesburg: Centre for the Study of Violence and Reconciliation, 2004.
- Naidu, Ereshnee, *The Ties That Bind: Strengthening the Linkages Between Memorialization and Transitional Justice*, Johannesburg, Centre for the Study of Violence and Reconciliation TJPresearch Brief, 2006.

Negreiros, Dario de, « Memory, Truth, Justice and Reparation for the Brazilian Post-dictatorial crimes, » *Ponte: Segurança Pública, Justiça e Direitos Humanos*, 26 juin 2014.

Nora, Pierre. « Reasons for the Current Upsurge in Memory. » dans *The Collective Memory Reader*, édité par Jeffrey Olick, et al. Oxford University Press, 2004.

Opiyo, Dave, « Kenya: TJRC Told of Nyayo House Torture, » *All Africa*, 28 février 2012. Osborne, Elodie Courter, *Manual of Traveling Exhibitions*, UNESCO, 1953.

Peace Museum Project Management Team, « Engaging Civil Society on the Relevance of the Peace Museum in Building Peace and a Culture of Human Rights in Sierra Leone. » Fonds de soutien aux projets des Sites de conscience de la Coalition internationale, Sierra Leone, 2012.

Posel, Deborah et Graeme Simpson, eds., *Commissioning the Past: Understanding South Africa's Truth and Reconciliation Commission*, Johannesburg: Witwatersrand University Press, 2002.

Ramphela, Mamphela, *Laying Ghosts to Rest: Dilemmas of Transformation in South Africa*, Cape Town: NB Publishers, 2008.

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur le séminaire concernant différentes expériences en matière d'archives en tant que moyen de garantir le droit à la vérité, 14 avril 2011.

Ricoeur, Paul, *Memory, History, and Forgetting*, traduit par Kathleen Blamey et David Pellauer, Chicago: University of Chicago Press, 2004.

Salazar, Gabriel, Mario Garcés, et Pablo Artaza, « La Historia Social: Sujeto social e historicidad en la construcción de memoria para la acción, » ed. Verónica Vives Cofré, *Cuaderno de Trabajo Volumen 1: Memoria, Historia y Derechos Humanos*, (Santiago de Chile: Universidad de Chile, 2011), 67–83.

Salazar, Gabriel, Mario Garcés, et Pablo Artaza, « La Historia Social: Sujeto social e historicidad en la construcción de memoria para la acción. » *Cuaderno de Trabajo Volumen 1: Memoria, Historia y Derechos Humanos*. Édité par Verónica Vives Cofré, Santiago de Chile: Universidad de Chile, 2011.

Ševčenko, Liz et Maggie Russell-Ciardi, « Sites of Conscience: Opening Historic Sites for Civic Dialogue, » *The Public Historian* 30, n^o 1 [février 2008] 9–15.

Soares, L.E., « Segurança Municipal no Brasil sugestões para uma agenda mínima, » dans *J.T. Sentosé Prevenção da violência: o papel das cidades*. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira, 2005.

« Special Court Hands Over Courthouse and Complex to the Government of Sierra Leone, » communiqué du tribunal spécial pour la Sierra Leone, 2 décembre 2013.

« Transitional Justice is Key to Preventing Human Rights Violations, Says UN Expert, » Centre d'actualités de l'ONU, 11 septembre 2012.

van der Merwe, Hugo, Victoria Baxter, et Audrey R. Chapman, eds., *Assessing the Impact of Transitional Justice: Challenges for Empirical Research*, Washington D.C.: United States Institute for Peace Press Books, 2009.

Volkan, Vamik D. « What Some Monuments Tell Us About Mourning and Forgiveness, » dans Elazar Barkan et Alexander Karn, eds., *Taking Wrongs Seriously: Apologies and Reconciliation*, Californie : Stanford University Press, 2002.

Wright, Thomas C. *State Terrorism in Latin America: Chile, Argentina, and International Human Rights* Lanham, MD: Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 2007.

Young James E., *The Texture of Memory: Holocaust Memorials and Meaning*, New Haven, Connecticut: Yale University Press, 1993.

Zusman, Angela, *Story Bridges: A Guide to Conducting Intergenerational Oral History Projects*, Walnut Creek, CA: Left Coast Press, 2010.